

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°375

JUIN 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA : LES FDS ENTRENT DANS MANBIJ AVEC LE SOUTIEN DE LA COALITION ANTI-DAECH**
- **TURQUIE : PAS D'IMMUNITÉ POUR LES DÉPUTÉS KURDES, MAIS IMMUNITÉ POUR LES EXACTIONS DE L'ARMÉE AU KURDISTAN**
- **L'ISOLEMENT CROISSANT DE LA TURQUIE**
- **KURDISTAN D'IRAK : KIRKOUK AUSSI SE PRÉPARE AU RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION**
- **IRAN : DANS UN CONTEXTE DE RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE, LE PDKI REPREND LA LUTTE ARMÉE**
- **CULTURE: UN FILM CONSACRÉ AUX PECHMERGAS PRÉSENTÉ À CANNES ET DANS DES SALLES PARISIENNES**

ROJAVA: LES FDS ENTRENT DANS MANBIJ AVEC LE SOUTIEN DE LA COALITION ANTI-DAECH

Les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) ont lancé depuis Kobanê le mercredi 1er juin une grande offensive intitulée « Libérez Manbij » (Free Manbij). Située à environ 50 km au sud-ouest de Kobanê, à un peu moins de mi-chemin d'Alep, la ville de Manbij commande la dernière région contiguë à la Turquie encore tenue par Daech. Sa prise par les FDS couperait totalement les djihadistes de la frontière turque – à partir de laquelle jusqu'à présent ils continuent à se ravitailler et à recevoir équipements militaires et combattants étrangers. La prise de

Manbij isolerait donc un peu plus la « capitale » de Daech, Raqqa, au sud-est, en prévision de l'attaque contre celle-ci. Elle permettrait aussi aux Kurdes de Syrie de relier d'est en ouest leurs « cantons » de Kobanê et d'Afrîn, comme ils ont pu le faire l'an dernier entre Kobanê et la Djézireh grâce à l'intégration en juillet 2015 de la ville kurde frontalière de Girê Spî (Tell Abyad en arabe). Ainsi la « Région fédérale » proclamée le 17 mars dernier dans le nord de la Syrie se trouverait-elle totalement unifiée géographiquement, ce qui faciliterait sa défense. Et si Daech perd Manbij, ce sera sa défaite

stratégique la plus importante en Syrie depuis justement la perte de Girê Spî.

Cette attaque sur Manbij constitue en fait la phase finale d'une opération entamée depuis plusieurs semaines. Elle a paru progresser assez lentement après son lancement, parce que les combattants se sont d'abord attachés à prendre systématiquement de dizaines de villages et de fermes de plus en plus près de la ville.

Si les FDS comprennent bien environ 5.000 combattants arabes, l'essentiel de leurs combattants est

constitué de 30.000 membres des Unités de protection du peuple YPG (hommes) et YPJ (femmes) affiliées au Parti de l'unité démocratique (PYD) kurde. Manbij se trouve sur la rive droite de l'Euphrate, à l'ouest du fleuve. La Turquie a eu beau répéter sur tous les tons depuis des mois que ce fleuve était une « ligne rouge » que les Kurdes du PYD ne devaient franchir sous aucun prétexte, les FDS l'ont bel et bien franchi pour avancer vers leur objectif, et qui plus est avec l'appui des Américains ! Les États-Unis ont en effet décidé de soutenir les FDS, qu'ils considèrent comme les combattants les plus efficaces contre Daech, déployant pour ce faire près de 300 membres de leurs Forces spéciales. Le Pentagone qualifie pudiquement ces hommes de « conseillers », mais une partie d'entre eux sont intégrés au sein même des combattants kurdes – de même, d'ailleurs que des membres des forces spéciales françaises.

Malgré tout le déplaisir que la présence à l'ouest de l'Euphrate des combattants kurdes peut provoquer chez les militaires turcs, on voit mal comment ceux-ci pourraient maintenant lancer des bombardements – comme ils l'ont déjà fait – sur des unités incluant des forces occidentales...

Même au sein des milieux diplomatiques turcs, l'orientation presque exclusivement anti-kurde du gouvernement, au détriment certain de la lutte contre Daech, ne fait pas l'unanimité. En témoignent les déclarations d'Aydın Selcen, ancien consul turc à Erbil (Kurdistan d'Irak): le lendemain du lancement de l'offensive sur Manbij, Selcen a déclaré dans une interview à l'agence russe Sputnik que la Turquie n'était plus dans une situation lui permettant de protester contre l'aide internationale apportée aux Kurdes de Syrie. Impliquant que son pays devrait

revoir sa politique syrienne, il a expliqué que c'était bien parce que les groupes syriens soutenus par la Turquie s'étaient montrés incapables de lutter efficacement contre Daech que les États-Unis s'étaient engagés avec les FDS. Il a ajouté que vu la vitesse à laquelle les FDS avançaient, la prise des villes d'Azaz (au nord d'Alep, en face de la ville turque de Kilis) et Marea (à 15-20 km au sud-ouest d'Azaz), encore tenues par les djihadistes, n'était qu'une question de temps (il est vrai que l'effondrement rapide des défenses de Daech sur la rive ouest de l'Euphrate dès le début de l'attaque indiquait une possibilité d'avance très rapide sur Manbij).

Sans doute plus grave, l'ancien consul a également mis en garde que les djihadistes de Daech et d'Al-Nosra risquaient de devenir de plus en plus dangereux pour les provinces frontalières de la Turquie, Hatay, Gaziantep et Kilis, au fur et à mesure qu'ils perdraient du terrain en Syrie et en Irak : « Si nous n'entrons pas en relations avec les communautés kurdes de Syrie et d'Irak – le PYD et les unités des YPG en Syrie – nous ne pourrions pas garantir la sécurité de nos territoires frontaliers ». Cependant, il y a peu de chances pour que le gouvernement opère un tel virage à 180° : le 7 juin, le ministre turc des Affaires étrangères, Mesut Çavuşoğlu, déclarait encore que la Turquie n'accepterait pas la présence de membres des YPG à l'ouest de l'Euphrate, ajoutant qu'ils devraient quitter la rive droite du fleuve une fois l'opération terminée. Le ministre a ajouté que les États-Unis avaient promis à leur allié turc que ce serait bien le cas – d'où on peut conclure que la Turquie a de fait été contrainte d'accepter la présence des FDS dans l'opération sur Manbij en échange d'une promesse des États-Unis...

Tout en avançant vers Manbij, les FDS ont simultanément accentué leur pression sur Daech plus à

l'est: dès le 4, tandis que l'armée du régime syrien pénétrait dans la province de Raqqa par le sud avec le soutien des Russes, les FDS, soutenus par la coalition occidentale, avançaient par le nord.

Comme à son habitude, Daech n'a pas hésité à utiliser des moyens barbares dans sa tentative de résistance à l'avancée des FDS. Se servant de civils comme otages, il a selon le porte-parole des FDS, Sherfan Darwish, commencé à enlever systématiquement des civils kurdes. Ces enlèvements se sont poursuivis tout le mois, au point que les estimations données le 25 juin faisaient état de 900 Kurdes de Syrie enlevés dans la province d'Alep en trois semaines. Certains d'entre eux, amenés à Manbij, ont été forcés d'y participer à la construction de fortifications, d'autres ont dû combattre sous l'uniforme djihadiste. Au moins 26 des personnes enlevées ont été exécutées parce qu'elles refusaient d'obéir aux ordres. Dans l'autre camp, une fois la ville encerclée, les FDS et les brigades du conseil militaire de Manbij qui combattent avec elles n'ont pu bombarder la ville de peur des pertes civiles.

Le vendredi 10 juin, selon l'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'homme, basé au Royaume-Uni), les FDS ont pris la dernière route menant de Manbij vers la frontière turque au nord, coupant ainsi l'approvisionnement et retraite aux djihadistes. L'envoyé spécial américain pour la coalition anti-Daech, Brett Mc Gurk, a confirmé sur Twitter que les djihadistes se trouvaient à présent entièrement cernés dans la ville, ajoutant que l'on soupçonnait que les attentats ayant frappé Paris et Bruxelles avaient été préparés dans cette ville.

Face à l'approche des FDS, Daech a expulsé les travailleurs des moulins et du silo de la ville et transformé les lieux en base militaire, ce qui

a provoqué des frappes aériennes de la coalition qui ont privé la ville de pain pendant une semaine...

Le 17, selon des reporters de la chaîne de télévision kurde Kurdistan-24 intégrés avec les attaquants des FDS, celles-ci, dans de durs combats avec les djihadistes, sont entrées dans Manbij par l'ouest, atteignant la place Kitab, la

première en ville sur la route venant d'Alep. Le 23, c'est par le sud qu'une seconde colonne des FDS a pénétré dans la ville, avec le soutien de frappes aériennes de la coalition. Mais les combattants savaient que les combats seraient durs, car selon leur tactique habituelle, les djihadistes avaient truffé les bâtiments de pièges et placé des snipers en embuscade. Les com-

bats se sont poursuivis dans la ville durant les jours suivants. Le 24, l'OSDH a publié les chiffres de 89 combattants FDS et 463 djihadistes tués depuis le début de l'opération.

A la fin du mois de juin, de violents combats entre djihadistes et membres des FDS se poursuivaient dans la ville.

TURQUIE : PAS D'IMMUNITÉ POUR LES DÉPUTÉS KURDES, MAIS IMMUNITÉ POUR LES EXACTIONS DE L'ARMÉE AU KURDISTAN

Peut-on encore parler d'État de droit en Turquie ?

Le 3 juin, la Cour constitutionnelle turque a rejeté après délibération l'appel soumis le 26 mai dernier par des députés du HDP (parti d'opposition « pro-kurde ») et du CHP (opposition kémaliste, ex-parti unique) demandant l'annulation de la loi de levée de l'immunité adoptée par le parlement le 20. Après ce rejet, le HDP a appelé à des manifestations de protestation et annoncé son intention de déposer une plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Malgré une manifestation rassemblant un millier de manifestants à Istanbul le 6, et une autre plus tard le même jour à Diyarbakir, le président turc a apposé le 8 sa signature sur la nouvelle loi. Bien qu'un certain nombre de parlementaires de l'AKP, le parti au pouvoir, fassent également l'objet d'enquêtes pour corruption, la nouvelle loi vise essentiellement à chasser du parlement turc les députés du HDP, dont au moins 50 sur 59 font l'objet d'enquêtes pour complicité avec le PKK suite à des déclarations stigmatisant la politique kurde de l'État. Ainsi le coprésident du HDP, Selahattin Demirtaş (lui-même avocat) est-il visé par 87 procès différents, pour des réquisitions totalisant

486 ans de prison ! L'éviction du parlement du HDP, second parti d'opposition en Turquie, permettrait à M. Erdoğan d'imposer beaucoup plus facilement les changements constitutionnels qui constituent son unique objectif politique depuis des mois: la «présidentialisation» du pouvoir – déjà très largement appliquée de manière totalement anticonstitutionnelle.

Même si Demirtaş – tout en mettant en cause l'objectivité du système judiciaire turc – a affirmé ne pas craindre un procès, le HDP a bien évidemment exprimé son inquiétude devant cette menace existentielle, qui ôterait également tout sens à ses appels répétés au PKK comme à l'État pour qu'ils déposent les armes... Le choix symbolique par le président turc de cette date de ratification, juste un an après les élections du 7 juin 2015, ne peut qu'évoquer un esprit de revanche: c'est à cette date que le HDP avait, par son succès électoral, frustré M. Erdoğan de la majorité qui lui aurait permis de faire avancer ses projets. Le HDP relève aussi que M. Erdoğan a signé le 5 – juste avant la ratification – un décret portant mutation de 3.228 juges et procureurs : «Nous soupçonnons que M. Erdoğan n'a ratifié la loi qu'après avoir procédé dans le système judiciaire aux arrangements nécessaires pour pouvoir contrôler le processus de poursuite

des parlementaires avec l'aide de juges et de procureurs acquis à lui-même et à l'AKP ».

Alors que les élus HDP voient leur immunité parlementaire remise en cause et que l'Union européenne s'inquiète du champ d'application de la loi anti terroriste turque – au nom de laquelle des milliers d'universitaires et de journalistes ont été inculpés pour avoir simplement osé critiquer l'orientation du gouvernement – la Turquie vient d'accorder une large immunité aux forces de sécurité « menant des opérations de contre-terrorisme » dans les provinces kurdes du pays. En effet le parlement turc a voté le 24 juin l'immunité de poursuites judiciaires aux membres des forces armées pour tous les actes commis dans le cadre des opérations militaires au Kurdistan de Turquie. Les Kurdes connaissent bien ce type de dispositions juridiques, déjà utilisées contre eux dans la période 1920-1940, puis dans les années 90 – la période sombre de la « sale guerre » contre le PKK. C'est pourtant M. Erdoğan qui, avant de devenir président en 2014, avait consacré une grande partie de son mandat comme Premier ministre à mettre en place une «surveillance civile» de l'armée... Véritable virage à 180°, la nouvelle loi, en annulant certaines de ces réformes, va rendre beaucoup plus difficiles les investigations concernant les violations des droits de l'homme surve-

nues au cours de ces opérations – les associations de défense des droits de l'homme mais aussi les Nations Unies ont exprimé leurs préoccupations à ce sujet. Et les alertes concernant de telles violations ne cessent de s'accumuler. Le HDP, qui avait déjà publié une estimation d'environ 1000 victimes civiles des opérations militaires, a publié le 6 juin deux appels à réagir à la communauté internationale. Le premier concerne une nouvelle attaque des forces de sécurité sur le village de Roboski, déjà victime le 28 décembre 2011 d'un massacre perpétré par l'armée de l'air qui avait fait 34 morts parmi de jeunes paysans et contrebandiers kurdes. Faisant remarquer que 5 ans plus tard aucun des responsables de cette tuerie n'a toujours été amené devant les tribunaux, les auteurs dénoncent un nouveau massacre, cette fois à l'artillerie, perpétré depuis la base militaire voisine de Gülyazı. Répétition de la sinistre attitude des autorités en 2011, la gendarmerie, arguant d'instructions du gouverneur de Şırnak, a refusé aux ambulances l'accès au village. Les proches des blessés ont dû utiliser leurs tracteurs pour transporter ceux-ci à l'hôpital, dont ils se sont ensuite vus interdire l'entrée! Le second appel du HDP concerne la disparition de Hurşit Güler, responsable pour la région de Şırnak du Parti démocratique des régions (DBP), suite à son arrestation devant témoins le 27 mai, après 77 jours de couvre-feu. Le gouverneur de la province a nié qu'il se trouve entre les mains des autorités, ce qui ne peut que générer les plus vives inquiétudes quant à son état de santé...

Enfin, si les autorités turques ont annoncé le 15 du mois la fin des combats à Şırnak, Nusaybin et Sur, elles n'en ont pas moins continué à superviser la démolition au bulldozer des quartiers concernés. Même des maisons qui n'avaient pas été endommagées lors des affrontements ont été démolies et brûlées. Par ailleurs, de nombreuses expropriations ont été prononcées, afin de permettre le rasage intégral de quartiers spécifiques. Il faut se poser la question: le gouvernement turc a-t-il pour intention de raser les villes kurdes rebelles? A cet égard, le décret prononçant la confiscation générale de Sur (la cité médiévale de Diyarbakir, entourée de murailles) apparaît comme particulièrement inquiétant. A Yuksekova, en plein Ramadan, le gouverneur du district a même ordonné le démontage des tentes installées sur les ruines des habitations, où des associations humanitaires allaient distribuer aux résidents de la nourriture pour rompre le jeûne.

Quelle est l'efficacité d'une telle politique? Elle risque d'avoir pour conséquence principale, comme le craint le HDP, d'amplifier encore le sentiment, déjà répandu chez les jeunes Kurdes, que la seule manière d'obtenir leurs droits est la lutte armée. Et le durcissement constant mis en œuvre depuis le tournant militariste de l'été 2015 n'a guère eu d'impact sur le nombre d'attaques et d'attentats dans le pays – sinon précisément à la hausse. Le gouvernement a beau annoncer régulièrement l'éradication pro-

chaine du PKK, celui-ci a encore multiplié en juin les actions meurtrières. Erdoğan a annoncé le chiffre (invérifiable) de 7.500 combattants «neutralisés» depuis le début des opérations, mais a dû admettre que près de 500 soldats et policiers avaient été tués. Il faut bien constater l'échec des forces de sécurité à empêcher ces actions du PKK, et surtout celles du TAK, les « Faucons de la liberté du Kurdistan » : ceux-ci ont revendiqué une attaque à la bombe très meurtrière lancée le mardi 7 juin contre un bus de la police anti émeutes, qui a fait 11 morts dont 7 policiers dans le quartier de Vezneciler à Istanbul.

Cependant, l'attaque la plus meurtrière du mois de juin est sans conteste celle menée le 29 juin à l'aéroport Atatürk d'Istanbul selon un mode opératoire rappelant celui de l'attentat de Bruxelles. Attribuée à Daech, elle a fait 42 morts et 239 blessés. Selon les enquêteurs, les trois terroristes sont tous des ressortissants de l'ex-URSS : Russie, Ouzbékistan et Kirghizistan. On doit rappeler que dès l'émergence de Daech, le gouvernement turc avait choisi de fermer les yeux sur les activités des djihadistes dès lors qu'ils combattaient les Kurdes, quant à eux désignés comme l'ennemi principal de l'État turc. Cette alliance objective avec les djihadistes du gouvernement turc a-t-elle fini par se retourner contre ce dernier? Souhaitons en tout cas que la Turquie ne se trouve pas à terme engloutie dans ce déferlement de violence dont M. Erdoğan porte en dernière analyse l'entière responsabilité.

TURQUIE : L'ISOLEMENT CROISSANT

Le mois de juin a mal commencé pour le gouvernement turc en termes de relations internationales. Le 2, le parlement allemand a pris à la quasi-unanimité

(une voix contre et une abstention) la décision symbolique de considérer comme génocide les massacres des Arméniens et autres chrétiens en 1915. La résolution du Bundestag mentionne aussi la pas-

sivité de l'Empire allemand, alors allié de l'Empire ottoman ; le coprésident des Verts allemands, Cem Özdemir, un homme politique d'origine turque, a déclaré à ce propos: «Le fait que nous ayons

été complices de ce crime terrible ne signifie pas qu'aujourd'hui nous serons complices de sa négation». Rappelons que nombreuses sont les communautés kurdes à avoir depuis longtemps adopté une position similaire en reconnaissant à la fois le fait de génocide et la responsabilité que certains de leurs membres y ont prise à l'époque.

L'Arménie a bien évidemment accueilli cette décision avec satisfaction, mais la Turquie a sans surprise rappelé son ambassadeur en Allemagne «pour consultations». Le nouveau Premier ministre turc, Binali Yildirim, a qualifié dans une conférence de presse cette décision d'«irrationnelle», ajoutant qu'elle «mettrait à l'épreuve l'amitié» entre les deux pays et osant même préciser que ce qui s'était produit en 1915 était «un événement ordinaire [...] dans les conditions de la guerre» !! Le président Erdoğan a quant à lui déclaré que cette décision aurait «des conséquences graves sur les relations turco-allemandes», ajoutant que le rappel de l'ambassadeur était un premier pas et que son gouvernement considérerait éventuellement d'autres mesures. Ce renouvellement des tensions tombe assez mal pour Yildirim, qui quelques jours après sa prise de fonction le mois dernier, avait déclaré que la Turquie devrait «accroître [le nombre de] ses amis et diminuer [celui de] ses ennemis», reconnaissance implicite des problèmes de relations internationales résultant de la politique menée avant sa nomination.

En effet, la politique étrangère de la Turquie vis-à-vis de la Syrie et de Daech et la violence de sa politique intérieure, provoquant de plus en plus d'interrogations parmi ses partenaires, ont mené à un isolement international croissant. Ankara, considérant le départ d'Assad comme seule issue possible à la guerre civile en Syrie, a fait par ailleurs le choix d'appuyer l'opposition islamiste, choisissant

comme ennemi principal non pas Daech, avec lequel il a entretenu longtemps des relations extrêmement équivoques, mais le PYD, parti kurde de Syrie. Le résultat a été une tension croissante avec l'alliance anti-Daech, en particulier les Etats-Unis, mais aussi avec les partenaires de la Turquie au sein de l'OTAN. Avec la Russie, parler d'augmentation des tensions est un euphémisme depuis qu'Ankara a abattu un appareil russe sans en considérer les conséquences économiques... Résultat, un échec turc sur tous les fronts: le soutien russe a aidé Assad à rester au pouvoir, le soutien américain contre Daech est allé au PYD, et les relations avec les djihadistes ont fini par s'envenimer au point de conduire aux attentats les plus meurtriers jamais perpétrés sur le sol turc, tandis que l'économie (tourisme et hydrocarbures russes...) en supportait les conséquences.

Le vote du Bundestag a mené à des gesticulations de mauvaise humeur turque qui sortent du cadre ordinaire de la diplomatie: le 22 juin, un porte-parole du ministère allemand de la Défense a annoncé qu'Ankara avait interdit à une délégation officielle allemande de plusieurs députés, conduite par le sous-secrétaire allemand à la Défense Ralf Brauksiepe de visiter courant juillet ses propres troupes sur la base aérienne d'Incirlik, au sud de la Turquie ! L'Allemagne entretient sur cette base dans le cadre de la coalition internationale contre Daech environ 250 soldats, six avions de reconnaissance et un avion de ravitaillement...

Mais c'est aussi la politique intérieure de la Turquie, en particulier pour ce qui est du respect de l'État de droit, qui suscite les inquiétudes parmi ses partenaires. Ainsi la justice turque poursuit ses tentatives pour réduire au silence toute critique. S'il y a lieu de se réjouir que l'universitaire britannique Chris Stephenson ait finalement été

acquitté le 23 de l'accusation de «propagande pour une organisation terroriste» qui pesait sur lui, il semble bien que son cas ne constitue guère qu'une exception dans un «emballement judiciaire» généralisé. Arrêté mi-mars à l'entrée du procès de 4 universitaires jugés pour des accusations similaires qu'il était allé soutenir, cet enseignant d'informatique marié en Turquie s'était vu menacé de un à cinq ans de prison pour avoir porté sur lui des invitations pour la fête kurde de Newrouz ! Il avait aussi eu le tort – comme environ 2000 universitaires dans le pays – d'avoir signé une pétition critiquant l'action militaire de la Turquie dans sa région kurde. On peut se demander si son acquittement ne doit pas beaucoup à sa nationalité étrangère et au besoin du pays d'une meilleure image à l'étranger. De plus, cette décision arrive à point nommé pour faire oublier la mise en détention provisoire quelques jours auparavant pour les mêmes motifs de deux journalistes, Erol Onderoğlu (représentant en Turquie de *Reporters sans frontières*) et Ahmet Nesin, et de l'universitaire et militante des droits de l'homme Sebnem Korur Fincanci. Tous trois avaient pris part à une campagne du quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem* qui avait invité quotidiennement des personnalités à diriger comme « invités » un numéro du journal. Des groupes de défense des droits des médias, l'ONU et la Commission européenne ont demandé leur libération.

Autre facteur de tension internationale, la loi « anti-immunité » signée le 8 juin par le président Erdoğan. Le HDP, parti d'opposition « pro-kurde » qu'elle vise particulièrement, a annoncé sa décision d'appeler à la Cour européenne des droits de l'homme et a entamé durant ce mois des discussions portant sur la situation intérieure en Turquie avec des responsables de l'Union européenne. Son co-

président, Selahattin Demirtaş, a visité le 2 juin le Parlement suisse à Berne, puis s'est rendu le 13 à Bruxelles avec une délégation composée des députés Leyla Birlik et Hişyar Özsoy et du représentant du HDP en Europe Eyüp Doru. Après une participation à la réunion du Conseil des partis de gauche, où Demirtaş a pris la parole, les discussions se sont poursuivies durant toute la semaine : rencontre le 14 de Kati Piri, rapporteure du Parlement européen sur la Turquie, le 15 de Federica Mogherini, responsable des relations diplomatiques de l'Union européenne, et le 16 de Johannes Hahn, Commissaire en charge des négociations d'adhésion. Le 18, la délégation HDP a tenu à Strasbourg des discussions au Conseil de l'Europe, rencontrant son commissaire aux Droits de l'homme Nils Muiznieks et son secrétaire général Thorbjørn

Jagland. Elle a exprimé son inquiétude quant à l'évolution de la situation en Turquie et dans ses provinces kurdes et demandé au Conseil et à la communauté internationale de rappeler le pays à ses obligations. Le 14, les relations UE-Turquie avaient été marquées par la démission à compter du 1^{er} août du représentant de l'UE en Turquie, Hansjoerg Haber, de nationalité allemande. Aucune raison particulière n'a été invoquée mais les relations de M. Hansjoerg avec la Turquie s'étaient fortement dégradées après qu'il ait critiqué le pays pour son refus de remplir les derniers critères exigés par l'UE pour obtenir l'accès sans visa des citoyens turcs, au point qu'il avait été convoqué pour une réprimande par le Ministère des affaires étrangères... Ces difficultés relationnelles renvoient à la demande par l'UE d'une modification de la loi anti-terroriste turque – une deman-

de qui a le don de mettre le président en rage.

Face à ces difficultés à l'international, la Turquie, jugeant qu'elle ne pouvait affronter simultanément tout le monde sur tous les fronts, a-t-elle décidé d'une inflexion de sa politique extérieure? Le président turc a fait parvenir le 28 juin une lettre d'excuses au président russe pour l'affaire de l'avion, et à peu près au même moment la Turquie a annoncé une normalisation prochaine de ses liens avec Israël. Celle-ci interviendrait après une rupture des relations de six ans suite à l'incident de la flottille turque pour Gaza, prise d'assaut en mai 2010 par les commandos israéliens, provoquant la mort de neuf citoyens turcs. Cependant, il y a peu de chances pour que M. Erdoğan abandonne la rhétorique guerrière et anti occidentale de ses discours, qui satisfait ses partisans les plus convaincus...

KURDISTAN D'IRAK :

KIRKOUK AUSSI SE PRÉPARE AU RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION

Le 19 juin, le bloc «Fraternité», le plus important du Conseil provincial de Kirkouk avec 26 sièges sur 41, a officiellement rejeté le projet de formation d'une entité semi-indépendante dans la province, exprimant sa préférence pour l'intégration dans la Région du Kurdistan en application de l'article 140 de la constitution.

Ce projet avait été présenté par le gouverneur de la province, le Kurde Nejmeddin Karim, mais avait déjà été rejeté par son propre parti politique, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). La position des dirigeants de l'UPK, à nouveau exprimée le 29 juin, est que Kirkouk «n'a pas d'autre choix que de s'intégrer à la Région du Kurdistan irakien». Pour Karim, gouverneur de longue date de la province et aussi membre du bureau politique de l'UPK, cette

intégration est quasiment inenvisageable à ce stade en raison de l'opposition d'une grande partie des forces politiques locales. C'est pourquoi il a émis la proposition d'une entité semi-indépendante, qu'il pense plus acceptable dans un premier temps. Ainsi qu'il l'a récemment expliqué dans une interview à la télévision kurde *Rûdaw*, Karim pense que le passage par une telle étape permettrait finalement de rapprocher davantage Kirkouk de la Région kurde.

Ces désaccords révèlent les difficultés politiques autant que l'importance de l'enjeu: située juste au sud de la frontière officielle actuelle de la Région du Kurdistan, la province concernée est très riche en pétrole et abrite une population mélangée de Kurdes, majoritaires, et d'une forte minorité d'Arabes, de chrétiens et de Turkmènes. Tout ceci en fait l'une des zones les plus contestées entre Gouvernement

régional du Kurdistan (GRK) et gouvernement central de Bagdad. Si Bagdad ne veut pas «lâcher le pétrole» qui lui rapporte des revenus substantiels, pour les Kurdes, la ville, pour laquelle ils éprouvent un fort attachement culturel et affectif et qu'ils nomment la «Jérusalem kurde», est la capitale naturelle d'un Etat autonome du Kurdistan et doit donc dans un premier temps s'intégrer dans la Région GRK. C'est qu'ils considèrent la ville et la province comme historiquement kurdes, avant que leur composition démographique n'ait été modifiée par la force au moyen de déportations, de destructions et de véritables opérations de colonisation intérieure, assorties de modifications autoritaires des limites administratives de la province. L'article 140 de la constitution de 2005 prévoyait justement un processus politique négocié permettant d'annuler ces modifications pour qu'un référen-

dum puisse se tenir et permettre aux résidents d'origine de la province de se prononcer sur le devenir de celle-ci, mais cet article n'a jamais été mis en œuvre, essentiellement en raison de la résistance du gouvernement central. Le problème n'est guère nouveau : le désaccord sur le sort de Kirkouk était déjà à l'origine de la rupture entre Kurdes et gouvernement central dans les années 1970...

Bien qu'il pense que le passage direct sous administration GRK est impossible, le gouverneur Karim n'en est pas moins extrêmement critique du gouvernement central, qu'il accuse d'avoir abandonné la province. Dans une conférence de presse donnée le lundi 27 juin, il a réitéré sa proposition de « Région de Kirkouk », déclarant notamment: «Toute ma vie, j'ai considéré Kirkouk comme se trouvant dans le cadre du Kurdistan et je souhaite que la province soit administrée par le Kurdistan parce que je sais qu'elle serait alors protégée». Il a ajouté que le gouvernement central avait violé les droits de la province à plusieurs reprises, notamment quand les pleins pouvoirs administratifs avaient été attribués aux dix-huit autres provinces irakiennes, celle de Kirkouk demeurant exclue de cette mesure car les élections provinciales en 2013 n'avaient pu s'y tenir. Une autre pomme de discorde entre Bagdad et Kirkouk concerne les revenus du pétrole extrait dans la province, Kirkouk considérant donner beaucoup et recevoir peu : alors que le ministère irakien du pétrole reçoit 50 000 barils par jour du champ pétrolifère de Khabaza, il n'a envoyé en contrepartie aucun paiement depuis un an et demi. Ahmed Askari, responsable du comité du pétrole et du gaz au Conseil provincial de Kirkouk, a déclaré le 16 juin : «Bagdad nous doit environ 1,3 milliard de dollars». L'administration de Kirkouk a menacé de cesser les envois vers Bagdad pour payer en pétrole brut

ses dettes envers plusieurs sociétés d'exploitation pétrolière.

Ainsi Kirkouk se trouve devant trois possibilités: rester attaché à Bagdad (évidemment le choix préféré du gouvernement central, qui a réitéré ce mois-ci qu'il considère toute autre option comme inacceptable), devenir partie intégrante de la Région du Kurdistan (la position des Kurdes en général et de l'UPK en particulier) ou devenir une Région indépendante – la proposition du gouverneur, et selon lui la seule solution réaliste aux problèmes de sa province. Le refus par le bloc «Fraternité» du projet de Karim ne signifie pas l'enterrement définitif de celui-ci. Selon la constitution irakienne de 2005, une province peut devenir une région semi-indépendante sans consultation populaire si la proposition remporte les deux tiers des voix au Conseil provincial : c'est cette possibilité que le vote négatif au Conseil vient d'écarter. Une autre voie pour l'établissement d'une telle entité demeure un référendum populaire, qui peut être organisé après une demande signée d'au moins 10% des votants de la province.

Cette voie est cependant critiquée par bon nombre de Kurdes. Dans un entretien sur la chaîne de télévision kurde *Rûdaw*, le professeur Dalawer Ala'Adeen, Président du *Middle East Research Institute* (MERI), basé à Erbil, a exprimé ses doutes sur la possibilité concrète qu'une province de Kirkouk érigée en une Région analogue à celle du Kurdistan puisse ensuite jamais fusionner avec celle-ci: «Une Région de Kirkouk aura son propre Parlement, son gouvernement, sa présidence et son système judiciaire, tout comme le GRK. Une fois ces institutions mises en place, les deux Régions évolueront de manière indépendante et divergente. Une union avec le GRK deviendra non-pertinente, voire impossible».

Mais Kirkouk pourrait bien de toute manière être appelée à s'exprimer sur son avenir d'ici la fin de l'année. Elle se trouve depuis août 2014 sous le contrôle des pechmergas, qui y ont remplacé l'armée irakienne quand celle-ci s'est enfuie sans combattre face à l'avance de Daech : il fallait empêcher que les djihadistes ne s'en emparent. La plus grande partie de la province est donc concrètement contrôlée par le GRK. D'autre part, Massoud Barzani, le président de la Région du Kurdistan, a appelé en février dernier à un référendum d'autodétermination pour décider ou non de l'indépendance de la Région du Kurdistan par rapport à l'État irakien. Ce référendum devrait selon Barzani se tenir avant la fin de l'année – plus précisément avant l'élection présidentielle américaine, prévue en novembre. A l'intérieur des frontières constitutionnelles actuelles, la question posée porterait sur le devenir de la Région: indépendance ou maintien au sein de l'Irak. Il semble d'ores et déjà certain que l'immense majorité des Kurdes choisira la première solution, comme lors de la dernière consultation non officielle, tenue juste après la chute du régime baathiste en 2003. Le référendum pourrait très bien être organisé dans les territoires contestés entre Bagdad et GRK se trouvant actuellement sous le contrôle de ce dernier, comme Kirkouk, et comporter une question spécifique demandant si les résidents préfèrent lier leur sort à la Région du Kurdistan ou au reste de l'Irak.

Une autre question devra cependant être résolue pour que le référendum d'autodétermination puisse effectivement se tenir: la crise politique interne à la Région du Kurdistan devra trouver une solution pour que le Parlement d'Erbil puisse reprendre ses sessions et voter les décrets nécessaires. Et cela demandera la coopération de tous les partis politiques de la Région, quels que soient leurs désaccords par ailleurs...

IRAN : DANS UN CONTEXTE DE RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE, LE PDKI REPREND LA LUTTE ARMÉE

Le 6 juin, l'organisation littéraire *PEN International* a lancé un appel aux autorités iraniennes pour la libération du journaliste, écrivain et défenseur des droits de l'homme kurde iranien Mohammad Sediq Kaboudvand, en grève de la faim à la tristement célèbre prison d'Evin depuis bientôt un mois, en même temps que deux autres détenus, Mohammad Abdullahi et Ayoub Asadi. Emprisonné pour ses articles critiques, Kaboudvand, titulaire du prix du Journaliste de l'Année de la presse britannique pour 2009, a vu sa santé se détériorer rapidement depuis le début de sa grève de la faim. Amnesty International a également lancé un appel à sa libération, et lors de la Journée pour la Liberté de la presse, le 3 mai dernier, le Département d'Etat américain avait choisi son cas comme exemplaire. Celui-ci a été arrêté sur son lieu de travail le 1^{er} juillet 2007 et ses documents, ordinateurs et livres confisqués. Son crime: avoir fondé et dirigé le journal interdit *Payam-e mardom-e Kurdistan* ainsi que l'«Organisation des droits de l'homme du Kurdistan». Accusé d'«actions contre la sécurité nationale», il a été condamné à 11 ans de prison. Gardé plusieurs mois à l'isolement, il aurait fait plusieurs attaques cardiaques durant sa détention sans recevoir aucun traitement.

Kaboudvand a finalement décidé d'interrompre sa grève de la faim le 11 juin, mais de manière générale, la répression s'est aggravée en Iran à la suite de la conclusion de l'accord international sur le nucléaire iranien, et les minorités ethniques et religieuses en sont parmi les pre-

mières victimes, ce qui inclut au premier chef les Kurdes, qui constituent 10% de la population carcérale du pays, se voient refuser un certain nombre de droits pourtant inscrits dans la constitution de la République islamique, comme la libération sur parole pour raison médicale, et sont souvent envoyés en «exil intérieur» dans des prisons éloignées du Kurdistan pour que leurs proches ne puissent les visiter...

C'est dans ce contexte que, les 16 et 17 juin, un communiqué du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a annoncé que ses pechmergas ont affronté des Gardiens de la Révolution iraniens (*pasdaran*) à Shno (Oshnavieh) et à Sardasht dans des combats qui ont duré dix heures. Le communiqué du PDKI revendique la mort de plus de 20 *pasdaran*, soldats et officiers, survenue après une attaque des forces iraniennes contre une patrouille de ses pechmergas escortant des cadres du parti près des villages de Sergiz et Qereseqe, dans le district de Shno. Le Secrétaire général du PDKI, Mustafa Hijri, a déclaré : « La République islamique veut présenter une image de paix dans la région du Moyen-Orient en guerre en utilisant la force et la violence contre les différentes voix à l'intérieur du pays, y compris les Kurdes et les autres nations ».

Fondé en 1945, le PDKI est le parti kurde le plus ancien d'Iran. A l'origine indirecte de la fondation du PDK irakien, il est surtout connu pour la proclamation en 1946 de la République de Mahabad – la seconde République kurde de l'Histoire après celle proclamée en 1927 au

« Kurdistan de Turquie » actuel (Kurdistan du Nord ou *Bakur*) dans la région de l'Ararat par l'organisation kurde *Khoybun*. Le PDKI avait interrompu la lutte armée sur le territoire du « Kurdistan d'Iran » (Kurdistan oriental ou *Rojhelat*) après sa défaite face au régime islamique en 1984; la plupart de ses pechmergas et son leadership s'étant alors retirés du côté irakien de la frontière. Le PDKI avait fin février 2015 annoncé renvoyer des pechmergas au Kurdistan oriental pour reprendre à terme la lutte de résistance contre l'oppression du régime. Ces affrontements apparaissent comme la mise en œuvre de cette orientation, décidée dans le contexte d'aggravation de la répression ayant suivi l'accord sur le nucléaire.

Le PDKI n'est pas le seul mouvement kurde menant des opérations de guérilla au Kurdistan contre les forces du régime. Le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK, *Partî Azadîyî Kurdistan*) a également annoncé mener des attaques, «suite au niveau insupportable atteint par la répression au Kurdistan, où les forces du régime exécutent régulièrement des civils» de manière extrajudiciaire. Le PAK avait en particulier attaqué en avril dernier les forces de sécurité du gouvernement à Sanandaj. Et les 13, 15 et 16 juin (au moment où se déroulaient les affrontements entre PDKI et *pasdaran*), des combats ont aussi opposé dans la même région les Gardiens de la révolution et le PJAK (*Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê*), une organisation politique appartenant à la même mouvance que le PYD syrien et le PKK en Turquie et qui mène depuis des années des opérations au Kurdistan oriental.

L Suite à ces événements, l'Iran a commencé le dimanche 26 à bombarder l'intérieur de la région du Kurdistan irakien, arguant de la présence de bases des forces de l'opposition kurde iranienne dans les zones visées. Des pilonnages intensifs ont visé les zones de Haji Omran, Berkma et Barbzin à Sidakan, à quelques kilomètres à l'intérieur des frontières de la Région du Kurdistan d'Irak, dans le district de Soran de la province d'Erbil. Cinq à six bombes ont été lancées dans la matinée en moins d'une minute, effrayant la population locale. L'Iran a également pilonné à l'artillerie les zones frontalières de Haji Omran, dans le district de Choman de la province d'Erbil : les villages de Doli Alana, Rash Harman et Kuna Re. Les tirs dans la zone de Sidakan ont provoqué un important incendie dans cette région essentiellement agricole. C'est la première fois en dix ans que l'Iran bombardait cette zone, fréquemment ciblée par la Turquie, et le lendemain, le secrétariat du premier ministre du

KRG a demandé à l'Iran comme à la Turquie de cesser leurs attaques contre les zones frontalières de la Région du Kurdistan d'Irak, soulignant également à destination des mouvements kurdes que la région ne devait pas être utilisée pour mener des attaques contre les pays voisins: «Au cours des derniers jours, les frontières de la Région du Kurdistan ont été soumises à des attaques de la République islamique d'Iran et de la République de Turquie qui ont blessé un certain nombre de civils de la Région du Kurdistan, ont forcé des dizaines de villageois à abandonner leurs maisons et ont endommagé le bétail, les cultures et l'environnement naturel. Nous nous opposons à l'utilisation des territoires et des frontières de la Région du Kurdistan par certains des groupes d'opposition iraniens et du PKK pour lancer des attaques contre les pays voisins. Nous demandons à toutes les parties de cesser d'utiliser le territoire de la Région du Kurdistan pour lancer des attaques contre

les voisins de la Région et de respecter la stabilité, les obligations juridiques et les relations amicales de la région du Kurdistan avec ses voisins ».

Le lendemain de cette déclaration, le 28, alors que la Turquie lançait une nouvelle opération aérienne contre le PKK dans le district de Ranya, près de Sulaymaniya, de nouveaux combats ont eu lieu entre pechmergas du PDKI et pasdaran dans la région de Sarvabad (non loin de la frontière irakienne et face à Halabja). Selon l'Iran, 11 «contre-révolutionnaires» ont été tués. 3 pasdaran ont également été tués. Le commandant des forces terrestres des pasdaran, le Général Mohammed Pakpour, a menacé de frapper les bases du PDKI sur le territoire irakien si les attaques des pechmergas continuaient, et le 29, plus de 80 familles ont effectivement dû quitter leurs villages suite à des bombardements d'artillerie iraniens sur les zones du Kurdistan d'Irak proches de la frontière iranienne.

CULTURE: UN FILM CONSACRÉ AUX PECHMERGAS PRÉSENTÉ À CANNES ET DANS DES SALLES PARISIENNES

Pour la première fois, un film documentaire consacré aux combattants kurdes, les pechmergas, en lutte contre les djihadistes de Daech, se trouvait en sélection officielle hors compétition au festival de Cannes. Il s'agit du film de Bernard Henri-Lévy, intitulé précisément *Péchmerga*.

Le réalisateur, accompagné de trois cameramen, dont un Kurde qui a d'ailleurs été blessé durant le tournage, a remonté durant des mois le front de près de 1 000 kilomètres le long duquel les combattants kurdes font face aux djihadistes, quasiment depuis la frontière iranienne jusqu'à la frontière

syrienne. Depuis l'attaque de Daech en juillet 2014, ce sont plus de 1 000 d'entre eux qui ont perdu la vie dans ce combat.

Le film donne un visage à ces combattants et permet de faire sortir les Kurdes de cette image éternelle qu'on leur attribue depuis le début de leur lutte politique pour leurs droits, celle de montagnards qui «aiment faire la guerre». Or il est clair dans toutes les scènes du film de Bernard Henri-Lévy que l'on est fort loin de cette imagerie simpliste tendant au racisme : les Kurdes n'aiment pas plus la guerre que n'importe qui, ils subissent depuis des décennies la malédiction d'avoir à la faire pour se défendre et

défendre leurs droits. La menace exercée par les djihadistes de Daech sur la Région du Kurdistan d'Irak est existentielle, il n'y a avec ces ennemis de la civilisation aucune négociation possible, et nombreux sont les anciens pechmergas qui ont repris du service pour défendre leur territoire menacé.

A côté de ces circonstances politiques et de la défense de leur Région du Kurdistan, le film montre aussi que ces pechmergas se battent également pour des valeurs universelles et une approche très ouverte de l'islam qu'Henri-Lévy dit ne jamais avoir rencontrée ailleurs. Cela apparaît notamment dans cette scène où

ses contacts pechmergas appellent le réalisateur en arrière du front pour lui montrer avec fierté les ruines d'une ancienne synagogue. Le film montre également, malgré l'appui aérien de la coalition anti-Daech, combien les combattants kurdes sont seuls au sol contre les djihadistes. Comme l'écrit l'ancien consul de France au Kurdistan F. Tissot : « Notre survie dépend de leurs morts ». En effet, au-delà du documentaire de guerre avec ses anti-héros, des hommes, du simple péchmerga au «jeune général aux cheveux blancs», qui meurent en faisant ce qu'ils considéraient comme leur travail, il y a aussi un appel à les soutenir.

Le metteur en scène a expliqué à la fin d'une projection à laquelle il était présent que ce qui l'a convaincu de faire ce film, c'est une scène qu'on lui a envoyée du

Kurdistan – celle qu'il a placée en tête du film, avant le générique, pour montrer que ce n'est pas son équipe qui l'a tournée. On y voit un jeune combattant monter à l'attaque et frôler la mort, sans qu'on puisse être sûr ensuite qu'il est réellement indemne... Bernard-Henri Lévy a passé tout le tournage à chercher qui était ce péchmerga et s'il était encore en vie. Il n'a pas pu le retrouver.

Enfin, si le film donne un visage aux combattants kurdes, il ne parvient pas à faire de même avec leurs ennemis djihadistes. Ces militants de Daech qui se veulent si effrayants pour le monde entier, et jouent de leur «communication 2.0» pour le paraître, décapitant leurs prisonniers devant les caméras, dans *Péchmerga*, n'apparaissent jamais à l'image. Durant tout le documentaire, ils semblent s'en-

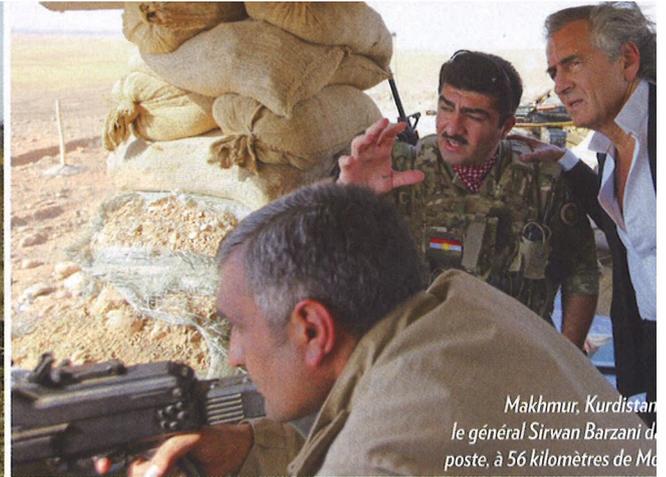
fuir sans presque combattre, préférant tendre à leurs adversaires des pièges explosifs dans les villes qu'ils ont prises. L'image qu'ils donnent au total derrière leur propagande mégalomane est celle d'une lâcheté de tous les instants.

Face au courage quotidien des combattants kurdes, c'est aussi cela qui est salutaire dans ce film. Pouvons-nous dominer nos terreur et nous mettre réellement à soutenir ceux qui se battent concrètement contre elles sur le terrain ?

Après sa présentation au festival de Cannes où il a rencontré un vif succès auprès du public et des médias, le documentaire *Péchmerga* est sorti dans des salles de cinéma parisiennes où il est resté à l'affiche pendant près d'un mois.



23 août 2015. Le convoi de BHL et de son équipe de tournage sur une route du Kurdistan.



Makhmur, Kurdistan le général Sirwan Barzani d'un poste, à 56 kilomètres de Mossoul.

PENDANT SIX MOIS, LE PHILOSOPHE A ACCOMPAGNÉ ET FILMÉ LES PESHMERGAS KURDES EN PREMIÈRE LIGNE CONTRE LES FORCES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

BERNARD-HENRI LÉVY « IL FAUT Y ALLER ET RAPPORTER DES IMAGES. MOINS ON AURA DE SENTINELLES LÀ-BAS, PLUS ON AURA DE SANG ICI »

INTERVIEW FLORE OLIVE

Ce sont des images brutes, tournées de juillet à décembre 2015, sur l'une des lignes de front les plus scrutées de la planète. Des images engagées destinées à convaincre les responsables politiques d'agir. Avec « Peshmerga », en salle le 8 juin, le philosophe Bernard-Henri Lévy fait de la politique. Il apparaît peu à l'écran, se consacre au commentaire, et ne cache rien de son parti pris et de son admiration pour les peshmergas, la force armée du gouvernement autonome du Kurdistan irakien dirigé par Massoud Barzani. « Ce film s'est fait sur un coup de tête, dit-il. A la demande d'un général peshmerga qui avait vu "Bosna !" sur Internet. » Alors, il a souhaité avoir accès « à tout », ce qui signifiait pour lui « tous les combats, toutes les positions, toutes les premières lignes », mais surtout « à des scènes, à des situations rarement montrées ». Notamment l'état-major kurde en action, le 11 novembre 2015, avant la bataille de Sinjar. Grâce à des drones, il rapporte également d'impressionnantes images de Mossoul, d'une banalité glaçante.

Paris Match. Durant ce périple de 1 000 kilomètres, qu'est-ce qui vous a le plus frappé ?

Bernard-Henri Lévy. Deux choses : l'extrême bravoure de ces hommes et de ces femmes, mais aussi leur respect absolu de la vie, la leur comme celle de l'adversaire, une attitude très éloignée de la furie de la guerre. Il y a, dans le film, cette scène à laquelle je tiens beaucoup : sur une petite butte de terre, les peshmergas préparent une offensive. On voit le soin avec lequel ils programment leur opération destinée à créer un effet de surprise pour avoir le maximum de chances de gagner avec le moins de pertes humaines possible.

La patience est une arme...

Que raconte George Orwell dans son livre sur la guerre d'Espagne ? L'attente. Seuls ceux qui n'y connaissent rien pensent que la guerre est un "boum-boum" permanent. Les peshmergas le savent. Ils n'aiment pas la guerre. Ils la font sans aucun romantisme, ni ferveur ni enthousiasme. Juste parce qu'ils y sont contraints, pour défendre leurs familles, leur terre, leurs valeurs.

Nous le voyons à leur manière d'organiser les opérations, mais aussi à leur satisfaction après une bataille évitée, quand l'ennemi a déserté le terrain sans combattre, ce qui est souvent le cas. Je connais deux sortes d'armées. Les enrégés du corps-à-corps – surpris, presque déçus, quand ils n'ont pas eu leur compte de boucherie. Et les armées de civilisés, soulagés lorsque ce corps-à-corps n'a pas lieu. Lorsqu'ils le peuvent, les peshmergas créent les conditions de la victoire en usant de leur intelligence stratégique plutôt que de la force. Voilà à quoi je pense lorsque je dis qu'ils "n'aiment pas la guerre". La bataille de Sinjar, par exemple. Elle a, en grande partie, été gagnée en amont, grâce au travail des renseignements kurdes. Ils peuvent couper les services de communication, écouter, mener des opérations ciblées. Leur importance est fondamentale. Dans cette guerre contre Daech, le fils du président Barzani, Masrour Barzani, qui dirige les services de renseignement, est un personnage clé.

Ce que vous décrivez est très loin de l'imagerie populaire kurde qui exalte la figure d'un combattant plein de ferveur...

C'est vrai. Mais je filme ce que je vois. Et ce que je vois, c'est, encore une fois, une armée disciplinée, mesurée, qui économise ses forces et ses hommes. Il y a quelque chose de Tsahal, l'armée israélienne, dans la tenue de ces peshmergas, dans leur retenue.

Le plus frappant reste cet ennemi toujours présent mais invisible...

A Sarajevo non plus on ne voyait pas le visage de l'ennemi, puisque les Serbes tiraient depuis les montagnes. Peut-être est-ce là le summum de la terreur : être confronté à une menace permanente, omniprésente autant qu'insaisissable, et dont on ignore la forme qu'elle va prendre. Dans certaines zones en majorité sunnites, y compris tenues par les Kurdes, les informateurs de Daech sont partout.

Ce film est-il aussi une manière de vous inscrire dans cette guerre d'images livrée par Daech ?

Disons que c'est une manière de contrer cette guerre des images ou, plus exactement, de la retourner. Depuis les attaques contre "Charlie Hebdo" et l'Hyper Cacher, j'étais comme tant d'autres Français, je me demandais : "Qu'est-ce que je peux faire



Au pic de Zartik, sur les hauteurs de Mossoul, un combattant peshmerga agite fièrement le drapeau kurde.



Le 26 août 2015, Les combattants peshmergas célèbrent une victoire contre Daech au Kurdistan à Abu Najim.

face à cette guerre (et j'assume ce mot de "guerre"...) qu'a déclarée Daech au monde ?" Eh bien, voilà ma réponse. Prendre la route. Aller au plus près de l'ennemi. Et en rapporter des images montrant qu'il y a là des femmes et des hommes de vaillance et de valeur qui nous protègent, qui défendent la démocratie, mais qui ne peuvent pas le faire seuls. Moins on aura de sentinelles là-bas, plus on aura de sang ici, voilà la leçon du film. **Dans celui-ci, on ne quitte la ligne de front que pour aller explorer les liens des Kurdes avec les minorités yézidiennes, chrétiennes et juives. C'était important, pour vous ?**

Oui. Mais ce que je trouve le plus beau, c'est qu'ils y tenaient peut-être encore plus que moi. Ainsi, à la fin du mois d'octobre 2015, quand les peshmergas nous conduisent à Lalesh, le premier lieu saint yézidi. Ou quand ils insistent pour nous montrer – et avec quelle fierté ! – un pont qui, à Akre, s'appelle le pont de la Synagogue. Je ne connais pas un autre pays dans la région où la part d'histoire chrétienne et juive soit assumée avec tant de panache et de gloire.

Certains ONG ont accusé les peshmergas d'avoir abandonné la ville de Sinjar et, donc, les yézidis à leur sort. D'autres ont dénoncé des représailles contre les populations arabes.

Ce que j'ai filmé, moi, c'est l'inverse : la libération de la ville ou, plus exactement, ce qu'il en reste. Et, à divers moments de la narration, des familles de villageois arabes qu'on sauve des griffes de Daech ou qu'on ramène dans leurs maisons reprises au même Daech. Alors, après, qu'il y ait eu des bavures, des replis tactiques malvenus, des villages abandonnés, je n'en ai pas été témoin mais c'est possible. Même les grands peuples commettent des erreurs. Même les Alliés, pendant la Seconde Guerre mondiale, ont renoncé à bombarder les trains de déportés parce que ce n'était, stratégiquement parlant, pas le moment. C'est terrible, mais c'est comme ça. C'est atroce, mais c'est le lot de toute guerre.

Vous parlez de la nécessité d'aider les Kurdes d'Irak et de Syrie. Pensez-vous qu'il faille également appuyer les YPG, ce groupe de combattants liés au Parti des travailleurs du Kurdistan, toujours considéré par les Etats-Unis et l'UE comme une organisation terroriste, et qui combat Daech en Syrie, aux portes de Raqqa ?

J'ai, il y a deux ans, appelé à retirer le PKK de la liste des organisations terroristes, puisqu'il ne prône plus le terrorisme comme moyen de faire la guerre. Après, faut-il aider les YPG ? Et aurais-je pu, moi, réaliser un film sur eux ? Je pense que oui. D'ailleurs, si ce film fonctionne et qu'un film de même sorte consacré à la prise de Raqqa apparaît possible, je m'emploierai de toutes mes forces à le faire exister.

Américains et Français en font-ils assez pour aider les Kurdes ?

Les Américains n'en font pas assez. La France, en revanche, fait ce qu'elle peut et me semble au maximum de ses possibilités

quand les Américains sont au minimum. Il y a quinze jours encore, l'escale à Paris des commandants peshmergas qui m'avaient, la veille, accompagné au Festival de Cannes où le film était sélectionné, a été fructueuse. Le président Hollande les a reçus. Il a promis une aide.

Vous appelez à la constitution d'une armée internationale sunnite...

Je pense qu'il faudra cela, oui, pour libérer et occuper Mossoul et Raqqa, c'est-à-dire pour détruire définitivement Daech. Que les grands pays arabes modérés, ou qui aspirent à l'être, forment un ensemble militaire, une sorte d'Otan de cette région, voilà, pour moi, ce qui serait bien.

Faudrait-il soutenir le peuple kurde, disséminé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, dans son aspiration à l'indépendance ?

Vous parlez de quoi ? D'un Kurdistan aux frontières naturelles, quasi sacrées, et qui surgirait de je ne sais quel geste messianique, ici, tout de suite, maintenant ? Ce n'est pas ce que demandent les Kurdes. Ils ne sont pas dans ce fantasme de la nation kurde tout entière et tout de suite. Ce ne sont pas des nationalistes hystériques, si vous préférez, mais plutôt des patriotes. Et il me semble que les Kurdes irakiens, par exemple, se satisferaient d'un Etat indépendant, ou quasi indépendant, dans les frontières de l'actuel GRK. Même chose pour les Kurdes syriens. Et cet Etat indépendant, je pense qu'on le leur doit pour au moins deux raisons. Un, parce qu'il leur a été promis au moment du traité de Sèvres et que la promesse n'a pas été tenue. Et deux, parce qu'ils sont notre première ligne de défense contre les fous furieux de l'Etat islamique et qu'on devra bien, un jour ou l'autre, leur montrer notre gratitude. L'Irak est un Etat reconnu mais n'a aucun des attributs réels des Etats réels. Le Kurdistan, non reconnu, a tout, en revanche, d'un Etat. Quand cette guerre contre Daech sera gagnée, le droit international devra se conformer à cette réalité.

Certains ont parlé de propagande, vous parlez de film engagé... Qu'est-ce qui vous pousse à vous "coltiner les brûlures de l'Histoire", comme vous dites ?

La raison pour laquelle ce n'est pas un film de propagande, c'est que je laisse le spectateur en tirer lui-même les leçons. Cela dit, c'est vrai que je rends un hommage aux combattants kurdes. J'aime ces femmes et ces hommes prêts à prendre un risque raisonnable pour défendre quelque chose de plus grand qu'eux. Rendre hommage à cette sorte de gens me fera courir jusqu'à mon dernier souffle. Croire en la grandeur des hommes, c'est-à-dire en leur aptitude à se laisser habiter par quelque chose de plus grand qu'eux, voilà ma "religion". Je pense qu'il y a en chacun une "passe" possible vers la grandeur. Je cherche cette passe. Et, quand je la trouve, je la raconte et je la filme. ■

En Syrie, tension entre Ankara et Washington sur le rôle des Kurdes

Les forces kurdes, aidées par des forces spéciales américaines, se rapprochent de Rakka. Les djihadistes contre-attaquent au nord d'Alep

BEYROUTH, ISTANBUL
correspondants

Des milliers de combattants syriens soutenus par les Etats-Unis ont lancé une offensive pour reprendre à l'organisation Etat islamique (EI) la poche de Manbij, une plaine stratégique au nord de la Syrie. Fruit de préparatifs discrets, l'opération vise à couper l'accès des djihadistes au territoire syrien le long de la frontière turque.

Pour ne pas froisser la sensibilité de la Turquie, l'opération, soutenue par l'aviation de la coalition, sera emmenée par des Arabes syriens et non pas par les forces kurdes de protection du peuple (YPG), le bras armé du

Parti de l'union démocratique (PYD). Les combattants des YPG ne devraient représenter qu'un cinquième ou un sixième de la totalité des effectifs.

Une respiration pour l'EI

Considérée comme un allié fiable par Washington, la milice kurde YPG est décrite comme « terroriste » par Ankara en raison de ses liens avec les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste, interdit en Turquie). Il est vrai que les deux formations kurdes combattent souvent côte à côte.

Les tensions autour du statut des rebelles kurdes syriens compliquent la lutte contre l'EI et lui offrent une respiration, alors que

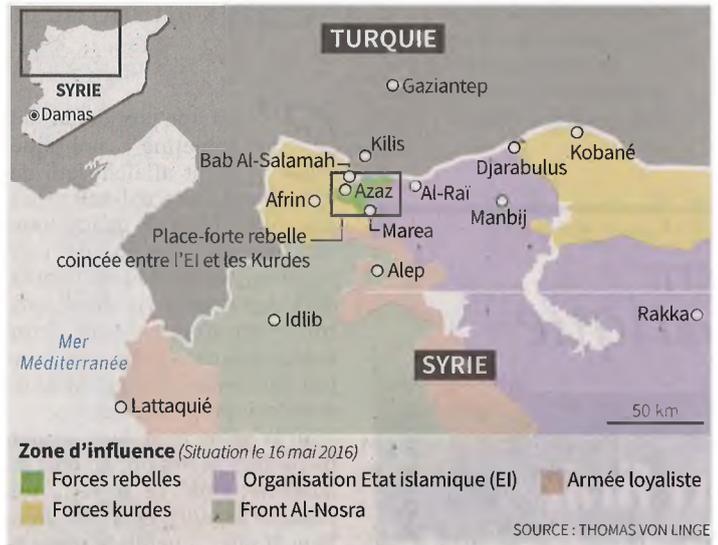
ses deux seules portes de sortie vers le monde extérieur sont Jerablus et Al-Rai, deux villes syriennes situées non loin de la frontière avec la Turquie. Leur perte porterait un coup fatal aux djihadistes mais aucune offensive n'est encore envisagée sur ces villes.

Les Kurdes du YPG ne demanderaient pas mieux que passer à l'offensive, matérialisant ainsi leur rêve d'une jonction entre les cantons kurdes de l'est (Kobané, Jazira) et de l'ouest (Afrine), mais les Turcs en ont fait une ligne rouge.

C'est ce qui a été dit au général Joseph Votel, le chef des forces américaines au Moyen Orient, lors de ses entretiens avec le chef adjoint de l'état-major de l'armée turque, le général Yasar Guler, le 24 mai à Ankara.

Le général Votel revenait tout juste de Kobané, la ville kurde du nord de la Syrie, dans le cadre de la préparation, avec les YPG, des opérations sur Rakka, la « capitale » des djihadistes. Ankara n'a fait aucun commentaire sur sa visite chez les Kurdes syriens, se contentant de répéter que le YPG devait être tenu loin de la zone située entre Jerablus et Azaz.

L'offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS) sur Rakka était à peine lancée, mardi 24 mai, que des photographies prises par l'AFP dans le village de Fatisah ont révélé que les instructeurs américains présents sur le terrain por-



taient l'insigne du YPG sur leurs uniformes.

Il n'en fallait pas plus pour raviver la colère d'Ankara. « Ceux qui utilisent l'organisation terroriste PYD pour encercler la Turquie sur sa frontière sud cherchent à couper nos liens avec le Moyen Orient et l'Afrique du Nord », a martelé le président Recep Tayyip Erdogan, le 29 mai, à l'occasion d'un spectacle à Istanbul commémorant la prise de Constantinople en 1453.

Tandis que l'offensive sur Rakka progresse, les djihadistes ont riposté en lançant des attaques plus à l'ouest, jeudi 26 mai, qui leur ont permis de s'emparer de plusieurs villages en lisière d'Azaz et de Marea. Ces deux localités, proches de la frontière turque, sont les principales places fortes de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de l'insurrection, dans le nord d'Alep.

Les bombardements russes du mois de février avaient donné un premier coup de boutoir dans cette poche, qu'ils avaient isolée d'Alep, la grande métropole du nord. L'attaque djihadiste de la fin mai a prolongé ce travail de sape, en coupant la route entre les deux villes, qui abritent plus de 150 000 civils chassés de leur foyer par les frappes de cet hiver. Les forces kurdes étant déployées de l'autre

côté de l'axe Marea-Azaz, sur le flanc ouest, ces populations sont prises au piège, dans l'incapacité de fuir les combats.

8 000 déplacés depuis le 27 mai

La chute d'Azaz aurait des répercussions particulièrement dramatiques pour la rébellion, dans la mesure où cette ville conduit au point de passage de Bab Al-Salamah, avec la Turquie. Un terminal par lequel transitent des armes et de l'aide humanitaire essentielle pour la survie des déplacés.

Près de 8 000 personnes ont été jetées sur les routes par les combats depuis vendredi. Plus de 100 000 déplacés sont bloqués dans la région d'Azaz, à quelques kilomètres de la frontière turque qui demeure fermée. Le Haut-Commissariat de l'ONU compte environ 165 000 déplacés dans cette région. ■

BENJAMIN BARTHE
ET MARIE JÉGO

Un bombardement fait 23 morts à Idlib

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a accusé, mardi, la Russie d'avoir tué au moins 23 personnes dans la nuit du lundi 30 au mardi 31 mai dans des frappes aériennes visant la ville d'Idlib. Le ministère turc des affaires étrangères donne un bilan beaucoup plus lourd, de 60 morts et environ 200 blessés, dans ces attaques, qui ont visé un hôpital et une mosquée. La province d'Idlib est en grande partie aux mains du mouvement salafiste Ahrar Al-Cham et du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, classée comme organisation terroriste par l'ONU. Ankara demande à la communauté internationale d'agir au plus vite contre les « crimes indéfendables » des gouvernements russe et syrien. Moscou a démenti toute implication dans ces bombardements.

Berlin et Ankara se défient sur le « génocide arménien »

Le Bundestag doit reconnaître, jeudi, par un vote le génocide perpétré contre les minorités chrétiennes il y a 101 ans.

NICOLAS BAROTTE  @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

ALLEMAGNE Le vote intervient au pire moment. Un an après avoir été débattue en commission parlementaire, le Bundestag doit adopter jeudi une résolution reconnaissant le génocide des Arméniens et des autres minorités chrétiennes perpétré en Turquie il y a 101 ans. Si le terme obtient un large consensus chez les historiens, il crispe toujours le gouvernement d'Ankara qui en conteste la pertinence. Le gouvernement allemand se serait volontiers passé de cette initiative parlementaire : la polémique vient s'ajouter aux tensions entre l'Europe et la Turquie liées à la crise des réfugiés et aux controverses sur la défense

de la liberté d'expression. « *J'espère que la relation germano-turque ne sera pas affectée par la résolution et que nous pourrions continuer à travailler ensemble* », a commenté, sans cacher ses doutes personnels, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier.

L'affaire a tourné au défi entre les deux pays. Après la mise en garde, lundi, du vice-premier ministre Numan Kurtulmus, c'est le président Recep Tayyip Erdogan qui a décroché son téléphone mardi pour conseiller « du bon sens » à Angela Merkel. « *Si ce texte est voté et que l'Allemagne tombe dans ce piège, cela pourrait détériorer toutes nos relations* », a-t-il prévenu. La chancelière n'a pas apprécié le chantage. Même si elle ne sera pas présente jeudi au Bundestag « pour des raisons



Manifestation à Berlin pour la reconnaissance du génocide arménien, le 25 avril 2015.

1,5 million
d'Arméniens
et de membres des
autres communautés
chrétiennes ont péri
en 1915

d'agenda », elle a ouvertement soutenu la résolution mardi lors d'une réunion du groupe CDU au Bundestag. Critiquée pour son « deal » sur la question migratoire et pour avoir donné le sentiment de céder aux pressions d'Erdogan dans l'affaire de l'humoriste Böhmermann, elle ne peut plus accepter de nouvelles injonctions du président turc.

« *J'espère que les députés allemands ne se laisseront pas intimider* », a confié de son côté le président arménien Sersch Şargsian au quotidien Bild. « *Il ne serait pas juste de ne pas nommer le génocide arménien comme un génocide, seulement pour ne pas susciter la colère d'un chef d'État* », a-t-il ajouté, en invitant l'Allemagne à « assumer sa responsabilité »

morale. Soutenu par la CDU, le SPD et les Verts, l'adoption du texte est assurée, quels que soient les débats au sein du gouvernement: Sigmar Gabriel, vice-chancelier et président du SPD, et Frank-Walter Steinmeier ne devraient pas participer au vote, selon des informations de l'agence DPA. Au sein du groupe parlementaire SPD, on s'est dit

parfaitement capable de prendre des décisions sans eux.

Si la question du « génocide arménien » a fait débat dans d'autres pays européens, elle prend en Allemagne une dimension particulière: environ trois millions de Turcs vivent sur le territoire et les lobbies pro-Ankara ont exercé une pression maximale sur les députés. Cem Ozdemir, l'un des leaders des Verts d'origine turc, a reçu des messages de menace: « *Avec toujours les mêmes expressions: traître, terroriste arménien, fils de pute, et même nazi...* », a-t-il raconté à la chaîne ARD. « *Nous ne nous laisserons pas impressionner* », a-t-il ajouté. Plus d'1,5 million d'Arméniens et de membres des autres communautés chrétiennes ont péri en 1915.

Angela Merkel espère rapidement tourner cette page diplomatique. La chancelière continue de défendre l'accord qu'elle a conclu avec Ankara pour fermer la route des réfugiés entre la Turquie et la Grèce et voudrait éviter de le voir remis en cause par Recep Tayyip Erdogan. Mais plus que le débat historique sur le « génocide arménien », c'est la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs qui le préoccupe. « *Je ne suis pas inquiète* », a cependant assuré la chancelière la semaine dernière. « *Toutefois il est possible que certaines questions prennent plus de temps* », a-t-elle ajouté. Angela Merkel semble persuadée du bluff de Recep Tayyip Erdogan. À Berlin, on le répète: la Turquie a autant besoin d'un accord que l'Europe et aucun intérêt à le faire échouer. Quelle que soit la raison de la colère. ■

IGNATIUS: Kurdish factions should make common cause



By David Ignatius
June 1, 2016
www.theleafchronicle.com

WASHINGTON – One cause for Syria’s torments is that regional powers have used proxy forces to advance their position in the “great game” of influence, without regard for the effects on the Syrian people.

An example is the standoff between two Syrian Kurdish militia groups. One, known as the YPG, appears to be tacitly backed by an odd coalition that includes the United States, and, less visibly, Russia and Iran. The other, much smaller group known as the Peshmerga of Rojava, or “Roj Pesh,” is supported by Iraqi Kurdistan and the official, Saudi-backed, Syrian opposition, and it might also get support from Turkey.

The Kurdish factional politics may reflect an attempt by the regional powers to check the expansion of a “greater Kurdistan.” All Kurdish groups want this big nation as an aspirational goal, but they know it’s bitterly opposed by the neighbors, with whom they must work to survive.

The YPG and Roj Pesh sometimes seem to be chess pieces in a game to block unity and expansion. A transnational movement is less likely to spread from Iraq’s Kurdish Regional Government across the Syrian Kurdish land known as “Rojava” — let alone into Turkey and Iran — if the YPG and Roj Pesh refuse to fight together, as seems to be the case today.

After traveling recently to a training camp

inside Syria for the YPG and its allied Sunni Arab partners, I have a sense of the military power of this group — and why U.S. commanders have given them such a strategic role. But the Roj Pesh were still a mystery, so I asked the Kurdish Regional Government to arrange an interview.

Brig. Gen. Mohammed Rejeb Dehdo, commander of the Roj Pesh, told me by telephone Thursday that he has 3,000 trained fighters who are ready to move across the border from their Iraqi camps near the Mosul Dam and along the eastern Syrian border, into the ancestral lands that Kurds call Rojava. But he says they’re blocked by the far larger YPG, which has at least 25,000 battle-hardened troops in Syria.

The Roj Pesh say they have been trained by the elite Zeravani Force that’s backed by the Kurdistan Democratic Party, or KDP, headed by President Masoud Barzani, who runs the Kurdistan Regional Government in Erbil and has managed to stay friendly with the United States and Turkey at the same time.

“We are prepared to work together” with the YPG, Dehdo said. He said plans for joint operations were being explored by the United States until they collapsed in August over where the joint command center would be located. The YPG nominated Sulaymaniyah, which is ruled by the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, a group that’s friendly to both Washington and Tehran. The Roj Pesh wanted Zakho, a city in northern Kurdistan, close to the Syrian border, that’s controlled by the Barzanis.

“They are all Kurds. They want to go back home. There is no reason why the YPG is pre-

venting their return,” argues a spokesman for Kurdish national security adviser Masrour Barzani. “We feel this unit is another option for the U.S. It doesn’t have to rely solely on the YPG.”

Masrour Barzani echoes this endorsement. “Peshmerga of Rojava is an organized, battle-tested force” and “not affiliated with any suspicious groups,” he told me in a statement.

Though the Roj Pesh would add little military clout to the Syria fight, it might give the Kurds more weight with the overall Syrian opposition.

Then there’s the PKK issue. Gen. Dehdo, like his backers in Iraqi Kurdistan, shares the Turkish view that “there are no differences, political and military, between the YPG and the PKK.” The latter group, whose acronym stands for Kurdistan Worker’s Party, is seen by Turkey as a terrorist group that threatens security in the Kurdish areas of southeast Turkey.

PKK supporters argue that the terrorist designation is nonsense. Many say they favor resumed dialogue with Ankara if it will halt its rocket and artillery attacks on Kurdish strongholds in southeast Turkey.

An intriguing hint of the proxy wars inside Syria came from Lt. Col. Hussein Ahmed Hassan, the Roj Pesh intelligence chief. He told me in a telephone interview Thursday that Iranian commanders from what he called the “Johariya Force” have helped train and supply some members of the YPG. He said, further, that “Iranian and Syrian intelligence officers have told the YPG commanders not to allow the Roj Pesh into Syria.”

This is the kind of divide-and-rule manipulation that allowed European colonial powers to play off different Kurdish and Arab factions for the past century. The Kurds would be wiser if they could make common cause, rather than play the neo-imperialist game of the regional powers. ♦

David Ignatius writes a twice-a-week foreign affairs column and contributes to the PostPartisan blog. Follow @ignatiuspost



Kurdistan Regional Government

Prime Minister Barzani receives a French delegation

MON, 6 JUNE 2016 | KRG Cabinet

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd) –Prime Minister Nechirvan Barzani yesterday received former French prime minister Mr. François Fillon accompanied by a delegation of French lawmakers and diplomats.

Mr. Fillon, who visited camps of refugees and internally displaced persons as well as the battlefield against ISIS, highlighted the important role the Peshmerga forces play in the fight against terrorism.

They also discussed the situation of Christians in Iraq who fled ISIS repression and took refuge in the Kurdistan Region.

Prime Minister Barzani expressed his government’s gratitude for the continued French support to the Kurdistan Region. He stated that as the fight against terrorism continues, the displaced people who have fled their homes need more support from the international community.



Discussing relations between Kurdistan Region, Baghdad, and neighboring countries, Prime Minister Barzani said Kurdistan has always sought to be a factor of stability with all its neighbors and to settle outstanding issues with Baghdad through dialogue.

They also discussed political developments in Iraq, the Syrian crisis, and economic and financial difficulties in the Kurdistan Region. ●

Forced out by ISIL, Fallujah residents flee into welcoming arms of Kurdish town

Florian Neuhof / June 2, 2016
<http://www.thenational.ac>

Shaqlawā, Iraq // It is only about an hour's drive from the sweltering plains of Iraq, but the resort town of Shaqlawa feels like a world away.

Nestled in the lower reaches of the vast mountain range in the Kurdish region of northern Iraq, tourists from all over Iraq once flocked to Shaqlawa to escape the blistering summer heat of the arid lowlands. Today, Shaqlawa is filled with thousands of families escaping the conflict in the south – in particular, those from Fallujah.

Since ISIL took control of Fallujah in January 2014, Sunni Arabs fleeing Fallujah have found refuge in Shaqlawa.

Their presence in Shaqlawa has been so pronounced that both locals and newcomers alike jokingly refer to it as “Shaqllujah”.

“Some of the families knew Shaqlawa as a tourist destination. Now about 6,000 families from Fallujah live here,” says Mohammed Jassem, who fled Fallujah when ISIL entered it. According to Mr Jassem, the displaced from his hometown now outnumber the locals by four to one.

The exiles watch in horror as television news chronicles the gradual destruction of their hometown, where Iraqi forces are currently engaged in heavy fighting to dislodge ISIL.

“It makes me very sad. I have many friends and family there and I don't know what will happen to them,” says Hamed Khadir, who also left Fallujah, as he glances at the images of war flickering on his television screen.

As nationalistic news programmes show Iraqi fighters shelling the city, Mr Khadir sits in his living room and explains why he chose to come to Shaqlawa.

“I didn't take my family to Baghdad even though it's close by. My son's name is Omar, and in Baghdad they were killing people just because they had Sunni names,” he says.

Mr Khadir is one of 1.3 million internally displaced Iraqis who eschewed the turmoil and sectarianism in Iraq's south, instead choosing the relative stability and tolerance of the autonomous Kurdish region. Most of the displaced are



Mohammed Jassem and his family fled Fallujah when ISIL captured the city in 2014. From left, his children Shaded, 11, Abdulrahmen, 18 months, Rahma, 10, and Mahmoud, 7 now live with him in the Kurdish resort town of Shaqlawa. Florian Neuhof for The National

living in refugee camps, while those who have money are able to afford housing outside the camps. Among those who fled Fallujah from late 2013, word quickly spread that Shaqlawa had plenty of empty real estate – in the form of unused holiday homes – and that no Kurdish guarantor was needed to settle there.

While the Sunni extremists of ISIL and Iraq's majority Shiite security forces have battled it out inconclusively over the past two years, fanning the flames of religious hatred, relations between Shaqlawa's Arab newcomers and its Kurdish locals have been good from the outset.

“They are good and peaceful people that had to run away from a bad situation. They only want to live in peace, and don't cause any problems,” says Baxtiar Kheder, the Kurdish manager of the Safeen Restaurant that lies on the road into the town.

This goodwill is remarkable given the anti-Arab sentiment that exists in Iraq's Kurdish region.

Those feelings were largely born out of the bloody suppression of Kurdish aspirations for autonomy under former president Saddam Hussein, the current threat posed by ISIL, and a difficult relationship between the Iraqi government and Kurdistan Regional government (KRG).

The integration between Arabs and Kurds in Shaqlawa is no doubt helped by the positive results the Kurdish influx has had on the local economy.

Business in the resort town slumped when ISIL overran a third of the country in 2014 and attacked the autonomous Kurdish region, where recession quickly took hold. The locals soon realised that the Arabs fleeing the south helped to make up for the absence of tourists.

“Shaqlawā is known as a good place for tourism. Because of that we built a lot of extra housing, and the people from Fallujah moved into those properties,” says Mr Kheder.

House prices initially even went up as a result of the large number of new tenants, and only fell as other Kurdish towns became more lenient about letting Arabs move in without a guarantor, leading many families to take advantage of cheaper living elsewhere.

Most of the families from Fallujah still receive a salary for the government jobs they held at home, allowing them to meet rent payments and spend on food and consumer goods. The Iraqi workforce is mainly employed by the government, which has continued to pay the salaries of citizens displaced by ISIL.

The news from the south is a constant reminder of how fortunate those in Shaqlawa are.

From the safety of the town, the families worry about those left behind in Fallujah where at least 50,000 inhabitants remain trapped. The families in Shaqlawa also wonder if their houses in Fallujah will survive the battle, but do not expect to find anything but rubble by the end of it.

Many are bitter about the fate of their hometown.

“This is not the liberation of Fallujah, it is the destruction of Fallujah,” says Bassem Khalifa, who left the city with his family as soon as ISIL took control.

It is a common belief among the displaced in Shaqlawa that the Shiite-led government and its allied militias have come to Fallujah to exact revenge for their military defeats at the hands of ISIL. The city was the first to fall to the terror group, and has long had a reputation for being a hotbed of Sunni extremism. The American military fought costly battles to purge Al Qaeda from the city in 2004 during the US-led invasion and almost razed the entire city twice.

Mr Khadir acknowledges that ISIL became more popular in Fallujah from 2013, but blames this on the sectarian politics of former Shiite prime minister Nouri Al Maliki.

“Maliki is the main reason for the enmity between Sunnis and Shias. The Sunni tribes felt rejected by the government. That is why there was some support for Daesh in Fallujah,” he says.

In 2013, Mr Al Maliki ordered troops to fire at peaceful demonstrations in the city that were protesting government discrimination of Sunnis. A year later, ISIL had taken control of Fallujah, aided by the incompetence of the Iraqi army.

“We feel betrayed by the Iraqi government. First they shot the demonstrators, then they let Daesh come to Fallujah and now they are destroying the city,” says Mohammed Abdullah, who adds that he will not return to the city unless it is handed over to a local administration after the fighting.

Despite their fear of the government and its Shiite dominated forces, however, the Shaqlawa exiles are adamant that – once expelled – ISIL will never be allowed back into Fallujah.

“The tyranny of the Iraqi government made Daesh possible. But if Daesh came back to Fallujah I would fight them myself. We have suffered a lot and we won't allow them to come back,” says Mr Khadir. ♦

German Parliament declares Armenian deaths a genocide

BERLIN

Turkey lashes out at label for 1915 killings, calling the move 'irresponsible'

BY ALISON SMALE
AND MELISSA EDDY

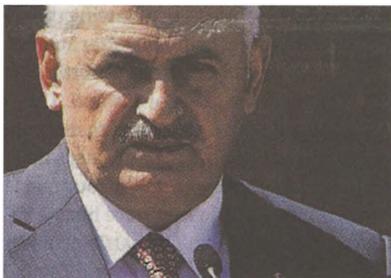
The German Parliament on Thursday overwhelmingly adopted a symbolic but fraught resolution declaring the killings of Armenians by Ottoman Turks in 1915 a genocide, escalating tensions with Turkey at a diplomatically delicate juncture.

The Turkish government angrily denounced the vote as "null and void," and President Recep Tayyip Erdogan called his ambassador in Germany back to Ankara for consultations.

"The way to close the dark pages of your own history is not by defaming the histories of other countries with irresponsible and baseless decisions," Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, wrote on Twitter.

In Ankara, Prime Minister Binali Yildirim said, "There is no shameful incident in our past that would make us bow our heads."

Germany needs Turkey's help in following through on a deal with the European Union to manage the refugee crisis attributed in large part to the Syrian civil war. At the same time, Chancellor Angela Merkel has been under pressure not to be seen as caving to pressure from Ankara to compromise on Western values, particularly after a recent con-



Binali Yildirim, Turkey's prime minister, said, "There is no shameful incident in our past that would make us bow our heads."

trovsky over freedom of speech set off by a German comedian's satire that outraged Mr. Erdogan.

For Turkey, there is scarcely a more delicate topic than what historians say was the murder of more than a million Armenians and other Christian minorities in 1915-16. In April, Mr. Erdogan visited the Armenian Patriarchate of Tur-



HANNIBAL HANSCHKE/REUTERS

Supporters of the German resolution gathered on Thursday with Armenian flags in front of the Reichstag in Berlin. The vote in the lower house of Parliament was nearly unanimous.

key and, in a carefully worded statement, extended condolences to the families of those who had died, but the Turkish government has long rejected the term genocide.

Ankara has noted that thousands of people, many of them Turks, died in the civil war that destroyed the Ottoman Empire, and argued that the estimates of the number of Armenian deaths have been exaggerated.

The issue is also fraught for Germany. At the time of the killings, Germany, led by Kaiser Wilhelm II, was allied with the Ottomans, fighting alongside the Austro-Hungarian Empire against Britain, France and Russia in World War I. Acceptance of German responsibility for the atrocities of World War II has become an established part of the nation's culture, and historians and activists have said that the Armenian resolution was an important step in acknowledging Germany's indirect involvement in the 1915 killings.

Pope Francis called the killings a genocide last year, but the United States has long skirted the issue. President Obama stopped short of using the word — most recently in a statement marking Armenian Remembrance Day on April 24 — though he used the term before becoming president.

Ms. Merkel's Christian Democratic Union and its coalition partners supported the resolution, which was originally proposed for last year, to mark the centennial of the start of the killings. But it was repeatedly delayed, most recently in February, over concerns about angering Ankara.

As the vote approached, debate intensified in Germany, which is home to an

estimated three million people of Turkish descent, many of whom have dual citizenship. About 2,000 Turks demonstrated last weekend in Berlin, rallying to say that Parliament is not a court and therefore should not pass judgment.

Ms. Merkel was in a tough spot. When she visited Istanbul last week, she spent time with Turkish intellectuals and lawyers critical of Mr. Erdogan before meeting the president, who warned her not to move forward with the resolution.

Her decision to do so, despite those objections, may have been influenced by an episode in March, when the German comedian, Jan Böhmermann, lampooned Mr. Erdogan with a crude poem. Ms. Merkel initially criticized the verses, giving the impression — which she later said was a mistake — that she advocated restrictions on freedom of expression in Germany. Critics portrayed her as weak.

Cem Ozdemir, the co-chairman of the opposition Greens and a driving force behind the resolution, accused Ms. Merkel of paying little heed to Turkey for most of her decade in power, until circumstances forced her to engage with Mr. Erdogan.

On Thursday, Mr. Ozdemir said there was "never a favorable time to speak about something as dreadful as genocide."

Mr. Ozdemir read century-old statements by officials of the German Empire showing they knew that up to 90 percent of Armenians had been killed.

"Working through the Shoah is the basis of democracy in Germany," Mr. Ozdemir said, referring to the Holocaust. "This genocide is also waiting to be worked through."

He noted that there were Turks who saved Armenians. "Before them, we bow

down with highest respect," he said.

Mr. Ozdemir said that he had received threats because of his support for the vote but that it was even more dangerous for people in Turkey to acknowledge the genocide.

The vote, in the Bundestag, the lower house of Parliament, was nearly unanimous, with one lawmaker voting against and another abstaining. Ms. Merkel and the two most senior Social Democrat ministers — Vice Chancellor Sigmar Gabriel and Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier — were not present.

Norbert Lammert, the president of the Bundestag, began the debate with a clear message.

"Parliament is not a historians' commission, and certainly not a court," he said. He added that the current Turkish government "is not responsible for what happened 100 years ago, but it

does have responsibility for what becomes of this" in present times.

Mr. Lammert, a Christian Democrat, labeled the Ottomans' killing of Armenians as genocide last year. Particularly because of "our own chapters of dark history," Germans know that only by working through past events can one achieve reconciliation and cooperation, Mr. Lammert said on Thursday.

Including Germany, 12 of the European Union's 28 members have recognized the Armenian killings as genocide. Despite initial protests, Turkey has maintained good relations with several of those countries.

When France approved legislation in 2011 recognizing the genocide, Turkey temporarily recalled its ambassador and halted bilateral military cooperation. Such steps by Ankara would be more complicated today and potentially

more damaging, as Germany and Turkey are engaged in a NATO operation to stop migrant boats crossing the Aegean Sea from Turkey to Greece.

Aydan Ozoguz, the German commissioner for integration, who, like Mr. Ozdemir, is of Turkish descent, said before the vote that while she intended to vote for the resolution, "I still think it is the wrong path." She added that she thought it would backfire.

Mr. Erdogan and ultranationalist Turks "will get a huge boost," Ms. Ozoguz said.

"They will use the resolution as proof of a further attack by the West on Turkey," she said. "Reasonable, considered voices will be isolated and will have no chance to be heard for a long time." ●

Turkey's Kurds

War of attrition

The HDP, once the hope of Turkey's Kurds, has been cornered

Jun 4th 2016 | ANKARA AND DIYARBAKIR

<http://www.economist.com>



Destroying the souk to save it

ASKED how he is feeling these days, Selahattin Demirtas forgoes the pleasantries. "I'm trying to be doing well, given the circumstances," he says, taking a seat at his office in the Turkish capital, Ankara. Amid unrelenting bloodshed in the Kurdish southeast, Mr Demirtas's mood has darkened. Only last June, his People's Democratic Party (HDP) pulled off a major election upset, denying the ruling Justice and Development (AK) party the parliamentary majority it had held for 12 years. Today, the man once hailed as the Kurdish Obama and the saviour of Turkey's hapless opposition faces spurious terror charges from the government and dwindling support among both Kurds and Turks. If Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, were to call a snap vote, say pollsters, the HDP would probably miss the 10% threshold needed to make it into parliament.

This is largely Mr Erdogan's doing. He has marched Turks back to the ballot box to reclaim his majority, unleashed mortars and tanks against militants in Kurdish cities, locked the HDP out of the mainstream media and stripped its MPs, including Mr Demirtas, of their parliamentary immunity from prosecution. At least 50 of the group's 59 MPs face charges of supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK. (They have asked the constitutional court to restore their immunity.) Mr Erdogan has pledged to wipe out the PKK, which Turkey labels a terrorist group but which many Kurds consider a champion of their national cause. Having already left over a thousand dead since last year, the violence now threatens to spiral into a civil war, warns Mr Demirtas. Yet the HDP also has itself to blame. In urban areas across the southeast, it has ceded ground to militants linked to the PKK. It has also

alienated many of its sympathisers in Turkey's west. In December, amid a diplomatic crisis after Turkey shot down a Russian jet, Mr Demirtas came in for some flak for paying an official visit to Moscow. In February another HDP deputy attended a wake for a PKK suicide bomber who killed 29 people.

In the southeastern city of Diyarbakir, the destruction wrought by months of clashes is easy to see from an aeroplane window. Swathes of what was once a residential neighbourhood are now empty fields. Officials claim that the area, having been rigged with explosives by the insurgents, had to be razed to the ground. Human-rights groups blame disproportionate force by Turkish troops. Many locals are as disappointed with their HDP politicians as they are livid with Mr Erdogan. "They entrusted Kurdish autonomy to young kids with guns," complains a businessman.

Uncharacteristically for a Turkish politician, Mr Demirtas admits to making mistakes. "People know who destroyed all these towns," he says, referring to Mr Erdogan, "but it was our duty as a party to protect them." Mr Demirtas says the HDP will continue to push for a negotiated solution to the Kurdish conflict, now in its fourth decade, but rules out a deal with Mr Erdogan.

None of this bodes well for the southeast. The army has cleared the insurgents from most cities, but deadly blasts rock the region each day. Outside Diyarbakir, a PKK truck packed with explosives killed at least 16 villagers last week. Allegations of atrocities are galvanising young Kurds: in the town of Cizre over 100 people were killed in February while hiding from Turkish forces in basements. (The circumstances are unclear, but many were burnt to death.) Seeing their representatives evicted from parliament "would put people in a position where they can no longer tell the PKK to put down their arms," says Mehmet Kaya, head of the Tigris Communal Research Centre, a Diyarbakir think-tank. Whatever the HDP's mistakes over the past year, disenfranchising the millions of Kurds who voted it into office will only make matters worse. ■

«La Turquie est chaque jour un peu moins sûre»

Propos recueillis par Frédéric Koller et Anja Burri 3 juin 2016
<http://www.letemps.ch>

L'avocat Selahattin Demirtas est l'un des deux dirigeants du Parti démocratique des peuples (HDP), principal parti d'opposition au président turc Recep Tayyip Erdogan. Sa formation prokurde est accusée par le pouvoir de faire l'apologie du terrorisme et de n'être qu'une vitrine du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a repris les armes.

Troisième force du parlement turc, le HDP est menacé d'exclusion suite au vote, il y a deux semaines, d'une réforme constitutionnelle pour lever l'immunité des députés visés par des procédures judiciaires. Tous les élus prokurdes sont menacés. Cette mise à l'écart permettrait à Recep Tayyip Erdogan d'asseoir une majorité parlementaire en vue d'une révision constitutionnelle qui renforcerait le pouvoir présidentiel.

Après une visite de deux jours en Suisse, Selahattin Demirtas, accompagné de ses gardes du corps, rentre ce samedi matin en Turquie.

Le Temps: Êtes-vous menacé d'emprisonnement à votre retour?

Selahattin Demirtas: Le risque est important. En ce moment, 87 procès sont ouverts contre moi, je pourrais bien être condamné dans l'un d'eux et me retrouver en prison. On m'accuse d'être le membre et même le dirigeant d'une organisation terroriste.

- Avez-vous envisagé de ne pas rentrer?

- Non, j'ai beaucoup de travail. Ce week-end, je dois participer à des réunions importantes contre le décret qui permet de lever l'immunité parlementaire. Il y a également plusieurs congrès politiques auxquels je dois participer au Kurdistan. Enfin, le plus important, il faut organiser le soutien aux familles qui ont vu leurs maisons détruites dans l'est du Kurdistan et qui ont perdu tous leurs biens. Et puis, j'ai deux petites filles, elles veulent que je les emmène à la mer cet été.

- Quelle est la situation dans les régions peuplées de Kurdes?

- Très difficile. Les forces gouvernementales ont détruit à 70% plusieurs villes dans des régions pauvres. Plus de 500 000 personnes ont dû quitter leur maison. Même en Syrie, il n'y a pas eu de destructions de cette ampleur. Ce sera compliqué de les reconstruire rapidement. Le gouvernement ne va pas leur venir en aide.

- L'Europe doit-elle s'attendre à voir arriver des réfugiés kurdes en provenance de Turquie?

- Si cela continue, l'Europe va voir non seulement des Kurdes mais aussi des Turcs chercher refuge pour des raisons politiques. La Turquie est chaque jour un peu moins sûre. La politique extrémiste d'Erdogan conduit à la polarisation de la société. On peut même craindre une guerre ethnique. Pour assurer un accord sur les réfugiés, les Européens ont voulu ménager Erdogan, en pensant que les choses allaient s'améliorer. C'est le contraire qui se produit, cela aggrave la situation politique en Turquie. Face à toutes ces violations des droits de l'homme, qui nous visent en particulier, moi et les membres de mon parti, l'Europe n'a pas eu de message clair. La chancelière Merkel est allée à plusieurs reprises récemment en Turquie. Dans le même temps, des centaines de civils ont été tués, il y a eu de graves cas de torture. Elle n'a rien dit. Bien sûr, des rapports de l'Union européenne ont émis des critiques mais il n'y a pas eu de message de la part des chefs d'État européens. Simplement parce qu'Erdogan les menace avec l'émigration.

- Vous symbolisez la lutte politique du peuple kurde. Songez-vous à défendre autrement votre cause?

- Quoi qu'il advienne nous lutterons toujours de façon pacifique. J'ai toujours été très clair sur ce sujet. Même si l'on devait me pendre, mes dernières paroles seraient pour dire qu'il ne faut pas utiliser les armes les uns contre les autres. Dans notre culture existe le sentiment qu'on peut résoudre les problèmes par la violence. Cette culture existe partout au Proche-Orient, entre les Etats, entre les peuples, c'est présent même au sein des familles



Selahattin Demirtas, le dirigeant du parti prokurde HDP et principal opposant politique en Turquie, dénonce le silence des Européens face à la dérive du président Recep Tayyip Erdogan

malheureusement. On croit que la force peut être un vecteur pour une solution politique. Depuis longtemps, je dis non. Il existe d'autres moyens. Cette idée a fait son chemin au sein de la population. On sait que la tâche ne sera pas simple. Mais nous ne sommes pas arrivés au point où l'on se dit «nous sommes trompés, la violence est la solution».

- Craignez-vous pour votre vie?

- Il n'y a plus la peine de mort en Turquie, mais plusieurs procès me visant pourraient entraîner une peine à perpétuité. Je suis toujours l'objet de menaces d'assassinat, certaines sérieuses, d'autres pour me faire peur. Mais cela ne m'empêchera pas d'avancer dans ma voie pour construire la paix.

- En Syrie, en Irak, les Kurdes se battent pour établir un Etat kurde. Qu'en pensez-vous?

- Eux seuls peuvent décider de leur avenir, nous soutiendrons leurs décisions. Cela peut être l'indépendance, un Etat fédéral, mais c'est à eux de décider. Il apparaît clairement que les Kurdes ne vont plus accepter de vivre comme avant, sans statut dans le monde.

- Cela inclut les Kurdes de Turquie?

- Les Kurdes de Turquie ont aussi le droit à l'indépendance. Mais pour l'heure, ils sont plutôt pour la coexistence. La solution en Turquie sera différente de celles en Irak et en Syrie. Les Kurdes en Turquie sont très dispersés, beaucoup d'entre eux vivent dans de grandes villes. En Turquie, la réponse n'est pas ethnique, sans quoi nous n'aurons pas de véritable démocratie. Il peut y avoir un gouvernement régional autonome. En Irak et en Syrie, il y a un système fédéral, mais cela peut aller jusqu'à l'autodétermination.

- Comment voyez-vous la Turquie dans dix ans?

- Dans le court terme la situation va empirer, mais à moyen terme, Erdogan va perdre le pouvoir et d'autres forces vont émerger. D'ici dix ans, son parti va disparaître de la scène politique, une coalition démocratique peut prendre le pouvoir. La Turquie peut redevenir un pays de liberté.

- Qu'est-ce que veut Erdogan?

- Il veut un régime totalitaire et religieux. Il veut concentrer tous les pouvoirs et imposer son califat sur tous les territoires d'islam comme sous l'empire ottoman.

- Que peut faire l'Europe?

- L'Europe doit défendre ses propres valeurs. La Turquie étant candidate à l'adhésion, l'Europe a le droit de contrôler si elle se conforme au droit et aux règles européennes. Soit l'Europe renonce à cette adhésion, soit elle doit imposer ses critères. Imaginez que la Suisse soit candidate à une adhésion à l'UE et qu'à Berne les chars d'assaut détruisent la ville, cela durant dix mois, pensez-vous que Bruxelles ne ferait même pas une déclaration? Est-ce seulement vos droits qui sont violés ou les critères mêmes qui fondent l'UE? L'UE, dans ses relations avec Erdogan, a remis en question toutes ses valeurs démocratiques. A plusieurs reprises j'ai proposé aux groupes politiques du Parlement européen de créer une commission pour superviser la résolution de la question kurde en Turquie. Ses représentants pourraient rencontrer les dirigeants du PKK, y compris son chef emprisonné, Öcalan, pour demander un cessez-le-feu, puis retourner à Ankara pour discuter de réformes. En échange d'un cessez-le-feu, on retourne à la table de négociation. L'UE pourrait jouer le rôle d'observateur, avoir un poids important →

⇒ sur les deux parties au conflit. La crise des réfugiés est liée à ce problème. Plutôt que donner trois milliards d'euros à Erdogan, les leaders européens auraient pu proposer cette solution alternative.

– **Quelle a été la réponse du Parlement européen?**

– Je veux rencontrer son président, Martin Schulz, pour lui exposer mes idées, le 16 juin prochain à Bruxelles. Si on m'empêche de partir alors je demanderai à Martin Schulz de venir me voir en prison.

– **Le parlement allemand a reconnu le génocide arménien. Qu'est-ce que change?**

– C'est toujours positif d'éclaircir un génocide. D'autant que l'Allemagne a reconnu sa responsabilité dans ce génocide en particulier, elle y a été associée. Ce n'est pas une victoire de la démocratie, il aura fallu attendre cent et un ans. Aujourd'hui ce sont les Kurdes qui sont massacrés. Faudra-t-il atten-

dre encore cent et un ans pour condamner ces massacres? Ce sont des manœuvres diplomatiques sur la scène politique. Ce sont des instruments dans les relations internationales. C'est une bonne décision, mais le moment choisi est discutable.

– **Quels sont les liens actuels entre le HDP et le PKK?**

– Nous n'avons pas de relations organiques. Nous ne représentons pas le PKK, il ne nous représente pas. Mais nos soutiens viennent de la même base politique. Les gens qui soutiennent le PKK votent pour nous. Ce sont les mêmes familles dont les enfants ont fui dans la montagne, après avoir été arrêtés, après avoir vu leurs maisons détruites, qui nous soutiennent. Quand nous voulons protéger les civils, le gouvernement l'interprète comme un soutien au PKK. Le gouvernement veut instaurer un système de châtiments pour des millions de Kurdes. Si l'on refuse cette politique, on est accusé de soutenir le terrorisme. ♦



June 6, 2016

Christians support referendum, want autonomy in Kurdistan

No. 537, Monday, June 06, 2016
<http://www.kurdishglobe.net>

ERBIL, Kurdistan Region – Christians in the Kurdistan Region will participate in the independence referendum and hope for autonomy if Kurdistan becomes an independent state, said a Christian official on Saturday.

Kurdish officials in the Kurdistan Region have brought the option of an independence referendum to the table. According to the President of Kurdistan Masoud Barzani, a referendum will be held by the end of 2016.

Christians, as one of the religious groups in the Kurdistan Region, have expressed their support for the referendum and hope for autonomy within the state of

Kurdistan in the future.

"We support the referendum, and we also have a plan for post-independence in Kurdistan," Romio Hakkari, the Secretary-General of the Assyrian Bet al-Nahrain Party, told Kurdistan24.

"We hope, and we are almost sure that Assyrians, Chaldeans and Turkmen people in the Kurdistan Region will have the right to autonomy in the constitution of Kurdistan as a state in the future," Hakkari said.

According to Khalid Jamal Albert, director of the Kurdistan Region's office of Christian affairs, the number of Christians in the Kurdistan Region is estimated to be around 300,000 – 350,000 people. Many of them fled from other parts of Iraq to the Region following the

emergence of the Islamic State (IS) in northern Iraq in June 2014.

Maria Jameel, a Christian citizen who resides in Ainkawa district of Erbil Province, told Kurdistan24 that she supports a Kurdish referendum and called on other Christian citizens not to miss this "golden" opportunity.

"I support the independence referendum," Jameel said. "Christians will gain more if they become part of an independent Kurdistan."

She hoped the Christians in the Region would calculate the advantages of Kurdistan becoming a state.

Jameel stated that Christians have not gained much in being part of Iraq. "Tens of thousands of Christian people have been displa-



ced in the last few years in Iraq. Christians feel safer and more secure in the Kurdistan Region rather than Iraq."

"In Iraq, we are the minority, but in the Kurdistan Region, we are not considered as such," she added.

On Dec. 25, 2015, the Prime Minister of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani participated in Christmas celebrations in the Assyrian Church located in Ainkawa and stated, "Christians are an indigenous people in the Kurdistan Region and are not considered a minority." ■



juin 2, 2016

600 Kurdish migrants returned to Iraqi Kurdistan since January

June 2, 2016 Ekurd.net

HEWLÊR-Erbil, Kurdistan region 'Iraq'— Nearly 600 Kurdish migrants have abandoned their asylum applications in EU and returned to Iraqi Kurdistan since January 2016.

According to the Kurdish organization for returned migrants, 20,000 others have registered in the host countries to voluntarily return to Iraq's Kurdistan Region.

Bakir Ali, head of the organization, stated that most of the migrants, especially in Germany and Finland, have not been able to cope with the difficult situation after they migrated to the EU, and they are willing to come back.

However, due to the financial crisis, Kurdistan Regional Government (KRG) is not able to afford the huge cost of transporting this several thousands of people back home, Ali says.

After the eruption of Islamic State (IS), millions of people from Iraq and Syria risked their lives in hopes of finding a better life in the West; among them, thousands of Kurds from Kurdistan Region who migrated to the EU to escape the severe financial crisis in the region.

According to the statistics of International Federation of Iraqi

Refugees (IFIR), at least 30,000 people, including families, have migrated from Iraq's Kurdistan Region. Up to 250 of them have died in the process and just 120 bodies have been brought back to the region.

There are currently some 50,000 refugees in Greece, most of whom want to continue their journey to other EU countries.

International organizations previously reported that many of the newly-arrived migrants have regretted their journey as they cannot adapt to the frosty nordic countries and the different culture in the EU.

More than 3,700 asylum seekers have died in the attempt to enter Europe through the Mediterranean Sea in 2015. ♦

Copyright ©, respective author or news agency, basnews.com | Ekurd.net



Kurdish refugees arrive at Erbil airport, Iraqi Kurdistan. January 2016. Photo:

Bernard-Henri Lévy : « Les Kurdes sont notre rempart contre Daech »

ENTRETIEN

D'abord, ce sont des bruits. Les cris des soldats qui orientent l'éclaireur, le souffle du guerrier qui arpentent une dune, les balles qui perforent le silence puis l'explosion qui emporte tout. *Peshmerga* commence par cette scène époustouflante. Ensuite un soldat blessé, malgré la douleur, proclame la grandeur de son peuple. C'est cette fierté, ce courage que la caméra de Bernard-Henri Lévy parvient à saisir dans un film tout entier ordonné à la gloire de ces combattants. Ils sont kurdes, musulmans et combattent village après village les soldats du califat. Défilent sous nos yeux des visages poignants d'enfants et de vieillards, des chrétiens et des yazidis qui fuient leurs persécuteurs, des femmes soldats prêtes aux combats. Des mélodies araméennes remontent des premiers siècles tandis que la caméra plonge dans les catacombes creusées, par les chrétiens, au temps de Mahomet. Un officier aux cheveux d'argent tombe près de Mossoul, l'ancienne Ninive où repose le prophète Jonas. L'État islamique se dérobe (la terreur est sans bravoure) mais la guerre continue. Tragique, cruelle, héroïque : elle est là, devant nous.

V.T.V.



PROPOS RECUEILLIS PAR
RENAUD GIRARD rgirard@lefigaro.fr

LE FIGARO. - Après avoir travaillé à l'« Esprit du judaïsme » et publié un ouvrage sur ce vaste sujet, qu'est-ce qui vous a soudain poussé à changer d'angle à 180° et à vous intéresser à la lutte des Kurdes contre l'État islamique ?
Bernard-Henri LÉVY. - J'attire votre attention sur le fait que *L'Esprit du judaïsme* s'achevait sur un chapitre intitulé « la tentation de Ninive », qui expliquait comment l'universalisme juif consiste à aller vers l'autre, fût-il le plus hostile. Or *Peshmerga*, le film, tourne tout entier autour du front et de la ville de Mossoul, qui se trouve être le nom contemporain de la même Ninive. Mossoul est la capitale de l'État islamique. Mais c'est aussi, depuis la Bible, la capitale mondiale du judéo-christianisme.

Moi qui croyais naïvement que la capitale mondiale du judéo-christianisme, c'était Jérusalem...
Bien entendu. Mais je vous parle d'autre chose. Je vous parle de cette plaine de

Ninive, qui est le lieu du monde où vous avez, aujourd'hui encore, les tombeaux des prophètes Nahum, Jonas ou Daniel - et où vous trouvez aussi, comme à Maa-loula, en Syrie, les derniers hommes à parler encore la langue du Christ, c'est-à-dire l'araméen. C'est ça que je filme. Et c'est, aussi, pour ça que je me suis lancé dans cette aventure : pour que soit célébré ce qui reste de cette mémoire juive et pour que ne soient pas exterminés jusqu'au dernier ces chrétiens d'Orient...

C'est un film où vous prenez le parti de suivre, de bout en bout, sur mille kilomètres, une ligne de front. Le front entre les *peshmergas* kurdes et les combattants arabes de l'État islamique. Une ligne, en forme de virgule couchée, qui va de la frontière iranienne aux monts Sinjar. C'est donc, avant tout, un reportage de guerre en images !
Oui, bien sûr. Mais quelle guerre ? La guerre que l'État islamique a déclarée à la civilisation, telle que je la conçois, et telle que l'incarne ce peuple kurde. Or ce peuple kurde, je le montre, est le défenseur des chrétiens, des lieux du judaïsme dans la région, des valeurs de démocratie, des principes de l'État de droit - sans parler de ces yazidis déportés, massacrés, crucifiés, et dont les fillettes ont été jetées en esclavage sexuel. Je filme la libération de leur capitale, Singhal. Je filme la déroute de leurs bourreaux.

Rappelez-nous ce que sont, exactement, ces yazidis, que vous filmez lors de leur pèlerinage annuel dans les grottes de Lalesh...
Le yazidisme est un mélange de christianisme et de zoroastrisme, cette religion de l'ancienne Perse qui inspira tant Nietzsche. C'est donc l'une des plus vieilles religions du monde : chose insupportable pour les décerébrés de Daech qui, tels les Khmers rouges naguère au Cambodge, voudraient faire table rase du passé. Rien de ce qui est antérieur à l'islam ne peut et ne doit exister : voilà ce que croient ces criminels, doublés d'abrutis, qui ont voulu éradiquer le yazidisme, dans une entreprise véritablement génocidaire.

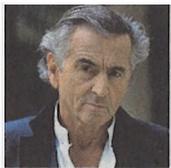
On a l'impression que beaucoup de scènes de votre film sont tournées à l'aube...
Naturellement. Car nous filmons des offensives. Et les offensives, ce n'est pas à vous que je l'apprendrai, ça démarre généralement à l'aube !

Quelles observations générales tirez-vous des différentes offensives que vous avez suivies ?

Une très importante : la lâcheté de Daech. On a construit, en Occident, une espèce de légende d'un Daech surpuissant, intrépide, militairement terrifiant et quasi invulnérable. Ce que nous avons vu, avec mon équipe, c'est le contraire : des pauvres types qui reculent systématiquement devant les femmes et les hommes aguerris des bataillons kurdes. Ces gens de Daech sont braves quand il s'agit de décapiter un otage à genoux. Mais pas téméraires quand il faut tenir une position sous le feu d'un adversaire motivé et vaillant !

On voit tout de même, dans votre film, des Kurdes qui se font tuer. Il y a, par exemple, la scène très frappante des dernières secondes de vie d'un jeune général aux cheveux blancs, qui est en première ligne en train de diriger une opération, et qui se prend une balle en pleine tête...

La mort de cet officier charismatique et qui mettait son point d'honneur à être toujours en avant de ses hommes fut en effet, pour nous, l'un des souvenirs les plus traumatisants de ce périple. Mais



Daech mène cette guerre sans bravoure et avec des méthodes de terroristes

J'ai envie de vous dire que cette mort au feu est presque une exception qui confirme la règle. Car la plupart des peshmergas que nous avons côtoyés et qui ont été tués l'ont été soit par des snipers très éloignés, soit avec un camion suicide, soit en tombant sur une mine planquée sous un caillou, dans une ruine, sur le bord d'une route ou dans un Coran piégé. Daech, je vous le répète, mène cette guerre sans bravoure et avec des méthodes de terroristes.

Certains disent, pourtant, qu'il y a du courage à se suicider pour ses idées, tels les kamikazes nippons de 1945. Le courage, c'est de préserver la vie. C'est de livrer bataille en économisant ses hommes. Le vrai courage c'est, comme disait Malraux, de faire la guerre sans l'aimer. Exactement ce que font les Kurdes.

À vous entendre, reprendre les territoires du calife Ibrahim serait un jeu d'enfant !

Militairement, oui, je suis convaincu que les Kurdes, si on leur en donnait les moyens, ne feraient qu'une bouchée des fous de Dieu..

Mais ces Kurdes du nord de l'Irak, que vous avez côtoyés pendant six mois, n'ont-ils pas été anesthésiés par 25 ans de délices de Capoue, après que la protection aérienne américaine leur eut été donnée en 1991 ?

Ce qui est vrai, c'est qu'ils ont cru à la volonté US de mettre en place ce

« grand Moyen-Orient démocratique » promis par G.W. Bush. Et ils ont été victimes, au fond, du mythe de la fin de l'Histoire qui s'est répandu à l'époque dans toutes les nations démocratiques. Mais, sitôt Daech surgi, les Kurdes n'ont pas tardé à renouer avec leur tradition de résistance et de combat.

On voit tout de même dans votre film les gratte-ciel flambant neufs d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan d'Irak. Vous montrez aussi la ville pétrolière de Kirkouk, qui explique en partie la richesse de cette région autoadministrée depuis un quart de siècle. Les combattants un peu grassouillets que vous filmez ont, dans leur poche, un iPhone 6 dernier modèle. N'est-on pas loin

des peshmergas spartiates de Mustafa Barzani, qui luttait contre Saddam Hussein, tels les Viet-minh de Giap ? Vous tombez bien. Car c'est lui, le général Giap, que cite spontanément le président de la région autonome du Kurdistan, le Barzani d'aujourd'hui, fils de celui que vous citez, quand je l'interroge sur les figures historiques qui ins-

pirent son art de la guerre. Mais en quoi ceci est-il contradictoire avec cela ? Vous avez là, en effet, un peuple magnifique, éminemment civilisé, tolérant de toutes les religions, tourné vers l'Occident, son mode de développement, ses valeurs. Il pensait sincèrement, ce peuple, avoir enfin conquis le droit de souffler et d'offrir à ses enfants un avenir digne de ce nom. Et voilà que la tragédie le rattrape. Et voilà que sa situation fait de lui le rempart obligé du monde, et l'avant-garde du combat commun, contre le djihad.

Mais les Occidentaux ne sont-ils pas de son côté ? N'ont-ils pas déployé, au Kurdistan, leurs forces spéciales et leur aviation ?

C'est vrai. J'ai vu les avions américains et français bombarder des positions de l'État islamique, dont les coordonnées avaient été données par les peshmergas. Mais cette aide est très insuffisante. Savez-vous qu'il y a des tronçons entiers de la ligne de front où les peshmergas n'auraient pas assez de munitions pour repousser une offensive concentrée de Daech ?

Savez-vous que la maigre protection qu'ils ont contre le gaz moutarde (dont Daech a fait un usage avéré), ils la doivent à des ONG françaises ? Et vous avez la scène où nous filmions des généraux préparant l'offensive d'août 2015 contre Albou Mohamed, en comptant sur les doigts d'une main les



Les Américains aident les Kurdes – mais juste assez pour qu'ils se défendent, et pas suffisamment pour qu'ils pulvérisent l'État islamique... Erreur tragique

Milan et autres armements lourds dont ils disposent.

Selon vous, qu'attend le monde pour les aider davantage ?

Sur Daech, il y a deux théories. Les gens qui pensent qu'il faut taper à la tête et que, après, les cellules périphériques se dévitaliseront d'elles-mêmes : c'est, mutatis mutandis, ce qui s'est passé quand le communisme s'est effondré à Moscou et que, dans la foulée, tous les partis communistes du monde se sont étiolés...

Ça a marché en Union soviétique et en Europe de l'Est parce que c'est de l'intérieur que le système s'est effondré...

Exact. C'est, du reste, pourquoi il est si important que s'éveille, à l'intérieur de cette région, un islam des Lumières, adapté au monde moderne, accordé à la démocratie – cet islam dont les Kurdes sont aujourd'hui le symbole le plus éclatant...

Soit. Et quelle est la deuxième théorie ? C'est celle qui, hélas, prévaut au département d'État et au Pentagone. La théorie du « containment ». L'idée que mieux vaut, à tout prendre, une poule à djihadistes, bien circonscrite et aussi cadencée que possible. Ceux qui optent pour cette analyse aident les Kurdes – mais juste assez pour qu'ils se défendent, et pas suffisamment pour qu'ils pulvérisent l'État islamique... Erreur tragique. Je compte bien aller projeter mon film à Washington, pour tenter de convaincre les décideurs américains.

L'état-major de Daech se partage entre Mossoul et Raqqa. Ce sont de grandes villes arabes sunnites. Il semble que seule une armée arabe sunnite puisse se permettre d'investir ces villes. Or cette dernière n'existe pas...

Il y a, dans le film, des plans de Mossoul filmés avec les drones que nous avions apportés de France. On le voit à l'image : descendre dans la plaine et investir Mossoul ne poserait aucun problème militaire aux combattants kur-

des qui tiennent les premières lignes de Zartik, Bachik et Sultan Abdullah ; politiquement, en revanche, ils sont les premiers à dire qu'ils ne sauraient pas faire fonctionner des villes arabes, où ils seraient perçus comme des occupants.

premiers à dire qu'ils ne sauraient pas faire fonctionner des villes arabes, où ils seraient perchés comme des occupants.

Alors, quelle est la solution ?

Vous l'avez dit : une armée arabe sunnite capable, en partenariat avec les Kurdes, de libérer véritablement la ville. Mais vous avez, à partir de là, deux questions. Qui, d'abord, aura l'initiative politique de la levée de cette armée ? Les Saoudiens prenant soudain conscience qu'ils ont enfanté un monstre, en train de se retourner contre eux ? Les Émiriens qui ont toujours été, eux, clairement anti-Daech mais qui n'ont pas, malheureusement, assez de poids politique ? La Ligue arabe ? Et puis, deuxième problème : l'Iran qui règne à Bagdad et qui préfère encore Daech à un renforcement des sunnites

« normaux » dans la plaine de Ninive. Avec cet Iran-là, Obama a fait un pacte et il ne fera rien pour lui forcer la main. Ajoutez à cela la Turquie du sultan Erdogan qui veut la peau du Kurdistan et qu'on a vu, pendant la bataille de Kobané, laisser passer des armes pour Daech, plutôt que de prendre le risque d'une jonction entre Kurdes irakiens et syriens : là non plus, il n'y a rien à attendre de bon ! Les peshmergas, en un mot, sont nos seuls alliés sérieux dans le secteur. C'est pour cela – pour montrer cela – que j'ai tourné ce film.

On a l'impression que, depuis 25 ans, vous courez à perdre haleine vers une possible réconciliation entre les trois religions du Livre. N'est-ce pas un mirage ? La preuve que non, ce sont, encore une

fois, ces combattants kurdes. Il faut voir avec quelle fierté ils nous conduisent, entre deux offensives, jusqu'à la maison natale de tel villageois juif du Kurdistan, devenu ministre de la Défense d'Israël. Et avec quelle ardeur ils défendent les derniers monastères chrétiens qui, tel le monastère de Mar Matta, se tiennent encore sur la ligne de front. La réconciliation vécue, concrète, entre les trois monothéismes juif, chrétien et musulman, elle est là ! ■



■ **Peshmerga**, de Bernard-Henri Lévy. Film documentaire de 1h32, EN SALLE LE 8 JUIN.

En Syrie, l'organisation Etat islamique prise en tenaille entre les Kurdes et le régime

Par Christophe Ayad
06.06.2016
<http://www.lemonde.fr>

Les combattants des forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) et soutenues par Washington, n'étaient, dimanche 5 juin, plus qu'à 5 kilomètres de la ville syrienne de Manbij, l'une des places fortes de l'organisation Etat islamique (EI) et son principal axe de ravitaillement avec la frontière turque. En prenant Manbij, les FDS couperaient Rakka, la « capitale » de l'EI en Syrie, du seul poste-frontière qu'il contrôle encore avec la Turquie, celui de Djarabulus, à une trentaine de kilomètres plus au nord. C'est par cet axe que transitent combattants, armes et argent vers les territoires sous contrôle djihadiste, de plus en plus asphyxiés.

Cette offensive, débutée la semaine dernière, reçoit le soutien de la coalition contre l'Etat islamique conduite par les Etats-Unis, dont les avions ont mené neuf frappes sur des positions djihadistes dans la région de Manbij. Selon un journaliste de l'AFP, des soldats américains des forces spéciales ont été vus sur place aux côtés des FDS. Washington a reconnu que ses soldats étaient pré-

sents sur le terrain pour les conseiller, mais sans s'impliquer dans les combats.

Reprise des bombardements sur Alep

Outre Manbij, l'EI fait face à deux autres offensives dans la province de Rakka. Les FDS progressent depuis le nord et ne se trouvent plus qu'à une trentaine de kilomètres de la capitale de la province, aux mains des djihadistes depuis l'été 2013. Au sud, l'armée syrienne et ses supplétifs (libanais, irakiens et afghans), appuyés dans les airs par son alliée russe, sont entrés samedi dans le sud de cette province pour la première fois depuis deux ans.

L'armée syrienne ne se trouve plus qu'à une quarantaine de kilomètres de Tabqa, sur l'Euphrate, où se trouvent une prison contrôlée par l'EI et un aéroport militaire. Lors de la capture de Tabqa par l'EI, en 2014, les djihadistes avaient exécuté 160 soldats syriens, provoquant l'indignation de l'opinion publique syrienne dans les zones sous contrôle gouvernemental.

Face à l'affaiblissement de l'EI, une course est désormais engagée pour savoir qui dirigera les territoires bientôt perdus par les djihadistes. Damas a clairement fait savoir qu'il n'était pas question de laisser le contrôle de ses territoires



Des Kurdes syriens manifestent à Kobané lors des funérailles de combattants morts pendant l'assaut donné contre l'organisation Etat islamique dans la ville de Manbij, samedi 4 juin 2016.

repris à l'EI à la rébellion kurde autonome du PYD. La Turquie, en guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le PYD syrien est une émanation, voit d'un mauvais œil l'installation d'une enclave kurde autonome à sa frontière.

Enfin, les combats ont repris à Alep, où la rébellion arabe syrienne contrôle une partie de la ville depuis 2012. Après plusieurs semaines d'accalmie, le régime syrien a repris ses bombardements intenses des quartiers orientaux de

la ville. Au moins 40 civils ont été tués – 32 en zone rebelle et 8 dans les quartiers gouvernementaux – et 200 blessés dimanche.

Depuis jeudi, les 200 000 habitants des quartiers rebelles d'Alep sont totalement assiégés. La route de Castello, le seul axe qui les relie à la frontière turque, est en effet systématiquement visée par des tirs de l'armée syrienne et des miliciens kurdes du PYD, présents dans la région au nord de la métropole.

In Turkey, Syrian children 'work to survive'

ISTANBUL

Thousands of youths toil in factories, not in school, to provide for families

BY CEYLAN YEGINSU

When he was 9, Ahmad Suleiman watched his father die from a battlefield wound in Syria. Four years later, he now puts in 12-hour shifts at a damp and squalid textile factory in Istanbul as the primary breadwinner for his family, which fled to Turkey after his father's death.

More than one million Syrian children live in Turkey, and thousands of them, like Ahmad, are in sweatshops, factories or vegetable fields instead of in a classroom, members of a lost generation who have been robbed of their youth by war.

Like many others in his situation, while he toils for his family, Ahmad is paying a steep price. "I want to send Ahmad to school because he doesn't know how to read and write and can't understand the bus signs," said his mother, Zainab Suleiman, 33. "But I have no choice. He has to work to survive."

Many of the children who arrive in Turkey have already lost years of schooling because of the war. Before the conflict, 99 percent of Syrian children were enrolled in primary schools and 82 percent in secondary schools, Unicef has reported. Today, nearly three million Syrian children are out of school, and for those in Turkey, the education gap has either grown longer or become permanent.

While more than a million Syrians have reached Europe, many more — three million in all, including Ahmad's family — have been forced by poverty to stay in Turkey, where their prospects are bleak.

The recent deal between the European Union and Turkey to curb the flow



A Syrian refugee at a Turkish shoe plant in Gaziantep, Turkey. Over 400,000 Syrian refugee children are unable to attend school in Turkey because most of their families are living outside camps.

of illegal migration into Europe intended to protect Syrians from dying in the Aegean Sea and to improve, with billions of dollars in aid from Europe, the conditions for those living in Turkey. Those promises were supposed to mean more children in school, and work permits for their parents.

Instead, the deal may collapse over an issue unrelated to the plight of Syrians: Turkey's refusal to revise its terrorism laws in return for visa-free travel for Turkish citizens traveling to Europe. The impasse has left the future for Syrians in Turkey even more uncertain.

Until now, Turkey has spent billions of dollars caring for Syrian refugees, providing them with free medical care and the right to an education.

Yet more than 400,000 children are still unable to attend school because most of the Syrian families are living outside camps, mostly in poverty, and are struggling to secure work that pays enough to cover the basic necessities of food, clothing, rent and transportation, aid groups say.

Other factors preventing children from attending school include language barriers, confusion over enrollment procedures and transportation-related issues, said Selin Unal, a spokeswoman for the United Nations refugee program in Turkey.

The Turkish government introduced work permits for Syrians in January to help stop exploitation in the labor market so that parents could earn enough to send their children to school.

But only 10,300 Syrians have gained the right to work under the new regulation, according to the Ministry of Labor, mainly because Turkish employers have been reluctant to grant contracts that would require them to pay minimum wage.

Turkish officials have acknowledged the pitfalls of the labor laws and have vowed to increase the number of workplace inspections to help enforce the new regulations, which are aimed at providing higher incomes and cracking down on child labor.

Mrs. Suleiman, Ahmad's mother, said she had not heard about the work permits and had recently had to quit her job washing dishes at a restaurant after her boss beat her when she complained that her \$90 weekly pay was a month late.

Most of Ahmad's \$60 weekly wages go toward the \$270 rent for the narrow room where he lives with his mother and three siblings in Istanbul's low-income Tarlabasi neighborhood.

Six days a week, Ahmad leaves home at 8 a.m. and walks to a nearby textile factory where he spends his days buttoning shirts as sewing machines rattle in the background. He is given a 30-minute break at lunchtime and two 15-minute tea breaks with biscuits that he buys with his 80-cent daily allowance from his mother.

"I enjoy working, and I don't get treated badly," Ahmad said, smiling at a Kurdish colleague helping him attach tags to a rail of shirts. "I've got to take



CHRIS MCGRATH/GETTY IMAGES — AGENCE FRANCE-PRESSE

A Syrian refugee sewing shoe parts last month in a factory in Gaziantep, Turkey.

care of my family, and this is the only way to do that.”

But in Syria, Ahmad’s dream was to become a singer.

“I have a really good voice,” he said blushing. “I’m serious. I sing for my colleagues at work and they love it.”

Yet when asked what his ideal job would be, Ahmad dropped his smile for a second. “A savior,” he said. “I want to save everyone from poverty, because I’m poor and I don’t want anyone to go through what I’ve been through.”

To achieve that goal, Ahmad said, he knows he needs to go back to school. “It’s the only way to make more money,” he said.

The manager of the factory acknowledged that Ahmad was too young to be working and should be in school, but said he employed him not because Ahmad was cheap to hire, but because he wanted to help him.

Ahmad is the only child who works at

the factory, but in the Zeytinburnu neighborhood, one of Istanbul’s textile hubs, child labor is rampant. In one workshop full of children, one 11-year old was embarrassed by my presence. Aware that his manager was watching, the boy looked away and focused on cutting fabrics and folding clothes.

Next to him was a sewing machine operator, Abdul Rahman, 15, who said he had no idea how much he was paid because his wages went directly to his family. Two Syrian brothers, Basar, 16, and Mohammed Nour, 15, swept the floor of the workshop. They came to Turkey alone from Aleppo to make money to send back to their family.

Together, they earn around \$250 a month and send \$200 back home. Unable to afford accommodations, they are allowed to sleep under the workshop benches at the factory, in makeshift beds made from a single blanket and fabric scraps.

Back in Tariabasi, Ahmad’s mother has come up with a plan that will allow her to send her two younger children to school. She will marry off her 15-year-old daughter, Ayla, to a 22-year-old Kurdish man, whose family has offered to send her to school and help the family financially.

“This way at least the two youngest can also go to school, while Ahmad and I work,” she said.

When asked how she felt about getting married, Ayla looked at her painted fingernails and paused. “It hasn’t really hit me yet, but I’m not scared,” she said. “I’m happy, and I need to do this for the family.”

Mrs. Suleiman shot an anxious look at her daughter. “She doesn’t know anything yet. But what choice do we have? It’s our fate.” ●

Sarah Dadouch and Karam Shoumali contributed reporting.

International New York Times, JUNE 4-5, 2016

EDITORIALS

YES, IT’S GENOCIDE

Germany was right to recognize the Armenian genocide, in defiance of the threats from Turkey’s president.

In what has become an almost annual exercise, Turkey has thrown a fit because someone has spoken the truth about its dark past. This time, it has pulled its ambassador from Berlin and threatened dire consequences over a resolution, passed overwhelmingly by the German Parliament on Thursday, declaring that the century-old massacre of Ottoman Armenians was a genocide. That is what Turkey does every time a foreign government dares to challenge its discredited claim that the Armenians perished in the cruel fog of World War I, and not in a premeditated attempt to eradicate a people. Germany’s claims to the contrary, Turkish legislators huffed in a statement, are “based on biased, distorted and various subjective political motives.”

No, it was a genocide, the first of the 20th century. Historians have established beyond reasonable doubt that as many as 1.5 million Armenians were deliberately killed or sent on death marches in 1915-16 by the disintegrating Ottoman Empire, fearful that they and other Christian minorities could side with Russia in the war.

For Armenians, millions of whom were left scattered around the world, gaining recognition that the slaughter was a genocide — a deliberate atrocity, and not collateral damage — has been a long and passionate national mission, which has resulted in formal recognition by more than 20 countries.

The Armenians are fully justified in their quest for a historical reckoning. But the more the world has recognized that, the more aggressively Turkey has stormed and shouted. A couple of years ago, when President Recep Tayyip Erdogan was still a relatively broad-minded prime minister, he seemed prepared to take a more conciliatory stance on the Armenian issue. It never happened, and the increasingly autocratic Mr. Erdogan warned Germany’s chancellor, Angela Merkel, in advance that relations with Germany — “bilateral, diplomatic, economic, trade, political and military” — would be damaged by the resolution.

Mr. Erdogan’s threats are not without effect. Turkey is a crucial NATO ally in the upheavals of the Middle East, and especially important to Germany and the European Union as they try to stem the flow of Syrian refugees. Ms. Merkel was not present for the vote, though she did not oppose it. President Obama, who as a candidate in 2008 pledged to recognize the events of 1915 as a genocide, has failed to do so.

The damage done to Turkey’s relations with the Armenians and its NATO allies is the responsibility of that large majority of Turks who refuse to acknowledge a dark blot on their history, not those who seek to commemorate the tragedy. The Germans, who have admirably confronted the terrible genocide in their own history, did the right thing in defying Mr. Erdogan’s threats.

Naufrage annoncé sur les eaux du Tigre

Stratégique pour Ankara, le barrage géant d'Ilisu doit engloutir la vallée d'Hasankeyf et son patrimoine inestimable.

THIERRY OBERLÉ  @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À HASANKEYF



Vue sur la vallée d'Hasankeyf, en mai 2016. Au premier plan, les piliers du vieux pont sur le Tigre recouverts d'un linceul de grillage métallique en prévision de leur immersion.

TURQUIE En comparaison, Gezi, ce parc du quartier de Taksim à Istanbul menacé de destruction en 2013, est une pâle miniature. Dans le sud-est de la Turquie, le barrage géant d'Ilisu devrait engloutir une vallée, des villages, la vieille ville d'Hasankeyf, ainsi qu'un patrimoine inestimable. Des milliers de maisons troglodytes millénaires, les vestiges d'un pont de pierre du XII^e, une mosquée de l'époque de la dynastie ayyoubide, les descendants de Saladin, et bien d'autres trésors archéologiques sont promis à disparaître sous les flots. D'un coût de plus de 1,2 milliard d'euros, le troisième plus grand projet hydroélectrique de la Turquie devrait fournir 3,8 milliards de kilowattheures d'électricité, soit 3 % de la production nationale. Et irriguer 1,7 million d'hectares de terre. Il est considéré par Ankara comme un enjeu majeur de développement économique dans une région déstabilisée par la guerre entre le PKK, la rébellion kurde, et le pouvoir central. Fortement contesté, le programme a pris du retard. Les échéances ont été sans cesse repoussées, à tel point que nul ne se hasarde à avancer une date d'inauguration.

À Hasankeyf, le temps est figé. Au creux de la vallée, sur les rives du Tigre, l'air de la guerre a plongé dans la léthargie une cité qui attirait 600 000 touristes par an avant le début de la confrontation. Encerclée par les travaux, la ville semble somnoler. Les piliers du vieux pont sur le Tigre ont été coulés dans le béton et recouverts d'un linceul de grillage métallique en prévision de leur immersion dans les profondeurs aquati-

ques. Les habitants contemplant le spectacle d'un air blasé. Ils se sont accoutumés à voir le symbole de leur patrimoine défiguré, comme ils sont habitués à ne plus entretenir depuis une dizaine d'années leurs logements voués à la submersion.

Une impressionnante falaise trouée de grottes domine le site. Quelques touristes locaux gravissent les escaliers tracés au flanc de l'arête rocheuse pour prendre des selfies devant le petit palais des anciens seigneurs kurdes dressé au sommet d'un éperon. Puis, ils grimpent vers la citadelle, au milieu des maisons troglodytes, par un chemin voué à disparaître. Quand la vallée sera un lac artificiel, la forteresse sera reliée au reste du monde par un téléphérique.

Dans la ville nouvelle, bâtie à deux kilomètres en amont de l'ancienne, le temps est aussi en suspens. Le nouvel Hasankeyf est une cité fantôme avec ses villas flambant neuves, ses immeubles, son centre commercial et ses infrastructures culturelles et sportives et bien sûr, ses trois mosquées. Les maisons sont inhabitées, les rues et les trottoirs déserts, mais policiers et gendarmes patrouillent dans des voitures blindées pour prévenir des attentats. La ville ressemble à un décor d'un studio de cinéma en grandeur réelle ou à *SimCity*, le jeu vidéo de création et de gestion d'une ville imaginaire. Les pavillons et les appartements des résidences sont bâtis sur le modèle de logements pour classe



moyenne d'un pays émergent. Ils seront tirés au sort entre acquéreurs pour ne pas faire de jaloux. La route à quatre voies et le pont géant, l'un des plus longs de Turquie lorsqu'il sera achevé, ne mènent nulle part. Pour l'instant du moins.

Seule la cité administrative fonctionne. « Personnellement, j'aurais préféré rester dans la ville ancienne. Ici, tout est moderne et fonctionnel, mais nous sommes coupés des habitants. On ne sait pas quand ils arriveront », dit Shemus, un fonctionnaire des services sociaux, en arpentant un hall d'entrée qui n'accueille personne. « Je suis bien sûr triste de voir engloutie une cité vieille de plus de 5 000 ans, mais nous avons fait émerger la possibilité d'une ville nouvelle reliée à ce qui peut être sauvé sur les hauteurs du site archéologique. Nous allons également bâtir un parc historique où seront transférés les monuments, comme ce fut fait pour le temple d'Abou-Simbel en Égypte, lors de la construction du barrage

d'Assouan », promet Faruk Bulent Bayguyen, le gouverneur du district Hasankeyf. « On déménagera d'abord les habitants, puis on déplacera une dizaine de monuments historiques morceau par morceau. Cela sera encore long, mais Hasankeyf va renaître », précise-t-il. Le gouverneur se veut optimiste, mais reconnaît toutefois que la partie est loin d'être gagnée. « Il y a eu beaucoup de contrariétés et le PKK n'arrange pas les choses. Nous sommes dans le couloir de passage des terroristes vers l'Irak. Des chantiers ont été attaqués. Le PKK reproche à l'État de ne pas assez investir dans la région, mais quand des initiatives sont prises, il les combat » regrette Faruk Bulent Bayguyen.

Avant la reprise des hostilités au début de l'été dernier, le projet a surtout été retardé par un large mouvement d'opposition pacifique. Depuis le lancement officiel des travaux voici dix ans, les manifestations et les recours juridiques et administratifs se sont multipliés, sans qu'ils ne parviennent à faire reculer le gouvernement turc. Ankara a accepté des aménagements, mais a toujours refusé d'envisager de véritables solutions alternatives.

Face à la controverse, les investisseurs européens - alle-

600 000 touristes

par an visitaient Hasankeyf avant le début de la guerre entre le PKK, la rébellion kurde et le pouvoir central

Turcs un moyen supplémentaire de contrôler le débit des fleuves de Mésopotamie en Syrie et en Irak. Il leur donne un nouvel avantage dans la bataille de l'eau au Proche-Orient. Il suffirait de fermer les vannes pour assécher les régions en aval. Une menace déjà brandie par le passé pour contraindre la Syrie à se débarrasser d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK.

La prochaine étape doit être le déplacement de plus de 60 000 habitants, mais la procédure sur le montant des indemnités d'expropriation et de relocalisation traîne. « 85 % des habitants sont d'accord pour partir, mais ils disent le contraire aux journalistes » note, désabusé, Ahmed Ardenis, le président de l'association de défense des intérêts des habitants d'Hasankeyf, qui joue un rôle d'interface entre les autochtones et

l'État.

Né dans une maison troglodyte du site, puis relogé dans les années 1980 dans la ville basse après la fermeture des habitations souterraines, il est prêt à déménager une troisième fois. « Nous ne sommes pas parvenus à arrêter le projet, alors maintenant il faut bien faire avec et trouver les meilleures solutions » juge-t-il. En ville, le médiateur est accusé par ses détracteurs d'être à la solde du gouvernement. Ahmed, le boucher-poissonnier est suspicieux. « Bien sûr que je ne veux pas partir. L'État nous propose des indemnités qui ne sont pas assez élevées. Franchement, personne ne sait comment cette histoire va finir », commente le commerçant devant ses quartiers de viande sanguinolente pendus à des crocs et ses bassines de carpes du Tigre. « Pourquoi dépenser tant d'argent pour engloutir des monuments ? » se demande-t-il.

Comme beaucoup d'autochtones, il a son avis sur la question. « Le gros rocher recèle des trésors cachés, les archéologues les ont découverts. Le gouvernement veut les récupérer en toute discrétion. C'est pour cela qu'il va noyer le pays », explique-t-il. Une rumeur promise à devenir légende lorsque les eaux auront effacé le passé. ■



June 9, 2016

French special forces operating in N Syria

Jun 9, 2016 //www.presstv.com

France has dispatched special forces to the northern city of Manbij near the Turkish border in an alleged bid to advise Syria Kurdish forces fighting Daesh terrorists, a French defense ministry source says.

"The offensive at Manbij (in Aleppo Province) is clearly being backed by a certain number of states including France. It's the usual support - it's advisory," the unnamed official told AFP on Thursday.

The French troops are cooperating with the Syrian Democratic Forces (SDF) that is a coalition of Kurdish and Arab forces, the official added.

He further went on to say that the French special forces will not intervene militarily themselves and are not supposed to engage in combat with Daesh militants.

Last Friday, French Defense Minister Jean-Yves Le Drian had indicated that the French soldiers were helping an operation at Manbij, saying, "We are providing support through weapons supplies, air presence and advice."

The strategic city of Manbij, located in Syria's Aleppo Province, is a key point along Daesh's main supply line from the Turkish frontier to its Syrian stronghold of Raqqa.

Last week, the SDF launched an offensive to push the Takfiri extremists out of Manbij.

According to the US military, the raid on Manbij is being led by 3,000 Arab fighters, 500 Kurdish forces and around 300 US special operations forces on the ground. The American troops are said to be acting as advisers while staying some distance back from the frontline.

In another development on Thursday, the so-called Syrian Observatory for Human Rights said the Syrian forces have surrounded Manbij from the north, east and south.

Rami Abdel Rahman, the head of the UK-based monitoring group, said the Syrian troops were advancing towards the main road leading west out of the



Smoke rises from Manbij, Aleppo Province, June 8, 2016. ©Reuters

Syrian city.

According to a Thursday statement by the SDF's Manbij operations center, the Syrian forces were close enough to target Daesh positions inside the city.

A total of 132 Daesh elements and 21 SDF fighters had been killed since the start of the Manbij assault.

FRENCH SPECIAL TROOPS IN IRAQI KURDISTAN

France has also deployed around 150 members of its special forces to Iraqi Kurdistan.

French troops are accompanying Kurdish peshmerga forces to the frontline near the Iraqi city of Mosul. They are also said to be helping locate and neutralize improvised explosive devices (IEDs) and to handle guns supplied by France.

Paris is also part of a US-led coalition which has been striking so-called Daesh targets both in Iraq and Syria since 2014; however, the raids have done little to eliminate Daesh terrorists, killing, instead, many civilians and targeting infrastructure in both countries.

Syria has been gripped by foreign-backed militancy since March 2011. Damascus regards a number of countries as the main supporters of the militants fighting the government forces in the Arab country.

Many European nationals are fighting within the ranks of the terrorist groups operating in Iraq and Syria, with 1,700 French citizens believed to be among the terrorists, latest figures show. ♦

Gilles Dorronsoro

« Si les djihadistes de l'EI perdent leur territoire dans la zone irako-syrienne, ils sont finis »

A ses débuts, l'organisation Etat islamique était « l'ennemi qui arrangeait tout le monde ». Son projet de califat, souligne le chercheur, aurait même pu fonctionner.

Mais, en menant des attentats en Occident, et en imposant une idéologie totalitaire et paranoïaque, l'EI est en train de précipiter sa perte



ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE AYAD ET MARC SEMO

Spécialiste de l'Afghanistan et de la Turquie, Gilles Dorronsoro est professeur de sciences politiques à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Son dernier ouvrage, coécrit avec Adam Baczko et Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile* (CNRS, 412 p., 25 euros), associe étude de terrain et réflexion sur l'émergence de l'organisation Etat islamique (EI).

L'EI est-il aux abois ?

Le territoire que l'EI contrôle se restreint depuis un an et demi. Sa capitale en Syrie, Rakka, n'est qu'à quelques kilomètres des premières lignes kurdes. Même si les combattants kurdes ne peuvent la prendre seuls, la ville est pour le moins menacée. En Irak, les Américains augmentent aussi la pression sur Mossoul, dont la chute, en juin 2014, avait symbolisé le triomphe du groupe et de son leader, Abou Bakr Al-Baghdadi. En autoproclamant leur « califat », ils avaient fait disparaître la frontière irako-sy-

rienne. Cela aurait pu marcher si l'EI avait eu une politique d'alliance avec les Etats sunnites de la région comme l'Arabie saoudite, toujours plus paranoïaque face à l'Iran, la Turquie ou les pays du Golfe. L'EI aurait pu incarner, sinon le retour des sunnites au pouvoir à Bagdad, du moins la création d'un Etat sunnite sur une partie de l'Irak. Un deal avec les Kurdes aurait été possible, car eux aussi ont intérêt à casser les frontières des Etats nés du démantèlement de l'Empire ottoman. C'est en fait l'idéologie de l'Etat islamique qui pose problème.

En quel sens ?

Ses dirigeants sont à la fois hyperrationnels tout en vivant dans un univers coupé du réel. Dans leur lecture eschatologique des événements, les catastrophes annoncent la victoire finale. Ils ont mis en place un système complètement verrouillé, à l'image de ce qu'ils ont vécu lors de la genèse du groupe, dans les prisons américaines en Irak. Leur système tient par la terreur et le contrôle obsessionnel hérité des services de sécurité du parti Baas irakien. Dès que leurs cadres baissent la garde, ils sont éliminés par des frappes de drones : ou ils sont paranoïaques, ou ils sont morts.

En menant des attentats en Occident, l'EI a lui-même construit la coalition qui le menace aujourd'hui. Au début, le groupe n'avait pourtant que peu de vrais ennemis. Damas se félicitait de voir ces djihadistes créer la confusion au sein du mouvement de protestation syrien.



« Il n'y a pas d'autre dieu que Dieu » ; dans le rond : « Dieu ; le Prophète ; Mahomet ». Le mug portant ces inscriptions a été trouvé sur un marché de Bağçilar, une banlieue d'Istanbul.

GUY MARTIN/PANOS PICTURES

Les Iraniens étaient certes opposés à ce groupe qui appelait à l'extermination des chiïtes, mais ils en étaient éloignés [géographiquement]. Les Kurdes n'étaient a priori pas hostiles, ni les Turcs, ni l'Arabie saoudite, ni les pays du Golfe. Même les Américains, dans un premier temps, n'étaient pas très clairs face aux groupes djihadistes agissant en Syrie. L'Etat islamique était l'ennemi qui arrangeait tout le monde.

L'EI peut-il survivre à la perte de son territoire ?

L'éventualité d'une disparition, d'ici à deux ans, du « califat » dans la zone irako-syrienne est bien réelle. L'EI incarne avant tout une réaction identitaire des sunnites irakiens et syriens. Le groupe ne peut pas espérer les mobiliser en attaquant l'Europe avec des bombes, mais en leur proposant de se venger des chiïtes ou des alaouites, au pouvoir en Irak et en Syrie. Par rapport à ce projet spécifique, si les djihadistes perdent le territoire, ils sont finis. Même si l'EI poursuit ses actions terroristes, cela ne changera pas la donne. Il en restera une disponibilité massive de gens pour intégrer des mouvements de type Al-Qaïda, avec lesquels se reconnecteront les restes de l'EI. Ailleurs, comme au Yémen ou dans le Sahel au sens large, le projet de califat peut survivre pendant quelques années dans les esprits.

Quel peut être l'avenir politique des sunnites en Irak après une défaite de l'EI ?

Ne serait-ce que pour des raisons démographiques, les sunnites irakiens sont définitivement hors jeu en Irak. La « débaasification » après la chute de Saddam Hussein a été utilisée comme une arme anti-sunnites, avec les Iraniens à la manœuvre. La fin de la menace incarnée par ce groupe djihadiste pourrait laisser plus de place à des politiciens irakiens sunnites, mais c'est seulement une hypothèse. On peut encore imaginer qu'un parti dominé par les chiïtes intègre des sunnites pour des raisons électorales, à l'image des musulmans entrés dans le Parti du Congrès indien, leur permettant de participer au jeu politique.

Il y a aussi une possibilité d'alliance entre les Kurdes et les sunnites. L'élimination de

l'EI en Irak va en effet rouvrir la question des zones contestées entre le pouvoir central de Bagdad et les autorités kurdes irakiennes. De ce point de vue, les Kurdes vont avoir besoin du soutien des Arabes sunnites. Le retour, dans leur région d'origine, de quelque 1,5 million de déplacés, qui ont trouvé asile dans la région du Kurdistan, pourrait permettre de concrétiser cette stratégie. Cependant, ce scénario ne réglera pas la question de la ville [pétrolifère] de Kirkouk parce que, là, les Kurdes ont progressivement établi une majorité.

Va-t-on vers une fédéralisation de l'Irak, avec une division du pays en trois, entérinant les nettoyages ethniques et confessionnels des dernières années ?

C'est ce que voulaient les Turcs et les Saoudiens qui ont mis sur la carte sunnite pour bloquer l'influence de Téhéran à Bagdad. Mais l'effondrement militaire de l'EI rend ce projet très difficile. Il n'y a jamais eu autant de déplacés sunnites en zone kurde, ou même en zone chiite. Ce qui a été « nettoyé », ce sont en fait seulement les territoires pris par l'EI, qui y a mis en œuvre un véritable projet génocidaire à l'égard des chiites, morts ou enfuis. Mais je ne vois pas ce qui, dans le rapport de force actuel, pourrait obliger Bagdad à céder sur un tel partage du pays. Les villes de Tikrit, de Ramadi et d'autres bastions sunnites passés à l'EI tombent les uns après les autres, mais ils sont quasiment vidés de leur population. Les retours des habitants restent très limités.

Il n'y a pas de politicien sunnite à même de prendre le relais. Les sunnites qui ont pris la fuite n'aimaient pas l'EI mais, en général, ils ne se sont pas exilés pour des raisons idéologiques. Ils sont partis parce qu'ils n'avaient plus d'argent ou parce qu'ils se retrouvaient en danger près des lignes de front. Quitter les zones de l'EI signifie se retrouver réfugié dans son propre pays et, de fait, démuné de droits politiques. Le plus souvent, ce sont

des contacts personnels, des copains de l'armée ou de travail, qui incitent à s'installer dans tel ou tel endroit. L'ethnisation de ce conflit est avant tout un phénomène qui vient d'en haut, même si elle prend de plus en plus de réalité [sur le terrain]. Par exemple, les femmes yézidies des zones conquises par l'EI ont été vendues [comme esclaves] par leurs voisins sunnites.

L'EI est très ancré dans la société sunnite irakienne. En Syrie, c'est un acteur importé et plus récent. Y sera-t-il plus facile de l'éradiquer ?

S'il y a un effondrement militaire de l'EI en Irak, ses combattants iront se fondre dans la population, un peu comme les talibans en Afghanistan après 2001. En Syrie, ils se feront couper la tête. Les Syriens de l'EI pourront peut-être jouer sur les réseaux tribaux pour sauver leur peau, mais les combattants étrangers se feront massacrer par les tribus qui voudront venger tous ceux des leurs qui ont été tués. Cela ne signifie pas pour autant que la reconquête sera plus facile en Syrie qu'en Irak...

Qui peut reprendre les zones de l'EI en Syrie ?

Le PYD [Parti de l'union démocratique] kurde syrien, devenu hégémonique dans les zones kurdes, est en difficulté dans les zones à majorité arabe. Il est une émanation du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée contre l'Etat turc], dont il a hérité toute la rigidité. Ses militants ont du mal à gérer des populations méfiantes et qu'ils considèrent comme une « cinquième colonne » djihadiste.

Quant aux populations des territoires aux mains de l'EI, elles n'ont pas non plus envie de voir revenir Damas, car la répression féroce du régime et ses bombardements n'ont pas été oubliés. En outre, le régime n'est pas dans une optique de négociation ni de décentralisation. Bien au contraire. Les soldats syriens sont

des brutes absolues. Les miliciens étrangers prorégime, combattants du Hezbollah libanais ou Hazaras afghans, sont pires encore. Le retour de Damas ne peut que très mal se passer. Par ailleurs, je ne crois pas que le régime en ait la force.

La reconquête militaire de Damas serait-elle donc plus apparente que réelle ?

Le jeu reste ouvert. S'il y a une destruction de l'EI et une réunification de l'opposition syrienne, je ne donne pas cher du pouvoir d'Assad. Je suis frappé du fait que, malgré l'engagement des Iraniens et du Hezbollah, malgré le soutien russe et les recules des Américains, les forces du régime ne progressent pas plus rapidement. La bataille d'Alep pourra faire la différence. Il ne faut pas non plus oublier le facteur de la présidentielle américaine. Si Hillary Clinton gagne, la situation peut bouger. M^{me} Clinton est plus interventionniste que Barack Obama. Elle va devoir gérer dans l'urgence deux dossiers majeurs que la politique du président sortant a pourris : l'Afghanistan, avec un retrait sans planification, et la Syrie, avec une décision de non-intervention. Une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie pourrait considérablement changer la donne même si, jusqu'ici, les Américains s'y sont refusés.

Quel souvenir l'EI laissera-t-il en Irak et en Syrie ?

Pour beaucoup d'Irakiens sunnites, le règne détruit de l'EI demeurera le symbole d'une ultime tentative de rétablir l'ancienne hiérarchie et son pouvoir. Du côté des Syriens sunnites, cela demeurera un atroce cauchemar qui a heureusement pris fin, si l'insurrection l'emporte. Ou, si le régime réussit à rétablir son pouvoir et sa terreur, comme le souvenir de quelque chose qui n'était finalement pas si terrible, en comparaison... ■

REUTERS

Security campaign against Kurdish militants in Turkish border town completed

June 3, 2016 REUTERS

TURKISH security forces called an end to operations in the town of Nusaybin near the Syrian border on Friday, security sources said, after nearly three months of often heavy clashes that left nearly 600 people dead.

Turkey's predominantly Kurdish southeast has been engulfed by the worst violence in two decades after the collapse of a ceasefire between the state and the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in July.

While security forces completed Nusaybin operations, a round-the-clock curfew was still in place, the sources said. A total of 495 PKK militants and 70 Turkish soldiers have been killed since the operations in the town began on March 14, the local governor's office said in a statement.

Nusaybin, in Mardin province, is just across the border from Syria.

The PKK, which has taken up arms to seek autonomy for Turkey's Kurdish minority, is designated as a terrorist group by Turkey and its Western allies. It launched its insurgency in 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict. ■



A man stands inside a building which was damaged during security operations and clashes between Turkish security forces and Kurdish militants, in Yuksekova in the southeastern Hakkari province, Turkey, May 30, 2016. REUTERS/Sertac Kayar

Delay is likely for Iraqis' Mosul offensive

WASHINGTON

Despite American efforts, military is ill prepared to wrest city from ISIS

BY MICHAEL S. SCHMIDT
AND ERIC SCHMITT

An exhausted and ill-equipped Iraqi Army faces daunting obstacles on the battlefield that will most likely delay for months a long-planned major offensive on the Islamic State stronghold of Mosul, American and allied officials say.

The delay is expected despite American efforts to keep Iraq's creaky war machine on track. Although President Obama vowed to end the United States' role in the war in Iraq, in the past two years the American military has increasingly provided logistics to prop up the military here, which has struggled to move basics like food, water and ammunition to its troops.

Without help, American commanders said, the offensive against Mosul would most likely fail. Americans are ferrying equipment and spare parts directly to the battlefield by cargo plane, helping arrange purchases of ammunition for Soviet-era equipment and pressing the Iraqis to adopt measures to improve a supply chain that would run over 200 miles from Defense Ministry depots in the Baghdad area to Mosul.

But no matter how hard the Americans push, the Iraqis can go only so fast. The pace of ground operations is likely to become even slower in the summer's searing heat and during the coming holy month of Ramadan, when Muslims fast during the day. Much of the Iraqis' equipment needs to be repaired or replaced, and many Iraqi units will require additional training before attacking Mosul.

"A lull won't be sexy, but it's the hard and important work that needs to be done to generate combat power," said Col. Steven Warren, who until this month was the top American military spokesman in Iraq.

The logistical challenges are far from the only hurdles facing the United States as it struggles to deal with the complexities in Iraq. Iran is supporting tens of thousands of Iraqi soldiers, police officers and Shiite militiamen who are preparing for an assault against the Islamic State in the Sunni city of Falluja in western Iraq, which has raised fears of a sectarian blood bath.

Prime Minister Haider al-Abadi



Iraqi soldiers firing artillery last week toward Islamic State militants near Falluja. Prime Minister Haider al-Abadi ordered the offensive against the city over objections from American advisers.

ordered the Falluja offensive over the objections of American advisers who urged him to focus on the bigger prize of Mosul, Iraq's second-largest city and the de facto headquarters of the Islamic State in Iraq. But after a series of ISIS suicide bombings last month killed hundreds in Baghdad, Mr. Abadi faced growing domestic pressure to stop the threat in Falluja, about 35 miles west of the capital.

The Iraqis have long struggled with their military organization, but the problem worsened in the summer of 2014 when the Islamic State seized wide swaths of territory in western and northern Iraq and stole much of the military's trucks and other equipment used to move troops and supplies.

Since then, American logisticians have been working directly with the Iraqis to try to improve their supply chain.

The problem has been complicated because the Iraqi military is made up of a mix of equipment and weapons from the Soviet era, the United States and elsewhere. The Iraqis rely on an antiquated maintenance system that sends broken equipment to Baghdad to be fixed, and they do not have an automated system for tracking their supplies.

American advisers have worked to overhaul the maintenance system, encouraging the Iraqis to develop the ability to do repairs closer to the battlefields. The Americans have also arranged for other countries in the coalition fighting the Islamic State to give or sell the Iraqis the ammunition and parts they need to keep their military functioning.

The Americans have also taken the lead in preparing detailed schedules for moving troops, training them, and delivering ammunition and equipment to the battlefield.

"As the Iraqis move farther away from their depots at places like Taji, they will have to adopt similar sustainment practices," Lt. Gen. Sean B. MacFarland, the top American commander

in Iraq, wrote in an email, referring to a city just north of Baghdad. "To do this requires a good deal of reorganization."

The Iraqis have had some success against the Islamic State since December. This year, for the first time since the fighting against the Islamic State began in August 2014, the terrorist group has not gained any additional territory. The

Iraqis have reclaimed the city of Ramadi and several smaller cities in western and northern Iraq.

Backed by American-led air power, Iraqi forces have regained 45 percent of the territory the Islamic State seized in 2014, American commanders say, an increase from 40 percent at the beginning of the year. Bombing by Americans and other European countries involved in the fight, including the British and French, has halved the Islamic State's oil production and cut its revenues by 30 percent to 50 percent, American intelligence analysts say. But the analysts have concluded that many of the areas that the Iraqis need to reclaim — including Mosul — will be more difficult to seize because the Islamic State has controlled them for a longer period and has heavily fortified them.

The Islamic State has roughly 19,000 to 25,000 fighters, about half in Iraq and half in Syria, Colonel Warren said. Most of the 10,000 to 12,000 in Iraq are concentrated around Mosul, in the Tal Afar area, and elsewhere in Nineveh Province.

The expected delay in the Mosul offensive highlights the frustrations of the Obama administration with the seesaw nature of the Iraqi ground campaign. But Mr. Obama and his commanders decided that it was better for Iraqis to control the tempo of the counteroffensive, even with its fits and starts, than for the United States to reclaim a leading combat role that Mr. Obama thought he had ended when he withdrew all troops in 2011. ●

Turkey's Military Says It Has Killed 27 Kurdish Rebels

June 05, 2016 ISTANBUL—Associated Press

TURKEY'S military says its forces have killed 27 Kurdish rebels in Hakkari province near the Turkish border with Iraq and Iran.

In a statement issued Sunday, it said air strikes carried out Friday killed 20 fighters of the Kurdish Worker's Party, or PKK, in Semdinli district.

Another seven PKK fighters were killed during clashes in the same area

in southeastern Turkey on Saturday.

Turkish war planes also deployed Saturday to hit PKK targets in the area of Gara in northern Iraq and in Diyarbakir province.

The Turkish state has been locked in conflict with Kurdish fighters since last summer when a 2.5-year truce with the PKK collapsed.

Turkey and its Western allies consider the PKK a terrorist organization. ●

KRG-Rojava border re-opened

By Rudaw.net 7/6/2016

ERBIL, Kurdistan Region--The Kurdistan Regional presidency has reopened the Semalka border crossing with Rojava in order to allow humanitarian goods, medicine, and food to cross the border.

"Officials in the border have been informed to open the gate to transfer medicine, foods and humanitarian needs," Hamid Darbandi, who handles Rojava affairs for the Kurdistan Region's presidency, told Rudaw on Tuesday.

Darbandi also explained that the transported goods will be cheap and tax-free in order to help Kurdish citizens of Rojava, insisting that neither Kurdistan Region nor Rojava officials have the right to receive tax



The Semalka border crossing between Rojava and the Kurdistan Region. Photo: Rudaw

from the trade.

The move comes after Lahur Talabani, director of the Kurdistan Regional Government's (KRG) intel-

ligence and counter-terrorism agencies, said it was the KRG's "moral duty" to reopen the border.

"#Kobane is a symbol of strug-

gle & they protected our honour as #Kurds in the fight against ISIS. It is shameful we have closed our borders," Talabani tweeted on Tuesday, noting that the region needed basic provisions such as "medicine and milk for children."

"We have a moral duty in #Kobane, we should not let them continue to suffer because of political differences. The border needs to open. #KRG"

Talabani was in Kobane meeting with leaders of the People's Protection Units (YPG) and Syrian Democratic Forces (SDF). He also attended the funeral of Abu Layla, YPG commander who died in an offensive to retake Manbij.

The border between the two autonomous Kurdish regions was closed due to political rifts between the KRG and the Democratic Union Party (PYD) in Rojava. ■

Iraqi Kurdish MPs lobbying for Kirkuk's integration into Kurdistan region

By Rudaw.net 8/6/2016

SULAIMANI, Kurdistan Region— Virtually all Kurdish factions in the Iraqi parliament have said that they prefer Kirkuk's integration with Kurdistan to the establishment of an autonomous region in the oil-rich province.

Kirkuk's governor, Najmaldin Karim, announced last month that the registered voters in the province will be provided three options, remaining with Iraq, becoming an independent region or integrating with the Kurdistan region.

"Only the referendum can decide which path Kirkuk will take, but we prefer an integration with the Kurdistan region," Iraqi Kurdish lawmaker Shakhawan Abdulla told

Rudaw.

Abdulla said that they had already met with governor Karim and expressed their fears regarding a vote for an independent Kirkuk separate from the Kurdistan administration.

"We said if that is a temporary solution until Kirkuk enters Kurdistan region, then it could be discussed," Abdulla said. "But if the efforts are to separate Kirkuk from Kurdistan, it would be dangerous and unwanted," he said fearing sectarian tensions in the ethnically mixed city in case of a 'yes' vote for a separate autonomous region.

Though over 50 percent of Kirkuk's population consists of Kurds, Turkmen and Arabs constitute the rest of the inhabitants of the disputed city, which ultimately



Street scene in Kirkuk. Rudaw photo.

makes their vote crucial to any referendum.

Kurdish President Massoud Barzani has said that the referendum will likely to take place in October and include all Kurdish controlled areas outside the Kurdistan region, also known as disputed territories under the Iraqi constitution.

"Regardless of what the Iraqi government thinks, we should prepare a legal framework for the return of Kirkuk province to the Kurdistan administration," said MP Hoshiar Abdulla.

The Turkmen and Arab factions in Kirkuk have long been opposed to

integration with the Kurdistan region. But the Iraqi Shiite-led government's growing alienation of Sunni population in Kirkuk and Turkey's relatively stable ties to the Kurdistan region could push both Sunni Arabs and Turkmen in Kirkuk for a union with the Kurdistan region.

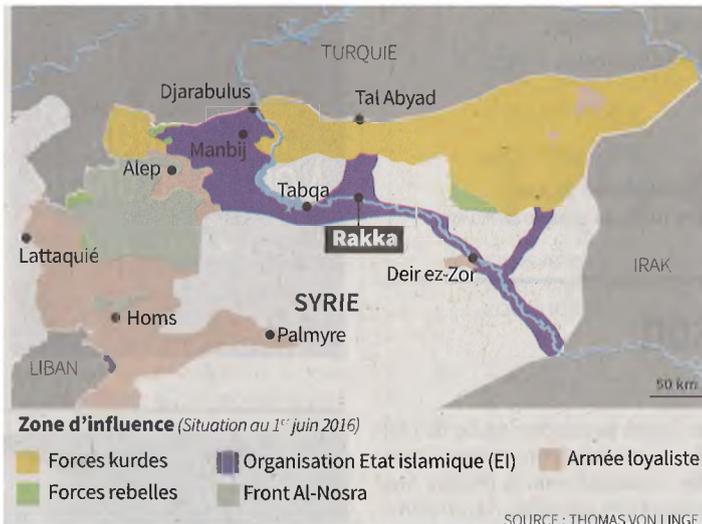
"It is really for authorities in the Kurdistan to decide whether they are ready for an integration of Kirkuk or not," said Ahmad Askari, a Kurdish lawmaker at Kirkuk's provincial council. "The mainstream in Kirkuk wants an integration," he added. ■



Des combattants des Forces démocratiques syriennes prennent position face à l'organisation Etat islamique dans le nord de Rakka, le 27 mai.

RODI SAID/REUTERS

L'Etat islamique pris en tenaille entre les Kurdes et le régime



LES COMBATTANTS des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes du PYD et soutenues par Washington, n'étaient, dimanche 5 juin, plus qu'à 5 kilomètres de la ville syrienne de Manbij, l'une des places fortes de l'organisation Etat islamique (EI) et son principal axe de ravitaillement avec la frontière turque. En prenant Manbij, les FDS couperaient Rakka, la « capitale » de l'EI en Syrie, du seul poste-frontière qu'il contrôle encore avec la Turquie, celui de Djarabulus, à une trentaine de kilomètres plus au nord. C'est par cet axe que transitent combattants, armes et argent vers les territoires sous contrôle djihadiste, de plus en plus asphyxiés.

Cette offensive, débutée la semaine dernière, reçoit le soutien de la coalition contre l'Etat islamique conduite par les

Etats-Unis, dont les avions ont mené neuf frappes sur des positions djihadistes dans la région de Manbij. Selon un journaliste de l'AFP, des soldats américains des forces spéciales ont été vus sur place aux côtés des FDS. Washington a reconnu que ses hommes étaient présents sur le terrain pour les conseiller, mais sans s'impliquer dans les combats.

Reprise des bombardements

Outre Manbij, l'EI fait face à deux autres offensives dans la province de Rakka. Les FDS progressent depuis le nord et ne se trouvent plus qu'à une trentaine de kilomètres de la capitale de la province, aux mains des djihadistes depuis l'été 2013. Au sud, l'armée syrienne et ses supplétifs (libanais, irakiens et afghans), appuyés dans les airs par son alliée russe, sont en-

trés samedi dans le sud de cette province pour la première fois depuis deux ans.

L'armée syrienne ne se trouve plus qu'à une quarantaine de kilomètres de Tabqa, sur l'Euphrate, où se trouvent une prison contrôlée par l'EI et un aéroport militaire. Lors de la capture de la ville par l'organisation, en 2014, les djihadistes avaient exécuté 160 soldats syriens, provoquant l'indignation de l'opinion publique syrienne dans les zones sous contrôle gouvernemental.

Face à l'affaiblissement de l'EI, une course est désormais engagée pour savoir qui dirigera les territoires bientôt perdus par les djihadistes. Damas a fait savoir qu'il n'était pas question de laisser le contrôle de ses territoires repris à l'EI à la rébellion kurde autonome du PYD. La Turquie, en guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le PYD syrien est une émanation, voit d'un mauvais œil l'installation d'une enclave kurde autonome à sa frontière.

Enfin, après plusieurs semaines d'accalmie, le régime syrien a repris ses bombardements intensifs des quartiers orientaux de la ville. Au moins 40 civils ont été tués – 32 en zone rebelle et 8 dans les quartiers gouvernementaux – et 200 blessés dimanche.

Depuis jeudi, les 200 000 habitants des quartiers rebelles d'Alep sont totalement assiégés. La route de Castello, le seul axe qui les relie à la frontière turque, est en effet systématiquement visée par des tirs de l'armée syrienne et des miliciens kurdes du PYD, présents dans la région au nord de la métropole. ■

CHRISTOPHE AYAD

Istanbul : 11 morts dans un attentat contre un bus de la police

Par AFP, AP, Reuters le 07/06/2016

<http://www.lefigaro.fr>

Une voiture a explosé au passage d'un bus de la police turque, mardi matin, tuant sept policiers et quatre civils. L'attentat n'a pas encore été revendiqué.

Un bus de la police turque a été pris pour cible mardi matin. Selon les premiers éléments rapportés par la chaîne de télévision CNN Turk, une bombe aurait explosé dans le centre d'Istanbul, près de l'université de la ville et de sites touristiques. Le dernier bilan fait état de 11 morts et 36 blessés dont trois se trouvent dans un état grave.

«Sept policiers et quatre citoyens ont perdu la vie dans une attaque qui a visé la police anti-émeutes», a déclaré le gouverneur Vasip Sahin aux journalistes sur les lieux de l'attentat, à Beyazit. L'attaque a eu lieu à l'heure de pointe dans le quartier commerçant de Vezneciler voisin des attractions touristiques de la ville comme le Grand Bazar, précisent les médias locaux, ajoutant que des ambulances ont été dépêchées sur place. L'explosion a soufflé les devantures des magasins avoisinants, et plusieurs voitures ont été endommagées, selon des images.

LE MODUS OPERANDI DU PKK

C'est une voiture en stationnement qui a explosé au passage du bus de la police, explique la chaîne locale, ajoutant que les assaillants ont utilisé un système de déclenchement à distance. La bombe a explosé à une heure de pointe aux alentours de 5h40 (GMT), au passage d'un bus transportant de membres de la police anti-émeute, selon le responsable. «C'était comme un séisme», a indiqué un témoin à la chaîne d'information CNN-Türk. Le modus operandi de cet attentat qui, de toute évidence, ne visait pas des touristes correspond à celui du PKK, les rebelles kurdes du Parti des travailleurs de Turquie, a indiqué Mete Yazar, un spécialiste des questions de sécurité sur la chaîne CNN-Türk.

«Il y a eu une puissante explosion et nous avons pensé qu'il s'agissait d'un coup de tonnerre et juste à cet instant la vitrine du magasin s'est effondrée», a raconté Cevher, un commerçant. L'explosion a renversé tous les produits présents sur les étagères de son magasin. Le premier bus, qui a été le plus sévèrement touché, a été retourné par l'explosion et gisait sur le toit sur le bord de la rue. Un second bus a également été endommagé et plusieurs véhicules ont été calcinés. Selon l'agence anatolienne de presse, des coups de feu ont été entendus après l'attentat.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui se



trouvait à Istanbul, s'est rendu à l'hôpital Haseki où sont soignés des blessés. Il a désigné les rebelles kurdes du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme responsables de l'attentat. «Ce n'est pas nouveau que «l'organisation terroriste» (PKK) propage ses attaques dans les villes» a-t-il déclaré aux journalistes au terme d'une visite des blessés soignés. «Notre lutte contre le terrorisme se poursuivra jusqu'à la fin, jusqu'à l'apocalypse», a assuré l'homme fort de Turquie qui a présidé ensuite à son palais d'Ankara une réunion sécuritaire avec les ministres concernés, selon les médias.

Dans l'après-midi, la police stambouliote a arrêté quatre suspects, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anatolie. Les quatre suspects ont été conduits au siège de la sûreté de la mégapole turque pour y être interrogés.

Les chaînes de télévision ont diffusé des images montrant des forces de police déployées sur les lieux de l'attentat. Les examens ont été reportés dans l'Université d'Istanbul, la plus grande de la ville, proche du lieu de l'explosion. Une mosquée de la période ottomane et un foyer de jeunes filles ont aussi été endommagés.

L'attentat s'est produit au deuxième jour du mois de jeûne musulman du Ramadan. Le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a assuré après l'attaque que «la Turquie continuera de lutter avec efficacité contre les terroristes (du PKK) et Daech (acronyme arabe du groupe de l'Etat islamique)». «On voit comment ces terroristes n'ont aucune conscience et visent des gens innocents pendant le mois sacré du Ramadan», a-t-il dit dénoncé sur la chaîne publique TRT.

UNE VAGUE D'ATTENTATS SECOUE LA TURQUIE

L'attentat n'a pas encore été revendiqué. En état

d'alerte maximale, la Turquie a été le théâtre de plusieurs attaques terroristes cette année revendiquées pour certaines par le groupe État islamique (EI) et pour d'autres par les séparatistes kurdes.

Deux attentats suicides ont notamment eu lieu dans des zones touristiques d'Istanbul, attribués à l'EI et deux attaques à la voiture piégée revendiquées par des militants kurdes qui ont frappé Ankara, faisant des dizaines de victimes. Le 12 mai, huit personnes avaient été blessées par l'explosion d'une voiture piégée près d'une caserne militaire sur la rive asiatique d'Istanbul. Le secteur touristique turc, qui a rapporté 31,5 milliards de dollars (27,9 milliards d'euros), a été frappé de plein fouet par cette récente vague d'attentats, victime selon les opérateurs d'une chute drastique des réservations pour l'été prochain.

Dans un communiqué officiel, le président François Hollande a condamné «de la manière la plus ferme l'odieux attentat terroriste perpétré ce matin à Istanbul» et adressé «ses condoléances aux familles et aux proches des victimes et exprime son entière solidarité à l'égard du peuple turc. Cet acte de violence intolérable doit plus que jamais conforter notre commune détermination à combattre toutes les formes de terrorisme».

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que «rien ne peut justifier ces attentats» et que «dans le combat contre le terrorisme, l'Allemagne est au côté de la Turquie». Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a pour sa part indiqué que «l'Otan est solidaire de la Turquie contre la menace globale du terrorisme». ■

POUR UN KURDISTAN INDÉPENDANT

l'édito

Parce qu'un peu de la vérité de l'Homme s'y écrit chaque fois, le philosophe doit aller où le monde saigne. Tel est le mantra de Bernard-Henri Lévy, qui court les guerres depuis quarante ans. La plaie où il plante aujourd'hui sa caméra-stylo est la frontière entre un morceau d'Irak qui s'appelle Kurdistan et un autre devenu subitement Daechland – déchirure du présent, cicatrice des civilisations. Avec *Peshmerga*, BHL signe un film qui rappelle *Bosna!* (1994) et son front dentelé de guerre civile urbaine, plus que l'errance chaotique de la libération de la Libye montrée dans *Le Serment de Tobrouk* (2012).

Peshmerga n'est pas seulement un formidable documentaire sur les prémices de la chute de Daech, sur les premières percées en ses flancs ; c'est aussi une œuvre de cinéma, avec ses héros et son scénario de lente reconquête, sans stratégie vraiment visible.

Peshmerga, c'est le cinéma de guerre au temps des drones et des GoPro. Les premiers nous font survoler, comme un moineau au front, tel un Guynemer invisible, les lignes de Daech et ses véhicules fonçant dans la poussière. Les secondes nous permettent de suivre les combattants au plus près, jusqu'aux mines qui sautent et au sang qui coule. Ce n'est certes pas à un jeu vidéo, mais tout de même le premier « selfie-conflit », où nombre de guerriers enregistrent ce qu'ils font, comme si être le personnage de son propre film donnait du cœur au ventre, comme, si tournage rimant avec courage, l'écran du smartphone était un bouclier. Clips, réseaux sociaux, Net : ce que les islamistes utilisent comme une arme géopolitique, ses ennemis en font un journal de bord.

Dans *Peshmerga*, on voit le désert, plaine grège et vide qui rend les convoitises incompréhensibles. Dans *Peshmerga*, on voit des villes bâties en quadrillage, où foncent des pick-up, et des puits de pétrole fortifiés comme jadis les camps romains. Dans *Peshmerga*, on voit des musulmans en camaïeu, des yézidis dispersés et des chrétiens quasi troglodytes qui parlent l'araméen comme au temps de Jésus. Dans *Peshmerga*, on voit la guerre sans jamais rencontrer l'ennemi, on voit la mort sans jamais croiser ceux qui tuent. Dans toute bataille moderne, il y a un peu du *Rivage des Syrtes*...

Dans *Peshmerga*, on voit surtout un peuple, buriné d'histoire et de luttes : les Kurdes. Ou plutôt des Kurdes, tant il y a de la zizanie et de la mosaïque en leur sein. Et c'est ici l'une des leçons du film et de l'époque : à la fin de Daech, dans l'après-Assad qui tôt ou tard adviendra, il faudra bâtir un Kurdistan unifié, indépendant et démocratique. Pour l'heure, le peuple kurde n'est pas vraiment une nation, par la faute de ses dissensions – à lui d'y remédier. Mais il n'a pas, non plus, d'Etat, et c'est à l'Occident d'y pourvoir.

Les accords Sykes-Picot, signés en 1916, sont morts avec les victimes civiles d'Alep ou de Misrata. En veillant au nouvel ordre de cette région, nous devons prendre plusieurs décisions courageuses, c'est-à-dire courir plusieurs risques : laisser l'Iran dominer et gendарmer les chiïtes ; prendre nos distances avec l'Arabie saoudite, d'où sont venus tant de maux, sans abandonner le monde sunnite ; contraindre la Turquie à respecter le droit des peuples. Soutenir un grand Kurdistan, à la fois levier et pivot, aidera à bouger toutes ces lignes. Si elle est à l'origine d'une telle audace, la France, là-bas, comptera demain plus qu'aujourd'hui.

christophe barbier

***Peshmerga*, c'est le cinéma
de guerre au temps
des drones et des GoPro**





Trois réfugiés syriens, dont deux enfants, au travail dans un atelier de confection, le 2 juin à Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie.

La génération sacrifiée des petites mains syriennes de Turquie



Delphine Minoui

@DelphineMinoui

Envoyée spéciale à Gaziantep

Les doigts frêles de Mohammad caressent délicatement l'ourlet de la robe, ils en dessinent les plis avant de la poser, dans un grand soupir, au fond d'un carton. Douze heures par jour et sept jours sur sept, le petit Syrien de 9 ans empile par dizaines dans cet atelier de confection de Gaziantep où l'on coud à la chaîne. La tâche est répétitive, mais simple pour l'enfant ouvrier, un des milliers de petits réfugiés travaillant au noir en Turquie pour un salaire de misère. « L'école ?, répète-t-il, étonné par la question. Euh, oui, j'y suis allé quand j'habitais à al-Bab (nord de la Syrie). Puis, il y a eu la guerre à cause d'Assad. Ensuite, il y a eu des hommes en noir qui ont voulu qu'on apprenne le Coran par cœur. Alors, mon père a finalement préféré que je reste à la maison avec mes trois frères et ma sœur. » C'était en 2014 - une éternité, déjà, dans sa tête. Lire en arabe, il s'en souvient à peine. Écrire, seulement les lettres de son nom. Le « mim », le « ha » qui le talonne, de nouveau le « mim », puis le « dal », qui s'alignent de droite à gauche. Pour le reste, il hésite, se gratte la tête. Mais qu'importe. De toute façon, il n'a pas les papiers nécessaires à sa scolarisation dans cette ville frontière du Sud-Est turc. « Avec ma famille, on est arrivés ici il y a seulement deux mois, le temps de rassembler la somme pour payer un passeur et fuir la Syrie. En route, mes parents ont perdu nos cartes d'identité. Du coup, nous ne pouvons être enregistrés comme réfugiés. Pour survivre, je travaille ici avec mon père. Je suis l'aîné de la famille. Les autres enfants restent à la maison avec maman », dit-il. Dans les allées, le contremaître ture inspecte les

Déchirés et ballottés par la guerre, des milliers de petits exilés syriens ont troqué leurs cahiers d'écoliers contre des machines à coudre. Une génération perdue et une main-d'œuvre bon marché que les usines de Gaziantep, près de la frontière syrienne, exploitent sans scrupule.



franges des robes. Aussi larges que longues, elles sont destinées à l'exportation en Arabie saoudite.

Quinze euros par jour

Un peu plus loin, Mahmoud, 11 ans, termine une broderie kitsch et dorée sur une des manches. Avec Mohammad, il est l'un des cinq mineurs de cet atelier de trente ouvriers - tous syriens. « Je commence tous les jours à 8 heures et je gagne 45 livres turques par jour (environ 15 euros, NDLR) », avance le gamin aux yeux d'ébène, incapable de savoir si la paie est bonne ou pas : « C'est la première fois de ma vie que je travaille. » Au-dessus de sa bouche, une petite moustache rouge : l'empreinte d'un plaisir rare, celui d'une glace à la fraise, salubre rafraîchissement à l'approche de l'été. Ici, ni air conditionné ni ventilateur. Dans cet atelier niché sous les toits d'une bâtisse de bric et de broc, les fenêtres sont grandes ouvertes. Mais dedans, l'air est aussi lourd que dehors.

Des usines de textile du même gabarit, le quartier industriel de Gaziantep en compte par dizaines, peut-être par centaines. Comme les adultes, les petits Syriens touchent à tout tant qu'il y a du travail : menuiserie, peinture, couture, nettoyage des arrière-boutiques, plonge dans les restaurants. Un monde parallèle loin des terrasses de cafés branchés du centre-ville où se retrouve l'intelligentsia en exil autour d'une chicha ou d'une partie de backgammon. Un monde où la violence de la guerre syrienne et la difficulté à s'intégrer en Turquie ont poussé cette génération sacrifiée à renoncer aux bancs des écoles. Et à devenir la cheville ouvrière de marques de prêt à porter, comme l'ont récemment reconnu Next ou encore H&M. Ailleurs dans le pays, ces enfants bon marché et corvéables à merci se retrouvent dans les champs, où ils cueillent fruits et légumes de saison pour un salaire trois fois moins élevé que la minorité kurde du Sud-Est, coutumière de ces petits boulots. Selon l'Unicef, seuls 310 000 des 810 000 enfants syriens réfugiés en Turquie sont scolarisés. Entre les déplacés à l'intérieur même du pays et les petits exi-

lés, ce sont en tout 3 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation. Comparé à la Syrie d'avant la guerre, c'est le grand écart : là-bas, le taux de scolarisation était de 99 % pour l'école primaire, et de 89 % pour l'école secondaire, filles et garçons confondus.

« C'est ça ou mourir de faim »

Sur le papier, le droit à l'éducation des enfants syriens est pourtant acquis en Turquie - où vivent 2,7 millions de réfugiés venus de Syrie. Depuis septembre 2014, le ministère de l'Éducation a accrédité des « centres d'enseignement temporaires » syriens, où ONG et associations leur offrent un enseignement en arabe. Les autorités leur donnent également accès aux écoles publiques - y compris dans les camps d'accueil où vivent quelque 10 % des réfugiés syriens. Mais à une condition : être officiellement recensés. « Faute de documents nécessaires à l'inscription ou d'information correcte sur les procédures, de nombreux enfants syriens sont privés d'éducation. À cela s'ajoutent la barrière de la langue et les actes d'intimidation qui poussent les élèves à quitter l'école ou les dissuadent de s'y inscrire », regrette l'organisation HRW dans un rapport publié fin 2015. Selon Stéphanie Gee, chercheuse spécialisée sur les droits des réfugiés, « le fait de ne pas fournir une éducation à ces enfants expose toute une génération à de grands risques ». Face à l'absence d'horizon, ils pourraient être tentés, poursuit-elle, « de risquer leur vie pour retourner en Syrie ou d'entreprendre un dangereux exode vers l'Europe ».

Le travail des petits Syriens a aussi d'autres motifs, essentiellement économiques. « De nombreux gamins sont prêts à travailler dans des conditions déplorables car ils doivent à tout prix nourrir leur famille », observe l'avocate turque Seda Akço, spécialiste du droit des enfants. La ville de Gaziantep, où les nouveaux venus fuient, pour la plupart, les dictats de l'État islamique au nord de la Syrie, en est l'illustration grandeur nature. Ici, c'est la culture de la survie qui prime. Com-

me dans cet atelier de confection de chaussures de sport, perdu au bout d'un escalier sans rampe, et auquel on accède par une grossière porte en fer. Disposées sur une table, il y en a de toutes les couleurs - vertes, jaunes, grises - et de tous les styles - à fleurs, à pois, avec des traits rouges et des étoiles blanches comme sur le drapeau américain. Les doigts qui les ont cousues sont ceux de jeunes Syriens dont certains ont à peine 8 ans. Ils sont, pour la plupart, orphelins de père, forcés à l'exil pour sauver leur peau. Nasser, 9 ans, est arrivé ici il y a un an et demi après avoir fui Manbij, non loin d'Alep, avec sa mère et ses quatre frères. Les combattants de Daech, nouveaux maîtres de la ville, venaient de décapiter son papa, accusé d'être un combattant de l'Armée syrienne libre. Quand il parle, ses yeux sont traversés par les éclairs d'un chagrin intarissable. De la Syrie, il veut pourtant garder le doux souvenir d'une enfance perdue trop vite : « Ce qui me manque le plus, ce sont mes copains et l'école. Et puis aussi les dessins animés de Tom et Jerry. Ici, on n'a pas la télévision. D'ailleurs, on n'a même pas de quoi s'acheter un ballon. » Son modeste salaire, il le conserve précieusement pour nourrir la petite famille. Sa mère, minée par la dépression, reste cloîtrée à la maison. Dans l'atelier, qui compte une vingtaine d'employés, deux autres frères de Nasser sont à pied d'œuvre, dont Bader, l'aîné de 13 ans. Le dos voûté sur sa machine à coudre, il passe sa journée à coudre des semelles de chaussures. Cela fait si longtemps qu'il n'a pas penché son nez sur un cahier d'écolier. « Bien sûr que j'aimerais aller en classe comme tous les enfants de mon âge. Mais je n'ai pas vraiment le choix. Sinon, je meurs de faim », souffle-t-il.

Rêver pour s'échapper

Et encore, Bader sait qu'il est bien tombé : ici, le directeur de l'atelier est un Syrien d'Alep. Là-bas, Abou Moustafa (son pseudonyme) y tenait aussi une usine de chaussures, fermée il y a deux ans et demi à

cause des combats. Ce père de neuf enfants, qui loue de vieux hangars désaffectés pour y loger ses ouvriers les plus démunis, leur organise une fois par semaine des cours d'arabe et de mathématiques dans un coin de son bureau. « C'est ma modeste contribution », dit-il. Le regard sévère, il enchaîne : « Ces enfants mériteraient d'aller à l'école à temps plein ? C'est le souhait de tous ! Mais travailler, c'est déjà mieux que de mendier dans la rue, comme à Istanbul, ou d'être à la merci d'abus sexuels. L'autre jour, j'ai même essayé d'inscrire un des enfants dans une école : il avait perdu tous ses papiers d'identité, enterrés sous les décombres de sa maison, pulvérisée par les bombes barils du régime. Faute de documents valides, il a été refusé. »

Les petits ouvriers syriens n'ont pas tous la chance de tomber sur un bon Samaritain comme Abou Moustafa. En Turquie, où le travail des mineurs est un fléau national, les patrons peu scrupuleux cèdent souvent à la violence. Rien, non plus, ne protège cette nouvelle génération de forçats contre les gaz toxiques et les grosses machines qu'ils manient avec leurs petits membres. Un quotidien si misérable qu'ils sont nombreux à avoir, malgré les risques, tenté l'aventure de la mer, pour rallier l'Europe. Mais c'était avant la mort du petit Aylan Kurdi, noyé l'an passé dans le naufrage de son rafiot clandestin, et retrouvé sur une plage de Bodrum. Avant, aussi, que les portes de la Grèce et des autres pays ne se ferment à double tour avec l'accord turco-européen. En attendant, il ne leur reste plus que leurs rêves pour s'échapper. « Je rêve de devenir médecin, pour pouvoir guérir les gens de mon pays quand la guerre sera finie », susurre le jeune Nasser. Avant de replonger, la tête la première, dans sa machine à coudre. « Travailler pour pouvoir manger, c'est pour l'instant ma seule priorité. » ■

The Boston Globe

June 9, 2016

Suicide car bomb attack kills 4 in Turkish town; PKK claims

By SUZAN FRASER
Associated Press June 09, 2016

ANKARA, Turkey — A Kurdish rebel suicide bomber detonated an explosives-laden vehicle outside a police headquarters near Turkey's border with Syria Wednesday, killing four other people, according to Turkish officials.

An Interior Ministry official, who spoke on

condition of anonymity because he was not authorized to speak publicly on the issue, said two civilians and two policewomen were killed, in addition to the bomber.

The attack in the town of Midyat, in Mardin province, came amid a surge in violence in the country and a day after a car bomb hit a police vehicle in Istanbul, killing 11 people during the morning rush hour. It took place as funerals for the Istanbul victims were underway.

The Interior Ministry official said authorities had strong evidence indicating that the outlawed rebel Kurdistan Workers' Party, or PKK, had carried out both Tuesday's attack in Istanbul and the Wednesday bombing in Mardin.

Asked about the attack in Midyat, Prime Minister Binali Yildirim said the "murderous PKK organization" was behind it. However, Ibrahim Kalin, the spokesman for President Recep Tayyip Erdogan, later said the prime minister had meant that the PKK had carried out the Istanbul attack, adding that it was too early to say for certain who was responsible for the bombing in Midyat.

News reports said the assailant rammed the vehicle into protective concrete blocks surrounding Midyat's main police station located on a street lined with cafeterias, shops, and businesses. Television images from the scene showed thick smoke rising from the site of the attack, which destroyed the facade of the police head-



The car bombing killed four people and destroyed the facade of the police building in Midyat, in Mardin province.

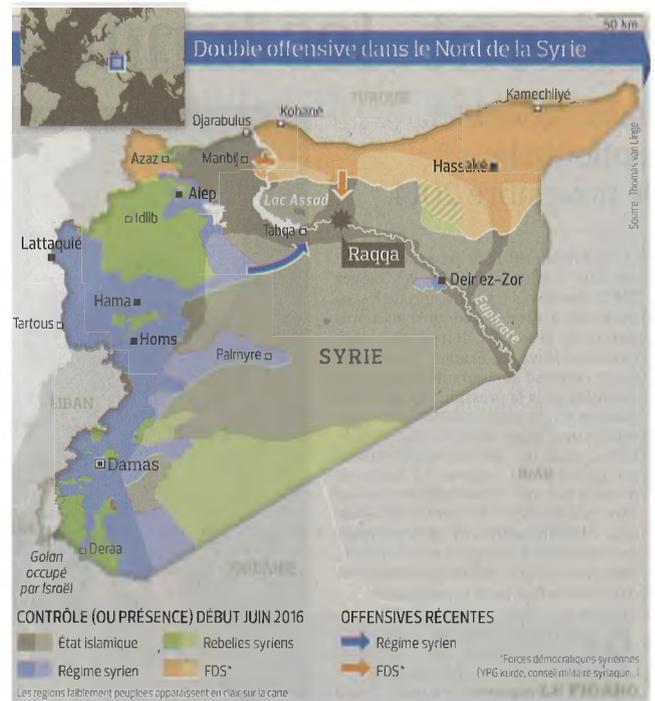
quarters building and blew out windows of nearby buildings. One of the two policewomen killed in the attack was pregnant, the state-run Anadolu Agency reported.

The private Dogan news agency said the vehicle was laden with a half-ton of explosives.

Authorities on Wednesday imposed a media gag order, barring the broadcast and publication of graphic images from the aftermath of the Midyat attack and the reporting of details of the police investigation. ■

Syrie: Russes et Américains resserrent l'étau autour de Daech

Au nord, les alliés kurdes de Washington ciblent Manbij. Damas et Moscou visent Raqqa. Officiellement, sans se coordonner.



GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Des milliers de civils ont fui mardi la ville de Manbij dans le nord de la Syrie, occupée par Daech, alors que ses ennemis kurdes et arabes s'en approchaient. Regroupés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), les combattants de cette alliance kurdo-arabe ne sont plus qu'à 2 km de la périphérie nord de Manbij, où il ne reste plus que 20 000 habitants. Alors que les djihadistes interdisaient jusqu'à maintenant aux civils de quitter la ville, l'État islamique (EI) « a commencé à autoriser des civils à fuir vers l'ouest », note l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). « Mais la reprise de Manbij sera difficile », affirme au Figaro l'opposant syrien Haytham Manna, ancien chef des FDS, « précisément parce qu'il y reste beaucoup de civils et qu'il faut éviter un carnage ».

L'offensive a été lancée il y a dix jours à peine. Depuis, les FDS se sont emparés de plus de 40 villages, mais à l'approche de Manbij, la résistance djihadiste se durcit. « Ils ont envoyé leurs familles à l'extérieur et se battent avec acharnement », selon Rami Abdelrahman, le directeur de l'OSDH. Manbij et sa région sont vitales pour Daech. C'est par cette poche que l'organisation fait transiter hommes, armes et argent à partir de la frontière turque et la ville de Djarabulus, à une trentaine de kilomètres plus au nord. Prendre Manbij, puis Djarabulus, couperait cet axe logistique ; Daech ne disposant plus dès lors que des zones rurales plus à l'ouest pour passer en Turquie. Dans leur offensive, qui a déjà provoqué le déplacement de plus de 20 000 civils, selon

“Les Kurdes envoient les coordonnées GPS aux Américains qui frappent ensuite avec un missile”

UN HAUT GRADÉ FRANÇAIS

l'ONU, les combattants kurdo-arabes sont appuyés par l'aviation américaine, et au sol par un contingent d'une centaine de membres des forces spéciales américaines, ainsi, selon nos informations, que d'une poignée de SAS britanniques. Officiellement, ces commandos ne participent pas directement au combat. Une version contredite par les blessures dont souffriraient deux d'entre eux, selon une source proche des FDS. « Les Américains ont formé des officiers kurdes au GPS, précise un haut gradé français. Ils disposent d'une tablette qui leur permet d'identifier la cible avant d'envoyer ses coordonnées GPS aux Américains qui frappent ensuite avec un missile. C'est plutôt efficace. » L'hostilité turque à une présence de combattants kurdes à sa frontière est un autre frein à cette offensive. En effet, pour les Kurdes syriens, la cible de leur attaque, au-delà de Manbij, est la ville frontalière de Djarabulus. « Mais Américains et Turcs sont probablement parvenus à un accord », estime le responsable militaire français. Les Kurdes avancent sur Manbij, mais à Djarabulus, la tâche reviendra aux rebelles arabes pour ne pas mécontenter Ankara ». La reconquête de Manbij ouvrirait également la voie à celle de Raqqa, la « capitale » syrienne de Daech, à 100 km plus à l'est, vers laquelle convergent l'armée syrienne et ses alliés iraniens et russes.

Les deux offensives ne sont pas, officiellement, coordonnées entre Russes et Américains. « Je parlerai plutôt de coordination invisible mais réelle », lâche un diplomate onusien qui suit le dossier. Pour la première fois depuis deux ans, l'armée syrienne a remis le pied dans la province désertique de Raqqa. Soutenues par l'aviation russe, les forces loyales à Damas se sont rapprochées mardi à 25 km de l'aéroport militaire de Tabqa. Il s'agit d'une position stratégique, occupée par Daech depuis 2014 au terme d'une défaite cinglante de l'armée d'Assad qui vit 160 soldats se faire massacrer par les djihadistes. Damas a à cœur de prendre sa revanche. Mais pour contrer la progression des pro-Assad, l'EI a dépêché des renforts de Raqqa vers Tabqa, siège de sa plus grande prison où furent détenus des otages occidentaux. Mardi, les avions syriens ont détruit, au sud de Tabqa, plusieurs pick-up équipés de mitrailleuses. Les troupes du régime ne sont plus également qu'à 25 km du lac Assad, un large réservoir d'eau sur l'Euphrate.

« C'est une chance que Daech soit contraint de se mobiliser sur plusieurs fronts », constate Haytham Manna. Mais « l'armée syrienne ne pourra avancer vers Raqqa que si les djihadistes ne lui infligent pas des coups dans le dos à partir de la province de Hama ». Bref, la bataille de Raqqa paraît encore lointaine. En attendant, certains redoutent qu'en réaction à cette double offensive anti-Daech dans le Nord, l'organisation bascule une partie de ses troupes vers le sud, frontalier de la Jordanie. « Des djihadistes y sont déjà arrivés, prévient Manna, c'est pourquoi les Jordaniens ont hermétiquement fermé leur frontière avec la Syrie ». ■

Kurdish militants exacting highest-ever toll on Turkey

Turkey is waging a 'hearts and minds' campaign to undermine popular support for the 32-year Kurdish insurgency. But rising violence, including possibly Tuesday's Istanbul bombing, casts doubt on its strategy.

By Alexander Christie-Miller,
Correspondent June 7, 2016

<http://www.csmonitor.com>

Istanbul, Turkey — A car bomb that struck the heart of Istanbul this morning, killing 11, has underlined how the violence once limited to Turkey's Kurdish-populated southeast is now casting a shadow over the whole country.

Today's bombing of a police bus was the third terrorist attack in Istanbul this year, and hit close to popular tourist spots, such as the Grand Bazaar. While no group has claimed responsibility, the attack bears hallmarks of Kurdish separatists, who have launched a wave of similar strikes in recent months.

At a time when the 32-year-old Kurdish insurgency is arguably at its deadliest, Turkey claims its "hearts and minds" strategy is succeeding in undermining popular support for the Kurdistan Workers Party (PKK). But long-time observers fear that the government is failing to win over Kurds, and that the fight is leading the country toward deeper instability.

"The irony is that there is serious dissatisfaction with the PKK within the Kurdish population, but the government's response has been so heavy-handed that they have not really undermined its support," says Aliza Marcus, author of "Blood and Belief: the PKK and the Kurdish Fight for Independence."

The PKK, which is designated a terrorist organization by the United States, is exacting a higher toll on Turkey than at any previous time in the conflict's history. Attacks by the PKK and its affiliates have helped drive a 28 percent year-on-year decline in tourist arrivals — the biggest drop in a decade for a country that was hitherto the world's sixth-most popular tourist destination.

It is also gaining fresh combat tactics and equipment from Syria, where its affiliate, the PYD, is a key ally of the United States in the fight against the so-called Islamic State. Last month, PKK militants for the first time used a MANPADS shoulder-launched missile to bring down a Turkish military helicopter.

KURDISH ANGER WITH PKK RUNNING HIGH

Since a two-year peace process collapsed last July, the war has cost the lives of 517 security officials, 519 PKK militants, and at least 271 civilians, according to the International Crisis Group.

Meanwhile, as many as half a million people have fled southeastern urban centers devastated by the conflict, which has included intense house-to-house fighting. The exodus from cities such as Diyarbakir, Cizre, and Nusaybin mirrors a similar population shift in the 1990s that helped trigger a new wave of radicalism, says Ms. Marcus.

"This is creating a new pool of people who are



Bomb attack targets Turkish police bus in Istanbul. Photo: Reuters

ready to join the PKK," she says. "Many are abandoning their cities and moving to the west, which eventually brings the risk of more bombings there."

That view is sharply contested by government officials and their supporters, who claim that the PKK is facing imminent defeat due to a collapse in support.

"The government is helping the people in the southeast to understand that we care for them," a senior Turkish official told the Monitor, asking that his name be withheld because he is not authorized to speak on the record. "We're fighting terrorists who are oppressing the people, and the people realize that."

Most observers agree that Kurdish anger with the militant group is running high, mainly over its decision to draw the conflict away from the remote rural regions in which it had hitherto fought and into urban centers, with deadly results.

"While the PKK thought that by this campaign they would further radicalize the people of the region, in fact they have lost a measure of support because people see that their lives and livelihood is threatened by their actions," says Sinan Ulgen, director of EDAM, a nonpartisan think tank in Istanbul.

'WE'RE NOT ONLY FIGHTING TERRORISTS, WE'RE [WINNING] HEARTS'

Turkey's Kurds, who make up between 15 and 20 percent of Turkey's 75 million people, faced oppression and enforced cultural assimilation policies for decades.

Since the PKK launched its separatist insurgency in 1984, successive Turkish governments have claimed that it relies on brutality to cow a Kurdish populace that does not fully support them.

The current Justice and Development Party (AKP) government, which came to power in 2002, has gone further than its predecessors in acknowledging Kurdish identity and freeing



Turkey's President Recep Tayyip Erdogan, seen here outside a hospital following Tuesday's bombing in Istanbul, is leading a 'hearts and minds' campaign to snuff out the PKK's 32-year Kurdish insurgency.

restrictions on the Kurdish language, but has dodged demands for autonomy.

At a general election in June last year, the People's Democratic Party (HDP), a pro-Kurdish movement with close links to the PKK, enjoyed a record showing by winning 13 percent of the national vote.

At a subsequent general election in November following the resumption of fighting, its vote share decreased to just over 10 percent — a sign of disaffection but still far higher than in previous years.

"The difference today," says the senior Turkish official, "is that the security forces and the government are much better organized, and we make sure that we not only fight the terrorists but also support the people. We're not only fighting the terrorists; we're gaining the people's hearts."

Among the government's planned initiatives is a pledge to rebuild the ancient city center of Diyarbakir, a recently UNESCO world heritage site that has been damaged by street-fighting.

However, the potential for goodwill has been undercut by the fact that the redevelopment has involved forced evictions, the bulldozing of homes, and compulsory purchases, causing critics to accuse the government of purging the city's population.

"This is not an investment in the region; at best, it's making good on something that was destroyed. It doesn't win any new supporters," says Marcus.

PARLIAMENT MOVES TO PROSECUTE KURDISH LAWMAKERS

A more serious threat to Ankara's hearts and minds campaign are moves currently under way to prosecute and possibly imprison many of the elected MPs of the pro-Kurdish HDP.

Last month Turkey's parliament voted to lift a

➔ law protecting elected deputies from prosecution, a move mainly intended to target Kurdish parliamentarians accused of supporting the militants.

Many analysts have also linked the move to President Recep Tayyip Erdogan's separate ambition to tip the current parliamentary balance in his favor in order to redraw Turkey's constitution and award himself more power.

"The danger is that when you shut down all democratic avenues you make it that much more attractive to people to turn to armed organizations," says Marcus. "So even while the PKK is clearly taking some hits in terms of its ability to organize in southeast Turkey, it is once again

becoming the only avenue through which people can express their demand for Kurdish rights."

LACK OF CLARITY ABOUT TURKEY'S GOAL

Currently, the government appears to be grinding out victories in the latest bout of conflict. Last weekend it claimed to have pacified the town of Nusaybin, on the Syrian border, after a 10-week operation against PKK militants there.

While advanced military hardware, urban guerrilla tactics, and a newfound expertise in the use of improvised explosive devices have all made the PKK a potent threat to Turkey, they do not negate the Turkish military's continuing advantage, says Ulgen. "[T]hat makes a military response more

complicated, but not to the extreme where Turkey cannot respond."

However, he does not believe that Turkey's endgame is to outright destroy the PKK, but rather soften it up in preparation for a return to the negotiating table – something that Turkish officials deny.

"Part of me thinks that's wishful thinking," responds Marcus. "This is more than a softening up... All it's really doing is causing huge economic damage, and killing a huge amount of people.

"If they want to negotiate with the PKK, they already had the basic elements in place [during the last negotiations]. So why do this if the basic goal is to have negotiations again?" ♦

Chicago Tribune

June 7, 2016

11 killed, 36 injured in rush-hour car bombing in Istanbul, Turkey

By Dominique Soguel And Suzan Fraser
The Associated Press
JUNE 7, 2016 / ISTANBUL

A car bomb hit a police vehicle in Istanbul during the morning rush hour on Tuesday, killing 11 people and wounding 36, the fourth bombing to hit the city this year.

There was no immediate claim of responsibility, but Turkey has seen a recent increase in violence linked to Kurdish rebels or to the Islamic State group which has found recruits and established cells in the country.

Speaking at the scene of the blast in Beyazit district, Istanbul Gov. Vasip Sahin said a bomb placed inside a car detonated as a police vehicle passed by. The dead were seven police officers and four civilians. At least three of the wounded were in serious condition.

Sahin declined to comment on who may be behind the attack and authorities imposed a news blackout preventing media from reporting details of the probe in Turkey, citing concerns over security and police and forensic efforts to investigate the attack.

Istanbul bomb attack targets Turkish police bus

Such bans primarily affect the diffusion of graphic images on local television channels. Turkish citizens can access information from other sources via the internet or satellite dishes.

"We urge the government to hold off the news bans which are actually not effective at all," said Özgür Ogret, the Turkey representative for the Committee to Protect Journalists, calling the bans a violation of press freedom and people's right to be informed.

News bans became commonplace after a 2013 bombing attack in Reyhanli, near the border with Syria, which killed 52 people. Since then, Turkey has witnessed a resurgence of conflict with Kurdish rebels and growing spillover from the war in Syria.

In a sign of escalating conflict both on the Kurdish and IS front, the pace of violence has accelerated and shifted away from border areas

to major cities, including Ankara, the capital. Istanbul alone has endured two bombings targeting security forces and two hitting tourism sites in 2016.

These attacks have contributed to a dip in tourism and taken a toll on the economy.

Tuesday's bomb went off in a bustling Istanbul neighborhood just north of the iconic Golden Horn, where the Bosphorus Strait meets the Sea of Marmara. The area is home to the offices of provincial authorities, three universities and ancient sites including Roman-era aqueducts.

The police bus was flipped over by the force of the blast, which also damaged nearby buildings, among them a closed hotel where the entrance appeared gutted and windows were blown out. The blast also shattered the stained glass windows of a famous 16th-century Ottoman mosque, Sehzadebasi.

It wrecked several cars and forced the cancellation of some exams at nearby Istanbul University.

President Recep Tayyip Erdogan visited some of the wounded at Istanbul's Haseki hospital, where two people were undergoing surgery.

"These (attacks) are being carried out against people whose duty it is to ensure the security of our people. These cannot be pardoned or forgiven. We shall continue our fight against terrorists fearlessly and tirelessly until the end," he told reporters outside the hospital.

Hours after the explosion, police detained four suspects for possible involvement, the state-run Anadolu Agency reported. The private Dogan news agency said the four had hired the car used in the bombing. The reports made no mention of the suspects' possible affiliation.

Prime Minister Binali Yildirim promised a full investigation.

"Our security and forensic units will carefully and diligently trace evidence and shed light on those who perpetrated this vile attack," he said.

Foreign Minister Mevlut Cavusoglu condem-



ned the attack, which occurred on the second day of the holy Muslim month of Ramadan.

"They are cold-heartedly exploding bombs on a Ramadan day," Cavusoglu said.

U.S. Ambassador John Bass condemned the "heinous attack," saying his country continues to "stand shoulder-to-shoulder with Turkey in the fight against terrorism."

The European Union and NATO also expressed solidarity with Turkey, which faces a broad array of security threats.

Rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, have targeted police and military personnel since July, when a fragile peace process between the rebels and the government collapsed. The Turkish military says it has killed 1,000 PKK militants since mid-March in the southeastern towns of Sirnak and Nusaybin.

A PKK offshoot has claimed recent attacks in Turkey as "revenge" for events in the southeast.

The Islamic State group has also been blamed by authorities for a series of deadly bombings in Turkey, which is part of the U.S.-led coalition against IS. The Turkish army has recently upped its shelling of IS targets in Syria in response to cross-border rocket fire from the group.

To date, IS hasn't claimed attacks on Turkish soil but has made threats against the country. ●



A Istanbul, un « attentat » contre un car de police fait 11 morts



Mardi, après l'attaque contre la police antiémeute. PHOTO OZAN KOSE. AFP

Une attaque à la bombe a visé mardi matin un véhicule de police dans le centre d'Istanbul, faisant 11 morts et 36 blessés. La bombe action-

née à distance a explosé au passage d'un bus transportant des policiers à Beyazit, un quartier historique. « Sept policiers et quatre citoyens ont

perdu la vie dans une attaque qui a visé la police antiémeute », a déclaré le gouverneur Vasip Sahin aux journalistes sur les lieux de

l'attentat. L'attentat n'a pas encore été revendiqué, mais le président turc a désigné les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon l'agence progouvernementale Anatolie, 4 suspects ont été arrêtés et conduits au siège de la sûreté d'Istanbul. « Le président de la République [François Hollande] condamne de la manière la plus ferme l'odieux attentat terroriste », a déclaré l'Elysée. En état d'alerte maximale, la Turquie a été secouée cette année par deux attentats-suicides dans des zones touristiques d'Istanbul attribués au groupe Etat islamique et deux attaques à la voiture piégée revendiquées par des militants kurdes qui ont notamment frappé Ankara, faisant des dizaines de victimes. Le 12 mai, 8 personnes avaient été blessées par l'explosion d'une voiture piégée près d'une caserne militaire sur la rive asiatique d'Istanbul.

LE FIGARO

vendredi 10 juin 2016

Syrie : des forces spéciales françaises avec les Kurdes

La Défense a confirmé la présence de militaires français au nord d'Alep pour soutenir des combattants arabo-kurdes contre Daech.

ALAIN BARLUET [@abarluet](#)

PROCHE-ORIENT Des membres des forces spéciales françaises sont actuellement déployés en Syrie, où elles conseillent des combattants arabo-kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) engagés contre le groupe Etat islamique (EI). « L'offensive de Minbej (dans le nord de la Syrie, NDLR) est clairement soutenue par un certain nombre d'États, dont la France. Le soutien, c'est le même que d'habitude, c'est du conseil », a déclaré à l'AFP l'entourage de Jean-Yves Le Drian, sans précision sur le nombre de soldats présents.

La France ne reconnaissait jusqu'ici la présence de forces spéciales - environ 150 hommes - que dans le Kurdistan irakien pour des actions de formation. Vendredi dernier, le ministre de la Défense avait déjà laissé entendre que des soldats français se trouvaient, avec des soldats américains, aux côtés des FDS dans l'offensive en cours à Minbej, dans la province d'Alep. « On appuie par des apports d'armes, de la présence aérienne et du conseil »,

avait indiqué Jean-Yves Le Drian à la chaîne de télévision Public Sénat, en commentant l'offensive de Minbej. Cette offensive, appuyée par des raids de la coalition internationale conduite par les États-Unis, vise à couper l'axe d'approvisionnement de l'EI en hommes, armes et argent depuis la frontière turque. Les FDS sont parvenues à la périphérie de la ville. Les militaires français n'interviennent pas eux-mêmes et ne sont donc pas susceptibles de combattre directement contre des militants de l'EI, notamment les Français présents à Minbej, souligne-t-on au ministère de la Défense.

Du renseignement sur l'EI

Environ 400 soldats des forces spéciales françaises sont engagés dans 17 pays, notamment au Sahel, sur un total de 2500 hommes, précise-t-on de source militaire. En Irak, les forces spéciales françaises accompagnent les pechmergas kurdes jusque sur la ligne de front près de Mossoul (Nord), les aidant à repérer et neutraliser des engins explosifs improvisés (IED) et à manier des canons de 20 mm livrés par Paris. Ces IED, qu'ils soient dissi-

mulés dans des objets, enfouis dans le sol ou embarqués dans des voitures-béliers fonçant sur des checkpoints, sont la terreur des combattants anti-EI.

En Syrie, « on n'y va pas parce qu'il y a des Français », a-t-on assuré dans l'entourage du ministre de la Défense, en allusion aux Français partis faire le djihad au sein du groupe Etat islamique. « Et on irait même s'il n'y avait pas de francophones », a-t-on ajouté de même source. « L'accompagnement, grande spécialité d'avenir des forces spéciales, c'est l'équipement, l'entraînement, la connaissance mutuelle et la capacité avec quelques hommes, une dizaine, d'aider à mener un combat, en conseillant, voire en apportant quelques capacités comme le guidage d'avions, la coordination et les liaisons satellites », explique sous couvert d'anonymat un responsable des forces spéciales.

Les missions de conseil auprès de combattants arabo-kurdes et, à Bagdad, auprès de forces spéciales irakiennes permettent aussi d'obtenir du renseignement sur l'EI lorsque ces soldats reviennent du front. ■

«Peshmerga», des zooms de bonne volonté

Eloge par Bernard-Henri Lévy des combattants kurdes irakiens face à l'Etat islamique, où la force des images ploie sous l'épaisseur du discours.

Le nouveau film de Bernard-Henri Lévy s'ouvre par une séquence sidérante – et pour une fois, dans le musée des horreurs de sa filmographie de guérillero du dimanche sillonnant en jet les «guerres justes» le foulard de soie au fusil, il faut l'entendre dans le bon sens du terme. On assiste à la course d'une caméra essoufflée gravissant une colline caillouteuse, aux troupes d'une silhouette de soldat que celui qui filme hèle en vain. Puis, par l'opération d'une mine ou d'un tir de roquette, une explosion soulève le sol, chavire la caméra, engloutit l'autre dans le flou, la poussière et l'indécision de son sort, jusqu'à ce qu'il n'en émerge finalement indemne et hagar, rampant. La puissance interne à la scène et à sa dramaturgie documentaire pourrait se passer de bavardage: tout juste s'interroge-t-on sur ce que sont ces images de guerre, qui sont ces hommes qui les ont tournées et y ont frôlé la mort – mais cela, le film ne le dit pas.

Voyeur. Pourtant, une voix s'invite, celle pleine de gourmandise et d'emphase du philosophe pacificateur: «*Nous aurons passé six mois sur la route de cette guerre à vouloir comprendre*», dit-elle en préambule, pour ne presque plus jamais se taire. Une carte dessine avec netteté un trajet, étape par étape, une sinuosité de 1000 km de l'est de Bagdad aux abords de Sinjar. Une ligne de front qui enserre un flanc du territoire occupé par l'Etat islamique (EI), combattu ici par ceux avec qui la troupe de BHL fait route, l'armée du Kurdistan irakien: les peshmergas. Mais une autre ligne, invisible celle-là, court tout le long du documentaire, qui le fracture en deux, deux films bien distincts.

L'un, d'images, formé d'un pêle-mêle visuel guère pensé de clips de propagande de l'EI, d'archives télévisuelles et surtout de visions captées par des drones ou au plus près des combats par trois opérateurs, dont un Kurde qui manquera de perdre un bras en sautant, caméra au poing, sur une mine. Des images aussi souvent saisissantes que problématiques, comme lorsque la narration de son périple quête un peu de tension dans l'annonce off du destin tragique d'un général «*qui mettait un point d'honneur à ne pas*



Peshmerga suit l'armée du Kurdistan irakien durant six mois. AD VITAM

mieux se protéger que ses soldats» (l'idée semble méduser BHL), alors qu'on le voit essuyer les tirs et riposter, et que le plan s'étire insoutenablement au gré d'un suspense *snuff* pour s'interrompre au son de l'impact de la balle mortelle, dans un abject double jeu entre dramatisation de voyeur et paravent d'éthique.

L'autre, qui recouvre le premier, est fait de discours, de commentaires de plans, de vanités diverses – quand la voix et son sempiternel «*nous*», assez flou, s'enorgueillit de livrer aux commandants kurdes des vues topographiques du territoire ennemi –, de questions posées auxquelles nulle réponse n'est apportée, puisqu'il n'en est guère besoin: leur formulation assène déjà souvent une thèse plaquée à toute force.

Celle-ci s'articule à cette idée qui peut sembler limpide: ici se font face, d'un côté, les héros (les peshmergas «*qui aiment la vie*») et, de l'autre, l'ennemi absolu (les jihadistes). Une trame forcément réductrice, même si l'EI incarne une sauvagerie peu commune qui a frappé jusqu'à Paris et Bruxelles. Ce qui ne devrait pas l'empêcher de rappeler que les combattants kurdes ne sont pas pour autant exempts de tout reproche. Amnesty International a dénoncé, en début d'année, leurs destructions de masse dans les villages arabes dont ils avaient pris le con-

trôle dans le nord de l'Irak. Comme avant eux les soldats irakiens à Mossoul, les peshmergas ont paniqué lorsque les jihadistes ont déferlé sur Sinjar, laissant les yézidis seuls face aux rafles et aux exécutions de masse de l'EI.

Zélateur. Si les combattants kurdes font bien partie de la solution au chaos irakien, ils ne sauraient l'incarner seuls. BHL l'affirme lui-même quand il commente les images filmées par ses drones au-dessus de Mossoul, place forte du califat: seule une armée sunnite sera à même de reprendre le lieu. Que les peshmergas fassent partie de l'offensive est probable, mais ils ne pourront administrer une ville sunnite, même reprise à l'EI. Voyant un film l'emporter contre l'autre, celui du zélateur volubile et sans nuance sur celui du documentariste à l'œil rivé au front et à la complexité de ceux qui l'habitent, on ne peut s'empêcher de songer que sommeillait là, dans la pâte négligée du second, la matière visuelle d'un autre film, fût-il de propagande, comme Hollywood sut en faire lors du deuxième conflit mondial, comme il y a de grands films de guerre.

JULIEN GESTER et LUC MATHIEU

PESHMERGA documentaire
de **BERNARD-HENRI LÉVY** (1h 32).

Gérard Chaliand: « L'affaiblissement de Daech est une bonne nouvelle pour al-Qaïda »

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE-LAETITIA BONAVIDA
@mlbo

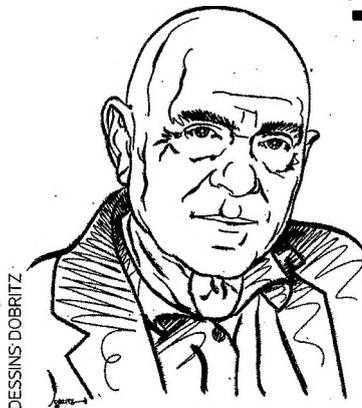
LE FIGARO. - Aidée par les Américains, une offensive contre l'État islamique est lancée depuis deux mois à Faloudja et à Mossoul en Irak et à Raqqa en Syrie. Quelle est la situation militaire dans chacune de ces villes ?

Gérard CHALIAND. - Faloudja constitue la première ville capturée par l'État islamique en janvier 2014. Plusieurs milliers de combattants de Daech ont ainsi investi cette ville, située à 35 km de Bagdad et qui compte 35 000 à 40 000 habitants sunnites. Aujourd'hui, les forces qui luttent contre l'État islamique sont diverses. D'une part, les fameuses brigades Badr, sans doute encadrées par les Iraniens, à l'origine d'ailleurs de leur création avant 2003. D'autre part, par des militaires irakiens récemment réentraînés par les Américains. Libérer une ville sunnite avec l'aide de militaires chiites peut paraître paradoxal, mais pour l'instant il n'y a pas d'autre choix. La consigne est évidemment d'éviter tout règlement de comptes interreligieux. La propagande saoudienne, elle, promet aux sunnites un véritable massacre. L'objectif de cette offensive est d'encercler l'adversaire et de l'assiéger afin de rendre très difficiles les conditions de la vie quotidienne. Avec le risque de prendre en otage la population qui constitue un bouclier humain et qui supporte les privations, la nourriture revenant prioritairement

aux combattants de l'État islamique. Dans cette situation, mieux vaut être militaire que civil. Le but bien évidemment des Américains, là

comme ailleurs, est d'amener, une fois la ville reconquise, une aide humanitaire. De façon à gagner, non les esprits et les cœurs, mais les ventres. De fait, le rapport des forces à Faloudja est indiscutablement en faveur des chiites. Et tout laisse à penser que la conquête militaire de la ville se fera dans les semaines à venir, confortant ainsi le régime de Bagdad.

Peut-on en dire autant pour Mossoul ?



DESSINS DOBRITZ

Malheureusement non. Je crains que la volonté d'offensive sur cette ville ne soit qu'un effet d'annonce. Mossoul n'est pas comparable à Faloudja. Cette deuxième ville, après Bagdad, compte un million d'habitants et sans doute dix mille hommes de Daech, installés depuis juin 2014. Ces hommes connaissent bien le terrain, ils ont creusé des tunnels, miné une grande partie des accès de la ville. Ils sont déterminés à se battre, car ils savent ce que la reddition signifierait pour eux. Les troupes de Bagdad ainsi que les Kurdes d'Irak qui entendent les combattre savent que la tâche sera très difficile. C'est une chose d'assiéger une ville, une autre de donner l'assaut. La lutte sera d'autant plus difficile de part et d'autre que vient de commencer le Ramadan qui, en principe, impose de ne pas manger et de ne pas boire dans la journée, en dépit de la chaleur que l'on connaît l'été dans la région. En conclusion, il est absurde de chercher aujourd'hui à reprendre Mossoul. C'est un trop gros morceau pour que sa conquête soit tentée dans les semaines à venir.

Raqqa en Syrie constitue la capitale de Daech. Reprendre la ville pourrait-il porter un coup à son prestige dans la région ?

Attention aux apparences. Certes, Raqqa est le fief de Daech, regroupant 7 000 à 8 000 hommes pour peut-être 50 000 habitants, mais son importance est surtout symbolique. D'abord, l'État islamique est dirigé essentiellement par des Irakiens, et les combattants qui l'ont rejoint en nombre, au lendemain des succès de l'été de 2014, sont étrangers à la Syrie et ne parlent pas la langue. Ils viennent de Tchétchénie et du Caucase, d'Arabie saoudite ou sont maghrébins. Ensuite, la position géographique

ENTRETIEN

Spécialiste des conflits*, le géopoliticien analyse l'évolution des rapports de force révélés par l'offensive militaire contre l'État islamique en Irak et en Syrie.

de Raqqa reste marginale, à l'extrême est du pays, sur les rives de l'Euphrate. Raqqa est éloignée de la « Syrie utile » et stratégiquement vitale qui se situe le long du

littoral, avec le chapelet des villes qui vont de Alep à Deraa, en passant par Hama et Homs, abritant 80 % de la population syrienne plus ou moins tenue par le régime de Bachar el-Assad. C'est là que se trouvent les mouvements islamistes syriens comme Jabhat al-Nosra, lié à al-Qaïda, Arhar al-Cham, tout aussi radical, et Jaysh al-Islam, union de mouvements islamistes officiellement soutenus par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. L'affaiblissement de Daech est une bonne nouvelle pour al-Qaïda. Quant aux démocrates syriens, ils se distinguent par leur faiblesse. Certes la prise de Raqqa est à portée de main. Grâce notamment aux Kurdes de Syrie animés par une idéologie combattante, et qui sont soutenus par l'aviation américaine et par les Russes. Les Kurdes sont adossés à une Turquie qui les hait et qui veut leur peau. La guerre constitue pour eux le meilleur moyen de progresser sur le terrain. Ils veulent contrôler la zone à la frontière entre Azaz et Kobané et assurer ainsi la continuité du territoire kurde. Prendre Raqqa est une façon de remercier les Américains pour leur aide logistique. En tant que mouvement laïc, ils seront sans doute moins gênés par le Ramadan...

À vous entendre, la prise de Raqqa ne réglerait pas le problème islamiste de la Syrie.

En effet. Si elle reste une victoire symbolique vis-à-vis de Daech, il ne faut pas pour autant oublier ces mouvances évoquées plus haut et que l'on appelait encore il y a peu les « forces de l'opposition ». Actuellement, les Américains se rendent compte que les agendas de l'Arabie saoudite ou encore de la Turquie sont radicalement opposés au sien et que ces alliances ont montré leurs ambiguïtés profondes.

La chute de Daech fera l'affaire d'Ayman al-Zawahiri, chef du réseau terroriste Al-Qaida, et des autres mouvances islamistes. Quant à Bachar el-Assad, il ne contrôlera plus jamais la Syrie. Son avenir est hypothéqué, il est illégitime. Il n'y a malheureusement pas d'option démocratique en Syrie.

Compte tenu des difficultés que vous évoquez, comment expliquez-vous alors cette nouvelle offensive soutenue par les Occidentaux au Moyen-Orient ? Il s'agit pour les États-Unis de rééquilibrer le sentiment

que ce sont les Russes qui ont modifié la donne dans les six derniers mois. Ils reprennent la main.

* Dernier ouvrage :
« Pourquoi perd-on la guerre ?
Un nouvel art occidental »
(Éd. Odile Jacob, mars 2016).

Le Point 9 juin 2016

Midyat (Turquie) : 5 morts dans un attentat à la voiture piégée

Cette deuxième attaque en deux jours a eu lieu dans une région majoritairement kurde. Hier, 11 personnes ont été tuées à Istanbul. La police est ciblée.

Source AFP le 09/06/2016
<http://www.lepoint.fr>

Les jours se suivent et se ressemblent malheureusement en Turquie. Le dernier bilan de l'attaque qui a eu lieu ce mercredi 8 juin dans le sud-est du pays fait état de cinq personnes tuées et 51 autres blessées. Une voiture piégée a explosé devant un commissariat dans cette région majoritairement kurde, au lendemain d'un attentat meurtrier à Istanbul. Ces deux attaques surviennent alors que le pays a été frappé cette année par une série d'attaques liées aux jihadistes ou à la reprise du conflit kurde qui ont, au total, fait des dizaines de morts et fortement affaibli le tourisme, secteur clé de l'économie.

Cinq personnes, dont deux policières, ont été tuées par l'explosion d'un véhicule piégé devant le quartier général de la sûreté de Midyat, dans la province de Mardin, a précisé l'agence de presse progouvernementale Anatolie. La puissante déflagration a dévasté la façade du bâtiment de plusieurs étages, d'après les images diffusées par les chaînes d'information turques, qui montraient aussi une épaisse fumée noire s'élevant au-dessus.

Interrogé par la presse à Istanbul, le Premier ministre turc Binali Yıldırım a attribué l'attaque à « l'organisation meurtrière PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ». Cependant, le porte-parole de la présidence turque Ibrahim Kalin a déclaré plus tard à Ankara qu'il était trop tôt pour déterminer les responsabilités, soulignant la nécessité de « réunir tous les éléments ». L'attaque n'a pas été revendiquée, mais le PKK et des groupes affiliés ont au cours des dernières semaines commis plusieurs attaques similaires contre les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie.

Binali Yıldırım a assisté à Istanbul avec plusieurs hauts responsables à une prière en hommage à des policiers tués la veille dans la plus grande ville turque. Après la prière, la foule rassemblée à la mosquée Fatih, située non loin du lieu de l'attaque de mardi, a scandé : « Les martyrs sont immortels, la patrie est indivisible ! »

Signe du climat politique tendu en Turquie, Kemal Kılıçdaroğlu, le chef du CHP, principal parti d'opposition, a été hué et traité de « meurtrier » pendant la cérémonie, ont signalé les médias turcs. Kemal Kılıçdaroğlu affirme en outre qu'un manifestant a jeté une cartouche d'arme de poing contre lui.

ISTANBUL MEURTRIE

Mardi, l'explosion d'une voiture piégée au passage d'un car de la police avait fait 11 morts, dont 6 policiers, dans un quartier très



Une épaisse fumée noire s'élevait du quartier général de la sûreté de Midyat selon les images des télévisions. Photo: AFP

fréquenté d'Istanbul. Bâches et drapeaux turcs ont été accrochés aux bâtiments pour masquer les dégâts, tandis que des commerçants balayaient devant leur boutique. Cet attentat n'a pas été revendiqué, mais le président Recep Tayyip Erdoğan a montré du doigt le PKK. Contre les « terroristes » qui menacent la Turquie, « des milliers de héros » sont prêts à « défendre leur peuple et leur patrie au prix de leur vie », a-t-il lancé mercredi soir à Ankara.

Le PKK a repris la lutte armée l'été dernier, après l'échec de deux ans de discussions de paix avec Ankara. Le conflit kurde a fait plus de 40 000 morts depuis 1984. À Midyat, selon CNN-Türk, un véhicule rempli d'explosifs a tenté de forcer un barrage de sécurité devant le commissariat de police avant que des policiers en faction ne tirent sur le chauffeur qui aurait à ce moment-là actionné la charge. « Le terrorisme n'intimidera ni l'État ni le peuple », a ajouté, l'air grave, Binali Yıldırım, qui a épousé la ligne dure du président Erdoğan depuis son arrivée à la tête du gouvernement le mois dernier.

Mardi soir, le chef de l'État turc a promulgué une révision constitutionnelle controversée supprimant l'immunité des parlementaires, exposant des dizaines de députés pro-kurdes à des poursuites judiciaires, notamment pour « propagande terroriste ». La Turquie, qui fait partie de la coalition anti-djihadiste dirigée par les États-Unis, a également été frappée cette année par plusieurs attentats-suicides attribués au groupe État islamique qui ont provoqué la mort de 15 touristes. ●

Kirkuk seeks break with Baghdad and best route for its oil

By Rudaw.net - 13/6/2016

Governor of Kirkuk Najmaldin Karim says his administration has not received a penny from Baghdad of its share of petrodollars for a year and a half. In this interview with Rudaw TV, Karim says that Baghdad has not been fair to them in terms of job opportunities for the local Kurdish and Turkmen population and the province's demographics are being changed by the federal government 'in the name of law and constitution'.

The governor says that he does not mind how Kirkuk's oil gets to the market—whether through Iraq or Kurdistan Region—as long as they get their share of petrodollars for public services and is done transparently. He also believes the time has come for Kirkuk to break away from Baghdad and form an independent region of its own, which he argues would eventually bring the province closer to the Kurdistan Region. But, he says, it can only be decided by the people of Kirkuk themselves.

Rudaw: It is said that the economic situation in Kirkuk is poor.

Najmaldin Karim: Since 2014 our economic situation has been deteriorating because in that year Iraq's budget was not approved followed by the arrival of ISIS. We have not received one single dinar from Baghdad since the start of this year except 200 million dinars sent twice for the city's garbage collection expenses.

Does the Kurdistan Region give you any assistance?

Yes, the Peshmerga who are serving in Kirkuk are paid by the Kurdistan Region. Most Kurdish civil servants in Kirkuk get their pay from the Kurdistan Region. More than 8,000 employees of the Kurdish education department here get their salaries from the Kurdistan Region. The security forces, veteran Peshmerga and martyr families get paid by the Kurdistan Region.

What does Kurdistan Region gain from Kirkuk in return?

The Kurdistan Region has been overseeing 60 percent of Kirkuk's oil since 2014 through Kar Company. This oil is exported or given to refineries and the Region has benefited that way, and we have received our share of what is known as petrodollar but that hasn't come through since April.

Would it be better for Kirkuk to send out its oil through the Kurdistan Region or through Iraq?

Since 2014 we have not received a penny of petrodollar from Baghdad, so we have an agreement with the Kurdistan Region which has been handling Kirkuk's oil 100 percent since July 2015. Our agreement is that we get our petrodollar, and in March Baghdad cut the 40% portion that was exported through the Kurdistan Region, arguing that they had a deal that obliged the Kurdistan Region to give Baghdad money made from selling oil through SOMO.

Is Baghdad right in this?

No, Baghdad shouldn't have done that. It is damaging in three ways. First: Kirkuk lost its petrodollar. Second: some oil extracted in order to strip it of its gas and then dumped back into the well which is harmful for our wells. Third: Baghdad knows very well that the Kurdistan Region today is dealing with a financial crisis and this type of act would damage its ties with Erbil.

What is the best deal for Kirkuk, to export its oil through the Kurdistan Region or Iraq?

The best for Kirkuk is to extract and sell its oil through whoever it might be. Baghdad cannot do that. It has not been able to export Kirkuk's oil since March 2014 because terrorists had blown up the Kirkuk pipeline in Tikrit. And since ISIS the only route for Kirkuk's oil has been the Kurdistan Region.

You've dealt with both parties (Erbil and Baghdad). Which one is more transparent and has a more organized system?

A lot is being said in the international media about Kurdistan Region's oil, and as for Baghdad, corruption is rife there. We all saw what was pub-



Governor of Kirkuk Najmaldin Karim. Rudaw photo.

lished on the works of Unaoil company, on how money was embezzled and how it ran its affairs. But here we mean to stress that they should honor the deal we have with the Kurdistan Region and we've been reassured at the highest level such as the Kurdish presidency, cabinet of ministers, and ministry of natural resources. We know they have financial crisis and therefore it is understandable if the petrodollar payments are laid a month. We haven't got anything from Baghdad for a year and a half.

What is the public opinion in Kirkuk? Do they want stronger dealing with the Kurdistan Region or with Baghdad?

We have plenty of administrative issues with Baghdad. The people of Kirkuk want good relations with Baghdad. So do we. But they also understand the importance of good relations with the Kurdistan Region because at the moment it is the Kurdish Peshmerga protecting Kirkuk.

You seem disappointed with Baghdad that's why you've been speaking of an autonomous region for Kirkuk most recently.

I believe in federalism and devolution of power for provinces to run their own affairs except sovereign matters.

But you are asking for more than that?

The best for Kirkuk is to extract and sell its oil through whoever it might be.

Baghdad is still acting on the decrees of the revolutionary command council of the Baath era. Eight ministries have decided to transfer their authority to Kirkuk but the cabinet of ministers is stopping it under the excuse that provincial elections haven't been held in Kirkuk. Employment opportunities in Kirkuk, especially for Kurds, is close to none. At our provincial council we have a law that stipulates no one should be employed whose name is not in the 1957 census. But when we stop such employments Baghdad immediately summons the heads of departments and punishes them. For instance, in 2013 nearly 1000 teachers were employed and none of them was a Kurd or Turkmen. For budget and finances we are at Baghdad's mercy and we haven't got a penny from it this year. We cannot go on this way.

So, is your project just a reaction or seeking a real solution for what the Kurds have been dealing with for years?

No, it is not just a reaction. It comes from experience. The Kurds went to Baghdad and partook in writing a constitution that would guarantee a federal system. Basra seeks its own federal region so are Anbar and Salahaddin, but Baghdad does not let them.

Who do you pin your hopes on for this project? The people of ⇨

We have not received one single dinar from Baghdad

The Peshmerga who are defending Kirkuk are paid by the Kurdistan Region.

⇒ **of Kirkuk, the Kurdish presidency or political parties?**

We count on the people of Kirkuk because if they don't vote for it no political party, group or region can make it happen. Let's also be realistic. 12 years have passed and Article 140 hasn't been implemented yet. People who returned to Kirkuk and got plots of land of 200 square meters haven't been given ownership papers and those who were paid loads of money to return to their areas are still here. On top of that, lands designated for Kurds and Turkmen haven't been abandoned.

So that means an independent region is the solution?

I believe keeping Baghdad away from Kirkuk will bring Kirkuk closer to the Kurdistan Region.

Why don't you focus these efforts and energy on annexing Kirkuk to the Kurdistan Region instead, if you are so sure that people are with you?

For me Kirkuk is Kurdistan and I would rather that happen today than tomorrow. But is it possible?

Have you tried?

I have spoken at length with all parties, with the US, UN, EU, Turkey and even Iran. But if you want to do that today, you will have no support. But there will be support for it to become an independent region.

How about your own party leaders? What do they think?

If they see how Baghdad is changing the demographics of Kirkuk in the name of law and constitution and Baghdad's attitude towards us, they will be convinced to keep Kirkuk away from Baghdad.

Why are they not convinced then?

I have convinced them but I won't name names.

Where do Turkey, Iran and US stand on this issue?

I was in Turkey with Prime Minister Nechirvan Barzani and Qubad Talabani [his deputy] and we spoke with [then] Prime Minister Ahmet Davutoglu and President Erdogan. They asked openly

that Kirkuk becomes an independent region. As regards the US, UN, the EU and even Baghdad, I have not seen any opposition from them to this suggestion and it has been raised with them.

Did you ask for Kirkuk to become part of the Kurdistan Region?

Yes, I did but it was not successful.

This idea of Kirkuk becoming an independent region of its own is whose brainchild?

It has been my idea for 3-4 years and I am hoping to sell it to the people of Kirkuk, to the Kirkuk provincial council and political parties in Kurdistan, because that is the only way to protect the rights of the people of Kirkuk and be able to serve them.

Would you be able to get President Masoud Barzani's backing?

I have spoken with him and he says it doesn't matter who runs it and how, what is important is for Kirkuk to keep its Kurdistan identity.

There is talk of a suggestion to export Kirkuk's oil through Iran.

Where is the pipeline for that?

It is said that work is being done to make that happen in the future.

There is such talk, but I am not aware of its details. Practically it will take two years to build a pipeline.

Whose idea is it?

It has been raised by some, but I don't find it practical. It is normal to have two pipelines, but at the moment there is only one and while waiting for a second one to be built we still have to export our oil on the existing one and would not be logical to wait for one to be built through Iran.

Have you tried recently to restart the sale of Kirkuk oil through Kurdistan Region's pipeline?

Recently there was a delegation from Iraq's oil ministry here who had been to the Kurdistan Region, too, and there was talk of trying to reach an agreement to start exporting the oil again. ■

Baghdad is changing the demographics of Kirkuk

Baghdad is still acting on the decrees of the revolutionary command council of the Baath era



9 June 2016

President Barzani : 93 corruption cases under investigation

Baxtiyar Goran / 9 June 2016

<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan24) – The Kurdistan Region President Masoud Barzani announced new reform and anti-corruption measures on Wednesday aiming to rescue the government from its critical financial crisis.

In a statement released on presidency website, Barzani stated that in the past three months 93 cases of corruption have been submitted to the Kurdistan Region's Integrity Commission and the Public Prosecution and are under investigation. Some of the cases are at the court.

Barzani expressed his support for the joint reform plan by the Kurdistan Regional Government (KRG) and the World Bank in May 30, stating that the new measures are part of the reform package announced in February 2016.

The KRG has made nearly 40 decisions within the context of reform process, transparency, reducing the expenditure and increasing the revenue, many of these decision are related to the oil sector.

The statement explains that the reform measures have also taken place in the KRG Peshmerga Ministry. A committee was formed on April 21, supervised by the chief of staff of the Kurdistan Region Presidency, in cooperation with Peshmerga Ministry and Ministerial Council leadership to modify the



extra expenditures of the ministry.

It also notes that necessary reform measures have taken place to combat corruption in the departments of medicines, investment, oil and bank sectors. In an early future, the result will be revealed to the people of the Kurdistan Region.

"What's left to mention is that combating corruption must be consistent across the Kurdistan Region it includes all the establishments of the Region, with no geographic limits," read the statement. "The reform measures mustn't be mixed with political rivalries, and all parties should prioritize the reforms over their political interests."

Barzani assured the people of the Kurdistan Region that there will be no impunity for anyone in the Region regarding the implementation of the reform and combating corruption.

"Those steps are continued process and need the cooperation and patience of everyone," President Barzani concluded. ♦

Irak

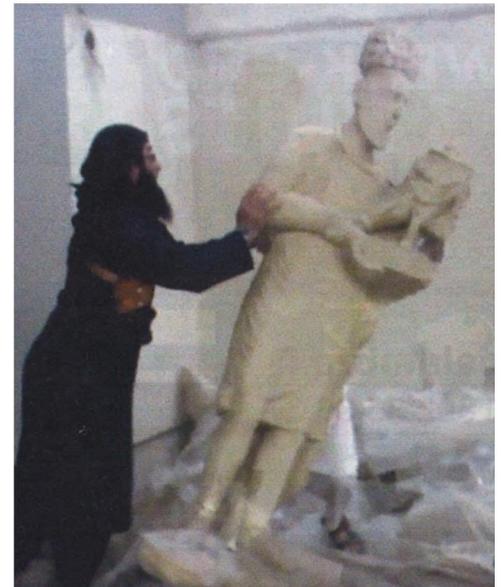
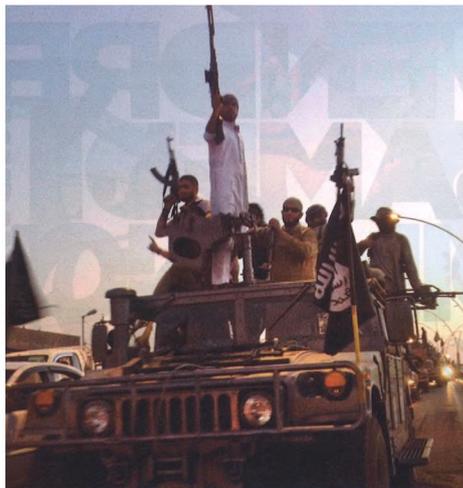
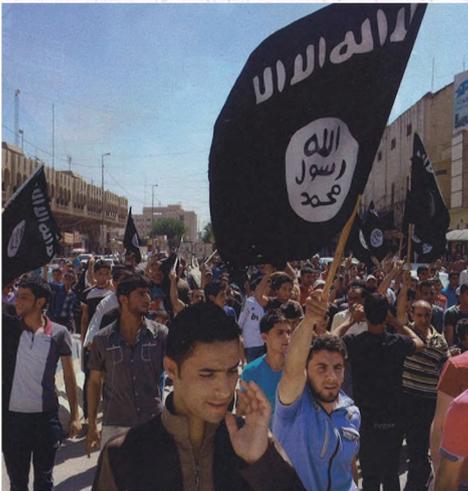
l'Observateur

9 JUIN 2016

L'ENFER QUOTIDIEN SOUS DAECH



Chasse aux cheveux courts, aux pantalons trop serrés, aux téléphones, aux antiquités et à l'alphabet latin... Récit de la vie délirante que mènent au jour le jour les habitants de Mossoul, où les exécutions se multiplient



➔ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CHRISTOPHE BOLTANSKI

Un bourdonnement vient trouer le silence minéral. Surgi de l'ouest, le chasseur bombardier effectue dans le ciel couchant des tours amples, puis de plus en plus serrés. D'abord lointain, le bruit sourd et monotone enfle, s'atténue, revient, avec, à chaque fois, davantage de force. Soudain, un boum retentit. Un coup sec, puissant. Pas de fumée visible. L'explosion se confond avec la poussière qui enveloppe un paysage de terre sèche. La fléchette grise disparaît par où elle est venue en laissant derrière elle un liséré laiteux.

« C'est comme ça nuit et jour, prévient Mgr Thimothius Moussa al-Shami, un évêque au visage broussailleux et souriant enserré dans une capuche noire brodée pareille à la coiffe d'un nourrisson. Parfois, les bombardements font trembler nos

murs. » Il en faut davantage pour ébranler son monastère, l'un des plus anciens du monde chrétien. Semblable à un nid d'aigle avec ses remparts de pierres et ses fenêtres percées en meurtrières, il épouse le sommet couleur sienne du djebel Maqloub, la « montagne renversée », appelée ainsi à cause de sa tectonique tourmentée.

Situé aux confins des zones de peuplement kurde et arabe, l'édifice, baptisé Mar Matta, du nom de son fondateur, saint Matthieu, un ermite syriaque du IV^e siècle, surplombe l'un des principaux champs de bataille d'Irak. Au pied du massif s'étend la vallée de Ninive. Au milieu, masquée par la brume, se trouve Mossoul, capitale de l'Etat islamique (EI). « Quatre kilomètres nous séparent du front, mais Daech n'est jamais parvenu jusqu'ici, se félicite le prélat en égrenant son chapelet. Dieu et les peshmergas nous protègent. » ➔➔



GRANDS FORMATS | MOYEN-ORIENT

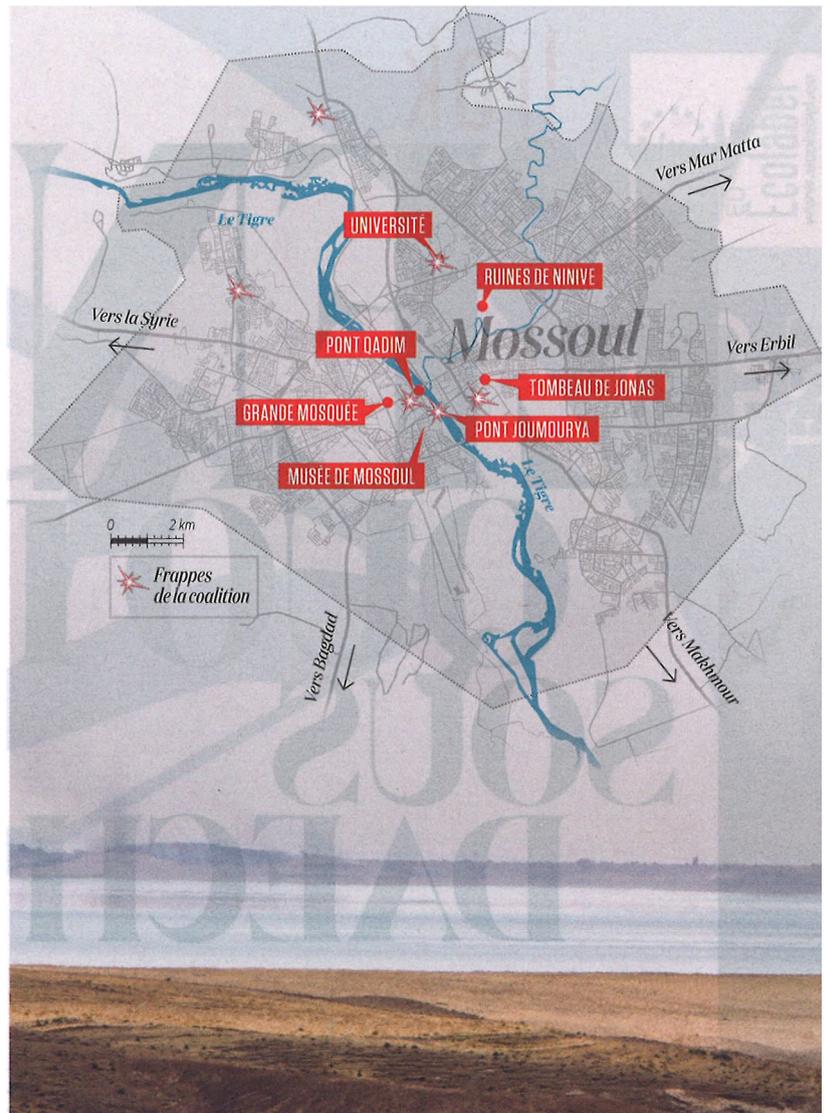
➤➤ A l'entrée du sanctuaire, un combattant kurde, en treillis de l'US Army, monte une garde nonchalante devant une barrière et un élevage de lapins. Réduite à sept moines, cette communauté syriaque orthodoxe est surtout défendue par les avions de la coalition et une longue tranchée qui court en contrebas, flanquée de remblais et de projecteurs. Les djihadistes tirent, de temps à autre, des obus de mortier. Sur la route en lacet qui mène à Mar Matta, on capte leur radio, Al-Bayan. Une station FM qui diffuse depuis Mossoul des chants guerriers entonnés d'une voix guillerette : « Oh ! Les katibas, terrorisez l'ennemi. Oh ! Les Lions d'Allah, résistez ! Tout le monde doit entendre notre Allahou akbar ! »

A la nuit tombante, une fois la nappe de chaleur dissipée, les premières lueurs de la cité apparaissent. Ce sont d'abord quelques éclats dispersés, puis des milliers d'épingles qui scintillent à l'horizon. A la jumelle, on aperçoit même un feu passant au vert au centre d'une avenue. Mossoul forme un losange lumineux étiré le long du Tigre. « Avant, elle était beaucoup plus éclairée », assure Elias Saadoun, le chauffeur du monastère. Selon lui, des quartiers entiers de l'agglomération sont privés d'électricité. Il converse parfois avec certains de ses habitants. « Des amis musulmans, précise-t-il. On était ensemble à l'armée. » L'Etat islamique ayant coupé les réseaux de téléphonie mobile, ils doivent se rendre sur une colline proche d'ici pour l'appeler. « Ils me disent que la situation est très mauvaise, qu'ils manquent de tout. Ils voudraient partir, mais Daech les en empêche. »

PILLAGE ET BONBONS

Voilà maintenant deux ans, jour pour jour, que l'organisation islamiste contrôle la deuxième plus grande ville du pays après Bagdad. Une conquête effectuée presque sans coup férir, le 10 juin 2014. Trois semaines plus tard, c'est du haut de la chaire de la grande mosquée que le leader Abou Bakr al-Baghdadi a proclamé son califat de la terreur. Bâtie autour des ruines de l'antique Ninive, cette métropole de 2 millions d'habitants comptait jusque-là une majorité arabe sunnite, mais aussi de multiples minorités, chaldéenne, arménienne, kurde, turcomane, chiite... « C'était le cœur de la chrétienté en Irak », soupire Mgr Thimotheus, qui dit ignorer le sort réservé à ses nombreuses églises. As-Saha, le couvent des dominicains, aurait été détruit début mai. D'autres lieux de culte chrétiens serviraient de prison ou de commissariat.

Farès Younan Sarman campe, avec sa mère impotente et ses deux sœurs, dans une cellule de Mar Matta. Auparavant, ce syriaque vivait à Mossoul et sillonnait le pays avec son camion pour vendre ses olives. Les combattants de Daech, affirme-t-il, ont été accueillis en libérateurs. Il se souvient de la joie de la population d'être délivrée d'une armée identifiée aux chiites, majoritaires dans le reste du pays, des artères débarrassées à coups de pelleuse de leurs murs antiexplosion et de leurs blocs de béton disposés en chicane, des cadavres de policiers laissés dans les rues à titre d'exemple. « Les gens dansaient devant les



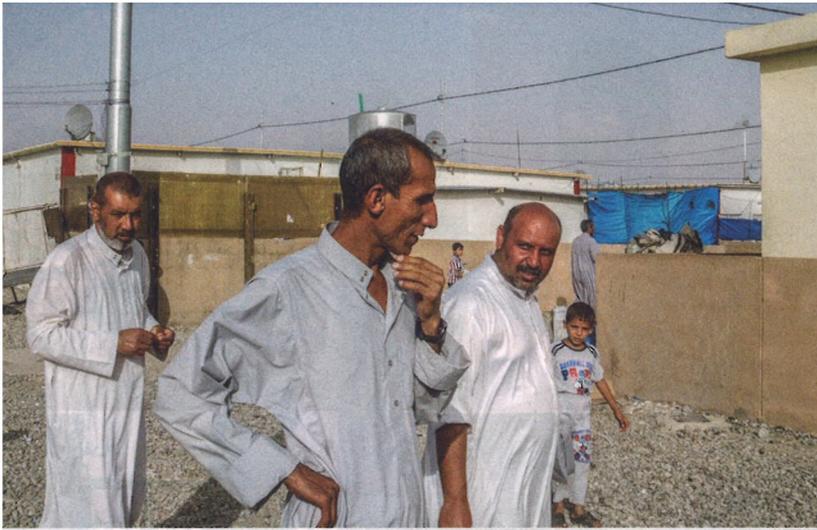
combattants de Daech, ils leur offraient des bonbons ou tuaient le mouton en leur honneur. Ils se préparaient aussi au pillage. »

Un matin, il découvre la lettre « N » peinte sur sa porte. « N » comme « Nazaréen », un terme du Coran qui sert à désigner les chrétiens. Il apprend que l'un de ses voisins, un employé des pétroles, convoite son logement. « Il voulait le donner à son fils qui venait de se marier. » Il assiste à la destruction des croix et des statues de la Vierge juchées au-dessus des églises. Le 17 juillet 2014, l'EI annonce que les chrétiens ont vingt-quatre heures pour se convertir à l'islam ou quitter la ville, sous peine de mort. Le lendemain, Farès prend la route avec sa mère et ses sœurs. Au dernier barrage, ils sont dépouillés de leurs objets de valeur par les djihadistes. « Ils ont même pris ma clé. Ils ont dit que ma maison appartenait dorénavant à l'Etat islamique. »

Après des frappes américaines en août 2014, des fumées s'élèvent des faubourgs de Mossoul.

LE MUSÉE EN TRIBUNAL

Lors d'une nouvelle poussée de Daech vers le nord, Myriam (1) prend la fuite trois semaines plus tard, en même temps que tous les autres chrétiens de son village de Karam Leish. « On a tout laissé, raconte-t-elle. On est partis avec seulement nos habits sur le dos. » Elle travaillait comme conservatrice au musée de Mossoul. Un bâtiment saccagé. Des démolitions



Des réfugiés venant du sud de la ville à Dibaga, en zone kurde, le 14 mai 2016. 4 000 Arabes sunnites sont entassés dans ce camp en dur.

GRANDS FORMATS | MOYEN-ORIENT

du corps doit être recouverte », indique Myriam. Même dissimulées sous les trois couches de voile obligatoires, elles doivent surveiller leur comportement. « Si tu éclates de rire en public, c'est cent coups de fouet », rapporte la conservatrice réfugiée à Erbil, la capitale de la région du Kurdistan.

Cette fureur dévastatrice n'épargne pas les lieux saints musulmans. Au nom du refus de toute forme d'idolâtrie, les mausolées des prophètes Yunès (Jonas), Chîth (Seth) et Jirgis (saint Georges) sont dynamités dès juillet 2014. En décembre de la même année, c'est au tour de la bibliothèque de l'université de partir en fumée. Maan al-Zakariya, 72 ans, pleure la mort de sa ville, à laquelle il a consacré un dictionnaire historique. « C'était le carrefour de toutes les civilisations, le berceau de l'écriture ! » s'écrie cet intellectuel sunnite. La veille de la chute de Mossoul, il a filé lui aussi vers le nord. Il n'a pu emporter qu'une poignée d'ouvrages. « Les manuscrits très anciens de mon grand-père ont été brûlés lors d'un autodafé public. »

Aujourd'hui, rares sont ceux qui parviennent à sortir de la nasse. Pour ses habitants, Mossoul est devenu une vaste prison. Après plusieurs tentatives avortées, Mohammed, 21 ans, a réussi à s'évader, il y a deux mois, caché à l'arrière d'un camion. Il lui a fallu vingt-deux jours pour rejoindre Erbil, à l'issue d'un très long périple, via la Syrie voisine. Par peur de représailles contre les siens, il ne veut pas être photographié ni donner son nom de famille. Étudiant en informatique, de confession sunnite, il habitait le centre-ville, près de l'université. Il n'allait plus à ses cours et évitait de circuler dans les rues. Il décrit un système de plus en plus répressif, sanglant, jusqu'à l'absurde, comme une machine devenue folle.

Il n'a été arrêté qu'une seule fois. En octobre dernier. Par une patrouille de la Hisbah, la police religieuse. « Ma barbe n'était pas assez longue. Ils m'ont emmené dans une église qui leur sert de commissariat, près du vieux souk. » Verdict ? Quarante coups de fouet. Les habitants doivent aussi porter des cheveux longs, des pantalons larges et coupés à mi-mollet, à l'instar de leurs maîtres. « Afin d'échapper aux drones, ils essaient de se fondre dans la masse et obligent tout le monde à leur ressembler », explique-t-il. Pour les mêmes raisons, les djihadistes se déplacent en taxi plutôt qu'avec leurs véhicules et changent régulièrement de domicile « car ils savent que la coalition met parfois trois à quatre semaines avant de valider une cible ».

ÉPOUX DÉCLARÉS ADULTÈRES

Ces derniers temps, l'aviation occidentale s'en prend aux dépôts d'argent dans le but d'assécher les finances du groupe terroriste. Plusieurs établissements ont été détruits : la Banque centrale, l'agence Al-Rafidain 112, la Rachid Bank, la banque Walid... Selon Mohammed, ces raids aériens provoquent des dommages considérables. Notamment humains. « A la mi-novembre 2015, un missile a atteint une maison où Daech entreposait des explosifs dans le quartier de Sab'atah Tamouze. Il y a eu une cinquantaine de morts. » ➤➤

“Si tu éclates de rire en public, c'est cent coups de fouet.”

Myriam, conservatrice du musée

➤ filmées et mises en ligne comme autant de hauts faits. Les images diffusées en février 2015 montrent des bandes d'iconoclastes en chemise afghane qui attaquent à coups de masse et de marteau piqueur des statues et bas-reliefs datant des périodes assyrienne ou hellénique. Beaucoup de copies en plâtre, la plupart des originaux ayant été transférés à Bagdad à partir de 2003. « Mais il restait 110 pièces massives et intransportables », se lamente-t-elle.

Le musée a été transformé en tribunal de la charia. On y collectionne dorénavant les mises à mort, les amputations et autres sévices. Les châtiments pleuvent. En premier lieu contre les femmes. Surprises avec un hijab pas assez long ou des mains dénudées, elles encourent la cravache. « Chaque parcelle

GRANDS FORMATS | MOYEN-ORIENT

➤ En mars, peu avant son départ, nouvelles frappes. Cette fois contre son université. Plusieurs départements sont touchés, dont celui du génie civil. « *On y fabriquait des armes* », affirme l'étudiant. Encore des victimes dites collatérales. « *Quatre ou cinq* », d'après lui. Dont le doyen de sa faculté et son épouse.

Plus les bombardements s'intensifient, plus les partisans de Daech se montrent implacables. « *Ils se cachent quand ils entendent un drone. Après, ils se vengent sur la population.* » Les exécutions deviennent routinières. « *Beaucoup de gens sont décapités simplement parce qu'ils possèdent un téléphone portable. On les accuse de transmettre des renseignements à la coalition.* » Mohammed évite d'assister à ces shows macabres. « *La dernière fois, c'était en janvier. Il s'agissait d'un couple accusé d'adultère parce qu'ils avaient été mariés devant un cheikh traditionnel, sans l'accord de Daech.* » L'homme et la femme ont été lapidés au stade Al-Jazair, sur la rive gauche.

RÉSISTANTS DE L'INTÉRIEUR

La vie quotidienne se dégrade rapidement. « *Tout est très cher, et l'argent manque* », insiste-t-il. Il n'y a aucune activité économique, et voilà dix-huit mois que les fonctionnaires ne perçoivent aucun salaire de Bagdad. Un tir contre un transformateur a entraîné une panne générale. « *Depuis, on n'a plus que deux heures d'électricité par jour.* » Dans le même temps, la liste des interdits ne cesse de s'allonger. Récemment, pour mieux contrôler les esprits, la police religieuse a entrepris de confisquer les décodeurs satellite.

Les Mossouliotes supportent de plus en plus mal le joug islamiste. Sont-ils pour autant enclins à la révolte ? Le jeune homme en doute : « *Les gens sont terrifiés.* » Malgré les privations, les djihadistes conservent aussi dans cette ville très conservatrice de nombreux partisans. « *Ils se concentrent sur les jeunes et les pauvres. C'est du lavage de cerveau.* » Ils jouent en particulier sur la peur de l'après. Leur département médias projette dans les quartiers, sur des écrans géants, des images des exactions commises l'an dernier par les milices chiites lors de la reprise de Tikrit.

Athil al-Nujaifi parie quant à lui sur un soulèvement de la population. « *Mossoul ne peut être libéré que par ses habitants* », martèle son ex-gouverneur. Chassé du pouvoir par Daech, ce grand notable arabe, longtemps baassiste, a établi son siège au English Village, un luxueux complexe résidentiel à Erbil, avec berlines, gardes, portique métallique et pupitre pour ses discours devant la presse. Depuis son exil doré, il a levé une armée privée de quatre mille hommes et affirme disposer de « *cellules* » à l'intérieur de la ville prêtes à l'action et qui le renseignent régulièrement.

L'EI commence, selon lui, à être à court d'argent. « *Ses combattants ne touchent plus que 50 dollars par mois, dit-il. Au début, ils étaient payés dix fois plus.* » Pour lever des fonds, l'organisation recourt à toutes sortes de moyens. Elle loue les nombreux logements inoccupés aux centaines de milliers de réfugiés



“Ils ont supprimé le signe plus parce que c'est une croix !”

Un ex-fonctionnaire

sunnites qui ont fui les combats à Ramadi, Tikrit et, maintenant, Fallouja. Elle revend aussi aux enchères sur les bords du Tigre, près des ponts Qadim et Joumouriya, les biens volés aux chrétiens, policiers ou militaires. Dernièrement des graffitis seraient apparus sur les murs de la ville. Des « M », tracés furtivement la nuit venue, qui signifient *moukawama*, « résistance ». Athil al-Nujaifi s'en déclare convaincu : ses ex-administrés sont mûrs pour se rebeller « *à condition d'avoir la garantie qu'il n'y aura pas d'actes de vengeance ou d'affrontements sectaires après la chute de leurs oppresseurs* ».

Une levée de terre en travers de la route, une case-mate composée de parpaings et de sacs de sable, une poignée de soldats écrasés par la chaleur. L'assaut

En haut à gauche, un combattant d'une milice tribale sunnite qui affronte Daech au sud de Mossoul.

A droite, un poste avancé de l'armée irakienne à Al-Bourj, à l'ouest de Makhmour.

En bas, faute de place, les derniers arrivants à Dibaga trouvent refuge dans la mosquée (mai 2016).

➤ contre la capitale de l'Etat islamique partira de ce poste avancé, situé à 50 kilomètres plus au sud, entouré de villages fantômes et d'herbe rase. « Ça prendra du temps, prévient le capitaine Haydar de la 91e brigade de l'armée irakienne. Car entre ici et Mossoul, il y a beaucoup de localités. » Tout paraît calme, mais on apprend que près de là un obus chimique vient d'être tiré sur un autre point du front. Du chlore ou du gaz moutarde, des armes artisanales de plus en plus utilisées par Daech. L'ennemi se révèle d'autant plus dangereux qu'il est « très affaibli », selon l'officier. En deux ans, l'EI a cédé 45% du terrain qu'il occupait en Irak.

Makhmour, le chef-lieu voisin, est devenu « le QG des forces chargées de libérer Mossoul », proclame le général irakien Firas Bashar. Aux 4 500 hommes dépêchés par Bagdad, équipés de Hummer rutilants, s'ajoutent des milliers de peshmergas, des tribus arabes organisées en milice et 200 marines américains très discrets, regroupés dans une base hérissée d'antennes, surnommée par dérision « Coca-Cola ». Une force qui a permis de reconquérir plusieurs villages ces derniers mois mais insuffisante pour s'emparer d'une cité de 2 millions d'habitants, défendue par près de 10 000 djihadistes.

LES MATHS DE LA TERREUR

Plus au nord, le camp de Dibaga explose avec ses 4 000 Arabes sunnites entassés dans des cases bâties à l'identique. Avec le temps, des carrés de parpaings, recouverts de tôle ondulée, ont remplacé les tentes en toile. Un don des Emirats arabes unis. A chaque avancée de la coalition, les déplacés venus de la plaine affluent par centaines dans ce centre d'accueil. Faute de place, les derniers arrivants campent dans la mosquée. Parmi eux, Wadbane et Mourad, 24 ans chacun. Pour échapper à Daech, les deux amis ont, cinq jours plus tôt, quitté leur hameau de Tel Nasser, abandonné leurs proches, traversé le Tigre à la nage et franchi un champ de mines.

Le premier a décidé de partir après avoir reçu dix coups de bâton dans le dos. Son crime ? Un pantalon de jogging jugé trop serré et un sigle imprimé en lettres latines sur son tee-shirt. Un habillement qu'il a tenu à endosser pour son évasion. « On était punis pour un rien. On n'avait pas le droit de fumer, s'insurge-t-il. Et on mourait de faim. » Le second, une casquette kaki vissée à l'envers, a dû s'acquitter d'une amende de 3 000 dollars pour se faire pardonner son passé de soldat.

« Après mon départ, ils ont fouetté mon frère et pris notre maison », raconte Mourad. Heureusement, il avait emporté son portable. « Je le cachais dans le tableau électrique. » A Tel Nasser, cinq habitants ont été exécutés parce qu'ils avaient été trouvés avec un téléphone doté d'une carte SIM. « Tout le village doit assister à l'exécution, même la famille. Ils déploient leur drapeau, tirent une balle dans la tête du condamné, puis lisent une sourate du Coran. Ils prétendent agir au nom de l'islam, mais ils n'y connaissent rien. » Mourad dit vouloir réintégrer l'armée nationale pour se « battre ».

Dans une des maisons du camp, sept garçons sont assis en tailleur autour d'un tapis en polypropylène. Des paysans, pour la plupart, issus de différents villages, autour de Mossoul. Pas de nom, par mesure de sécurité. Ils fument clope sur clope, comme pour rattraper le temps perdu. Ils portent tous des maillots de foot, aux couleurs du Barça, de Manchester United ou de la Juve – des tenues formellement interdites sous Daech –, hormis le plus âgé, vêtu d'une djellaba grise. A l'exception de cet ex-employé du ministère du Commerce, ils arborent la même coiffure, une coupe dite hipster, bouffante au sommet, rasée sur les tempes. Allumer une cigarette, tailler leur barbe et leurs cheveux longs ont été leurs premiers gestes d'hommes libres.

« On ne pouvait fumer qu'en cachette. S'ils sentaient une odeur de tabac ou découvraient un mégot, tu devais payer 50 000 dinars [près de 40 euros] », dit l'un. « Quand ton pantalon n'avait pas la longueur requise, ils le découpaient aux ciseaux », ajoute un autre. « Tout était un prétexte pour nous pressurer », lance un troisième. Selon eux, l'EI multiplie les peines pécuniaires afin de renflouer ses caisses et de forcer la population à le rejoindre. Même moins rémunérés, ses affidés conservent de multiples avantages. « Ils reçoivent des produits de première nécessité et des bouteilles de gaz gratuitement, alors qu'on doit aller ramasser des brindilles pour cuisiner, poursuit l'ancien fonctionnaire. Tout leur est permis. Ils tuent et pillent comme ils veulent. »

Les visages ne se détendent qu'à l'évocation du nouveau curriculum imposé par l'Etat islamique. Un manuel scolaire gravé sur CD que les parents devaient eux-mêmes imprimer. Ces villageois éclatent de rire au rappel des cours de maths. « Ils ont supprimé le signe plus parce que c'est une croix ! » s'esclaffe l'homme à la djellaba. Sous Daech, la conjonction wa, « et » en arabe, remplace dorénavant le symbole cruciforme. « A l'addition de 2 et 2, il fallait répondre "Inchallah 4" » s'amuse un jeune. Pas de résultat définitif, sans doute parce qu'en ce bas monde il n'y a de certitude que divine. Chacun y va de son exemple. « L'un des problèmes à résoudre était : "Vous avez 10 balles de fusil et 5 apostats, si vous tuez les apostats, combien vous reste-t-il de balles ?" », dit l'un. « En trois cours, un élève devient terroriste ! » s'écrie un autre.

Toutes les personnes interrogées pour cette enquête l'affirment : la plupart des établissements scolaires sont fermés. Les parents refusent d'y envoyer leurs enfants par peur de les voir endoctrinés, mais aussi enrôlés dans la milice. Petit, efflanqué, flottant dans sa chemise mauve, Mohammed faisait le ménage à l'école Al-Qudwa al-Hassan à Mossoul : « Quand ils ont commencé avec leur méthode d'une balle et d'une balle, chacun est venu reprendre son gosse. On était six employés. Ils nous ont tous chassés à coups de pied, sauf un qu'ils ont gardé pour faire le thé. » □

(1) Le prénom a été changé.

International New York Times

JUNE 9, 2016

Assad vows to retake 'every inch' of Syria

WASHINGTON

Defiant tone dims hope for diplomatic efforts and humanitarian relief

BY DAVID E. SANGER
AND RICK GLADSTONE

Syria's president has promised to retake "every inch" of the country from his foes in a defiant speech that appeared to reject the humanitarian relief effort and peaceful transition of power that the United States, Russia and more than a dozen other nations have pressed for since last fall.

The speech by President Bashar al-Assad on Tuesday was his first major address since the effort to mediate an end to the civil war broke down in Geneva in April. It reflected his sense that Russian intervention in the war had bolstered his position — and his ability to remain in power — as the war enters its sixth year.

Mr. Assad's defiance was notable partly because of efforts in recent months by Secretary of State John Kerry and other leaders of a 17-nation collaboration, known as the International Syria Support Group, to set a series of deadlines and limits that Syria could not violate.

Every one of the directives has been broken. A cease-fire devised in Munich in February collapsed. Mr. Kerry's demand at that time — that humanitarian access had to begin within weeks — was briefly observed in a few towns before access was again largely blocked.

"The speech was, unfortunately, vintage Assad — unrepentant and damaging to international efforts to end the brutal civil war that has ravaged the country for more than five years — the same international efforts that his principal backers, Russia and Iran, support," Mark C. Toner, a State Department spokesman, said in a statement on Tuesday night. "His remarks show once again how delusional, detached and unfit he is to lead the Syrian people."

Mr. Toner argued that Syria was defying not just Mr. Kerry, but also its two most vital allies, Russia and Iran.

Mr. Kerry was in Beijing and, because of the time difference, could not be reached for his reaction to Mr. Assad's speech, Mr. Toner said.

Three weeks ago in Vienna, Mr. Kerry appeared before reporters to declare that if Mr. Assad continued to obstruct humanitarian convoys, the West would help the United Nations relief agency



Speaking in Parliament, President Bashar al-Assad said the peace talks that broke down were a "booby trapped" effort by opponents who have been seeking to depose him since 2011.

conduct airdrops of supplies to starving towns, beginning June 1. The deadline passed with little comment by Mr. Kerry or the State Department. It remains unclear when those airdrops will commence, if at all.

At the same Vienna conference, Mr. Kerry rejected the notion that President Obama and other allies would not use force to stop the Syrian government's indiscriminate bombings or enforce humanitarian access.

"If President Assad has come to a conclusion there's no Plan B," he said, "then he's come to a conclusion that is totally without any foundation whatsoever and even dangerous."

Mr. Kerry, administration officials said, submitted to the White House months ago a "Plan B" that called for escalated military action if Mr. Assad continued his defiance. Mr. Obama has not acted on it, telling aides he was not convinced the plan could make a significant difference, especially since Syria's Arab neighbors and European powers have not offered more than token support.

Mr. Obama is wary of drawing the United States deeper into a conflict in which he initially saw no vital American interest. Mr. Kerry and other officials, in private, have argued that the size of the humanitarian disaster in Syria and the flow of refugees into Europe have created such an interest. But with only seven months left in office, Mr. Obama seems unlikely to change his mind.

Mr. Assad spoke as the Syrian authorities imposed new obstacles on international efforts to transport emergency aid to civilians trapped in rebel-held areas.

"His remarks show once again how delusional, detached and unfit he is to lead the Syrian people."

United Nations officials in Geneva said government approval was withheld for a delayed food convoy to Daraya, a suburb of Damascus that received medical aid last week for the first time in four years.

Mr. Assad was clear on Tuesday that he had no intention of compromising with his adversaries and seemed to reject the next deadline: an Aug. 1 target for developing a "transition plan" that Mr. Obama and Mr. Kerry have said must ultimately result in someone else running what is left of Syria.

In his speech, Mr. Assad said the peace talks that broke down were a "booby trapped" effort by opponents who have been seeking to depose him since the war started in 2011, during the Arab Spring.

"When they failed to achieve what they wanted, their response was an open declaration of supporting terrorism," Mr. Assad said in the speech made in Parliament, which was broadcast on national television.

Mr. Assad's adversaries reacted with a mix of fury and frustration. "We're seeing behavior that is the most extreme, the full military solution," said Bassma Kodmani, a member of the High Negotiations Committee, an opposition group that had been negotiating with the Syrian government through United Nations mediation.

"Seventeen countries have agreed on something; does this have no value at

all?" Ms. Kodmani said.

Mr. Assad seems unlikely to be able to make good on his boast to retake his country. His strength is largely limited to areas where there is a strong presence of his minority Alawite sect.

But bolstered by Russia's intervention nine months ago to help prop him up, Mr. Assad is stronger than he has been in years, many experts say, and he has rejected the idea that any new gov-

ernment would have to exclude him.

An announcement by President Vladimir V. Putin of Russia in March that he was pulling back from Syria appeared to be largely a charade. Russian airstrikes helped the Syrian Army retake the ancient city of Palmyra from the Islamic State that same month. The Russians have also been helping Assad loyalists elsewhere, including against insurgents in and around the city of

Aleppo and other parts of northern Syria. Some of these groups are supported by the United States.

"Just like we liberated Palmyra and many other areas before it," Mr. Assad said in the speech, "we are going to liberate each and every inch of Syria from their hands because we have no other choice but to win."



June 10, 2016

PKK splinter group claims Istanbul bombing, warns foreign tourists to stay away

A splinter group of the Kurdish Workers Party has warned foreign tourists that Turkey was no longer a safe destination. It also claimed responsibility for a car bombing in Istanbul that killed 11 people.

JUNE 10, 2016 www.dw.com

The Kurdish Freedom Falcons (TAK) posted a statement on its website, said it had carried out the bombing in Istanbul on Tuesday in revenge for Turkish operations in the Kurdish-dominated southeast.

"The action was carried out to counter all the savage attacks of the Turkish Republic in Nusaybin and Sirnak and other places," said the group, an offshoot of the Kurdish Workers Party (PKK).

In the statement, posted in four languages including English and German, the TAK warned foreign tourists from visiting Turkey.

A screenshot from the TAK website

"We are again warning all foreign tourists who are in Turkey or wish to come to Turkey," said the group. "Foreigners are not our target, but Turkey is no longer a safe country for them."

The group, which labeled Turkey "colonial" and "fascist," said the ruling Justice and Development Party (AKP) "obstinately insists on a wild war against the Kurdish people is responsible for the civilian deaths."

Seven of the fatalities in Tuesday's Istanbul attack were said to be members of the security forces, while four civilians were also killed.

TOURIST AREA TARGETED

The bomb struck near Istanbul's Vezneciler metro station, which is within walking distance of tourist hotspots, including the Grand Bazaar and the Blue Mosque. The front of a converted Ottoman mansion, the popular Celal Aga



The statement from the TAK was posted in English and German

Konagi Hotel, was damaged in the blast.

The latest attack represents another blow to Turkey's image as a tourist destination. So far this year, tourist visitor numbers have fallen by almost 30 percent.

The attack on Tuesday was followed by an attack in Mardin province in the southeast of Turkey, which killed six people including a pregnant police-woman. That bombing was claimed by the PKK.

Turkish Prime Minister Binali Yildirim said on Wednesday that the PKK had made a renewed bid for peace, but vowed there would be no negotiation. "There's nothing to discuss," said Yildirim.

The Turkish military said on Friday that its jets targeted and killed between eight and 10 suspected PKK militants near the Iraqi border late on Thursday.

Although little is known about the TAK, it is considered to be more radical than the PKK, which focuses its attacks on the southeastern conflict zone. The group is believed to have split away several years ago.

rc/sms (Reuters, AFP, AP, dpa)

Entre les mines, la marche sur Fallouja

Les forces antiterroristes irakiennes avancent mètre après mètre pour reprendre la ville à l'Etat islamique

REPORTAGE

FALLOUJA (IRAK) - envoyé spécial

Vue du ciel, la colonne de Humvee noirs de la Division d'or doit former une parfaite ligne de fourmis. Elle en a la lenteur opiniâtre, l'activité de terrassiers méticuleux. Depuis dix jours, ces unités d'élite des forces antiterroristes irakiennes se taillent une route à travers les faubourgs sud de Fallouja. Engagées contre les forces de l'organisation Etat islamique (EI), elles sont appuyées dans les airs par les avions de la coalition internationale, menée par les Etats-Unis, qui frappent avec régularité.

Un millier d'hommes de la Division d'or avancent vers la ville sur trois axes. Ils cherchent à entrer par le sud, le front le plus dur, celui où l'EI paraît avoir massé l'essentiel de ses combattants. Ils ont avancé jusqu'au quartier périphérique de Chouhada, à un peu plus de quatre kilomètres du centre.

Cela fait plus de deux ans que cette division d'élite est au front. Elle a été la première à entrer dans les villes irakiennes tenues par l'EI : Tikrit, Ramadi, Hit, Roubba... A Fallouja, un millier de soldats de l'armée et de policiers de la province d'Al-Anbar les suivent. Ils sont chargés de tenir le terrain conquis par la Division d'or : une route de sable retournée au bulldozer, qui serpente près de l'Euphrate entre des marigots à roseaux et des vallonnements courts, abrupts et sableux, semés d'épineux et de ruines.

Ces forces spéciales disent mener ici la plus difficile de leurs batailles. Elles ont perdu au moins huit hommes dans la première phase d'approche. Onze au total

Des membres de l'EI ont franchi les limites du siège pour venir mourir au front. On les appelle « les plongeurs »

étaient morts dans la prise de Ramadi, en décembre 2015, rappelle un officier. « Il suffit que nous prenions pied dans un premier quartier du centre-ville, et ce sera plus facile. Nous nous accrochons et nous ne repartons plus : nous gagnons rue après rue », prévoyait, dimanche 29 mai, à la veille de l'assaut, le major Dhya Thamer, commandant du premier bataillon de la Division d'or.

Face aux premières défenses de l'EI, cinq heures après qu'il eut donné le signal du départ, son Humvee blindé a été touché par une ou deux roquettes, il ne sait pas exactement, et mitraillé. Il s'en est tiré avec un bras cassé. Ses hommes ont progressé d'un kilomètre encore au premier jour, jusqu'à ce que le bulldozer qui leur ouvrait la voie soit mis hors-service par une mine artisanale. Puis un deuxième. Puis un troisième a été immobilisé par un sniper. Premier arrêt. Ils sont « à quinze minutes à pied de la ville », soupire un soldat. Mais déjà, plus moyen d'avancer.

« C'est le sol qui nous combat », dit le major Salam Jassim Hussein en tête de colonne. Un sol miné à outrance et lézardé de tunnels : l'EI a eu deux ans et demi pour s'emurer. « Al-Qaida posait une mine à chaque kilomètre. L'EI, c'est tous les cinquante centimètres. »

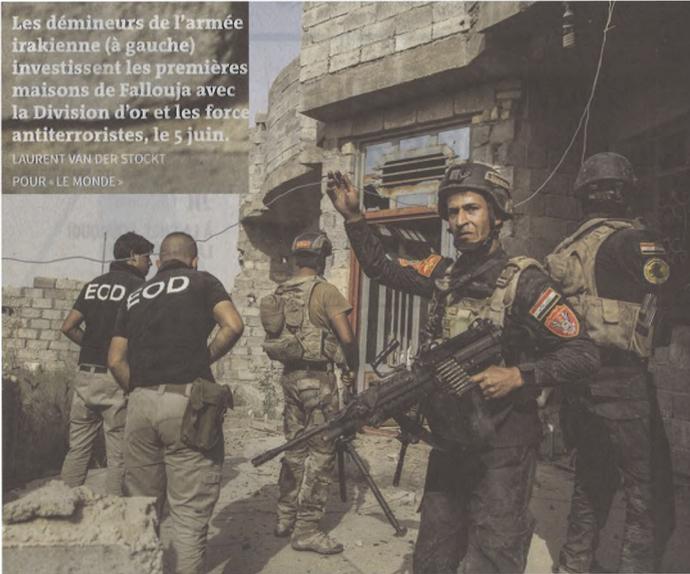
Le soir, au front, les hommes ont laissé casques et gilets pare-balles dans leurs blindés pour fumer une cigarette dans le noir, sans se soucier d'attirer un tir de mortier ennemi. Pendant ce temps, d'autres lancent de puissantes charges explosives américaines devant eux, pour déminer un passage. Peine perdue : le lendemain, ils butent sur un nouveau champ de mines.

Le général Haïder Fadl Ruzukhi craint aussi que l'EI ouvre les vannes d'un barrage sur l'Euphrate, proche de la ville, et noie les alentours pour ralentir encore leur progression.

« Comme des tortues »

Les djihadistes, ils ne les voient pas ou presque. Ils sont plusieurs centaines selon les forces américaines, plus de 2 000 selon les officiers de terrain irakiens qui mènent l'assaut. On a vu voler un de

Les démineurs de l'armée irakienne (à gauche) investissent les premières maisons de Fallouja avec la Division d'or et les forces antiterroristes, le 5 juin. LAURENT VAN DER STOCK POUR LE MONDE



leurs drones, début juin, en queue de colonne – un modèle amateur. Les Humvee passent leurs journées à mitrailler les roseaux et les buissons à l'aveugle, cherchant les tireurs embusqués de l'EI. Mercredi 1^{er} juin, au troisième jour, l'un des deux chars Abrams de la colonne a sauté sur une énorme mine. Ou peut-être était-ce un djihadiste chargé d'explosifs, en mission suicide : le major Salam ne peut que deviner.

Deux corps de tankistes passent vers l'arrière, étendus sur les capots de Humvee, qui tressautent dans les cahots du chemin. Les combattants font passer des bouteilles d'eau à ceux qui tentent d'extraire de la carcasse de métal, coupée en deux, un autre corps et un blessé dans un état critique. Ils offrent des cigarettes.

« Les combattants de Daech [acronyme arabe de l'EI] ont un avantage sur nous, dit le major Salam : la croyance. Celle qui fait tout quitter aux djihadistes étrangers pour venir se battre ici. Je ne parle pas de bien et de mal, c'est du lavage de cerveau, mais c'est efficace. » Selon lui, les djihadistes ne fuient pas Fallouja. Une vingtaine de membres venus de Khalidiya, à trente kilomètres de la ville, ont même franchi les lignes du siège, dit-il, en plain combat, pour venir mourir ici. On nomme ces combattants-là des « plongeurs ».

Samedi 4 juin au matin, à la faveur d'une attaque de diversion menée en amont, la colonne du

Un avion américain frappe, il y a de la fumée. Les soldats s'émerveillent : « 700 000 dollars pour un sniper ! »

major Salam atteignait la première zone d'habitation continue de Fallouja, à environ cinq kilomètres du centre-ville. La colonne a perdu son deuxième char Abrams – un missile guidé, tiré à travers une canalisation.

Les frappes aériennes américaines remplacent désormais le blindé hors d'usage. Derrière une maison « nettoyée » où débouche un tunnel, un tireur gêne la progression. Un avion passe dans le ciel et frappe : une colonne de fumée s'élève, à quelques dizaines de mètres des premiers Humvee de l'armée. La précision est saisissante. Les soldats s'émerveillent des moyens déployés par l'allié américain : « 700 000 dollars pour un sniper ! »

Mais la protection aérienne a ses limites : quelques centaines de mètres plus loin, la radio signale dans les cabines des Humvee l'approche d'une voiture piégée, qui file droit vers eux, sur la route. On se fige. La colonne est à quelques mètres, dans les habitations ruinées par les bombes. Sur l'asphalte défoncé, le chauffeur

aurait renversé sa voiture avant d'atteindre sa cible. Elle explosera quelques minutes plus tard, sans faire de victime.

Cent mètres plus loin, nouvel arrêt. Une roquette vient d'exploser quelques mètres derrière le groupe de tête, celui du major Salam, dans un tas de parpaings. Puis une deuxième. On serre les véhicules blindés en cercle. On mitraille les maisons alentours, sans rien voir. « *Que nous avançons comme des tortues, je m'en fous!*, dit le major Salam. *Je me soucie de mes hommes.* »

L'EI tire sur les fuyards

Les soldats disent n'avoir pas vu un civil depuis dix jours. Ils seraient tenus prisonniers par les djihadistes dans les quartiers

nord et ouest de la ville – une première pour l'EI, qui tire sur les fuyards, selon des témoignages d'évadés des villages alentours.

Fallouja compterait, encore au moins 50 000 habitants, selon les Nations unies (ONU), quelques milliers selon des officiers du front. Les forces spéciales s'en méfient. « *Tous les habitants de Fallouja aiment Daech. Demain vous verrez peut-être des femmes, des enfants et des vieux sortir dans les rues et dire qu'ils nous aiment, mais ce seront des mensonges* », prévenait le major Thamer à la veille de l'assaut.

Plus que les soldats de la Division d'or, les civils craignent avant tout l'avancée des milices chiites progouvernementales, qui ont mené le combat dans les villages

voisins, laissant pour l'heure le centre-ville aux forces spéciales. Des responsables de la province d'Al-Anbar et des villages libérés ont fait état, auprès de l'organisation Human Rights Watch, d'accusations de détention arbitraire, de torture et d'exécution de civils par les miliciens. L'ONU s'en est inquiété, mardi 8 juin.

Les hommes de la Division d'or, s'ils ne souhaitent pas combattre aux côtés des milices, n'ont pas un mot contre elles : ils y ont des frères, des cousins. Après quelques jours d'assaut, certains ont fait flotter sur leurs Humvee, sous les drapeaux irakiens, d'autres bannières figurant l'imam Hussein et des prières chiites, similaires à celles qu'arborent les milices.

Pourtant, les membres de la Division d'or se disent profondé-

ment nationalistes, opposés aux divisions confessionnelles et ethniques qui traversent leur pays. Le sergent Tariq Karim, 31 ans, sunnite originaire de la province mixte de Diyala, près de Bagdad, rappelle que des sunnites, des Kurdes et un yézidi combattent au sein de sa division.

Cela fait un an que le sergent n'est pas rentré chez lui. A Diyala, il a vu deux maisons de sa famille détruites par des bombes posées, dit-il, par des djihadistes sunnites. « *Ils savent que je me bats avec les forces antiterroristes. Ils ont encore des informateurs, de bons renseignements. J'ai dû faire déménager ma famille dans la ville basse, dit-il. Je ne reviendrai pas tant que nous n'en aurons pas fini avec l'EI.* » ■

LOUIS IMBERT

REUTERS

Le groupe kurde des TAK revendique l'attentat d'Istanbul, met en garde les touristes

10 juin 2016 / DIYARBAKIR, Turquie (Reuters) -

LE GROUPE des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) a revendiqué vendredi l'attentat à la voiture piégée contre la police turque qui a fait onze morts mardi dans le centre d'Istanbul.

Dans un communiqué, cette organisation émanant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) prévient que la Turquie n'est plus une destination sûre pour les touristes étrangers.

Les TAK précisent que l'attaque a été menée par un kamikaze qui a fait exploser son véhicule au passage d'un car de la police.

La Turquie, sixième destination touristique mondiale, est de nouveau le théâtre depuis un an d'affrontements entre les forces de sécurité et les séparatistes kurdes. Le pays est également une cible d'attentats islamistes liés aux guerres en Syrie et en Irak voisins.

Des avions de chasse turcs ont par ailleurs frappé et tué un groupe de huit à dix membres présumés du PKK tard jeudi soir dans la province de Hakkari, à la frontière avec l'Irak, a-t-on appris vendredi de sources militaires.

A Ipekyolu, dans la province de Van, la police est intervenue contre un groupe soupçonné de préparer un attentat, dit-on de sources proches de la sécurité. Trois militants ont été tués et une opération aérienne est en cours pour retrouver d'autres suspects.

Le fragile processus de paix amorcé fin 2012 entre le gouvernement turc



Le groupe des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) a revendiqué l'attentat à la voiture piégée contre la police turque qui a fait onze morts mardi dans le centre d'Istanbul. /Photo prise le 7 juin 2016/REUTERS/Osman Orsal

et les séparatistes kurdes s'est effondré en juillet de l'année dernière et le conflit a repris à un niveau d'intensité inédit depuis les années 1990.

Selon le gouvernement, 7.600 militants kurdes ont été tués ou capturés en un an. Les affrontements ont également coûté la vie à plusieurs centaines de policiers et de soldats. Des partis de l'opposition turque indiquent de leur côté qu'entre 500 et 1.000 civils ont aussi été tués. ●

L'ORIENT
LE JOUR

16 juin 2016

Les Kurdes prêts à un accord sur le pétrole avec Bagdad

OLJ — 16/06/2016

<http://www.lorientlejour.com>

Le porte-parole du gouvernement régional du Kurdistan, Safeen Dizayee, a déclaré que les Kurdes étaient prêts à conclure un accord avec le gouvernement central irakien consistant en une hausse des exportations de pétrole via Bagdad en échange du versement mensuel de 1 milliard de dollars, soit plus du double des revenus générés actuellement par la vente de pétrole kurde.

« Si Bagdad vient et nous dit : donnez-moi tout votre pétrole et je vous donnerai les 17 % du budget total (fédéral), ce qui équivaut à 1 milliard, je pense que ça serait la chose à accepter », a-t-il indiqué à Reuters, ajoutant par la suite que le montant indiqué était en dollars et mensuel.

Cette déclaration fait suite à la décision du gouvernement irakien de cesser les exportations de pétrole par un pipeline kurde en mars.

Post-Islamic State Iraq should be split in three: top Kurdish official

June 16, 2016 / ERBIL, Iraq | / By Maher Chmaytelli and Isabel Coles Reuters

ONCE ISLAMIC STATE IS DEFEATED, Iraq should be divided into three separate entities to prevent further sectarian bloodshed, with a state each given to Shi'ite Muslims, Sunnis and Kurds, a top Kurdish official said on Thursday.

Iraqi troops have expelled Islamic State from some cities the militants seized in 2014, and are advancing on Mosul, the largest city under IS control. Its fall would likely mean the end of the group's self-proclaimed caliphate.

But even if Islamic State was eliminated, Iraq would still be deeply divided. Sectarian violence has continued for years and a power-sharing agreement has only led to discontent, deadlock and corruption.

Masrour Barzani, head of the Kurdistan Regional Government's (KRG) Security Council and son of KRG President Massoud Barzani, said the level of mistrust was such that they should not remain "under one roof".

"Federation hasn't worked, so it has to be either confederation or full separation," Barzani told Reuters in an interview on Wednesday in the Kurdish capital Erbil. "If we have three confederated states, we will have equal three capitals, so one is not above the other."

The Kurds have already taken steps towards realizing their long-held dream of independence from Iraq, which has been led by the Shi'ite majority since the overthrow of Saddam Hussein, a Sunni, in 2003, following a U.S.-led invasion.

They run their own affairs in the north and have their own armed forces, the Peshmerga, which have been fighting Islamic State militants with help from a U.S.-led coalition.

Sunnis should be given the option of doing the same in the provinces where they are in the majority in the north and the west of Iraq, said Barzani.

"What we are offering is a solution," he said. "This doesn't mean they live under one roof but they can be good neighbors. Once they feel comfortable that they have a bright and secure future, they can start cooperating with each other."

His father has called for a referendum on Kurdish independence this year as the region is locked in territorial and financial disputes with the central government.

Baghdad has cut off payments from the federal budget to the KRG to try to force the Kurds to sell crude produced on their territory through the state oil marketing company and not independently. The Kurds also claim the oil region of Kirkuk, in northern Iraq, as part of their territory.

FEARS FOR MOSUL

Barzani said that the Sunnis' feeling of marginalization by the Shi'ite leadership had facilitated the takeover of their regions by Islamic State militants.

In addition, Iraq endured months of wrangling and chaos over a government reshuffle that was to curb corruption. In May, frustration over the delays culminated in the unprecedented breach by protesters of the Green Zone, which houses parliament, government offices and many foreign embassies.

Responding to Barzani's comments, Sunnis said his plan to divide Iraq would be difficult to implement. Sunnis are scattered all over Iraq and demarcating the boundary of any Sunni entity could set off a new wave of



Iraqi Kurdistan intelligence chief Masrour Barzani. Photo: Reuters

strife.

Unlike the Kurds who are concentrated in the north and northeast, Sunnis are present in significant numbers in the Shi'ite heartland south of Baghdad and near Basra, in the south.

"Dividing Iraq means more destruction, more violence and more wars," Hassan al-Shwerid, a Sunni MP who heads the parliamentary panel on foreign relations, said in Baghdad.

Abdul Rahman Sultan, a member of the provincial council of Mosul's Nineveh province, said giving more powers to the regions to run their own affairs, replicating the model of the Kurdish self-rule region, would be a better solution than partition.

"There will be conflicts over land and over resources," he added, speaking in Erbil, where the council has taken refuge after Islamic State's takeover of Mosul.

"After defeating Daesh, the Iraqis should sit together and reach common ground on how to jointly run the country and not how to divide it," said a Sunni parliamentarian in Baghdad, Ahmed al-Misari. "If we want a united Iraq then all its communities should have equal rights."

The government spokesman did not reply to several requests for comment.

Ahead of the battle for Mosul, Barzani said the city's communities should agree in advance on how to handle the aftermath. Mosul's pre-war population of 2 million was mostly Sunni, but included religious and ethnic minorities including Christians, Shi'ites, Yazidis, Kurds and Turkmen.

Almost all non-Sunnis fled the Islamic State takeover, along with hundreds of thousands of Sunnis who could not live under the militants' harsh rule or could not endure Baghdad's financial blockade imposed on Islamic State-held regions.

"I think the most important part is how you manage Mosul after Daesh is defeated," he said, using an Arabic name for Islamic State. "We don't want to see the gap of liberation and then a vacuum, which probably will turn into chaos."

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi expressed hope at the end of last year that 2016 would be the year of "final victory" over Islamic State with the capture of Mosul.

The army, counter-terrorism forces and Shi'ite Muslim paramilitary fighters backed by air strikes from a U.S.-led coalition are also in a major operation to retake the mainly Sunni city of Falluja, an hour's drive from Baghdad. ●

REUTERS

Federal plan for northern Syria advances with U.S.-backed forces

Jun 16, 2016 / BEIRUT / By Tom Perry REUTERS

AS AN ALLIANCE of U.S.-backed militias advance against Islamic State in northern Syria, their political allies are making progress of their own toward a new federal system of government which they hope will take root in newly captured areas.

The autonomous federation being planned by Syrian Kurdish parties and their allies is taking shape fast: a constitution should be finalised in three months, and possibly sooner, to be followed quickly by elections, a Kurdish official said.

While Kurdish groups insist this is no separatist bid, it is set to redraw the map as U.N. diplomacy fails to make any progress toward ending the war that has splintered Syria into a patchwork of separately-run areas.

In so doing, it is likely to deepen the concerns of NATO member Turkey about growing Kurdish influence in northern Syria, a region whose once unfamiliar Kurdish name - Rojava - has now entered the Middle East's political lexicon.

The plan had taken on even greater significance since the Syria Democratic Forces alliance, which is spearheaded by the Kurdish YPG militia, mounted a rapid new advance westwards this month into Islamic State's last foothold at the Turkish border.

It holds out the prospect of more areas being included in the federation, plans for which were first unveiled in March.

The idea of newly-captured territory joining the "Democratic Federal System for Rojava - Northern Syria" was discussed last week with members of a local council set up to run the IS-held city of Manbij, a target of the campaign.

"We gave them an idea about the plan we are working on, and expressed to them our desire for Manbij to be part of the democratic federal area after its liberation," said Hadiya Yousef, a senior Kurdish official who is co-chair of an assembly that is overseeing the project.

"There was an optimistic view toward the matter. They liked the plan," she told Reuters in an interview. But she added that given the temporary nature of the council, any decision would have to be taken later on by a more permanent one.

An official with the Manbij city council, who declined to be named, told Reuters they expected the federal system to be tabled to them but they were not authorized to make such a decision. It would be up to the expanded council to be formed at a later date to decide on such matters, the official in the council's media office said.

Kurds are scattered in Turkey, Syria, Iran, and Iraq, where the Kurdistan Regional Government represents the closest the Kurds have come to a state of their own.

YPG FIREPOWER AND INFLUENCE

The political federation for northern Syria builds on three self-ruled regions carved out by the YPG since Syria descended into conflict in 2011 in an uprising to topple President Bashar al-Assad. It has already grown, expanding last year to include the town of Tel Abyad that was captured from Islamic State by the YPG in October.

The YPG has been the most effective partner for the United States against Islamic State in Syria. Yet Turkey views it as a terrorist group due to its ties to the Kurdistan Workers Party (PKK), which is waging an insurgency in southeast Turkey.

The SDF's establishment last year resulted in Arab militias formally joining the YPG in the U.S.-backed campaign against IS - an important consideration as they push into areas that are majority Arab.

But while the YPG has publicly take a back seat, analysts say it still wields the most firepower and influence.

Syrian Kurdish groups have made no secret of their aim to link up their two autonomous regions, or cantons, in northeastern Syria with one fur-



Smoke and flame rise after what fighters of the Syria Democratic Forces (SDF) said were U.S.-led air strikes on the mills of Manbij where Islamic State militants are positioned, in Aleppo Governorate, Syria June 16, 2016. REUTERS/Rodi Said

ther west - Afrin. All that's preventing them is the 80 km stretch of territory at the Turkish border held by IS near Manbij and further west by Turkey-backed rebel groups that are hostile to the YPG.

The Kurdish politicians at the heart of the effort say it will safeguard the rights of all ethnic groups, allowing communities to govern themselves and serving as a model for an eventual solution to the Syrian war.

But it has encountered broad opposition, including the United States, the Syrian government in Damascus, and the Syrian opposition to Assad.

NO AGREEMENT YET ON FLAG

Yousef said meetings had been held in the United States, Russia and Europe to explain the plan, and to assure them that the aim was not to establish an independent state.

Letters had also been sent directly to U.S. President Barack Obama and the U.N. envoy for Syria, Staffan de Mistura, who left the main Syrian Kurdish political party, the PYD, out of peace talks earlier this year in line with Turkey's wishes.

"We expect acceptance of this plan and we are working to win international, domestic, and regional support," Yousef said.

Speaking by telephone from Syria, she said the constitution to be known as "the social contract" was nearly complete.

Any area wishing to join the federal system would have to agree to this contract, whose features include equal rights for women that will guarantee joint leadership of all administrative bodies - and a form of socialist economy.

Pending issues included the design of a new flag to be flown alongside the Syrian flag, the location of the main legislative council - to be known as the Peoples' Conference - and the administrative borders of areas in the new system.

"Within three months we should have finished all preparations and frameworks for the social contract," she said.

Once approved by the 151-member assembly which Yousef co-chairs, preparations will start for elections to take place three months later.

They have yet to decide which will be held first - elections for the Peoples' Conference or to regional assemblies. "The entire process will take six months and perhaps less," she said. ●

U.N. says ISIS seeking to exterminate Yazidis

GENEVA

BY NICK CUMMING-BRUCE

Islamic State forces have committed genocide and other war crimes in a continuing effort to exterminate the Yazidi religious minority in Syria and Iraq, United Nations investigators said on Thursday, urging stronger international action to halt the killing and to prosecute the terrorist group.

The investigators detailed mass killings of Yazidi men and boys who refused to convert to Islam, saying they were shot in the head or their throats were slit, often in front of their families, littering roadsides with corpses. Dozens of mass graves have been uncovered in areas recaptured from Islamic State and are being investigated.

The investigators have produced 11 reports documenting wide-ranging crimes against humanity and war crimes committed by many parties to the five-year-old civil war in Syria, but in the report released on Thursday they invoked the crime of genocide. They based their findings on actions taken by the Islamic State since August 2014 against 400,000 members of the Yazidi community, followers of a centuries-old religion drawing on many faiths.

"Genocide has occurred and is ongoing," Paulo Sérgio Pinheiro, chairman of the panel, the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, said in a statement.

"ISIS has subjected every Yazidi woman, child or man that it has captured to the most horrific atrocities," he told reporters in Geneva, using an acronym for the Islamic State. "ISIS permanently sought to erase the Yazidis through killing, sexual slavery, enslavement, torture, inhuman and degrading treatment, and forcible transfer causing serious bodily and mental harm."

Those acts, he said, clearly demonstrated its intent to destroy the Yazidi community in whole or in part.

More than 3,200 Yazidi women are still being held by Islamic State fighters, mostly in Syria, the panel found.

"The crime of genocide must trigger much more assertive action at the political level, including at the Security Council," Mr. Pinheiro said, calling for the case to be referred to the International Criminal Court in The Hague, or to another international tribunal.

"Nothing has been done to save these people, and we hope for stronger action by the international community," Mr. Pinheiro said, highlighting the obligation



LYNSEY ADDARIO FOR THE NEW YORK TIMES

A camp for displaced Yazidis near Dohuk, in northern Iraq. Investigators found evidence of mass killings and other war crimes against the religious minority in Syria and Iraq, including taking girls as young as 9 to sell as sex slaves.

for countries under the 1948 genocide convention to take action to prevent it.

The report compiled by the panel — based on interviews with survivors, religious leaders, smugglers and medical personnel, among others — had identified individuals responsible for acts of genocide and provided "a road map for prosecution," said Carla Del Ponte, a Swiss lawyer on the commission and a former prosecutor for the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia.

The commission on Syria has repeatedly recommended referral of the crimes to the International Criminal Court, but no action has followed from the Security Council, where Russia, a permanent member and the closest ally of Syria's president, Bashar al-Assad, wields a veto.

The commission had collected names and details of perpetrators and had shared information with some national authorities, said Viti Muntarbhorn, a Thai legal scholar on the commission, who called the report "a wonderful gift" to the five permanent members of the Security Council "so that they can consider acting together."

Secretary of State John Kerry said in March that the United States had determined that Islamic State had committed genocide against Yazidis, Christians and Shiite Muslims, but Andrew Clapham, an international law professor at the Graduate Institute of Interna-

tional and Development Studies in Geneva, said the rigorous analysis presented by the commission of inquiry would carry more legal weight.

The Yazidis came to broad public attention after Islamic State fighters captured Mount Sinjar, in northern Iraq, in 2014 and engaged in systematic slaughter. Kurdish and Yazidi fighters retook Sinjar last fall.

Mass killings were only part of the Islamic State's systematic campaign to eliminate the Yazidi community, the panel found, citing documents that revealed careful planning for treatment of the community after it was overrun and a "massive organizational effort" to coordinate the actions of fighters across Iraq.

"ISIS made no secret of its intent to destroy the Yazidis of Sinjar, and that is one of the elements that allowed us to conclude their actions amount to genocide," Ms. Del Ponte said.

In addition to the killings, Islamic State fighters systematically separated Yazidi men and women and carried out rape, sexual mutilation and sterilization to prevent the birth of Yazidi babies, and they transferred captured Yazidi children to the fighters' families and training camps, cutting them off from Yazidi beliefs and practices and "erasing their identities as Yazidis."

The panel reported in harrowing detail the acute trauma experienced by women and girls as young as 9 who were sold off as spoils of war to become

sex slaves of Islamic State fighters, routinely raped and punished with extreme violence if they resisted or tried to escape. Islamic State fighters often targeted younger Yazidi children as a means of punishing their mothers, the

report said. It cited an account of a fighter who killed several children after their mother's effort to escape failed: The mother was then beaten and raped because she cried over their deaths. "No other religious group present in

ISIS-controlled areas of Syria and Iraq has been subjected to the destruction that the Yazidis have suffered," the report said. ●



June 10, 2016

Will Iraqi-Kurdish conflict break out in Ninevah?

Now that the Kurdish peshmerga forces have succeeded in ousting the Islamic State from crucial parts of Ninevah province, they're more determined than ever not to see the area slide back into the hands of the Iraqi forces.



Mohammed A. Salih
June 10, 2016
al-monitor.com

Now that the Kurdish peshmerga forces have succeeded in ousting the Islamic State from crucial parts of Ninevah province, they're more determined than ever not to see the area slide back into the hands of the Iraqi forces.

Gen. Hadi Halabjawi and his peshmerga troops were getting settled in the new territory in the Khazir area they had captured from the Islamic State (IS) in late May after a day and a half of fighting. Sitting under a cloth shade hung between two vehicles, Halabjawi held a piece of shrapnel from a mortar that had landed just minutes before.

"It's a big territory we have taken and we are quite close to Mosul now from this side as well," Halabjawi told Al-Monitor, as he pointed toward a nearby village.

A few minutes later, he got up with the help of a wooden stick and surveyed the hot, dusty plains of eastern Ninevah province. Occasionally, he shouted an order at the people around him.

"These territories are Kurdistan's now. We will not give them back to the Iraqi army or anybody else," said the general. "We have had four of our peshmergas die here and several injured for this territory. [IS] exploded eight suicide bombers in this area," he said.

Halabjawi's words sum up the sentiments among the peshmerga and Kurdish officials these days: The blood they are shedding should not go in vain.

In a two-day operation over May 29-30, 5,500 Kurdish peshmerga forces wrested control of nine villages from IS encompassing an area of around 120 square kilometers (46 square miles).

Kurdish authorities described the offensive as "one of the many shaping operations" to increase pressure on IS militants in nearby Mosul leading up to an eventual charge on the major IS stronghold.

But the Kurds have long considered the areas they seized in the recent offensive as part of their homeland. The areas to the immediate east and north of Mosul are among the few remaining patches of territory that Kurds are keen to include in their autonomous zone and make part of a possible future Kurdistan state.

Minority communities such as the Kakais and Shabak resided in the nine villages before IS swept into the Khazir area, some 30 kilometers (19 miles) from Mosul, in August 2014.

Kakais are ethnic Kurds who follow a syncretistic, mystical religion that is believed to have emerged in the Kurdish areas of western Iran in the 14th century.

The Shabak, an ethnic-religious group, are more divided, with some portions of the community seeing themselves as closer to the Kurds and others more pro-Iraqi.

The territory around Khazir, along with a long stretch of the borderland between Kurdish and Arab Iraq spanning Ninevah, Kirkuk, Diyala and Salahuddin provinces, have long been coveted by Kurds as part of their homeland. Successive Iraqi governments have opposed the idea and made efforts to "Arabize" much of these areas, especially under Saddam Hussein. Although the post-Saddam constitution approved in 2005 recognized the ethnic-cleansing efforts against Kurds and other minorities and called for a



A Kurdish peshmerga is on guard monitoring a nearby village still under IS control in the Khazir area, Iraq, June 9, 2016. (photo by Mohammed A. Salih)

reversal, those measures were mostly not implemented.

The war with IS has now provided an opportunity for the Kurds to establish control over those areas and fortify their presence there. In the absence of a strong rival military force, the Kurds appear to be in control of the areas known as the "disputed territories" in Article 140 of Iraq's constitution.

The area around Mosul is of particular interest to the Kurds, as it provides strategic depth that can also act as a security buffer zone between Iraqi Kurdistan's capital, Erbil, and the city of Mosul, which has been volatile for most of the past decade. The situation is unlikely to change anytime soon, given that many expect rivalries there to continue in the post-IS phase.

"The Kurds do not want the Iraqi central government, particularly Shia paramilitary groups under the umbrella of the [Popular Mobilization Units], to exploit the recapture of Mosul to re-impose Baghdad's authority in the area," wrote Renad Mansour, a fellow with Carnegie Middle East Center, in a May 20 report about the Kurdish strategy in Mosul in the post-IS period.

The return of the Iraqi military forces, and even possibly their Shiite paramilitary allies, to Ninevah province to fight IS will eventually pose a major challenge to the Kurds' domination in the parts of Ninevah that they control.

The peshmerga forces were quick to fortify their positions here, as multiple bulldozers dug dirt berms along the approximately 20-kilometer (12-mile) stretch of land spanning the eastern Mosul countryside.

At the southernmost tip of the new territory in Wardak village, Capt. Nasraddin Karim and his men inspected a house where IS had made bombs. The products were neatly collected in a corner of what appeared to be the living room. Karim pointed out writing on the wall that read, "The Islamic State will stay by God's will" and told his fellow fighters, "They fled." The IS militants seemed to have abandoned the place hastily, as some bomb-making material, a pink paste, was left on a small plate.

IS might be gone from this area, but conflict is unlikely to depart this place for years to come ♦

Mohammed A. Salih is a journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He has written about Kurdish and Iraqi affairs for local and international media, and he holds a master's degree from the Missouri School of Journalism.

Daech continue de commettre un "génocide" contre les yézidis (ONU)

L'ONU alerte la Cour pénale internationale sur le sort des yézidis, minorité d'origine kurde persécutée par Daech en Irak et en Syrie.

Genève, 16 juin 2016 (AFP)

Le groupe jihadiste Etat islamique continue de commettre un "génocide" contre les Yazidis, une minorité kurdophone notamment présente en Irak, a averti jeudi la commission d'enquête de l'ONU sur les droits de l'Homme en Syrie.

Le "génocide (...) est en cours", a indiqué le président de cette commission, le brésilien Paulo Pinheiro, dans un communiqué appelant le Conseil de sécurité des Nations unies à saisir la Cour pénale internationale (CPI).

"ISIS (acronyme anglais du groupe Etat islamique) soumet chaque femme, enfant et homme yazidi qu'il capture aux atrocités les plus horribles", a-t-il ajouté.

Dans un rapport publié jeudi, la commission, mandatée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, indique qu'environ 3.200 Yazidis sont dans les mains de l'EI, la majorité en Syrie. Les femmes et des filles sont entretenues comme esclaves sexuelles, tandis que les garçons sont endoctrinés et utilisés dans les combats.

UN TRANSFERT FORCÉ EN SYRIE

En 2014, les jihadistes de l'EI ont massacré et capturé des Yazidis lors de leur conquête du mont Sinjar (fief de cette minorité) au nord de l'Irak, près de la frontière syrienne. Le 13 novembre 2015, les forces kurdes irakiennes ont repris avec l'appui aérien de la coalition la ville de Sinjar.

La commission dénonce la façon dont "le groupe terroriste a procédé au transfert forcé des Yazidis en Syrie" et estime que "le génocide se poursuit".

L'EI "continue de chercher à détruire les Yazidis de multiples façons", estiment les enquêteurs de l'ONU, qui n'ont jamais pu se rendre en Syrie mais qui ont pu obtenir le témoignage de rescapés.

"Les survivants qui se sont échappés de leur captivité en Syrie décrivent comment ils ont enduré des viols brutaux, souvent de façon quotidienne, et ont été punis s'ils essayaient de s'échapper", a expliqué un autre enquêteur de l'ONU, Vivit Muntarhorn.

Le rapport explique que le groupe extrémiste sunnite cherche à "éliminer" les Yazidis en les tuant, en les transformant en esclaves sexuelles, en les torturant physiquement et mentalement, en leur imposant des conditions de vie horribles les faisant "mourir à petit feu" ou encore en faisant tout pour éviter la naissance de bébés yazidis.



miner" les Yazidis en les tuant, en les transformant en esclaves sexuelles, en les torturant physiquement et mentalement, en leur imposant des conditions de vie horribles les faisant "mourir à petit feu" ou encore en faisant tout pour éviter la naissance de bébés yazidis.

UNE DES CIBLES DE DAECH

Regroupés notamment dans le Kurdistan irakien et considérés comme hérétiques par l'EI, les Yazidis forment un groupe ethnique pratiquant une religion monothéiste qui a emprunté certains de ses éléments au christianisme ou à l'islam.

Les Etats-Unis et le Parlement européen avaient déjà affirmé début 2016 que les massacres perpétrés par le groupe EI contre la minorité yazidie étaient un génocide. En mars 2015, d'autres enquêteurs de l'ONU avaient souligné que les attaques des djihadistes de l'EI contre la minorité yazidie "pourraient constituer un génocide".

Une saisine de la CPI par l'ONU ne peut être possible qu'avec un Conseil de sécurité uni. D'après Carla del Ponte, autre membre de la Commission d'enquête sur la Syrie, le Conseil de sécurité n'a pas de raison d'être désuni sur ce sujet car il a inscrit l'EI sur la liste noire des organisations terroristes.

LE GÉNOCIDE DE L'ORIENT PLURIEL

Par Christian Makarian, le 21/06/2016
<http://www.lexpress.fr>

On ne saurait dire la souffrance des Yézidis en proie aux pires exactions commises par les assassins de Daech. Les secourir, c'est combattre le totalitarisme exterminateur du groupe Etat islamique.

La plupart des Européens les ignorent, une large partie des musulmans les méprisent, les djihadistes les haïssent, aucun Etat ne vient à leur secours. Ils seraient aux alentours de 600000 Yézidis en Irak, quasi abandonnés à leur sort, en proie aux pires exactions commises par les assassins de Daech.

On ne saurait dire leur souffrance, tant les témoignages abondent; jeunes filles vendues comme esclaves, offertes comme du bétail à des monstres ivres de sang, viols fréquents et sévices innombrables, jeunes hommes enrôlés de force par l'organisation Etat islamique, roués de coups et transformés en bêtes de somme ou en boucliers humains.

GÉNOCIDE "EN COURS"

Le rapport de la commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie affirme qu'un génocide est "en cours". Les Yézidis sont l'incarnation d'un phénomène international que la froideur des statistiques déshumanise: en 2015, plus de 65 millions de réfugiés et de personnes déplacées, victimes des conflits ou des persécutions, ont été dénombrés dans le monde, chiffre le plus élevé jamais atteint au cours de l'Histoire. Derrière ce flot anonyme, ce



Des membres de la minorité yézidie aux alentours de Kirkuk, en avril 2015. REUTERS/Ako Rasheed

sont des hommes et des femmes héritiers de sociétés très anciennes, qui sont souvent menacés de disparition.

On doit à l'action humanitaire d'avoir attiré l'attention sur la détresse des Yézidis (1). Ils sont ethniquement des Kurdes, lointains descendants des Mèdes de l'Antiquité, voisins des Perses. Si leur origine reste confuse, leur

langue, le kurmanji, est celle de 60% des Kurdes. Ce qui distingue les Yézidis des autres Kurdes est avant tout leur religion, qui emprunte aux plus anciens cultes de cette région. Avant l'apparition de l'islam, les Kurdes étaient zoroastriens (comme les Iraniens), chrétiens, juifs ou yézidis. Quand la majorité d'entre eux passa à l'islam, le yézidisme se maintint en trouvant refuge dans des zones montagneuses éloignées des villes, notamment dans les monts Sinjar (nord-ouest de l'Irak), tout près de la frontière syrienne.

Au fil du temps, pour éviter d'être persécutés, les Yézidis, dont une minorité est devenue juive, firent des ajouts musulmans et chrétiens à leur culte, mais gardèrent l'essentiel de leur foi: un monothéisme qui ne pratique pas le prosélytisme, un syncrétisme très particulier ponctué de rites impénétrables (ils ne mangent pas de laitue, ne portent jamais de bleu...). L'incorporation de Satan dans leur cosmogonie leur a valu la réputation d'"adorateurs du diable"; c'est ainsi que les représente un célèbre film américain des années 1970, L'Exorciste.

IL NE DOIT RIEN SUBSISTER D'ANTÉRIEUR À L'ISLAM

Dans l'idéologie sauvage de Daech, les Yézidis sont bien plus que des mécréants; ils sont, avec les chrétiens, les derniers à porter la marque du

Moyen-Orient pluriel d'avant l'islam. Du reste, les Yézidis ont sauvé 15000 Arméniens des Turcs durant le génocide de 1915, et, dès 1949, ceux d'entre eux qui étaient restés juifs ont émigré en Israël; c'est dire leur propension à respecter toutes les cultures (2) et à pratiquer la tolérance.

A ce titre, ils ont subi au fil des siècles des persécutions qui les ont conduits, notamment à la période ottomane, à fuir vers le Caucase, où ils seraient environ 180000 (en Arménie, en Géorgie et en Russie), et, plus récemment, vers les Etats-Unis ou l'Allemagne. Aujourd'hui, il s'agit carrément de leur anéantissement.

Pour l'organisation Etat islamique, l'islam est l'Histoire, il ne peut, il ne doit, rien subsister d'antérieur, faute de quoi la foi de Mahomet n'aurait pas prévalu sur toutes les autres. Secourir les Yézidis est une façon sûre de combattre ce totalitarisme exterminateur.

(1) Notamment l'ONG EliseCare, qui porte courageusement secours aux victimes.

(2) Voir à ce sujet le film Peshmerga, de Bernard-Henri Lévy, qui s'est rendu sur place. ■

Challenge.fr

16 juin 2016

LES KURDES PRESSENT POUR UNE FÉDÉRATION DANS LE NORD DE LA SYRIE

par Tom Perry / (Reuters) 16-06-2016

BEYROUTH - Alors que l'Onu ne parvient pas à trouver un terrain d'entente entre rebelles et pouvoir syriens, les organisations kurdes qui occupent le nord de la Syrie progressent rapidement dans la création d'un système fédéral de nature à redessiner la carte du pays au grand dam de la Turquie.

Les trois zones autonomes tenues par les Kurdes, le long de la frontière turque, avaient approuvé en mars la création d'un "système fédéral démocratique du Rojava", nom kurde désignant la partie septentrionale de la Syrie.

Un responsable kurde a expliqué que la rédaction d'une constitution, baptisée "contrat social", était presque achevée et que son adoption par une assemblée de 151 membres pourrait être suivie dans un délai de trois mois par l'élection d'une instance législative, la Conférence du peuple, puis par celle d'assemblées régionales.

L'ensemble du processus pourrait prendre six mois, voire moins, selon les dirigeants kurdes.

Les Kurdes affirment ne pas nourrir d'ambitions séparatistes mais rappellent que les efforts de l'Onu pour trouver une solution à un conflit qui dure depuis plus de cinq ans se trouvent dans l'impasse et qu'aucune solution ne semble devoir se dégager à court terme.

A l'appui de leur démarche, les Kurdes font valoir que leurs milices YPG (Unités de protection du peuple) jouent un rôle moteur au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance



Combattants kurdes des milices YPG (Unités de protection du peuple) dans le Kurdistan syrien. Alors que l'Onu ne parvient pas à trouver un terrain d'entente entre rebelles et pouvoir syriens, les organisations kurdes qui occupent le nord de la Syrie progressent rapidement dans la création d'un système fédéral de nature à redessiner la carte du pays au grand dam de la Turquie. /Photo prise le 22 avril 2016/REUTERS/Rodi Said (c) Reuters

de groupes combattants kurdes et arabes engagés dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI).

Sur le terrain, les progrès sont notables et les rebelles sont parvenus à isoler totalement la ville de Manbij, dernier bastion des djihadistes près de la frontière avec la Turquie.

La semaine passée, a été discutée avec les membres des FDS le projet d'intégrer chaque nouveau territoire libéré au sein du système fédéral du Rojava.

"Nous leur avons expliqué l'idée du projet sur lequel nous travaillons et nous leur avons fait part de notre désir que Manbij fasse partie de la zone fédérale démocratique après sa libération", a déclaré Hadiya Youssef, coprésidente de l'assemblée qui pilote le projet.

CONTINUITÉ TERRITORIALE

Selon elle, la proposition a été bien accueillie mais toute décision définitive devra être entérinée par un organe représentatif pérenne et non par l'actuelle structure transitoire.

Un membre du conseil municipal de Manbij a dit à Reuters s'attendre à se voir présenter le projet de système fédéral, tout en reconnaissant que son approbation ne relevait pas de sa compétence.

La fédération politique réclamée par les Kurdes s'étendrait sur les trois régions autonomes sur lesquelles l'YPG ont établi leur contrôle depuis le début de la guerre civile en Syrie. Les miliciens kurdes soutenus par les Etats-Unis ont peu à peu étendu ce territoire, réussissant à reprendre la ville de Tal Abyad à l'EI en octobre.

Les Kurdes syriens ne cachent pas leur volonté de créer une continuité territoriale en réunissant les régions de Kobané et Djézireh contiguës dans le nord-est de la Syrie avec celle d'Afrine située au nord-ouest.

Pour ce faire, ils doivent prendre le contrôle d'une bande de territoire de 80 km de long englobant Manbij le long de la frontière turque et dans laquelle opèrent des rebelles soutenus par la Turquie hostiles aux YPG. Ankara considère ces milices comme des émanations du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie pour terrorisme.

Les Kurdes doivent également composer avec l'hostilité des Etats-Unis, du gouvernement syrien de Bachar al Assad et même de l'opposition syrienne qui soutiennent l'idée d'une Syrie unifiée et non religieuse.

Des rencontres ont été organisées avec les Etats-Unis, la Russie et les Européens pour leur expliquer que les Kurdes ne souhaitent pas constituer un Etat indépendant, a précisé Haidya Youssef.

Les Kurdes ont aussi écrit à Barack Obama et à Staffan de Mistura, le négociateur de l'Onu pour la Syrie, qui n'a pas convié le Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie, aux négociations indirectes de paix à Genève.

"Nous espérons faire accepter ce plan et nous travaillons à obtenir un soutien international, national et régional", a précisé Haidya Youssef. ♦

(Pierre Sérissier pour le service français, édité par Tangi Salain)

Les FDS, une force armée en mutation permanente



Des combattants des FDS, près de la ville d'al-Hol, dans la province de Hassaké, en novembre 2015.

Les Forces démocratiques syriennes, coalition hétérogène, témoignent d'une volonté des Kurdes de collaborer avec les autres communautés, malgré des accrochages récurrents.

Charles THIEFAINE | 21/06/2016
<http://www.lorientlejour.com>

Depuis le 31 mai, le groupe terroriste l'État islamique (EI) fait face à une offensive menée par les combattants arabes et kurdes pour reprendre Manbij. Cette coalition contrôle aujourd'hui une large partie du territoire allant de la frontière turque au nord d'Alep et jusqu'à Hassaké, à l'est de la Syrie. En effet, les Forces démocratiques syriennes (FDS) progressent au grand dam de l'EI qui tente par tous les moyens de maintenir ses positions.

Pour beaucoup, les FDS, regroupées au sein du Conseil démocratique syrien (CDS), représentent l'espoir d'un avenir louable en Syrie. Mais qui compose cette coalition militaire arabo-kurde créée en octobre 2015 ? Et quelles relations entretiennent ses différents groupes ?

Fortes de 40 à 50 000 soldats, d'après Salih

Muslim, coprésident du Parti démocratique kurde (PYD), les YPG (Unités de protection du peuple) constituent la principale branche armée. En son sein cohabitent Arabes, bien qu'ils ne soient qu'une poignée, et Kurdes. Contrairement aux idées reçues, cette alliance ne date pas d'hier. « En 2013, il y avait déjà des unités arabes au sein des YPG, dans le canton de Jazira notamment », rappelle Carl Drott, sociologue, spécialiste de la question kurde.

Les FDS ne constituent pas une entité statique et immuable. S'ajoute aux YPG un fatras de milices armées qui rejoignent ou quittent la coalition régulièrement. À Afrin et Kobané, une coopération avec des combattants affiliés à l'Armée syrienne libre (ASL) a vu le jour en 2014, à l'issue d'affrontements avec d'autres rebelles. « Certains groupes ont rejoint les forces kurdes après avoir été délogés par l'État islamique ou par le Front al-Nosra », souligne le sociologue.

Formé en mai 2015 pour lutter à la fois contre le régime de Damas et l'EI sous la bannière de « l'Armée des révolutionnaires », Jaych el-Thuwar est le deuxième groupe appartenant aux FDS. Lui-même est composé de Kurdes, d'Arabes mais également de Turkmènes. Ils prouvent par cette hétérogénéité que le groupe représente les différents constituants de la

société syrienne, indépendamment des affiliations ethniques et religieuses. Jaych el-Thuwar rassemble également en son sein une kyrielle de groupes comme Chams el-Chamal ou Jabhat el-Akrad. Plusieurs accusations pesaient sur « l'Armée des révolutionnaires », notamment le fait d'avoir collaboré avec le régime syrien ou de se battre constamment aux côtés du camp victorieux.

Troisième branche constitutive de cette coalition, les milices chrétiennes sous le nom de Conseil militaire syriaque (CMS). Elles représentent environ 2 000 combattants et sont principalement actives dans la province de Hassaké. Au fur et à mesure que la guerre progresse à l'avantage des FDS, soutenues par les frappes de la coalition, différents groupes rejoignent leur rang. C'est le cas de nouvelles brigades de l'ASL comme Liwa' Jund el-Haramain en janvier 2016 ou le Front des révolutionnaires de Raqqa, trois mois plus tard.

UNE IMAGE DE TOLÉRANCE

Quelles relations entretiennent-ils ? « Mon impression est que l'YPG désire sérieusement collaborer avec d'autres groupes et essaye de contrer n'importe quelles tendances vers le chauvinisme ethnique, confie Carl Drott. Par exemple, un des combattants arabes des YPG que j'ai rencontré était le garde du corps personnel du ministre de la Défense nationale du canton de Kobané. » La présence d'Arabes pour la libération de certains territoires est cruciale. « Pendant la récente offensive à l'ouest de Kobané, leur présence était indispensable pour différentes raisons politiques comme celle de gagner le soutien des communautés locales », dit-il. Idem aujourd'hui pour l'offensive contre Manbij.

Pourtant, des heurts surgissent sporadiquement entre les différentes composantes de la coalition. Pour pallier ces débordements, le pouvoir en place tente de calmer le jeu des communautés et de véhiculer une image d'ouverture et de tolérance. Début mai, lorsque des combattants de Jaych el-Thuwar ont défilé, en signe de victoire, dans les rues d'Afrin, avec les corps inanimés de rebelles fraîchement tués, les autorités se sont empressées de condamner ces agissements.

« Ce qui est arrivé à Afrin ne peut pas représenter nos principes et notre morale. Nous ne pouvons pas glisser dans un tel comportement, nous avons grandi avec des valeurs », a déclaré Sharvan Darwish, un porte-parole des FDS rapporté par Aras news. « Le PYD a besoin d'alliés arabes politiques autant que l'YPG a besoin d'alliés arabes militaires, pour contrôler des zones arabes majoritaires, souligne Carl Drott. Idéalement, le PYD veut des alliés arabes qui partagent ses idéaux politiques. » ●

Snipers, voitures piégées et explosifs : « Welcome to Manbij City »

Delil SOULEIMAN/AFP - 25/06/2016
<http://www.lorientlejour.com>

A Manbij, des combattants arabo-kurdes sont postés derrière les murs de maisons détruites pour éliminer les francs-tireurs avant d'avancer dans la cité survolée en permanence par les avions de la coalition dirigée par les États-Unis.

« Nous sommes engagés dans une guerre de rue », lance Marvan Roj Ava, un combattant kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), foulard vert traditionnel sur la tête et arme au poing dans une ruelle couverte de gravats et où gisent des cadavres de jihadistes du groupe État islamique (EI) à l'entrée de la ville.

Entrées jeudi à Manbij, les FDS tentent de reconquérir depuis le 31 mai cette ville située dans la province septentrionale d'Alep pour priver les jihadistes d'un carrefour vital pour leur ravitaillement en armes et en hommes à partir de la Turquie voisine. L'équipe de l'AFP a été la première à pouvoir entrer avec elles dans les quartiers ouest, mais elle a dû partir avant la tombée de la nuit à la demande des FDS en raison de l'intensité des combats. « Welcome to Manbij City », un petit panneau bleu saluant en anglais les visiteurs est resté intact à l'entrée de la ville. Mais en face, sur un panneau probablement installé après la prise de la ville en 2014, il est écrit : « Dans la région de l'EI, toi, ton argent et ton honneur êtes préservés.

ALERTER LES AVIONS

Les quartiers ouest sont totalement déserts. Les routes latérales sont bloquées par les carcasses de voitures. Et les rues jonchées de douilles. « Il y a de violents combats entre nos forces et Daech », acronyme en arabe de l'EI, ajoute le combattant kurde. « La première phase marquée par le siège de la ville est terminée et nous allons maintenant

avancer progressivement », dit-il.

La prudence est d'ailleurs de mise. Avec les engins piégés, disséminés par les jihadistes, les francs-tireurs et les kamikazes prêts à surgir, les FDS avancent avec toutes les précautions possibles. Pour éviter les balles des snipers, les combattants se déplacent en véhicule blindé, prénommé « Scorpion », dans lequel ont circulé les deux journalistes de l'AFP. D'autres prennent position derrière les murs des maisons détruites pour surveiller leurs mouvements. Par moments, l'un d'eux crie dans un talkie-walkie pour avertir de l'emplacement du sniper, aussitôt ciblé à travers les trous dans les murs ou les rideaux. Un peu plus loin, dans l'une des maisons à l'entrée de la ville, d'autres combattants fixent sur une carte l'emplacement des jihadistes pour envoyer les coordonnées aux avions de la coalition qui survolent le secteur.

Le rôle de ces avions a été crucial pour la bataille de Manbij, le commandement américain faisant état de plus de 230 raids contre les jihadistes depuis le début de l'offensive. Des conseillers militaires américains et français aident en outre les FDS sur le terrain.

TUNNELS, VOITURES PIÉGÉES

Dans la même maison entourée d'oliviers, un combattant affirme détenir des informations de l'intérieur de Manbij selon lesquelles « un grand nombre de voitures piégées ont été préparées par les jihadistes pour les lancer contre les FDS ». L'EI « a même creusé des tunnels pour éviter les frappes de la coalition », ajoute-t-il, se refusant à dévoiler son identité.

Quoi qu'il en soit, le commandant militaire des FDS, Ali Kobané, se dit confiant dans la victoire. « Daech est effondré, c'est pour cela qu'il a recours aux voitures piégées, lance-t-il en kurde. Mais nos camarades sont patients et peuvent leur faire face. » « Ils n'ont plus d'autres moyens de se



Des combattants des FDS à Manbij, hier.
 Delil Souleiman/AFP

défendre et nos forces ont l'expérience maintenant pour faire exploser les voitures piégées avant qu'elles ne s'approchent de nous », affirme Marvan Roj Ava.

Dominées par les forces kurdes, les FDS sont parvenues à prendre une centaine de villages et de hameaux autour de Manbij et d'assiéger la cité, privant les jihadistes de leur principal carrefour d'approvisionnement de la frontière turque vers Raqqa, leur capitale de facto en Syrie, située plus à l'Est.

Dans le village d'Oum el-Safa, sur la route menant à Manbij, des tentes de fortune ont été installées pour les familles ayant fui les combats dans la ville où restent bloqués des dizaines de milliers de civils, selon une ONG. Un enfant court en criant, avec à la main un tract lancé par les avions de la coalition. « La volonté du peuple syrien va briser les chaînes du terrorisme », est-il écrit sur le bout de papier. À côté de l'inscription figure un aigle cassant ces chaînes, dessiné aux couleurs du drapeau syrien de la rébellion. ●

L'Humanité

17 JUIN 2016

Syrie La France construit une base à Kobané

Alors qu'une trêve de 48 heures a été annoncée par les Russes dans la province d'Alep afin de « stabiliser la situation », un dirigeant kurde rapporte la présence de forces spéciales françaises au Rojava.

Pierre Barbancey-17 Juin, 2016
<http://www.humanite.fr>

Depuis plusieurs semaines, les combats qui se déroulaient dans la province d'Alep semblaient remettre en cause le cessez-le-feu instauré le 27 février, à l'initiative de Moscou et Washington. Mercredi soir, le ministère russe de la Défense annonçait qu'un « régime de silence » entrerait en vigueur le 16 juin, et ce, pour

48 heures, « afin de réduire le niveau de violence armée et de stabiliser la situation ». Quelques heures auparavant, le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, avait haussé le ton. « Il est manifeste que la cessation des hostilités est fragile et menacée, et qu'il est crucial d'instaurer une vraie trêve ! a-t-il lancé depuis Oslo. La Russie doit comprendre que notre patience n'est pas infinie. En fait, elle est même très

limitée quant au fait de savoir si Bachar Al Assad va ou non être mis devant ses responsabilités. »

170 membres des Forces spéciales françaises à Kobané

Sur le terrain, côté rébellion, il est cependant difficile de savoir qui combat avec qui. Daech et le Front al-Nosra sont exclus de la trêve initiale, mais de nombreux groupes islamistes, officiellement membres de l'opposition soutenue par l'Arabie saoudite et les

Occidentaux (l'opposition dite de Riyad), leur servent de paravents pour mener des attaques ou conforter des positions. Car la stratégie syrienne, appuyée par l'armée russe, est d'encercler Alep et de reprendre l'ensemble de la ville et des villages alentour. Au nord d'Alep, Damas a pilonné le principal axe de ravitaillement des rebelles et la région d'Al-Maleh. Un hôpital soutenu par Médecins du monde a été détruit mardi par un bombardement dans les quartiers rebelles, dans l'est d'Alep, sans faire de victimes. Appuyées par des raids de l'armée de l'air syrienne et de l'aviation russe, les forces pro-gouvernementales sont parvenues à reprendre Zeitan et Khalassa, deux villages qu'elles avaient perdus quelques heures plus tôt au sud-ouest d'Alep.

Sur le plan humanitaire, une cinquantaine d'organisations ➤

► syriennes d'opposition ont affirmé que l'action des Nations unies en Syrie « viole les principes humanitaires et risque d'attiser le conflit ». Elles accusent l'ONU d'avoir « perdu de vue les valeurs humanitaires vitales d'impartialité, d'indépendance et de neutralité », cherchant ainsi à discréditer l'organisation internationale. « Nous n'aidons pas les Syriens selon le lieu où ils se trouvent mais selon leurs besoins », a

répliqué le coordinateur humanitaire de l'ONU en Syrie, Yaacoub Al Helou.

C'est dans ce contexte que l'on a appris que près de 170 membres des Forces spéciales françaises se seraient déployés à Kobané, au Kurdistan de Syrie. Idriss Nassan, longtemps en charge des affaires étrangères pour le canton de Kobané, vient d'affirmer d'autre part : « La France envisage de construire une

base militaire à Kobané. Les travaux de construction seront menés non pas sur la colline de Mistenur, comme cela a été auparavant annoncé, mais dans le sud de Kobané. » Les militaires français sont logés sur le territoire d'une usine de ciment, dans le sud de la ville. Officiellement, ces soldats dépêchés par Paris ne participent pas aux affrontements dans le cadre de l'opération visant à libérer Manbij (dans le nord de

la province d'Alep). Ils assurent la coordination avec les avions de la coalition, dirigée par les États-Unis, et forment les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS, composées de Kurdes et d'Arabes). Ils leur apprennent notamment à utiliser des armes lourdes, selon un porte-parole des FDS. ♦

Poussés par leur haine de l'EI, des Syriens arabes combattent avec les Kurdes

Un choix controversé car la rébellion les accuse d'avoir "trahi la révolution", d'être des suppôts du régime ou une "couverture arabe" pour le projet autonomiste kurde.

Ayham AL-MOHAMMAD / AFP
23 juin 2016
www.courrierinternational.com

Ex-rebelles déçus, miliciens chrétiens ou natifs voulant récupérer leur terre confisquée par les jihadistes: ces Syriens arabes, unis par leur haine du groupe État islamique (EI), ont choisi de lier leur sort aux combattants kurdes dans le nord de la Syrie.

Mais leur choix est controversé car la rébellion, qui cherche depuis cinq ans à renverser le régime de Bachar el-Assad, les accuse d'avoir "trahi la révolution", d'être des suppôts du régime ou une "couverture arabe" pour le projet autonomiste kurde.

Formées en octobre 2015 à l'instigation des États-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont dominées par la principale milice kurde de Syrie -Les Unités de protection du peuple kurde (YPG)-, mais le contingent arabe a grossi pour atteindre 5.000 sur les 25.000 combattants des FDS, selon les estimations américaines. Les FDS comptent trois grandes factions kurdes, 25 petites arabes, une syriaque et deux turkmènes, précisent les responsables de l'organisation. Beaucoup de combattants arabes viennent de groupes ayant lutté contre le régime, avant de tourner le dos aux rebelles face à la montée en puissance des jihadistes comme l'EI ou el-Qaëda.

Des membres arabes des FDS ont expliqué à l'AFP que, comparé au chaos régnant chez les insurgés, leur alliance avec les Kurdes s'avère bien plus efficace. "Nous nous sommes alliés aux Kurdes car ils sont les mieux organisés, les mieux armés et les mieux financés", résume Yasser al-Kadro, un commandant de la Brigade des Faucons de Raqqa, une des principales factions arabes des FDS. Elle compte un millier de combattants originaires de la province de Raqqa, principal bastion de l'EI en Syrie.

Le rêve de Yasser al-Kadro, qui parlait à l'AFP dans la ville de Tall Abyad, à 100 km au nord de Raqqa, c'est de revenir dans sa région d'origine et seules les FDS ont selon lui la capacité d'en chasser l'EI

"PAS D'AUTRES CHOIX"

"A Raqqa, il y avait l'EI ou les YPG, alors on s'est allié avec les YPG pour combattre l'EI",

Ex-rebelles déçus, miliciens chrétiens ou natifs voulant récupérer leur terre confisquée par les jihadistes: ces Syriens arabes, unis par leur haine du groupe État islamique (EI), ont choisi de lier leur sort aux combattants kurdes dans le nord de la Syrie.
AFP / DELIL SOULEIMAN



explique à l'AFP Abou Saleh, le chef militaire des Faucons de Raqqa, qui s'exprimait près de Manbij, un autre fief de l'EI situé au nord-ouest de Raqqa et encerclé par les FDS.

C'est cet argument d'efficacité qu'avance aussi Ali Hajjo, à la tête des Brigades de l'Euphrate, une des factions assiégeant Manbij. Les combattants locaux se sont ralliés aux FDS car c'était "le groupe le mieux organisé" pour reconquérir leur région, dit-il.

Un journaliste travaillant pour l'AFP, qui a effectué plusieurs visites sur les fronts, a noté que même dans les endroits où ce sont les unités arabes qui combattent, il y a toujours un responsable militaire kurde qui supervise les opérations.

Les FDS reçoivent un appui aérien de la coalition internationale conduite par les Américains et sont aidés par plus de 200 membres des forces spéciales américaines qui les conseillent sur le terrain. Selon les Américains, ce sont en majorité des éléments arabes qui opèrent dans la région de Manbij. Des combattants chrétiens ont aussi rejoint les FDS. Le Conseil militaire syriaque s'est constitué dans la province de Hassaké (nord-est) en 2013, et ses 500 hommes ont rejoint les FDS. Pour son porte-parole, Kino Ghibrael, l'objectif est "de préserver la présence syriaque dans la région" face à l'EI.

"TRAÎTRES"

Les FDS ont aussi ravi dans la province sep-

trionale d'Alep des territoires contrôlés par une alliance dominée par le Front al-Nosra, branche syrienne d'el-Qaëda.

L'"Armée des révolutionnaires", composante des FDS, a participé à la conquête de l'aéroport de Minnigh et chassé al-Nosra de localités au nord de la ville d'Alep, une revanche contre les jihadistes qui avaient chassé en 2014 ce groupe laïque de la province d'Idleb. Aussi son chef, Ahmad al-Omar, explique que son objectif est de "bouter hors de cette province tous les groupes radicaux et les jihadistes"

En outre, ayant placé la lutte contre l'EI avant celle d'abattre le régime, les combattants arabes sont vivement critiqués par l'opposition. "Les avions du régime ne les bombardent jamais. C'est suffisant pour les qualifier de traîtres", peste Ali Jawad, 23 ans, membre du groupe rebelle islamiste Noureddine Zinki, basé à Alep.

Pays frontalier de la Syrie, la Turquie appuie la rébellion et craint que l'expansion territoriale des FDS pose les bases d'un État autonome kurde. Si le régime se montre méfiant à l'égard des FDS, une source militaire haut placée a concédé à l'AFP qu'il y avait une "alliance de facto. Le gouvernement syrien n'a pas l'intention d'ouvrir un nouveau front. La priorité c'est la lutte contre le terrorisme". Les FDS aussi marchent sur des oeufs. Leur porte-parole Talal Sello affirme à l'AFP qu'elles n'attaqueront pas les forces du régime mais souligne qu'il leur serait "impossible" de combattre à leurs côtés. ♦

KDPI: 6 Peshmerga killed in clashes with Iranian army in Shno

By Zhelwan Z. Wali
18/6/2016 rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region--At least six Peshmerga of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) were killed in two days of fighting with the Iranian Revolutionary Guard Corps (IRGC), which broke out on Thursday, according to an announcement issued by the KDPI on Saturday.

The party's leader also announced that the return of their Peshmerga to the Kurdish areas of Iran is for "unity and equality for all inhabitants of Kurdistan."

"The martyrs of this defensive fighting in the village of Qereseqe were: Kamal Khazri, Mohammed Khalid Payghami, Luqman Sheikhani, Jamal Ismaeli, Salah Nadri and Saed Omer Hussein," read the statement, adding that Hussein "was a veteran Peshmerga living in Sweden and recently returned to Iranian Kurdistan and Shno to visit his relatives."

The statement claimed that Hussein was wounded before falling into the hands of the Iranian forces, where he died. The KDPI holds the Iranian government responsible for his death.

"Our Peshmerga defended the people of Qereseqe and repelled the enemy, killing a number of commanders and high-ranking mercenaries of the regime," read the statement. "We caused a major blow to the enemy forces."

The KDPI Peshmerga clashed with the Iranian forces repeatedly on Thursday and Friday in the Shno area.

A KDPI press release issued on Friday, stated, "A group of political



Slain KDPI who died in two days of fighting with Iranian Revolutionary Guards. Official photo

cadres who were accompanied by a Peshmerga platoon went to the villages of Sergiz and Qereseqe [in Shno]. Our cadres and Peshmergas came under fire by forces of the Iranian regime. The ensuing battle in this village lasted for 10 hours and continued in several other places of the region until around 23:00 on June 16."

The KDPI accused the Iranian forces of shelling "the villages of Sergiz and Qereseqe in the most brutal way, causing civilian deaths and destruction of property."

They claimed to have killed more than 20 Iranian soldiers, stating on Twitter on Friday, "We have the identity of more than 20 killed [Iranian Revolutionary Guards] soldiers & commanders."

The IRGC also issued confirmation of the skirmishes in a statement published on their website. "In a clash that happened between the Iranian forces and terrorists in the

northwest of Iran, 12 of the terrorists were killed and we have captured weapons, ammunitions and classified documents."

The Iranians announced that three of their forces were killed and they warned they will not let anyone destabilize the security of their borders.

In the meantime, Mustafa Hijri, the leader of the KDPI, issued a statement today regarding the return of their cadres and Peshmerga to eastern (Iranian) Kurdistan from their bases in the mountainous border areas between the Kurdistan Region and Iran.

"They bring a message of unity and equality for all inhabitants of Kurdistan," he said.

Hijri asked the Kurdish people to support the Peshmerga forces of the KDPI and assured them that the return of the Peshmerga is to "join forces with you in pursuit of interlocking the struggle in the moun-

tains [alluding to the role of Peshmerga] and the struggle [of the Kurdish people] in the cities."

Hijri reiterated that the return of the Peshmerga was a fulfillment of a pledge that he made in his speech on the occasion of Newroz, the Kurdish New Year, when he announced that the KDPI would send Peshmerga and political cadres to eastern Kurdistan in order to facilitate closer interactions with the Kurdish people.

"We want to change the course for our party, but we will continue our struggle in all circumstances, we will combine the mountain struggle with the struggle in the cities," Hijri told Rudaw at the time, referring to the deployment of their Peshmerga forces from mountainous areas in the Kurdistan Region of Iraq into the urban areas of Iranian Kurdistan.

With some 2,000 Peshmerga forces based in remote bordering areas, the KDPI is historically considered the most formidable military organization opposing the Islamic Republic in Tehran.

In May 2015, the KDPI deployed its Peshmerga forces to the border between the Kurdish regions of Iraq and Iran.

The KDPI was founded by the president of the first Kurdish republic in Mahabad, Qazi Muhammed, in 1945. The current leader of the party is Mustafa Hijri and its headquarters are based in Iraqi Kurdistan.

Following the establishment of the Islamic republic in 1979, the KDPI and other secular political organizations opposed the republic and a war between the Kurdish movement and the Iranian regime lasted until the mid-1990s. ■

Dawn attacks on Kurdish quarter of Syria's Aleppo kill seven

BEIRUT, June 18, 2016 (Reuters) - At least seven people died in rebel shelling of a neighbourhood of the Syrian city of Aleppo held by the Kurdish YPG militia at dawn on Saturday, a monitoring group said.

More than 40 people were also wounded in the attack on the Sheikh Maqsoud area, the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said, a district next to the only way in and out of rebel-held parts of the northern city, the Castello road.

An escalation in air and artillery strikes in

recent weeks around the road has made it virtually impassable, putting hundreds of thousands of people in Aleppo under effective siege.

Hundreds of people have been killed in Aleppo since peace talks broke off in April, as Syria's President Bashar al-Assad seeks to regain control of the city now split between rebel and government sectors.

Rebels have said in the past their attacks on Sheikh Maqsoud were in response to YPG attempts to cut the Castello road.

The YPG controls nearly all of Syria's nor-

thern frontier with Turkey, and has been a close ally of the United States in the campaign against Islamic State in Syria.

Many rebels in western Syria do not trust the YPG, because they say it cooperates with Damascus rather than fighting it, an accusation the YPG has denied.

A 48-hour ceasefire in Aleppo announced by Russia on Thursday had little impact on fighting and air strikes and shelling have continued since then.

Sheikh Maqsoud has been under intense bombardment since mid-February which has killed more than 132 civilians and injured around 900 more, the Observatory said. The death toll from Saturday's attacks was expected to rise, it added. ♦

AP Associated Press

Iran security forces kill 11 insurgents in north-western region

Jun. 16, 2016 / BAGHDAD (AP)

IRAN'S REVOLUTIONARY Guard has battled armed members of an insurgent Kurdish group, leading to fatalities.

A report Thursday by Iran's semi-official Fars news agency quoted Gen. Mohammad Pakpour, the chief of the Guard's ground forces, as saying the clashes happened Wednesday near Oshnavieh, a predominantly Kurdish town in Iran's West Azerbaijan province near its border with Iraq and Turkey.

Pakpour did not identify the insurgents. However, Mohammed Nazif Qadiri, a member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan, told The Associated Press that the fighters belonged to his organization.

Both sides gave conflicting death tolls from the fighting. Pakpour said the Guard killed 12 insurgents while three of its members died. Qadiri said the Kurds killed over 12 Guard members, including a colonel. ■

NATIONAL POST

June 21, 2016

National Post View: Turkey's intolerance

June 21, 2016

<http://news.nationalpost.com>

Turkey's assault on a small group gathered for a Pride parade on Sunday, may reflect real security concerns in a country that has suffered a spate of terrorist bombings, but it also demonstrates the growing intolerance of an increasingly autocratic government.

Turks have been shaken by a string of attacks linked to Istanbul's involvement in the war against the Islamic State of Iraq & the Levant (ISIL) and a renewed confrontation with Kurdish groups. Authorities cited those worries, and the parade's timing in the midst of the Islamic holy month of Ramadan, in warning gays, lesbians and transgender organizations that the parade would not be allowed to take place. When about 150 people showed up at Taksim Square anyway, they were driven off by about 300 police wielding tear gas and rubber bullets.

It was the second year in a row that Pride demonstrations have been prevented, after having been held for more than a decade. The crackdown suggests Turkish President Recep Tayyip Erdogan is using security as a smokescreen to persecute a group that upsets the conservative elements of Islam, to which his government appeals.

Homosexuality is not a crime in Turkey, but is considered offensive by many Muslims. Islamist and ultra-nationalist groups denounced parade participants as "degenerates" and "perverts." The location itself was viewed as a provocation: Taksim Square, in the heart of Istanbul, was the site of a massive anti-government protest in 2013 that was violently broken up by police.

Efforts to commemorate the anniversary of the protest have also been stymied. The square is now officially off limits to protests.

Organizers of the parade dismissed government explanations for the crackdown. "The right to organize meetings and demonstration marches is a part of the freedom of expression, which is one of the most fundamental human rights," they said in a statement.

Erdogan's views on gender were on display recently when he told Turkey's Women and Democracy Association that he supports women having careers, but that they should be secondary to having children. "A woman who rejects motherhood, who refrains from being around the house, however successful her working life is, is deficient, is incomplete," he said. "Rejecting motherhood means giving up on humanity." When he first emerged on the Turkish stage, Erdogan was considered a moderate Islamist who could keep turbulent popular opinion in check and a restive, politicized military under control; bring peace with Turkey's Kurds, modernize his nation and lead it fully into the European Union.

Unfortunately, those hopes have been disappointed. His career as mayor of Istanbul, prime minister from 2003 through 2014 and now president have been marked by a gradually increasing authoritarianism and radicalism, accompanied by a sense of his own grandeur that culminated in the construction of a grandiose, 1,000-room presidential palace at a reported cost of about \$700 million.

He arrests and jails critics by the dozens, harangues the West and regularly accuses opponents of plotting against the government. After a period of peace with the Kurds, he recently signed a bill lifting immunity from elected legislators, a possible first step to forcibly ejecting a pro-Kurdish party from Parliament.

His clout resides in Turkey's strategic location on the northern edge of Syria, and its borders with Iraq and Iran. It acts as a bulwark against the spread of Middle East chaos, and provides refuge to 2.7 million Syrian refugees, more than the rest of the world combined. It demands a



A Turkish anti-riot police officer steps on a rainbow flag during a rally staged by the LGBT community in Istanbul on Sunday.
OZAN KOSE/AFP/Getty Images

high price for its help: in return for cooperating with Europe in stemming the flow of refugees, Turkey will get billions of dollars in aid and a pledge to speed visa-free access to the EU for Turks.

Relations with Turkey pose a particular challenge for Canada's Liberals, who are prone to a "see-no-evil" worldview under Foreign Minister Stéphane Dion's ambiguous doctrine of "responsible conviction." Ottawa has a duty to recognize Turkey's human rights abuses, even as it pursues remedies to the refugee crisis. Canada has soldiers in Iraq helping Kurds, whose grievances and territorial claims extend to Turkey as well as Syria. Canadian special forces working with the Kurds have worn its flag on their sleeves, and Kurdish leaders are pressing Ottawa for heavy weapons to fight ISIL, but which could also be used eventually to gain independence from Turkey.

In geopolitics, there is sometime no choice but to compromise. Canada needs to continue working with Turkey. But we should be fully aware of who and what we're dealing with, and make clear that cooperation does not include acceptance of prejudice and persecution. □

National Post

French consulate confirms arrival of military equipment to Kurdistan

June 16, 2016

www.nrttv.com

ERBIL — The French Consulate in Erbil confirmed on Thursday (June 16) the first delivery of weapons and material was received in the capital of the Kurdistan Region.

The consulate released a press communication to announce the arrival of French military personnel in Erbil.

“By the agreement of the French Foreign Minister Jean-Yves Le Drian to Peshmerga during his visit to Kurdistan on April 11 and 12, 2016, France is sending weapons, material and equipment to the Iraqi government and the Peshmerga of the Kurdistan Regional

Government (KRG),” the statement announced.

“The first delivery was received on June 14 in Erbil in the presence of the Ministry of Peshmerga,” the statement continued. “The delivery was made with the full coordination of the Iraqi government and Peshmerga and the second delivery will take place on June 17.”

The delivery included 89 mm rockets, hundreds of thousands of ammunition of different calibers, batches of grenades and a large amount of night vision goggles, according to the statement.

Articles of clothing to equip ten battalions of Peshmerga and combat rations were included in the delivery as well.



“This delivery marks the confidence of France and confirms its support for Peshmerga and Iraqi forces as part of its commitment to the international coalition against Daesh [ISIS],” the consulate concluded in its statement. (NRT) □

The Washington Times

June 23, 2016

Why Kurdish independence matters

U.S. policy now wedded to a fictional, unified Iraq misses an opportunity

ANALYSIS/OPINION:

By Ernie Audino - June 23, 2016
www.washingtontimes.com

If the next U.S. president wants “to put America first” he might look toward the Kurdish north of Iraq. There the long-standing question of Kurdish independence scares Washington into a tired reflex that quashes important U.S. interests beneath an unwavering policy to promote the fiction of a unified Iraq. Iraq is nothing of the sort, yet our current president sees neither this nor the merit of an independent Kurdistan. Wise foreign policy is founded on honesty. It’s time we remember how to be honest.

Here’s why — Iraq is leaving Kurdistan, not the other way around.

It’s difficult to argue otherwise after the Iraqi Parliament building was occupied and ransacked by 70,000 Shia protesters twice in the last two months. The current month has been nearly as bad. On June 3, threatening mobs returned to mass for a third attempt, and on June 9 thugs torched the headquarters of Dawa, the political party of Haidar al Abadi, prime minister of Iraq. Regimes capable of good governance and empowered by the trust of their citizens simply do not have their seats of power repeatedly overwhelmed by violent crowds.

Still, these recent events are not the camel’s nose in the tent flap. They are only the latest manifestations of the underlying problem — an Iraqi state built around successive regimes in Baghdad chronically lacking of legitimacy and persistently unable to govern effectively

or nonviolently. Since the U.S. invasion in 2003 and the subsequent toppling of the regime of Saddam Hussein, no postinvasion authority has fared much better. As for Hussein and the regimes that preceded him, anything close to governance was prosecuted through force. Even as far back as the secret signing of Sykes-Picot in 1916 and the subsequent British and French Mandates in Iraq, governance there functioned, where it did, through the threat or application of military force.

With such a track record there should be little wonder the current regime in Baghdad struggles to execute the functions of a national government. Its responsibility to legislate is paralyzed by the repeated boycotts of its parliamentarians. Its ability to provide for the defense of Iraqi borders and for the internal security of its citizens is wholly lacking. Even its constitutional duty to fairly distribute federal revenues is willfully breached by Mr. Abadi, who two years ago canceled all mandated funding to the Federal Region of Kurdistan — which hasn’t received a single dinar since. What remains of Iraq consists of its flag and passport, but those are slender reeds upon which to hang the hat of a country.

If Washington is blind to this, Tehran is surely not. This is why Iran moved swiftly to exploit the fatwa issued in June 2014 by Grand Ayatollah Ali Sistani to authorize the raising of an army of Shia co-religionists inside Iraq. These are the so-called Popular Mobilization Units (PMU), the Shia militias supported and cadred by Iranian special forces, whose footprint of 110,000 men under arms dominates the southern 60 percent of the country. Their muscle constrains the political freedom of



Illustration on the struggle for Kurdish independence by Linas Garsys/The Washington Times

maneuver for Mr. Abadi and has become indispensable to the Iraqi Army. Shia combat power is spreading north, too, and has resulted in serious clashes with Kurdish defenders along the southern perimeter of the Kurdish region. Left unchecked, Tehran will gain positions from which to compel Kurdish behavior in the future.

Dans Faloudja libérée de Daech

Les forces irakiennes contrôlent le centre-ville après d'âpres combats. Des poches de résistance subsistent.



Un blindé des forces irakiennes patrouille le 23 juin près d'une mosquée à Faloudja.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À FALOUDJA

IRAK « On ne reçoit les femmes que les mercredis et jeudis matin ». L'inscription est restée accrochée dans le hall d'entrée de l'hôpital du centre-ville de Faloudja, repris samedi par les forces irakiennes à Daech. Écrit en arabe et en russe, le message est signé par deux médecins djihadistes, l'un Irakien, Abou Omar al-Iraqi, l'autre russe Abou Omar al-Roussi. Et à quelques mètres de là, la même notice est affichée pour les soins dentaires. Preuve sans doute que l'État islamique manquait de personnel hospitalier dans cet établissement où une Française, Fatima, effectuait des césariennes.

À l'image de toute la ville de Faloudja, aux trois quarts reconquise par l'armée, l'hôpital est désert. Mais ici aussi, les combats ont été violents, comme en témoignent les vitres brisées et les impacts de tirs sur les murs. Dehors, à peine dissimulé sous un monticule de sable, gît le cadavre d'un djihadiste. Dans la cour, les membres de l'unité antiterroriste qui ont mené la bataille aux côtés de la police fédérale et de l'armée nous conduisent aux abords d'un atelier de fabrication d'obus.

« Faloudja était la capitale du califat pour les ateliers de fabrication de voitures piégées, confiait quelques instants auparavant le général Abdelwahab al-Saadi, le commandant de la bataille de Faloudja qui a commencé il y a trois semaines. On en a recensé une vingtaine, ils étaient souvent dans des maisons, près des hôpitaux et des mosquées », c'est-à-

dire là où leurs ennemis pouvaient difficilement les viser.

Échanges de tirs

En tee-shirt noir, le général Saadi, qui reçoit au quatrième étage d'un immeuble en construction à l'entrée de Faloudja, savoure sa victoire. Deux quartiers seulement restent contrôlés par Daech : al-Joulan et al-Moualamin, au nord-ouest de la ville. « C'est une question de jours avant que nous les reprenions », jure-t-il. À l'intérieur, il ne resterait plus que 200 à 300 djihadistes. Des étrangers mais aussi des Irakiens, résolus à mourir au volant de leurs voitures piégées. Mais après la fuite de nombreux cadres de l'EI avec leurs familles, les ressources semblent manquer à ceux qui ont choisi de lutter jusqu'à la mort. « Avant, Daech n'envoyait que des voitures piégées blindées qui pouvaient résister aux tirs de balle, mais ces derniers jours, ils n'envoient plus que des voitures non blindées », relève Abdallah, un membre de l'unité antiterroriste. Soudain, une explosion retentit. C'est une mine que les équipes de spécialistes neutralisent sur la chaussée en face de l'hôpital. Tout autour, le bitume a été arraché et les marques des chenilles des chars ont imprimé le goudron brûlant.

Beaucoup de maisons de la rue al-Sinaa ont été détruites. Sur les trottoirs, des amas de ferrailles se sont formés, après les bombardements. Mais ici comme ailleurs, aucune voiture n'est visible dans les rues. « Certains sont dans la cour à l'intérieur des maisons, mais on a peur qu'elles soient piégées », ajoute

Abdallah.

Des échanges de tirs se font entendre sur la gauche au-delà du quartier d'al-Shorta, repris mardi par les forces irakiennes. Faloudja est une ville morte : pas une âme qui vive dans les secteurs que nous avons traversés entre l'entrée et le centre-ville. En revanche, sur chaque artère ou presque, des militaires sont positionnés. Il faut empêcher un éventuel retour des djihadistes. Car ils ne sont pas loin. Un millier d'entre eux contrôlerait encore une poignée de villages en bordure de Faloudja. « C'est là qu'il y a le plus de mines », met en garde le général Saadi.

Selon lui, tous les civils ont quitté la ville, y compris dans les deux quartiers toujours tenus par Daech. Sur sa tablette, le général Saadi nous montre la carte de « la ville aux mille mosquées ».

« Nos hommes n'ont pas encore pénétré à al-Joulan et al-Moualamin », dit-il, tout en ajoutant qu'il restait « plusieurs chemins pour sortir ». Sous-entendu, ici aussi, les combattants de Daech pourraient finir par fuir. Puis l'officier ouvre son appareil d'interception des communications téléphoniques. Des grésillements se font entendre, et soudain, un message. « Abou Khatlab, Abou khatlab, tu m'entends ? » interroge, un djihadiste qui prononce le chiffre 60, un code probablement. « Je t'entends », répond son interlocuteur. « Abou Zahar est à côté de toi ? », interroge le premier. « Oui il est là, mais qui appelle ? », demande le second djihadiste. « Abou Zahar est là pour te soutenir », le rassure son interlocuteur, avant que la communication s'in-

terrompe.

S'agit-il des préparatifs d'une opération suicide ? Depuis le début de la reconquête de Faloudja, fin mai, pas moins de 150 kamikazes se sont jetés contre les forces irakiennes. La majorité d'entre eux sont des volontaires étrangers, beaucoup de djihadistes venus du Caucase, d'Arabie saoudite, de Tunisie, du Maroc, de Syrie. Et parmi ces bombes humaines, deux Français au moins se sont fait exploser au cours des deux années et demi que Daech a occupé le secteur.

Mais aujourd'hui, à entendre le général Saadi, le moral du dernier carré serait en berne. « *Lorsqu'ils sont touchés, un commandant leur ordonne de ne pas évacuer les blessés, mais de les exécuter* », affirme le général al-Saadi qui indique n'avoir perdu qu'une poignée d'hommes dans la bataille.

Maisons calcinées

Pourtant, sur les murs de Faloudja, les

graffitis de Daech demeurent martiaux. « *L'État islamique restera, Allah est notre maître, nos ennemis eux n'ont pas de maîtres* », peut-on lire dans le quartier de Shouhada. Mais non loin de là, d'autres graffitis ont été tagués. Ils sont signés des nouveaux occupants des lieux : « *Le commandement des opérations de Bagdad* ».

C'est par ces quartiers sud de Faloudja que vendredi dernier les forces irakiennes ont brisé les défenses de Daech pour opérer une spectaculaire percée jusqu'au centre-ville. « *Une partie de la population ne s'attendait pas à l'entrée de l'armée irakienne, se souvient le général al-Saadi. Lorsqu'on est arrivé à la rue 40 à l'entrée de Faloudja, les gens ont commencé à sortir, ils ont compris que c'était fini pour Daech, on a évacué 30 000 personnes en trois jours* ».

La fuite de nombreux djihadistes a alors épargné davantage de destructions dans Faloudja. « *Elle n'est détruite qu'à 20 % environ* », estime un ancien poli-

cier originaire de la cité rebelle, qui a eu la désagréable surprise d'apprendre que sa maison avait d'abord été transformée en centre médical pour djihadistes puis en atelier de fabrication de voitures piégées. « *Au diable, je ne veux plus y retourner* », maugrée-t-il.

« *La coalition internationale nous a beaucoup aidés, reconnaît le général al-Saadi, chaque jour, elle visait une vingtaine de cibles, bien précises* », souvent guidées au sol par les hommes du contre-terrorisme irakien.

Les quartiers les plus touchés sont entre Shouhada à l'entrée et le centre-ville, avec des trous béants creusés par l'explosion des voitures piégées, des murs criblés d'impacts de balles. Et ces nombreuses maisons calcinées, après que Daech les a incendiées pour brouiller la vision des pilotes qui les visaient. Et puis surgissant au milieu de ces images de guerre, une vache « *normande* » en train de paître devant un restaurant de kebab, la spécialité de Faloudja. ■

Syrie : percée des forces antidjihadistes à Manbij

Des combats de rue faisaient rage jeudi à Manbij entre le groupe État Islamique (EI) et les forces arabo-kurdes qui ont réussi à entrer dans ce fief djihadiste en Syrie sous la couverture aérienne de la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Cette percée des Forces démocratiques syriennes (FDS) est intervenue 23 jours

après le début d'une offensive lancée pour reprendre cette ville de la province d'Alep (Nord). Les combattants arabo-kurdes des FDS, qui sont également aidés sur le terrain par des conseillers militaires américains et français, ont forcé les défenses de l'EI dans son fief quelques heures après avoir

pris le village de Qanat el-Chelkh Tabbach à la périphérie sud-ouest de la ville. Sur un autre front, les forces du régime appuyées par l'aviation et les militaires de l'allié russe tentent d'avancer de nouveau en direction la province de Raqqa, voisine de celle d'Alep, après en avoir été évincées par l'EI lundi.

REUTERS

Turkey grants immunity to security forces fighting militants

June 24, 2016 / by Gulsen Solaker in Ankara and Seyhmus Cakan in Diyarbakir / REUTERS

TURKEY'S PARLIAMENT has granted immunity from prosecution to members of the armed forces conducting counter-terrorism operations as security forces battle Kurdish militants in fighting that has killed thousands in the past year.

The law, passed late on Thursday, gives expansive powers to the military as it tries to stamp out an insurgency by the Kurdistan Workers Party (PKK) after last year's collapse of a two-year ceasefire.

Before becoming president in 2014, Tayyip Erdogan spent much of his rule as prime minister building up civilian oversight of the military. Critics say the new law undoes some of those reforms.

The legislation could make it harder to investigate allegations of rights abuses. The United Nations and human rights groups have raised concerns about such violations during the last year of operations that have been centered in densely populated cities. Hundreds of civilians have been killed, according to opposition parties.

Erdogan said 7,500 PKK fighters have been "neutralized" and almost 500 soldiers and police officers killed.

Meanwhile, six Turkish soldiers were killed in two attacks on Friday, the military said. Four soldiers were killed when an improvised explosive device detonated in Hakkari province, near the Iraqi border, it said on its website.

Rebels opened fire and killed two soldiers near the town of Derik in Mardin province, north of the Syrian border, it said.

Turkey, the United States and the European Union all consider the PKK a terrorist organization. It first took up arms against the Turkish state in



Residents look at buildings which were damaged during security operations and clashes between Turkish security forces and Kurdish militants, in Sur district of Diyarbakir, Turkey May 22, 2016. REUTERS/Sertac Kayar

1984, and more than 40,000 people, mostly Kurds, have been killed since.

The new law requires permission from the military or political leadership for any prosecutions of soldiers. The law will be applied retroactively, thereby covering the operations undertaken over the past year.

Civil servants engaged in counter-terrorism activities will also be protected from prosecution, according to the law.

It expands the jurisdiction of military courts, where members of the security forces accused of criminal activities during their service will be prosecuted. Military commanders are now able to issue search warrants, it also mandates. ●

Le président turc Erdogan accusé de crimes de guerre

Deux avocates ont déposé une plainte devant le parquet fédéral allemand après les exactions supposées de l'armée turque dans la ville kurde de Cizre.

Le Point.fr

Berlin, 27 juin 2016 (AFP)

Deux avocates ont déposé lundi une plainte devant le parquet fédéral allemand contre le président turc Recep Tayyip Erdogan pour crimes de guerre pour des exactions présumées commises par l'armée turque à Cizre, ville turque à majorité kurde. Les deux juristes, Britta Eder et Petra Dervishaj représentent les proches de deux personnes tuées dans cette ville du sud-est de la Turquie, qui a vécu au rythme de violents combats et d'un couvre-feu entre décembre et mars, et un député du Parti de la démocratie des peuples (HDP, pro-kurde) également victime de ces crimes présumés.

Cette plainte qui concerne également des crimes contre l'humanité est soutenue par plusieurs députés allemands de la gauche radicale Die Linke, ainsi que des organisations de défense des droits de l'homme. Les



plaignants « estiment avoir pour devoir moral de déposer une plainte ici en Allemagne pour les crimes de guerre systématiques commis en Turquie », ont souligné les avocates.

Elles ont en particulier évoqué des exactions commises à Cizre où 178 personnes, qui s'étaient réfugiées dans des caves, ont été tuées. Leurs cadavres avaient été retrouvés brûlés. Selon les juristes, des soldats turcs

auraient soit aspergé d'essence les entrées des caves avant d'y mettre le feu, soit ils auraient tué ces civils à l'arme lourde avant de brûler leur corps. La plainte vise également d'autres responsables turcs de haut rang, notamment l'ancien Premier ministre Ahmet Dautoglu, selon l'agence allemande DPA.

L'armée et la police turques avaient bouclé le 14 décembre tous les accès à cette ville de 120 000 habitants, proche des frontières syrienne et irakienne, pour en déloger des partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) qui y avaient érigé des barricades et défié l'État turc en décrétant « l'autonomie ». En mars, la fondation turque des droits de l'homme (TIHV) avait affirmé qu'au moins 178 civils avaient été tués lors de combats. Des dizaines de milliers d'habitants de cette ville avaient été contraints à l'exode. Le couvre-feu avait été partiellement levé début mars.

Attentat d'Istanbul : « Erdogan a été complaisant avec Daech »



Propos recueillis par Antoine Terrel
30 juin 2016
www.leparisien.fr

Le triple attentat à l'aéroport international d'Istanbul est la cinquième attaque kamikaze en un an à frapper la Turquie. Pour Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris, le président Recep Tayyip Erdogan porte une responsabilité directe dans l'escalade des violences.

Comment expliquer cette vague d'attentats en Turquie ?

DIDIER BILLION. La situation s'est aggravée depuis juillet 2015, avec l'attentat de Suruç, près de la frontière syrienne. Il n'a jamais été revendiqué, mais a été attribué au groupe Etat islamique (EI). Le gouvernement turc a alors décidé d'engager une lutte résolue contre le terrorisme, mettant pour l'occasion l'EI et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le même sac. Depuis, les opérations militaires visant le PKK sont les plus nombreuses et entraînent une réaction du groupe rebelle kurde ou de

ses réseaux satellites. Mais le retournement d'Erdogan concernant l'EI a également eu des conséquences.

Le président Erdogan porte donc une responsabilité particulière ?

Oui, à deux niveaux. Depuis 2011, Erdogan a une obsession : renverser le régime de Bachar al-Assad. Il a pour cela fait preuve de complaisance à l'égard de Daech. Depuis 2015, cette complaisance a disparu, et le gouvernement turc veut démanteler l'organisation. Mais ce retournement a entraîné des représailles. Concernant les Kurdes, la stratégie d'Erdogan est complètement contre-productive. En relançant la lutte militaire contre le PKK, en en faisant l'ennemi public numéro un, il a voulu jouer la stratégie de la tension pour gagner les élections législatives de novembre dernier. La lutte contre le terrorisme doit être implacable, mais on ne peut pas mettre l'EI et le PKK sur le même plan. Ils n'ont ni la même histoire ni les mêmes objectifs politiques.

Que doit faire le gouvernement turc pour sortir de cette spirale ?

L'Etat turc doit continuer à prendre sa place

dans la guerre contre le terrorisme de Daech, partager ses renseignements avec les autres pays, prendre part aux bombardements de la coalition. Concernant le PKK, la seule voie possible est de reprendre les négociations. La Turquie est également prise dans un paradoxe important, puisqu'en Syrie le parti kurde est l'adversaire le plus efficace de Daech et qu'il est soutenu notamment par la France et les Etats-Unis.

Une Turquie instable est-elle un danger pour l'Europe ?

L'Union européenne et la Turquie sont en négociation pour une adhésion turque depuis 2005. Ces négociations ont été gelées, ce qui à mon sens est une erreur. La Turquie a un rôle indispensable pour la stabilité régionale. L'UE a également compris que les barrières ne retiennent pas les migrants et qu'elle a besoin de trouver des accords avec la Turquie pour gérer les flux. Le problème est que l'Europe s'en rend compte au mauvais moment, quand Erdogan est en plein raidissement autoritaire. Mais malgré les atteintes aux libertés de plus en plus nombreuses, nous devons aider la Turquie et ne pas la laisser s'enfoncer dans l'instabilité. ♦

Turquie : une année cauchemardesque pour le tourisme

Adrien Lelievre Le 29/06/2016 www.lesechos.fr

Le nombre de touristes a reculé de 35% en mai par rapport à l'année dernière. L'attentat de l'aéroport d'Istanbul devrait aggraver la tendance.

La Turquie s'apprête à vivre une année noire sur le plan touristique après la triple attaque-suicide qui a visé, mardi, l'aéroport Atatürk d'Istanbul. Il faut dire que les attentats se sont multipliés à un rythme effréné dans ce pays de 75 millions d'habitants lors des douze derniers mois.

La série noire a commencé à Suroç, à la frontière syro-turque, en juillet 2015 ; elle s'est poursuivie à Ankara (octobre 2015, février et mars 2016) et Istanbul (janvier, mars et juin 2016). Au total, plus de 200 personnes ont perdu la vie et des centaines ont été blessées dans les deux principales villes turques.

Une catastrophe pour ce pays dont 12% du PIB dépend du tourisme et de l'industrie du voyage. La Turquie a vu sa fréquentation touristique doubler ces dix dernières années. En 2015, elle a accueilli 36,2 millions de personnes, conservant sa sixième place dans le classement des destinations touristiques mondiales, malgré un recul d'environ 600.000 personnes par rapport à 2014.

Double menace terroriste

La Turquie vit sous la menace de l'organisation Etat islamique (EI), à qui plusieurs attaques ont été attribuées par les autorités, et du groupe rebelle kurde du PKK. Après l'attentat de Suroç, le PKK avait rompu la trêve qu'il avait signée avec le gouvernement en 2013. Le motif ? La complicité supposée de l'exécutif turc avec les djihadistes de l'EI, en guerre contre les Kurdes de Syrie, ennemis d'Ankara dans la région. Depuis lors, l'est de la Turquie, où la population kurde est majoritaire, vit en état d'alerte.

L'aéroport Atatürk visé mardi était une cible de choix : il est le troisième aéroport le plus fréquenté en Europe avec un trafic de 61,3 millions de passagers. Son principal client est la compagnie Turkish Airlines (THY), en pleine croissance. Celle-ci dessert 284 aéroports dans 113 pays et a enregistré en 2015 des résultats records, avec une hausse de 19% de son chiffre d'affaires, à 8,9 milliards d'euros, et un bénéfice net en progression de 65%.

La demande est telle que la municipalité d'Istanbul inaugurera en 2018 « le plus grand aéroport du monde ». L'objectif : faire de l'ancienne Constantinople « un hub » au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie. A terme, l'activité de l'aéroport d'Atatürk sera transférée vers cette gigantesque plateforme.

Recul de 35% de la fréquentation touristique en mai



Destination touristique phare, Istanbul, et plus largement toute la Turquie paient aussi un lourd tribut économique aux attentats qui ensanglantent leur sol. - SAEZ PASCAL/SIPA

Les deux précédentes attaques terroristes qui avaient endeuillé Istanbul cette année avait été perpétrées dans des zones très fréquentées par les touristes (Sultanahmet et Istiklal). Aussi l'attentat de mardi risque-t-il d'aggraver une tendance déjà extrêmement négative.

En mai, la fréquentation touristique en Turquie a chuté de 35% par rapport à l'année précédente. Un plus bas depuis 22 ans. En avril, la baisse avait atteint 28%. Cela fait dix mois consécutifs que l'activité touristique est en recul. Pour la saison d'été, les réservations des Français vers la Turquie ont chuté de 77 %, selon le syndicat des tour-opérateurs Seto.

Levée des sanctions russes

Outre les attentats à répétition, ces mauvais chiffres s'expliquent par la brouille diplomatique entre Ankara et Moscou. En novembre, l'armée turque a abattu un avion russe au-dessus de la frontière syro-turque. En représailles, Vladimir Poutine avait fait voter des sanctions contre la Turquie, notamment dans le domaine touristique. Résultat immédiat : en mai, le nombre de touristes russes, grands habitués des hôtels luxueux de la façade Egéenne, a chuté de 90% par rapport à l'année dernière !

Ironie de la situation : les professionnels du tourisme avaient vu un motif d'espoir, en début de semaine, avec les excuses envoyées par Recep Tayyip Erdogan à Vladimir Poutine au sujet de l'avion abattu. L'attentat de mardi a fait voler en éclats ce regain d'optimisme, même si l'homme fort du Kremlin a ordonné ce mercredi la levée des sanctions contre la Turquie.



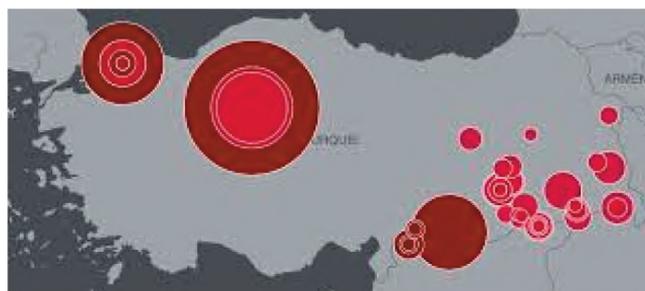
Le Monde.fr 29 juin 2016

Plus de 50 attentats en Turquie en un an et demi

Par Jules Grandin et
Delphine Papin / 29.06.2016
www.lemonde.fr

Depuis l'été 2015, la Turquie est visée par une série d'attentats qui ont fait plus de 200 victimes. Le pays fait face à deux principales menaces : une menace intérieure, celle des autonomistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis 1984, et une menace extérieure, celle de l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), installée dans les deux Etats frontaliers, la Syrie et l'Irak.

Les actes terroristes commis par les autonomistes kurdes se



concentrent dans le Sud-Est du pays, où se situe la minorité kurde de Turquie, sur un territoire qui constitue pour le PKK une partie du Kurdistan. Ces violences visent principalement des forces de sécu-

rités, les bâtiments officiels et tout ce qui représente le pouvoir central turc. Dans cette logique, Ankara, la capitale, est elle aussi particulièrement visée.

Les attentats de l'EI ciblent

davantage les grands centres urbains, tels qu'Istanbul ou Ankara, l'objectif étant de faire le maximum de victimes, en particulier parmi les touristes étrangers (nombreux par exemple dans les sites touristiques ou encore dans les aéroports internationaux) afin d'avoir un retentissement international.

Une autre série d'attentats de l'EI vise les Kurdes : minorité à cheval sur trois pays, les Kurdes combattent l'EI aussi bien en Syrie qu'en Irak, l'affaiblissant sur son territoire. D'Ankara à la frontière turco-syrienne, l'EI cherche donc à affaiblir l'un de ses principaux ennemis.

L'étendue géographique des attentats, qu'ils soient perpétrés à l'ouest du pays, à Istanbul, à Ankara ou encore à l'est, fait apparaître la difficulté du président Erdogan à sécuriser son pays. ■

Why America should support the Syrian Kurds

Syria's Kurds offer a glimmer of hope in a region otherwise defined by death and destruction

By Gary Bauer - - Sunday, June 19, 2016
<http://www.washingtontimes.com>

With every beheading, crucifixion and execution, Judeo-Christian civilization is under assault. Nowhere is this more apparent than in the Middle East, where non-Muslims who encounter the rapid advance of the Islamic State face a cruel choice: confrontation, subjugation, or annihilation.

Until recently, ISIS has achieved success spreading its militant Islamic creed. The West's politically correct response — some of its leaders, including President Obama, refuse even to link the Islamic State to Islam — has only emboldened ISIS and aided its propaganda and recruiting efforts.

But there is a glimmer of hope in a region otherwise defined by death and destruction. Syria's Kurds are fiercely resisting ISIS and have staunchly aligned themselves with America and the West. The Kurds are a multi-ethnic Muslim people territorially trapped between warring Islamic factions. Among them are the brave men and women of Syrian Kurdistan — or Rojava



American Support for the Kurds
 Illustration by Greg Groesch/The Washington Times

— meaning, in Kurdish, “West.”

Despite being surrounded by hostile neighbors, outmanned by terrorist forces, and having little military experience, the Syrian Kurds have organized into a formidable fighting force capable of challenging and even repelling ISIS forces. Their tenacity is reminiscent of the French Marshal Ferdinand Jean Marie Foch, who said: “My center is giving way, my right flank is retreating, situation excellent, I am attacking.”

Even with outdated equipment and limited help, the Syrian Kurds have redefined the battlefield. They have also advanced the idea of the establishment of an autonomous region in Northern Syria. This is an idea Americans should support because the Kurds' national interests, governmental objectives, and democratic principles are pro-America and pro-West.

The emergence of a Western-style state in the Middle East would not be unprecedented. A similar cause, Zionism, the Jewish nationalist movement to reestablish a sovereign state in the Land of Israel, predates their struggle. That the Jewish state has achieved political order, regional dominance and a global economy should inspire optimism for an alignment with Rojava. ●



19 June 2016

10,000 civilians flee Manbij as Kurdish-led forces open corridors

Hisham Arafat 19 June 2016
<http://www.kurdistan24.net>

MANBIJ, Syria (Kurdistan24) – On Sunday, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and their allied brigades of Manbij Military Council (MMC) opened two corridors in the Islamic State's (IS) stronghold of Manbij freeing thousands of civilians.

A Kurdistan24 correspondent embedded with the SDF, Ekrem Salih, reported that at least ten thousand civilians escaped Manbij in the afternoon through corridors in the east and southeast.

Salih explained that after controlling the grain silos and mills on the east side of Manbij in the past few days, the MMC and SDF fighters made gaps on the entrances of the city where IS lost control.

Additionally, survivors told Kurdistan24 that dozens of civilians were shot by IS while they were running away.

The civilians who survived went to the Kurdish-held territories of Kobani and Jazira in northern and northeastern Syrian Kurdistan (Rojava).

On Friday, the SDF and their allies entered Manbij from the west side and reached the



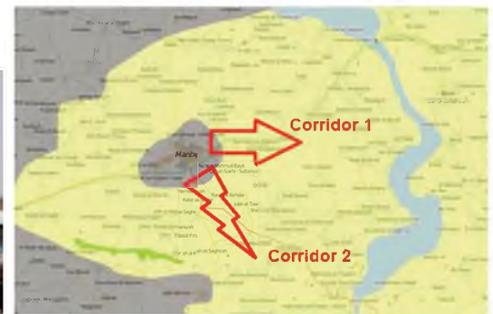
Kitab Square, the first square of the town on the Aleppo-Manbij road.

An SDF commander of a brigade that controls the east end of the city told Kurdistan24 IS withdrew from the east to protect other areas from SDF liberation.

Up to the present moment, civilians are still fleeing from Manbij under the protection of the US-backed forces.

The SDF had already launched two operations three weeks ago. The first one began in the northern countryside of Raqqa on May 24, and the second on May 30 towards the IS-held area of Tabqa, some 60 kilometers (40 miles) west of Raqqa.

On May 31, MMC and SDF launched the



A screenshot of a live map of the town of Manbij and its surrounding areas by an online project. The shot shows the corridors opened on the east entrance of Manbij by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and their allied brigades of Manbij Military Council (MMC). (Photo: Syrian Civil War Map/Edited at Kurdistan24)

Manbij operation.

The SDF have liberated several IS strongholds in north and northeast Syria since.

Although mainstream media presents the group as an inclusive force, the Kurdish People's Protection Units (YPG) are the primary element of the coalition, outnumbering all other groups. ◆

Kurdistan and Russia to boost trade relations



Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani and Gazprom Neft CEO Alexander Dyukov in Saint Petersburg, June 16, 2016. (Photo: KRG)

No: 539 Mon. June 20, 2016
<http://www.kurdishglobe.net>

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani and his delegation visited Russia to attend SPIEF'16 - St. Petersburg International Economic Forum, meeting with Russian Foreign Minister Sergey Lavrov and Alexander Novak, Russian Minister of Energy. The Kremlin has its own take on the Kurdistan Region's energy sector to resume the investment projects, as Erbil, capital of the Kurdish region, is

encouraging the international companies to start investing in the region.

Welcoming Prime Minister Barzani, Foreign Minister Lavrov highlighted Russia's good relations with the Kurdistan Region including the active roles of the Consulate General of the Russian Federation in Erbil and Russian commercial enterprises, particularly in the field of energy.

Talking about Russian support to the Kurdistan Region in its war against ISIS, Lavrov reaffirmed that his country will continue its



Prime Minister Nechirvan Barzani and his delegation met Russian Foreign Minister Sergey Lavrov on the sidelines of the SPIEF'16 - St. Petersburg International Economic Forum.

support.

Prime Minister Barzani thanked Minister Lavrov for the warm welcome and highlighted the old friendship between the people and government of the Kurdistan Region and the Russian Federation. He also expressed his gratitude for the Russian military support to the Kurdistan Region in its war against ISIS terrorists.

They also discussed the situation of the Syrian refugees and Iraqi internally displaced people who fled ISIS and took refuge in the Kurdistan Region. Lavrov praised the role of the people and government of the Kurdistan Region for the assistance they have offered to this large number of vulnerable people.

Russian Minister of Energy Novka welcomed the participation of Prime Minister Barzani and his delegation at St. Petersburg

International Economic Forum, stressing the need to further develop the old relations between the two sides.

He pointed out that the energy sector in Kurdistan Region could be further developed and that Russia wishes that its energy companies contribute to this development.

Prime Minister Barzani thanked Novka for the warm reception and highlighted the historical ties between the two sides, which he said can be developed in various fields.

He explained the situation in Kurdistan Region, its current financial crisis, the war against ISIS and the issue of accommodating a large number of refugees and displaced persons, who fled ISIS repression and took refuge in Kurdistan Region.

He thanked the Russian government for its support and assistance for the Kurdistan Region in its fight against terrorism.

Prime Minister Barzani offered his government's support to Russian companies that invest in energy and other sectors in the Kurdistan Region.

He said that despite the situation in the Kurdistan Region, Gazprom Naft continues its operations and that his government will provide the needed facilities in order to expand its activities in the Region.

In an earlier meeting with Prime Minister Barzani, Gazprom Neft Board Chairman Alexander Dyukov expressed desire to expand their activities in the Kurdistan Region. ♦

Kurds To End Oil Standoff With Baghdad For \$1B

By. James Burgess Jun 15, 2016

Officials from the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq will consider an end to the standoff over unilateral oil exports if the central government in Baghdad guarantees the Kurds US\$1 billion in monthly revenues, news agencies report.

The Iraqi Kurds have largely maintained the upper hand in this oil independence struggle since they began exporting oil on their own directly to Turkey, but since then, Baghdad has made several moves to gain more leverage.

The latest move in March saw Baghdad indefinitely halt oil exports from its National Oil Company (NOC) through the northern Kurdish pipeline, depriving the Iraqi Kurds of additional revenue from the NOC's 150,000 bpd, in order to pressure them to give in on an

oil-revenue-sharing deal.

The Iraqi Kurds, however, aren't likely to give in without putting a high price tag on their capitulation, which for now is set at \$1 billion per month, from the Iraqi federal budget. This figure is said to represent 17 percent of the budget, which was the original deal between the Kurds and Baghdad before the latter cut out the former as punishment for exporting oil unilaterally.

The Iraqi Kurds have not delivered any crude to Baghdad for over a year in retribution for the central government's failure to give the Kurds their share of the federal budget.

Related: Russia's Oil Giants Feel The Crunch But Stay In The Black

The Kurds are not concerned about exporting their oil unilaterally; rather, they are

concerned about revenues. Reuters cited Iraqi Kurd officials as saying that it was of no importance where the oil goes first on its way to the market, as long as the Kurds get the same revenues in the end.

By the latest count, the Iraqi Kurds exported over 513,000 barrels directly to Turkey in May, for revenues of just over US\$390 million. It's not enough to pay the debts it owes to its operators, fund the battle against the Islamic State (ISIS) in and around oil-rich Kirkuk and handle its budgetary requirements, while simultaneously gunning for independence.

The latest deal is one of many that have been proposed in recent months. ●

By James Burgess of Oilprice.com



20 June 2016

Kirkuk's largest faction officially rejects bid for semi-independent region

Rudaw.net June 20, 2016

KIRKUK, Kurdistan Region— In an expected development, the largest political block in Kirkuk's provincial council rejected on Sunday efforts to establish a semi-independent region in Kirkuk, voting in favor of a reintegration with the Kurdistan region.

The Brotherhood block, with 26 seats of the 41-seat provincial council, officially announced its opposition to the proposal, originally put forward by Kirkuk's Kurdish governor Najmaddin Karim.

Karim has said the registered

voters of the disputed province will have three options at the long anticipated referendum; staying with the Iraqi government, reintegration with the Kurdistan region or simply becoming a semi-independent region.

According to the Iraqi constitution a province can become a semi-independent region if it wins two-third of the votes at the provincial council even without a public vote.

"Supporters of a semi-independent region now can only hope for a referendum which could be called for when they have the signed support of at least 10 percent of the



The Brotherhood block officially announced its opposition to the proposal. Rudaw photo

registered voters within two months," said Bokan Abdulla, a legal scholar in Kirkuk.

But the voter consent for a referendum will unlikely to be needed as the Kurdistan region is up for a public vote, most probably before the end of this year, in which also residents in Kirkuk will have the opportunity to make their voice heard.

"We are committed to the constitution article 140 and returning to the Kurdistan region," said Muhammad Kamal, a veteran mem-

ber of the provincial council in Kirkuk addressing a press conference. The constitutional article 140 addresses the so-called disputed territories across Iraq.

Though roughly over half of Kirkuk's population currently consists of Kurds, the Turkmen and Arab communities are relatively sizeable in the disputed city, which ultimately makes their vote crucial to any referendum. ■



June 21, 2016

New deal could end political stalemate in Kurdistan region

By Rudaw.net June 21, 2016

SULAIMANI, Kurdistan Region— A new consensus government based on the 2013 election results which would also determine a new mandate for the president of the region could end the impasse that has virtually locked the political process in Kurdistan since last October, a top representative of the opposition Change Movement (Gorran) tells Rudaw.

Dana Abdulkarim said according to their new offer all key positions including the president, the premier and the parliament speaker would be back on the negotiating table with the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) which won most of the seats in the regional parliament but fell short of forming a majority government three years ago.

With 38 of the regional parliament's 111 seats, the KDP struggled to form a broad-based cabinet after the inconclusive elections in 2013 with its rival parties the PUK, 18 seats, and Gorran, 24 seats. Also other groups were given ministerial posts to ensure stability in governance.

"When the government was formed, the regional president's term in office had not ended, but now it

has," said Abdulkarim. "Also the parliament is now paralyzed which means that a new deal should be signed based on the 2013 election outcome with the posts of the region's president, the prime minister and the speaker renegotiated with every party receiving their fair share," he added.

The KDP-led government in 2013 entered negotiations with the Gorran and agreed on a broad-based cabinet in which Gorran had heavy positions including the ministries of finances, the Peshmarga and the speaker of the parliament while also the PUK held top posts in the same government.

But relations between the two deteriorated in August 2015 with the parties clashing over the mandate of the president, currently held by the KDP leader, Masoud Barzani.

The row was finally settled when a constitutional council in the region extended Barzani's term in office to next general elections, tentatively set for July 2017.

The KDP has accused Gorran of architecting street riots late last year which resulted in the deaths of several people including KDP members. Gorran has denied involvement.

The KDP has also refused to receive the joint Gorran-PUK dele-



A meeting of the leaders of Change movement and the Patriotic Union of Kurdistan. Rudaw Photo.

gation in a stark sign of disapproval of the two groups' recent pact, which the KDP has viewed as destabilizing the region.

The KDP has said it will enter talks with both the parties separately and not as one faction.

According to their new pact, the PUK and Gorran will run in the 2017's general elections on the same ballot, which could also effectively disturb the decade-old alliance between the PUK and KDP.

"If the KDP refuses to negotiate with Gorran, I'm afraid the crisis will continue unchanged," said Farid Asasard, a senior PUK official adding that his party should conti-

nue to narrow the gap between the two towards a solution.

Chief PUK negotiator Qadir Hamajan said Sunday that if the KDP was determined not to negotiate with their joint delegation, "the parties could individually sit down with the KDP."

Aras Haso Mirkhan, a senior KDP official told Rudaw, however, his party will determine in the coming days whether it would continue to refuse a joint PUK-Gorran delegation for talks.

"It is for the KDP politburo to decide how it wants to deal with Gorran," Mirkhan told Rudaw. ■

Iran: 11 rebelles kurdes et 3 militaires tués

Par Lefigaro.fr avec AFP
28/06/2016

Onze "rebelles kurdes" et trois combattants des Gardiens de la révolution ont été tués lors d'affrontements armés près de la frontière avec le Kurdistan irakien, a rapporté aujourd'hui l'agence Fars citant un responsable de l'armée d'élite d'Iran.

"Un groupe de onze contre-révolutionnaires liés au Parti démocrate du Kurdistan d'Iran (PDKI, ndlr) dissout, qui voulaient s'infiltrer dans le pays ont été repérés (...) et ont été éliminés après dix jours de poursuites dans la région de Sarvabad", a déclaré le général Mohammad Hossein Rajabi, com-

mandant des Gardiens de la révolution (armée d'élite d'Iran) de la province iranienne du Kurdistan.

Il a ajouté que "trois membres locaux des forces des Gardiens de la révolution" avaient été tués. Le PDKI est le plus ancien parti kurde iranien et réclame l'autonomie du Kurdistan d'Iran. Il a été interdit au lendemain de la révolution islamique de 1979 et mène depuis une lutte armée contre le pouvoir iranien.

Dimanche, les autorités avaient fait état de cinq "rebelles armés" tués par les Gardiens de la révolution dans cette même région. Le général Rajabi n'a pas précisé si ces cinq rebelles font partie du nouveau bilan de onze rebelles tués ou bien

s'ils s'y ajoutent. Le commandant de l'armée de terre des Gardiens de la révolution, le général Mohammad Pakpour, a menacé dimanche d'intervenir contre les bases des groupes armés dans le nord de l'Irak.

"En cas de non respect des engagements pour empêcher ces attaques, leurs bases seront visées où qu'elles soient", avait-il déclaré. L'Iran était intervenu en 2011 contre les bases des groupes rebelles kurdes iraniens dans la région du Kurdistan irakien après des attaques contre son territoire. Ces groupes s'étaient alors engagés à déplacer leurs camps plus à l'intérieur des terres irakiennes et à ne pas mener d'opérations contre l'Iran.

Les autorités du Kurdistan ira-

nien s'étaient engagées à maintenir les groupes kurdes iraniens loin de la zone frontalière avec l'Iran.

Depuis la mi-juin, on assiste à une recrudescence des actions armées dans cette région. Le 16 juin, les Gardiens de la révolution avaient déjà fait état de la mort de douze "terroristes" et de trois militaires iraniens lors d'affrontements similaires à Oshnavieh, un peu plus au nord.

Quelques jours plus tôt, les autorités avaient également fait état de la mort de dix "terroristes", cinq rebelles kurdes et cinq djihadistes, et d'un policier dans deux accrochages dans le nord-ouest et le sud-est de l'Iran. ■

L'orient
LE JOUR

28 juin 2016

Turquie : retour à la diplomatie du zéro problème avec le voisinage ?

Isolé diplomatiquement, Ankara a normalisé ses relations avec Israël et a fait le premier pas en vue d'une réconciliation avec la Russie.

Anthony SAMRANI | OLJ 28/06/2016
<http://www.lorientlejour.com>

En matière de diplomatie, la rancune n'est pas un luxe que l'on peut se permettre. La Turquie vient de le prouver à deux reprises, en moins de 24h, en normalisant officiellement ses relations avec Israël puis en faisant un pas important en vue d'une réconciliation avec la Russie. Les deux événements ne répondent pas à la même temporalité et ne peuvent pas être mis sur le même plan.

La normalisation des relations avec Israël, après six ans de brouille, fait suite à de longs mois de négociations entre les deux États et répond à un intérêt commun pour les deux puissances. En mal d'alliés régionaux, notamment du fait de son soutien à l'opposition à Bachar el-Assad et de son appui aux Frères musulmans, Ankara avait besoin de briser son relatif isolement diplomatique. Israël, de son côté, consolide ainsi ses alliances bilatérales dans la région et s'offre un allié précieux dans sa volonté de contrer les velléités hégémoniques de l'Iran au Moyen-Orient. La question énergétique est également un facteur-clé du rapprochement entre les deux États : Israël cherche à exporter son gaz naturel, et la construction d'un pipeline passant par la Turquie a été évoquée. La relation entre les deux pays pourrait se résumer ainsi : nécessité fait loi.

Le geste de rapprochement envers la Russie est, quant à lui, beaucoup plus surprenant. Les relations entre ces deux anciens alliés s'étaient très largement refroidies depuis novembre 2015, après qu'un avion militaire russe a été abattu par Ankara en Syrie. Si les deux puissances ont de nombreux intérêts en commun, leur opposition frontale sur le terrain syrien ne laissait pas présager d'une réconciliation rapide. Alors



La lettre d'excuses envoyée hier par Recep Tayyip Erdogan à Vladimir Poutine précise que « la Russie est pour la Turquie un ami et un partenaire stratégique ». Une façon de tourner la page et d'engager un processus de réconciliation. Kayhan Ozer/Presidential Palace/Handout

qu'Ankara soutient les groupes opposés au régime de Damas et bombarde les positions des Kurdes syriens du YPG (Unités de peuplement), Moscou combat aux côtés des troupes loyalistes et appuie les revendications d'autonomie des Kurdes syriens. La lettre d'excuse, envoyée hier par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, au président russe, Vladimir Poutine, précise que « la Russie est, pour la Turquie, un ami et un partenaire stratégique ». Une façon de tourner la page et d'engager un processus de réconciliation.

Le fait que ces deux gestes diplomatiques soient annoncés le même jour est-il le simple fruit du hasard ? Cela paraît assez peu probable tant la symbolique est forte. Compte tenu des bonnes relations qu'entretiennent actuellement Israël et la Russie, il est même possible que l'État hébreu ait servi de médiateur entre les deux gouvernements.

PRAGMATISME

Ces deux annonces semblent en tout cas s'inscrire dans une logique plus globale pour Ankara. Après être passé en quelques années d'une diplomatie du « zéro problème avec les voisins » à une diplomatie du « zéro solution avec les voisins », Ankara semble vouloir apaiser à nouveau ses relations dans la région et rompre ainsi son isolement diplomatique. Très critiqué ces derniers mois pour sa gestion du conflit syrien et pour sa pratique de plus en plus autocratique du pouvoir, M. Erdogan était notamment pointé du doigt pour ses sorties provocatrices et son caractère imprévisible. Aujourd'hui, il semble faire preuve de pragmatisme.

Forte de sa puissance, la Turquie voulait profiter il y a cinq ans du printemps arabe pour devenir la puissance dominatrice dans la région. L'évolution de la situation en Égypte, où elle soutenait le président Morsi, chassé du pouvoir à la suite d'un coup d'État, mais surtout les conséquences de la crise syrienne sur sa situation intérieure l'ont obligée à revoir sa politique. La crise des réfugiés, la multiplication des attentats terroristes et surtout la reprise des affrontements avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et sa branche syrienne, le PYD, ont contraint Ankara à adopter une posture plus défensive par rapport à la crise syrienne. C'est probablement, en partie, en raison du risque de voir se former un territoire kurde autonome à sa frontière avec la Syrie qu'Ankara a décidé de présenter ses excuses à Moscou. Ayant le sentiment d'avoir été lâché par ses alliés de l'Otan, qui collaborent ouvertement avec le PYD en Syrie, Ankara espère peut-être que Moscou cessera de soutenir les Kurdes. Reste à savoir ce que proposera Ankara en contrepartie. Bachar el-Assad pourrait ainsi être le grand gagnant d'une réconciliation russo-turque...●

Pourquoi la Turquie est une cible privilégiée de Daech

Malgré l'absence de revendication, l'ombre de l'Etat islamique plane sur l'attentat d'Istanbul, qui a fait 41 morts. En Turquie, la lutte contre le djihadisme, engagée tardivement, souffre de lacunes

Anne Andlauer, Istanbul - 30 juin 2016
http://www.letemps.ch

Au lendemain du triple attentat-suicide qui a tué mardi soir au moins 43 personnes et blessé 239 autres à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul, les autorités continuaient de privilégier la piste de l'Etat islamique (EI). D'après le bureau du procureur chargé de l'enquête, l'identité des trois kamikazes restait inconnue mercredi mais il pourrait s'agir de ressortissants étrangers. Près de 24 heures après l'attaque, aucune revendication n'avait encore été émise. Le gouvernement a décrété une journée de deuil national.

Au moins 13 étrangers (d'Arabie saoudite, Irak, Tunisie, Ouzbékistan, Chine, Iran, Ukraine, Jordanie), dont trois binationaux turcs, figurent parmi les victimes. Selon les premiers éléments de l'enquête, livrés par l'agence gouvernementale Anadolu, un terroriste a d'abord mitraillé les passagers et les policiers qui se trouvaient à l'entrée du terminal international, à l'étage des départs, au niveau des portiques de sécurité, passage obligatoire pour entrer dans le hall. Blessé par balles dans un échange de feu, l'homme serait tombé à terre avant d'actionner sa ceinture d'explosifs. Les deux autres terroristes l'ont rapidement imité, à l'étage des arrivées: après une série de tirs à l'arme automatique, le premier s'est fait exploser au niveau de l'entrée du terminal tandis que le second déclenchait sa ceinture quelques mètres plus loin. Les trois hommes auraient préalablement rejoint l'aéroport en taxi.

DES DJIHADISTES BIEN IMPLANTÉS

En l'espace d'un an, avec près de 200 morts dans six attentats (dont cinq kamikazes) attribués à l'EI, la Turquie est devenue l'un des pays les plus meurtris par le groupe djihadiste dans le monde. «L'EI, lorsqu'il frappe la Turquie ou l'Europe, poursuit plus ou moins les mêmes objectifs: diviser les sociétés, montrer sa force, accroître son charisme parmi ses sympathisants, attirer de nouvelles recrues... A cette différence près qu'en Europe, l'EI s'attaque à la société dans son ensemble. En Turquie, il cible davantage ses victimes», observe Mehmet Kurt, professeur à



Les attaques ont eu lieu près du terminal des vols internationaux. Dernier bilan: 41 morts et plus de 200 blessés. (Ismail Coskun, IHA via AP)

l'Université de Bingöl (sud-est de la Turquie), spécialiste de la radicalisation islamiste.

En Turquie, jusqu'ici, le groupe djihadiste s'est toujours attaqué à des lieux touristiques, ou à des militants de gauche et du mouvement politique kurde proche du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). «Cette haine des Kurdes [du PKK] lui vient du fait qu'ils représentent la seule force organisée et laïque en Syrie, et qu'ils résistent à l'EI dans tout le Kurdistan syrien», explique Mehmet Kurt, qui souligne toutefois un fait peu évoqué: «Même si nous ne disposons pas de chiffres précis, les informations disponibles suggèrent aussi une présence importante de Kurdes de Turquie au sein de l'organisation. En octobre 2015, les autorités turques estimaient qu'entre 1000 et 1300 de leurs ressortissants avaient rejoint les rangs de l'EI, chiffre sans doute sous-estimé.

ANKARA A FERMÉ LES YEUX SUR CERTAINES ACTIVITÉS

Face à l'ampleur de la menace, la réponse des autorités est-elle à la hauteur? Mehmet Kurt rappelle qu'elle a été bien tardive: après une période de laxisme «liée à sa politique en Syrie jusqu'en 2015, la Turquie a fini par comprendre que l'EI était un danger pour elle. Ou plutôt, elle a été forcée d'affronter cette réalité.» De fait, Ankara a pris des mesures. La frontière turco-syrienne n'est plus le boulevard qu'elle a longtemps été pour l'opposition syrienne de tous bords et les apprentis djihadistes de toutes nationalités. Après

avoir longtemps fermé les yeux sur les allées et venues des militants de l'EI (lesquels partagent la même hostilité qu'Ankara envers le PKK et donc envers sa branche syrienne, le PYD), la Turquie a nettement renforcé le contrôle de sa frontière, où un mur de béton de 350 kilomètres de long devrait être achevé d'ici à la fin de l'année. Depuis plusieurs mois, y compris ce mardi, son artillerie bombarde régulièrement les djihadistes dans le nord de la Syrie, assurant avoir tué plus de 1300 d'entre eux (un chiffre invérifiable). Ankara affirme également avoir déporté plus de 3300 «combattants terroristes étrangers», soit un millier de plus que le chiffre officiel en novembre 2015.

«Il y a un avant et un après Suruç», constate Kemal Göktaş, chroniqueur judiciaire du quotidien Cumhuriyet, en référence à l'attentat du 20 juillet 2015, première attaque-suicide de l'EI en Turquie. «Faut-il pour autant en conclure que les autorités mènent une lutte efficace contre l'EI? Non», tranche Kemal Göktaş. Récemment, ce journaliste a démontré que la police savait, 25 jours avant l'explosion d'Ankara (103 morts en octobre 2015), que l'EI préparait un attentat contre un meeting. Le nom de l'un des deux kamikazes avait même été signalé le matin de l'explosion, a révélé Kemal Göktaş, publiant un rapport interne. Les chefs de police mis en cause n'ont pas été inquiétés. Le journaliste, lui, est sous le coup d'une enquête du parquet d'Ankara pour avoir «pris pour cible des responsables actifs dans la lutte contre le terrorisme.» ♦

Turquie: 2 militaires tués dans des attaques du PKK

Par Lefigaro.fr avec AFP - 29/06/2016

Deux militaires turcs ont été tués et trois autres blessés hier soir dans deux attaques menées par des combattants kurdes dans la pro-

vince de Diyarbakir, située dans le sud-est de la Turquie, a annoncé l'armée aujourd'hui.

Des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont lancé une offensive dans le district de Lice de la province, blessant quatre

militaires, dont l'un est par la suite mort de ses blessures à l'hôpital, selon le communiqué publié par les forces armées.

Un autre militaire a été tué par balles par les combattants du PKK à Bismil, un district de la province de Diyarbakir alors qu'il descendait de son véhicule devant chez lui.

Le conflit avec le PKK a fait plus de 40.000 morts depuis le début de l'insurrection en 1984. Une nouvelle flambée de violence est en cours depuis la fin, en juillet dernier, d'une trêve qui durait depuis environ deux années. ■

REUTERS

Le Conseil de l'Europe renonce à sanctionner Ankara

22 juin 2016 / STRASBOURG (Reuters) -

L'ASSEMBLÉE parlementaire du Conseil de l'Europe a dénoncé mercredi les violations des droits de l'Homme et de l'Etat de droit en Turquie, jugées contraires aux principes de l'organisation, tout en renonçant à sanctionner Ankara.

Une proposition d'ouverture d'une procédure de suivi (monitoring), une mesure symbolique mais politiquement significative consistant à placer l'Etat membre sous surveillance, a été retirée par ses auteurs peu avant le

vote d'une résolution, dans un esprit de "compromis".

Le texte, adopté par 96 voix contre 24 et dix abstentions, est cependant particulièrement sévère vis-à-vis d'Ankara et du gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan.

"L'évolution récente de la situation concernant la liberté des médias et la liberté d'expression, l'érosion de l'Etat de droit et les violations alléguées des droits de l'Homme liées aux opérations de sécurité antiterroristes menées dans le sud-est de la Turquie menacent le fonctionnement des institutions démocratiques de ce pays", affirment les parlementaires.

Ils dénoncent tant les arrestations de journalistes et d'universitaires sous couvert de loi antiterroriste que les menaces qui pèsent sur l'immunité des parlementaires turcs ou les conséquences, dont un exode massif de la population, des opérations anti-terroristes contre les séparatistes kurdes.

Le gouvernement turc est resté sourd, jusqu'à présent, aux inquiétudes et critiques exprimées quant à ses écarts croissants vis-à-vis des règles démocratiques, par différents organes du Conseil de l'Europe, Secrétariat général, Commission de Venise ou Commissaire aux droits de l'Homme. ●

AFP

Six soldats turcs tués par le PKK dans le sud-est de la Turquie (armée)

Istanbul, 24 juin 2016 (AFP)

DES COMBATTANTS du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) ont tué vendredi six soldats turcs lors de deux attaques distinctes dans le sud-est du pays, secoué depuis près d'un an par des violences quasi quotidiennes, a annoncé l'armée.

Deux soldats ont été abattus en début de matinée par des membres du PKK dans le district de Derik, dans la province de Mardin.

Moins d'une heure plus tard, quatre soldats turcs ont été tués par un engin explosif sur une route de la province de Hakkarin, dans l'extrême sud-est du pays, a ajouté l'armée.

Des centaines de membres des forces de sécurité turques ont été tués dans des attaques du PKK depuis la reprise des hostilités il y a près d'un an dans le sud-est à population à majorité kurde.

Le gouvernement a de son côté assuré qu'il poursuivrait sa campagne acharnée d'éradication des rebelles des centres urbains du sud-est de la Turquie. ●

20 minutes

29 juin 2016

Attentat d'Istanbul: «La Turquie a changé de stratégie à l'égard de Daesh depuis un an»

GEOPOLITIQUE Interrogé par 20 Minutes, le professeur Jean Marcou souligne le changement stratégique de la Turquie, en lutte contre le terrorisme djihadiste depuis plusieurs mois...

Propos recueillis par William Pereira
29.06.2016 www.20minutes.fr

Au lendemain de l'attentat de l'aéroport international d'Atatürk, à Istanbul, qui a causé la mort de plusieurs dizaines de personnes, des élus français, à l'image de Marine Le Pen, ont critiqué le caractère « ambigu » des relations entretenues par la Turquie avec l'Etat islamique. Mais qu'en est-il réellement ? 20 Minutes a interrogé Jean Marcou, professeur à Sciences-Po Grenoble et spécialiste de la vie politique turque, afin de mieux comprendre la politique menée par Recep Tayyip Erdogan pour lutter contre le terrorisme djihadiste.

Quelle est la stratégie actuelle de la Turquie à l'encontre de l'Etat islamique ?

Il y a un changement de stratégie depuis un an et les premières frappes [de la Turquie] contre Daesh, bien que les frappes contre le PKK aient occulté cet aspect des actions turques. Changement qui s'est réellement concrétisé depuis l'attaque de la gare d'Ankara il y a six mois, car même s'il n'avait pas été revendiqué, l'enquête avait pu conforter la thèse de l'attentat djihadiste. Aujourd'hui, il y a en Turquie un travail permanent des autorités turques qui démantèlent des cellules terroristes et procèdent à des arrestations. Il y a en permanence des gens qui sont arrêtés et des ceintures d'explosifs retrouvées. Il y a même eu des opérations armées, des affrontements armés à la frontière syrienne.

Qu'en est-il de la politique menée par la Turquie contre les indépendantistes kurdes ?

La relation entre les Turcs et l'Etat islamique n'a jamais été vraiment claire, notamment car les deux camps avaient des intérêts convergents sur la question kurde en Syrie. Mais il n'y a pas non plus mille convergences entre la Turquie et les djihadistes, simplement des intérêts stratégiques communs. D'autre part, aujourd'hui, la Turquie se pose en rivalité avec les Kurdes dans la lutte contre l'Etat islamique. Quand les Etats-Unis ont déclaré que le PYD, assez proche du PKK, n'était pas un groupe terroriste, Erdogan l'a mal pris et a dès lors voulu se poser comme premier adversaire des terroristes [aux yeux des Occidentaux]. Avec, toujours, la même ambiguïté. Car dans son esprit, les Kurdes sont également des terroristes.

D'un point de vue stratégique, comment peut-on interpréter la non-revendication des récentes attaques djihadistes en Turquie de la part de l'Etat islamique ?

La non-revendication des attentats possiblement commis par Daesh est une constante chez ces derniers depuis l'attentat de Suroç, le 20 juillet 2015. Depuis ce dernier, il n'y a plus eu de revendication de la part des djihadistes. C'est un comportement qui est très difficile à lire. Il y a l'idée qu'en Turquie, il existe une double menace avec les djihadistes et le PKK, et que Daesh peut se cacher derrière. Mais surtout, je pense que l'ambiguïté dont a longtemps été accusée la Turquie se retrouve aussi dans le camp de l'EI, dans le



L'aéroport d'Istanbul-Atatürk bouclé par la police turque, le 28 juillet. - Emrah Gurell/AP/SIPA

sens où Daesh a aujourd'hui sans doute du mal à accepter le fait que la Turquie le combatte. Il y a cette idée que l'opposition à la Turquie n'est pas complètement déclarée.

Quelle influence peut avoir l'attentat de l'aéroport international d'Atatürk sur la stratégie de l'Etat turc contre Daesh ?

Les autorités turques n'ont guère d'autre choix que de poursuivre leurs actions pour maintenir la sécurité du pays. Il y aura d'autres arrestations avec du matériel explosif saisi. Je ne vois pas quelle autre option peut s'offrir à eux. ♦

Iraq: Kurds and Iran eye an oil deal

Kurdish and Iranian officials in talks to transfer as much as 250,000 barrels per day of Kurdish oil to Iran.

Mohammed A. Salih and Mustafa Naser
JUNE 22, 2016
<http://www.aljazeera.com>

Erbil – Iran and the Kurdistan Regional Government (KRG) have hammered out the technical details of a plan to build a pipeline that could transfer as much as 250,000 barrels a day of Kurdish oil to Iran, but signing off the deal has yet to happen, according to Kurdish officials.

"We [the KRG and Iran] have an understanding on how to do this [exporting KRG oil and gas to Iran]. The technical aspects have been talked about and are clear to both sides. What remains is the political and commercial side of it," Taha Zangana, the KRG's deputy minister of natural resources, who led the talks from the KRG side, told Al Jazeera.

Zangana added that a high-level Kurdish delegation is expected to visit Tehran - after the Muslim holy month of Ramadan - to finalise and sign the deal. He, however, declined to say whether or not a specific date had been set.

If a formal deal eventually emerges, observers say, it could have long-term geopolitical ramifications by possibly bringing Tehran and the KRG closer together.

Since 2014, discussions about building a pipeline between Iran and the Kurdish region had been continuing between senior Kurdish and Iranian officials. However, serious talks kicked off in March this year, according to Kurdish official sources.

If finalised, the energy export scheme will include both oil and natural gas since - according to KRG data - Iraqi Kurdistan is believed to have some of the world's largest gas reserves amounting to as much as 5.6 trillion cubic metres.

The KRG already exports around half a million barrels of oil a day to world markets through its sole pipeline that ends in the Turkish port of Ceyhan, on the Mediterranean. "It's important for us to have an alternative route for exporting oil by building [another] physical oil pipeline to transport Kurdistan oil to international market," Zangana said.

On April 4, Kurdish and Iranian officials reached an understanding on the technical aspects of the energy export project, but the KRG has yet to convey "its readiness" to its Iranian counterparts regarding a date to sign the deal, Nazim Dabagh, the KRG's permanent representative to Tehran told Al Jazeera.

Dabagh said some disagreements still persist as to the price and volume of the KRG oil delivered to Iran, however, the agreement so far is to pump a maximum of 250,000 barrels a day.

Another possible challenge to signing a final deal is whether Iraq's federal government would support such a plan. The government in Baghdad has cut off the KRG's share of the Iraqi national budget since early 2014 after the Kurds exported oil directly via neighbouring Turkey.

"There is no agreement between Baghdad and Tehran over this issue [exporting KRG oil to Iran]," said a high-ranking official within the Iraqi National Alliance (INA) parliamentary bloc, who spoke on condition of anonymity due to the sensitivity of the subject.

The source, however, added that Iranian officials had briefed the Iraqi authorities about such



The energy talks with Iran come amid deep domestic divisions among Iraqi Kurdish parties [Muhammad Fala'ah/Getty Images]

a scheme as early as 2014 and that Baghdad has not made official objections to the matter.

The INA is the major Shia parliamentary bloc and many of its members are viewed as supportive of Prime Minister Haider al-Abadi. Zangana of the KRG says that although official approval from Iraqi authorities has yet to come, they have privately "expressed their happiness over it".

However, an Iranian diplomat in the Kurdish capital, Erbil, told Al Jazeera that his country will not sign an energy export deal with the KRG without Baghdad's approval.

"Within the framework of the larger package of disputes between Erbil and Baghdad, if these issues are settled, then this [KRG-Iran energy deal] will be resolved too," said Mohsen Bavafa, Iran's deputy general consul in Erbil.

According to the current understanding between Iranian and Kurdish officials, the KRG will export oil to refineries near the Iraqi border such as the western province of Kermanshah or northwestern province of Tabriz and possibly Arak as well as Tehran, two KRG officials told Al Jazeera.

In return, the KRG will receive crude oil from the Iranian ports in the Gulf to sell it in international markets.

The Kurdish oil will probably be pumped to Iran from fields in Sulaimaniya and possibly Kirkuk regions, according to Dabagh. But given that Kirkuk is a disputed zone between the Iraqi and Kurdish governments, it's not clear whether Kirkuk's oil will flow to Iran.

Kirkuk's governor Najmaldin Karim had told the Kurdish Rudaw network that he doesn't think exporting Kirkuk's oil to Iran "is practical". While the KRG had set a target of producing one million barrels a day by 2105, it is far short of reaching that goal. Kurdistan's natural gas production is also at an early stage, mostly covering domestic consumption.

Experts believe building a second pipeline to export energy resources to Iran will probably generate a mix of results. "Exclusive dependence on Turkey, given the imbalance of size and power, is a tremendous risk for the KRG," said Bilal Wahab, director of the centre for development and natural resources at the American University of Iraq, Sulaimaniya.

Wahab says that if Tehran benefited from its

Exclusive dependence on Turkey, given the imbalance of size and power, is a tremendous risk for the KRG.

Bilal Wahab, American University of Iraq, Sulaimaniya

oil deal with Kurdistan, this may help in improving the relationship between Baghdad and Erbil given Iran's close relations with Baghdad. "But such leverage goes both ways. Iran's leverage would also increase, of course, akin to Turkey's growing political and economic clout in Kurdistan since the [launch of] Ceyhan pipeline [in 2014]," added Wahab.

In recent months, there have been growing doubts in Kurdistan about the extent of Turkey's reliability as the main energy export corridor. The pipeline transporting KRG oil to Turkey has experienced periodical outages either due to the ongoing conflict between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the southern part of the country or acts of theft and sabotage by unknown assailants.

The energy talks with Iran come amid deep domestic divisions among Iraqi Kurdish parties. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - one of the two major Kurdish ruling parties with its popular base in Sulaimaniya and Kirkuk provinces - appears to be enthusiastic about the deal.

Doubts had even emerged in recent months that PUK's rival, the Kurdistan Democratic Party (KDP), which dominates the KRG, might stand against an energy deal with Iran. But KRG spokesman, Safin Dizayee, had denied those accusations in a statement.

Given regional rivalries between Turkey and Iran and the tense relations between Ankara and Baghdad over what Baghdad perceives as Turkey's meddling in Iraqi affairs, there were questions as to how Turkey might react to another pipeline route exporting KRG's oil to Iran.

Turkey has been KRG's major energy partner - so far - and there are plans for the KRG to export as much as 20 billion cubic metres of natural gas a day to Turkey by early 2020s. The ➤

➤ former Turkish consul general in Erbil said that Turkey does not necessarily view an Iranian-Kurdish energy deal through the lens of regional rivalries. "Ankara sees the choice between Erbil and Baghdad as a false dichotomy," said Aydin Selcen, who currently has no affiliation with the

Turkish government, adding that Ankara also refuses to have Iran's role, as a balancing factor in the region, imposed on it.

Speaking to Al Jazeera, KRG spokesman Dizayee said that Turkey has not had any negative reaction to the ongoing energy talks between

his government and Iran.

"The oil and gas that goes to Turkey has its own market and goes to Europe but the one that goes to Iran is for Asia," he said. ♦

REUTERS

Young Syrians get 100 percent praise at 'Refugees Got Talent' contest in Iraq camp



Young refugee performers getting ready for their slot at the Refugees Got Talent competition in Arbat, Iraqi Kurdistan, held to celebrate World Refugee Day (UNHCR)

Tue June 21, 2016 By Sofia Barbarani / Reuters

SULAYMANIYAH, Iraq (Thomson Reuters Foundation) - Belting out an emotional song in honor of Kurdish military forces under a full moon, Syrian refugee Mizzgin Rumi's shyness transformed to confidence as he captivated his audience.

Rumi, 19, was one of 10 acts on stage at the dusty Arbat refugee camp in the semi-autonomous northern region of Iraqi Kurdistan competing in the highly-anticipated final of the talent contest "Refugees Got Talent".

Surrounded by a band of professional musicians, Rumi's singing dazzled hundreds of refugees, all of whom have fled the war in Syria, and he took the lead in the competition at Arbat where families live in rows of cinder brick homes.

The show, run along the lines of British music impresario Simon Cowell's global franchise "Got Talent", was organized by the United Nation's refugee agency UNHCR to mark World Refugee Day on Monday and was a major highlight for many in the camp.

Rumi was stunned to be the favorite of the four judges, prompting a rare display of cheers and celebration among the more than 7,500 Syrian refugees housed at the sprawling camp.

From the war-torn city of Kobane in northern Syria, Rumi and his family have been living at Arbat for two years. Only his brother stayed behind, choosing to fight instead of fleeing.

"When we left we thought we'd be coming back," an exuberant Rumi, dressed in a smart white shirt, told the Thomson Reuters Foundation.

NIGHT TO REMEMBER

UNHCR representative to Iraq, Bruno Geddo, said the talent contest was an opportunity for refugees to unite for a night with the sounds of traditional Kurdish music, pop ballads, and Hindi rhythms echoing across the dark, warm evening.

He said World Refugee Day wanted to highlight the plight but also the resilience of the 20 million people globally living as refugees, with many youngsters in those ranks.

An estimated nine million Syrians have fled their homes since the outbreak of civil war in March 2011, with over three million fleeing to neighboring countries and some 240,000 finding refuge in the neighboring Kurdish region of Iraq.

The UNHCR estimates there are nearly 8,000 Syrian children and youth living in Sulaymaniyah and most do not attend school.

For while some primary education is provided for children up to ninth grade, it is hard for youngsters to get places in secondary schools and universities mainly because their families do not have enough money to pay for fees, supplies or transport.

Being locked out of education leaves many young people bored in the camp and "Refugees Got Talent" was devised as a way to showcase their skills, ranging from singing to dancing to break dancing.

"(This contest) keeps them focused on something positive. We witnessed the electricity and the joy in the eyes of the youth," said Geddo.

"It was enormously empowering. We saw last night the tremendous talent and energy of young Syrian refugees. We want to help them unleash their potential."

In second place came the quirky Hindi dance ensemble ABCD – Anybody Can Dance - with five teenage refugee girls led by 17-year-old Rojbin Baroodo, dressed in jeans and a T-shirt.

"Dance is my life," said a jubilant Baroodo who relocated to Iraq's Kurdish region two years ago after fleeing the Syrian city of Hassakeh with her family.

"Hindi music is not popular in Syria, but when I started doing this [dancing and teaching] it became popular," she said in flawless English with an accent that gave away her love of Bollywood films.

"I want to be a dancer but my family says I cannot because I am a girl. It was difficult to tell them about my dancing – they said this is the last time [I can dance] then I will dance [only] at home."

ABCD member and friend Amal Mohammad nodded in agreement, recounting her parents' reaction to her passion for dance.

"At first my parents said it was shameful – but if we keep dancing I believe people will imitate us and it will become more normal," said Mohammad.

As committed as ABCD to their Hindi routine, so was 17-year-old Wasila Hassan to her Kurdish dance, coming in third place with her dance group Rojava.

"We dance all day long, almost every day. When I dance I forget the world, I just want to keep dancing," said the teenager, adamant that through dance she could introduce Syrian culture to the world.

Amal Sleman, a member of the Khalat dance troupe, said the talent show had been a real boost in the camp

"I like that all of my friends can gather together and find a moment to be happy," she said. ●

Why Syria's Kurds are cooperating with Russia

While the Syrian opposition accuses the Kurds of cooperating with the regime and Russia, the Kurds say they're doing so to fight the Islamic State.



Author Sardar Milla Drwish
June 22, 2016
Translator Joelle El-Khoury
www.al-monitor.com

GAZIANTEP, Turkey — Since the Syrian revolution began in 2011, the Kurds have not engaged in direct military confrontations with the regime of President Bashar al-Assad, which has not shelled their areas as it has other Syrian cities, even though the Kurds have always opposed successive Syrian regimes.

Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG), who are accused of embracing the ideology of the Kurdistan Workers Party (PKK), managed to earn the international community's trust after the 2014 battle for Kobani. This feat led to an international consensus, including the United States and NATO, to support them in the face of the Islamic State. Yet the Syrian opposition accuses the Kurds of being allies of Russia, which is shelling Syrian areas, and of cooperating with the regime through Russia. Buthaina Shaaban, political and media adviser to the Syrian regime, said in a Feb. 20 statement that the Kurds are cooperating with the regime through a Russian agreement.

In October, the Washington Institute for Near East Policy published an article by Fabrice Balanche warning that the US-supported, Kurdish nationalist Democratic Union Party (PYD) "will not hesitate to cooperate with Damascus and Moscow in the north if Turkey and the United States continue prohibiting the unification of Kurdish enclaves" including Afrin, Kobani and Jazira.

Talk of Kurdish ties with the Kremlin raised concerns, particularly in the United States, whose government armed the Kurds. Also, the possible Kurdish-Russian ties increased Turkey's fears that the Kurds' influence would grow near its border with Syria. Those fears increased in October, when Moscow expressed its readiness to cooperate with any forces fighting against IS in Syria and commander Sipan Hemo demanded that Russia supply the YPG with weapons and coordinate with the group against IS.

While Russia hasn't confirmed its military support for the Kurds, it did declare its political support at Oct. 21 meetings with the PYD in Moscow. The meetings resulted in Syrian Kurds opening a representative office in Moscow on Feb. 10.

Maram Daoud, a leader of the Charter of Dignity and Rights, told Al-Monitor the majority of political parties in Syria have regional and international ties and agendas.

"Relations are [usually] built with one or more than one regional or international party, particularly those having a military agenda," he said. "The Syrian Democratic Forces [SDF] that was recently formed to replace the Kurdish YPG has ties with both Russia and the US-led coalition based on mutual interests."

Daoud believes the SDF is taking advantage of the international community's priority of fighting terrorism, which is a common denominator for Russia and the United States. The SDF is advancing in areas held by terrorist organizations such as IS and Jabhat al-Nusra in Syria.

He believes the SDF, which includes groups of different ethnicities, is introducing itself as the nucleus of a new military force with a secular bent.

Regarding Russian political support for the Kurds, Daoud said Russia wants to expand the opposition circle in the Geneva talks by supporting the PYD on one hand and a Syrian opposition group based in Hmemim on the other.

"Russia supports all of the forces that do not clash with the Syrian Arab army, as well as all of the forces opposing the Turkish- and Gulf-backed opposition," he said. Daoud added that it is possible for any party to open a representative office in Russia and the United States without being recognized as a federation.

The YPG defeated IS in 2015 in Kobani. Today, the SDF is besieging IS strongholds in northern Aleppo province, starting with the city of Manbij and



Syria Democratic Forces fighters take positions as they await US-led airstrikes on Manbij's mills, where Islamic State militants are positioned, in Aleppo governorate, Syria, June 16, 2016. (photo by REUTERS/Rodi Said)

its surrounding areas, with the support of political parties such as the Kurdish political umbrella group the Movement for a Democratic Society.

Nasser Haj Mansour, an adviser to the SDF general command, told Al-Monitor that the SDF is fighting IS for strategic and ideological motivations. He said of SDF relations with Russia, "The Russian airstrikes against IS and Jabhat al-Nusra in Syria serve and support the SDF."

He added, "Russia politically supports the Kurds' participation in a political solution in Syria, considering that this position is based on Russia's deep and realistic understanding of the situation in Syria."

British Foreign Secretary Philip Hammond said in February that the Kurds are coordinating with the regime and Russia. However, Haj Mansour said that perception is not based on fact. He described the statement as a way to "woo" "international parties," referring to Turkey, which he described as the "regional anti-Kurdish policeman."

The Kurdish city of Afrin in Aleppo province has been besieged since 2013 by the Syrian opposition, making relations between the Kurds and the opposition hostile. Afrin Defense Committee spokesman Fawzi Suleiman told Al-Monitor, "There is no serious cooperation between us and the Russians, but we coordinate with them and inform them of our locations in Aleppo province so they are not bombed," he said.

Suleiman added that Kurds need to establish relations with all countries without exception — even with Turkey, if necessary, saying, "We will not turn our back on those who wish to help us."

Alaeddine Khaled, a member of the Syrian Democratic Council's governing body, agrees with Suleiman that the SDF and even the council welcome the support of all countries that seek to halt the Syrian war. Khaled, who is also general coordinator of the Syrian National Democratic Alliance, told Al-Monitor the groups support good ties with Russia and the United States as sponsors to finding a political solution in Syria. He said the alliance is "ready to build bridges with the parties that recognize the right of Syria's components in general and the Kurds in particular."

Khaled accused Turkey and the Gulf countries of standing in the way of the Kurds' participation in the on-again, off-again Geneva peace talks on Syria. Yet he mentioned that a meeting was recently held between Russian Foreign Minister Sergey Lavrov and Syrian oppositionists, and that the meeting was attended by PYD representative Khaled Issa in Vienna, where Lavrov spoke of the Kurds' participation in the Geneva conference.

He said he considers the Syrian Democratic Council to have a natural right to participate in the Geneva conference, and that the conference will fail if such a key Syrian component is marginalized. ♦

Sardar Milla Drwish is a Syrian journalist working in written, audio and electronic media. He holds a degree in media from Damascus University.

Syria conflict: US-backed forces 'enter IS-held Manbij'

<http://www.bbc.com> / 23 June 2016

A US-backed alliance of Kurdish and Arab fighters has reportedly advanced into a strategically important Syrian town held by so-called Islamic State.

The Syrian Observatory for Human Rights said there were heavy clashes between the Syrian Democratic Forces and IS militants on the outskirts of Manbij.

The SDF began an offensive to take the town on 31 May, quickly encircling it.

Manbij sits on an intersection of roads linking the IS stronghold of Raqqa to the Turkish border and Aleppo province.

The SDF, which is dominated by members of the Kurdish Popular Protection Units (YPG), has already driven IS out of much of north-eastern Syria and controls more than 500km (310 miles) of the border.

The Syrian Observatory, a UK-based monitoring group that relies on a network of sources on the ground, reported on Thursday that clashes were taking place for the first time inside Manbij.

SDF fighters were pushing into a western part of the town, between the Kitab and Shariya roundabouts, supported by US-led coalition air strikes, it said.

IS militants had rigged houses with booby-traps, slowing the advance, it added.



A spokesman for the US-led coalition, Col Chris Garver, told reporters on Wednesday that it anticipated a "good fight" once SDF fighters entered Manbij.

"We've anticipated that they [IS] would hold Manbij till the last, that it would be one of those places that they defended till the end and we have not seen anything that's going to change that assessment right now," he said.

The SDF said it had thwarted an IS counter-attack on Monday that included the use of vehicles laden with explosives and reportedly inflicted heavy casualties.

At least two SDF fighters were killed in Thursday's fighting, bringing to 63 the total number killed since the Manbij offensive began, according to the Syrian Observatory. At least 458 IS militants are said to have been killed in that time.



The Syrian Observatory said more than 3,000 civilians from Manbij had fled the fighting



Manbij sits on an intersection of roads linking the IS stronghold of Raqqa to the Turkish border

The SDF completely encircled Manbij almost two weeks ago, but held back from launching a final assault to retake it out of concern for civilians inside the town.

The Syrian Observatory said more than 3,000 civilians had fled Manbij during the fighting, but the UN warned on 6 June that as many as 236,000 might be displaced. ●



June 26, 2016

8 out of 10 real estate purchases in Erbil made by Arabs

By Rudaw.net 26/6/2016

ERBIL, Kurdistan Region - Demand for real estate by displaced Arabs living in Erbil has increased by 20 percent in recent years. According to locals 8 out of every 10 property purchases are made by Arabs.

"The buying and selling of real estate among Arabs [in Erbil] has increased. Those who are rich would like to buy land and houses, especially after the question of independence has risen," among the Kurdish leaders this year, the owner of a real estate office in Erbil told Rudaw.

The Kurdish President Masoud Barzani announced recently that

the referendum would go ahead as planned before the end of 2016.

Qahtan, who asked for his second name not to be revealed, is a refugee who has lived in Erbil for two years now. He believes the reason for large demands on real estates by Arabs in Kurdistan is due to the regions stability.

"Arabs would like to buy land and house in the Kurdistan Region given the fact that the rest of Iraq does not enjoy the kind of stability this region has, that is why all Arabs are coming to Kurdistan," Qahtan said.

Qahtan also noted that "economic conditions here are much better than Baghdad."

According to the constitution



Erbil, capital of the Kurdistan Region. Photo: Ministry of Municipalities and Tourism (KRG)

anyone who holds Iraqi citizenship can buy and sell real estate in the country's 19 provinces.

Arabs buying property in Erbil need to get approval from security and administrative departments of the city before they can buy and register properties.

The main goal in allowing Arabs to buy property in Erbil is "to bring in money from outside and make a market in Erbil and the Kurdistan Region," Tahir Abdulla, deputy governor of Erbil, told Rudaw.

On July 16, the Sulaimani Provincial Council also issued a

decree saying that real estate and other property could be registered in the names of Iraqi Arabs and other foreign citizens on the condition that they had been vetted by local security.

This move paves the way for the boost of market and economy in the Kurdistan Region after it has been hit hard by the economic crisis that was brought about after Baghdad cut its national budget share early in 2014, which was also followed by a sharp decline in the price of oil and the costly ongoing war against the Islamic State (ISIS). ■

Use of marijuana increases in Iran

TEHRAN

Having small amounts brings no penalties, so popularity has surged

BY THOMAS ERDRINK

At the Tehran party there was alcohol, of course, though it was a quiet affair, nothing like the wild, over-the-top events of urban legend. People just sat at a table, sipping drinks and talking as they would in many places across the world. After a while, someone made a phone call, and a few minutes later the doorbell rang and in walked a nondescript-looking man getting on in years.

He worked quickly, opening his briefcase to put his goods on display — an impressive variety of locally produced marijuana brands with varying degrees of potency, with names such as Royal Queen, DNA and Nirvana. All the while, his phone kept ringing, and though Iranian etiquette prescribes that he allow the partygoers to take their time in choosing, he kept discreetly checking his watch. He had a lot of other stops to make.

Iran is notorious for its harsh code of conduct enforced by an extensive intelligence apparatus, and it has waged a long and painful war on heroin and opium trafficking, with security forces dying by the thousands over the past two decades in fights with Afghan cartels.

But the same government that executes hundreds of drug dealers every year — and cracks down periodically on alcohol, which is also illegal — seems curiously oblivious to the growing popularity of marijuana.

The government opened 150 alcohol treatment centers in 2015, and the Health Ministry is deeply involved in combating hard drugs like heroin. But marijuana is mentioned only vaguely in the Islamic penal code, and the police pay it little heed. While the penalty for alcohol consumption is theoretically 99 lashes — most people get off with a fine — there are no prison sentences or lashings prescribed for people found carrying small amounts of pot.

As a result, marijuana use has skyrocketed. Gol, or flower, as marijuana is called here, can be found everywhere in and around the capital. The skunky smell of marijuana smoke wafts through restaurants in the ski resorts of Dizin and Shemshak. In the winter months, young skiers and snowboarders can be seen casually rolling joints while riding the chairlift up the mountain.

The aroma is routinely detected in Tehran's public spaces. "When you stroll through one of Tehran's parks, you can sometimes smell it, even on streets and squares," said Taba Fajrak, 27, who works as a choreographer. "Once, I even smelled it in a cafe."

In college dormitories, students use it to relax or concentrate, and during parties in private houses joints are passed around as comfortably as they might be in Boulder, Colo., or Amsterdam. Dealers are just a phone call away, and as common as the people who sell illicit DVDs or alcoholic drinks.

Iran does not keep official statistics on marijuana use. But anecdotal evidence and figures from rehabilitation clinics indicate that pot smoking is widespread in Iranian cities. Hossein Katbaei, the director of one such clinic, Camp Jordan, said the number of patients his staff was treating for marijuana abuse had quadrupled over the last five years.

Mr. Katbaei, a former truck driver with a long ponytail, and other addiction experts say young Iranians often become caught up in a vicious cycle. With widespread unemployment and forbiddingly high house prices, many young adults are forced to live at home, leading to lives of isolation and depression that they seek to escape through marijuana.

Marijuana is internationally often viewed as a nonaddictive drug. But those using it frequently can become dependent on it. According to the United States' National Institute of Drug Abuse, teenagers using marijuana are four to seven times more likely than adults to develop marijuana disorders. In severe cases, the institute says, this can lead to addiction.

Iranian experts point out that a growing percentage of marijuana produced inside the country is laced with other drugs. Also, most seeds are smuggled in from Amsterdam, and many are genetically enhanced to produce more strength.

With the rise in marijuana use, the patients in Mr. Katbaei's clinic have changed.

"They are from middle-class families, often reasonably well off," said Youssef Najafi, a former drug addict who is now a counselor at the clinic. "They feel useless. Live at home. Their future is one big unknown. Some years ago we would only have a couple. At first they think it is harmless, but those who use it too much get depressed and ultimately psychotic."

Few older Iranians, whether health

officials or parents, know much about marijuana or its effects, Mr. Najafi said. There is no government effort to inform people about the effects of marijuana use. In 2013, the current head of the po-

The government executes hundreds of drug dealers every year and cracks down periodically on alcohol.

lice, Ali Moayed, told state news media that marijuana did not exist in Iran.

But during a counseling session at the camp, marijuana was very much on the top of the list of what most patients had been using while they were out. "Here in Iran, at least, marijuana is really a gateway drug," Mr. Najafi said.

It has the excitement of being technically illegal, he said, and lowers the bar for other drugs.

"Methadone is freely available here," Mr. Najafi, "and a lot of the marijuana on the market is dipped in methadone, making joints much heavier."

Young Iranians tend to have a different take, not surprisingly, many regarding marijuana simply as a relatively new drug among a wide universe of forbidden pleasures. However, the difference from other substances that they might use is that pot for many is often smoked all through the day.

At Camp Jordan, Mr. Katbaei, the director, said he knew how determined addicts could be, having used all sorts of substances himself over the past two decades. Now clean, he was running a tight ship, continually eyeing a plasma television where the clinic's network of closed-circuit television cameras are monitored.

Mr. Katbaei said he wanted the expertise and funding of the United Nations.

"This is a very serious problem," he said. "It is everywhere."

La Turquie affronte des djihadistes nés sur son sol



Les auteurs et organisateurs de la triple attaque kamikaze qui a visé l'aéroport international d'Atatürk mardi soir ne sont toujours pas connus mais le mode opératoire rappelle les attentats qui avaient frappé Diyarbakir, Suruç et Ankara en 2015, et Istanbul en 2016.

Quatre attentats attribués à des citoyens turcs, originaires d'une même région du sud du pays, et partisans de Daech.

Istanbul
De notre correspondant

Depuis 2015, les attaques se sont multipliées en Turquie. En juin, une explosion visant une réunion politique de militants du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche pro-kurde) faisait cinq morts à Diyarbakir, dans l'est du pays. En juillet 2015, 34 militants de gauche réunis à Suruç étaient tués lors d'une attaque kamikaze dans cette ville, à la frontière syrienne. En octobre 2015, un rassemblement pour la paix

Les autorités turques devront à nouveau répondre d'éventuelles défaillances des services de renseignements.

est décimé par un double attentat-suicide au cœur de la capitale, Ankara, faisant une centaine de morts. En mars 2016, un kamikaze déclenche sa ceinture d'ex-

plosifs sur l'avenue piétonne Istiklal à Istanbul, causant la mort de quatre touristes.

Les autorités turques ont attribué la paternité de ces attaques à des sympathisants de Daech, bien que l'organisation djihadiste n'ait jamais revendiqué officiellement le moindre attentat sur le sol turc. Le fil reliant les auteurs de ces actions suicidaires aboutit à une même ville : Adiyaman, une cité de près de 200 000 habitants au nord-est de Gaziantep, dans le sud de la Turquie. La presse turque parle désormais de la « cellule d'Adiyaman » pour évoquer ce petit groupe de jeunes Turcs radicalisés, souvent partis combattre en Syrie avec les djihadistes de Daech et pour certains de retour en Turquie avec comme objectif de commettre des attentats kamikazes.

Selon le ministère turc des affaires étrangères, il y aurait près de 2 000 combattants turcs en Syrie, dans les rangs de Daech ou d'Al-Nosra (groupe affilié à Al-Qaïda) – des chiffres probablement en deçà de la réalité. Début janvier, un officiel déclarait au quotidien *Hurriyet*, sous couvert d'anonymat, que le « nombre de Turcs de retour de Syrie (était) croissant ». La ville d'Adiyaman aurait fourni à elle seule entre 300 et 500 combattants. Le leader présumé de la cellule d'Adiyaman, Mustafa Dokumaci, serait installé en Syrie, d'où il dirigerait à distance un petit groupe d'hommes, au sein duquel figuraient notamment les frères Alagöz – Yunus Emre, l'un des kamikazes d'Ankara, et Seyh Abdurrahman, celui de Suruç...

Accusées par certains d'avoir fermé les yeux sur les activités de Daech durant des années avant de tourner casaque, les autorités turques auraient-elles également négligé de suivre les activités des « dokumacılar » (partisans de Dokumaci) ? Dès 2013, Ankara aurait pourtant placé sur écoute les membres de ce groupe, dont le leader figure désormais en bonne place des personnes les plus recherchées de Turquie, avec une prime de plus d'un million d'euros sur sa tête.

Comment alors les autorités turques n'ont-elles pas pu prévenir les attentats comme celui d'Ankara en octobre 2015 ? « Les



Des passagers quittent l'aéroport d'Atatürk mardi soir, après le triple attentat qui a fait au moins 41 morts. Defne Karadeniz/Getty Images/AFP

autorités savaient tout », avait osé écrire le quotidien d'opposition *Cumhuriyet*. Au lendemain de cette attaque, la plus meurtrière de la Turquie contemporaine, le premier ministre d'alors, Ahmet Davutoglu, avait reconnu benoîtement que ses services avaient une liste de terroristes potentiels, « mais qu'il était impossible d'agir avant qu'ils ne passent à l'acte ».

Avec l'attaque kamikaze d'Istanbul en mars 2016, la quatorzième dans le pays depuis juillet dernier, les autorités turques de-

ront à nouveau répondre d'éventuelles défaillances des services de renseignements. L'arrestation depuis quelques mois par les forces de l'ordre, de dizaines de militants supposés appartenir à Daech, ne semble pas avoir mis un terme à la menace. Et avec le triple attentat de l'aéroport Atatürk mardi soir, la libération de plusieurs d'entre eux après quelques jours de détention, risque de soulever encore davantage de controverses.

Alexandre Billette

Turkish Airlines et le tourisme, cibles des terroristes

En se faisant exploser dans l'aéroport Atatürk en pleine saison touristique, les terroristes s'en prennent au symbole de la réussite du président Erdogan.

Que représente l'aéroport Atatürk pour le transport aérien turc ?

Istanbul compte deux aéroports internationaux, Atatürk, le plus ancien et le plus grand (35 millions de passagers) et celui de Sabiha

Gökçen (3,5 millions), plus récent, ouvert en 2003 pour alléger le trafic du premier. Prendre pour cible le premier aéroport de Turquie, c'est viser le transport aérien et la compagnie Turkish Airlines, fleuron de la Turquie moderne du président Recep Tayyip Erdogan (62 millions de passagers transportés) et compagnie officielle de l'Euro 2016. Pour la première fois, une compagnie aérienne figure parmi les partenaires de l'UEFA, aux côtés de huit autres sponsors, dont Adidas, Coca-Cola, et Carlsberg.

Pour le mois de mai, le ministère du tourisme ➤

► **a fait état de la plus forte baisse d'arrivées en vingt-deux ans, avec une chute de près de 35 % du nombre de touristes étrangers.**

Située à la croisée entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, Istanbul est le hub de Turkish Airlines qui dispose d'un des plus importants réseaux en termes de destinations internationales. Le monde transite par Istanbul qui concurrence directement les aéroports de Dubaï et Doha (Qatar). Le président Erdogan a d'ailleurs lancé la construction d'un troisième aéroport à Istanbul, qui ouvrira au premier trimestre 2018. Il fait partie des projets pharaoniques – avec celui très controversé de canal parallèle au détroit du Bosphore – de son mandat, puisque son coût est évalué à 7 milliards d'euros. À terme, il devrait être le plus grand aéroport

du monde grâce à six pistes d'atterrissage et un trafic potentiel de 150 millions de passagers annuels.

Le tourisme est-il une cible du terrorisme ?

Pénaliser le tourisme était l'une des motivations affichées par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical proche des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans sa revendication de l'attentat à la voiture piégée qui a fait onze morts, le 7 juin, dans le quartier historique de Beyazit, une zone touristique d'Istanbul. « Nous tenons à avertir les touristes étrangers en Turquie et ceux qui veulent s'y rendre : les étrangers ne sont pas notre cible mais la Turquie n'est plus un pays sûr pour eux », avait souligné l'organisation.

Dans ce contexte, les efforts de la Turquie pour promouvoir une industrie du tourisme boulever-

sée par l'insécurité ambiante paraissent bien vains. Mais il faut noter la décision, hier, du président russe, Vladimir Poutine, de lever les sanctions contre la Turquie dans le domaine touristique et de normaliser les relations commerciales entre les deux pays. Les sanctions russes contre Ankara avaient été déclenchées après qu'un bombardier russe avait été abattu par la Turquie au-dessus de la frontière syro-turque. La décision de Moscou est un geste politique bienvenu pour la Turquie, mais cela ne suffira pas à convaincre les touristes de revenir sur les plages turques.

Quel est l'impact de cet attentat sur l'activité touristique ?

L'attentat a eu lieu alors que s'annonce pour les Turcs le long congé de bayram et que, normalement, la saison estivale doit déjà battre son plein. Mais l'insécurité

et la multiplication des attentats depuis plus d'un an – ils ont fait près de 200 morts – ont considérablement fait baisser la fréquentation touristique alors que cette activité rapporte normalement près de 30 milliards d'euros par an à la Turquie. Pour le mois de mai, le ministère du tourisme a fait état de la plus forte baisse d'arrivées en vingt-deux ans, avec une chute de près de 35 % du nombre de touristes étrangers, à 2,5 millions de visiteurs.

Si le nombre de touristes russes s'est logiquement effondré en raison de la brouille diplomatique entre Ankara et Moscou (90 %), les arrivées ont baissé aussi pour les autres nationalités – Allemands, Géorgiens et Britanniques en tête. Au total, sur les cinq premiers mois de l'année, elles ont baissé de 23 %.

Agnès Rotivel



30 JUIN 2016

Attentat d'Istanbul. La Turquie en voie de "pakistanisation"

Après l'attentat de l'aéroport d'Istanbul, mardi soir, Fehim Tastekin, journaliste turc spécialisé de la guerre en Syrie, estime que le gouvernement turc a « pakistanisé » le pays.

Recueilli par Burçin Gerçek
le 30/06/2016
<http://www.ouest-france.fr>

L'attentat à l'aéroport d'Istanbul, 41 morts et 239 blessés, n'a pas été revendiqué, mais les pistes semblent indiquer Daech. Quelle est votre interprétation ?

La Turquie a commencé depuis un moment à payer le prix de son implication dans la guerre en Syrie. Des attentats similaires ont coûté à vie à près de près de 200 personnes en un an. La Turquie a vu qu'elle ne pourrait plus continuer à offrir une protection de facto à Daech. Cet attentat peut être interprété comme ayant un lien avec le changement de politique de la Turquie à ce sujet.

Il y a eu, par exemple, de nombreuses arrestations des membres des cellules de Daech. Les fron-

tières sont beaucoup mieux surveillées pour éviter le passage des djihadistes. Ankara soutient aussi des groupes qui combattent Daech sur le front d'Azaz. Tout cela suffit pour que Daech cible la Turquie. Mais la Turquie poursuit toujours une politique hypocrite à ce sujet. Elle redevient tolérante envers Daech lorsqu'il se bat contre les Kurdes.

Cette attitude va jusqu'à, pour la presse turque pro-gouvernementale, titrer « Mambidj est en danger » à propos des tentatives de libération de cette ville des mains de Daech par les Forces démocratiques syriennes, menées par les Kurdes du YPG...

Daech devient une alliée pour la Turquie au moment où il attaque les Kurdes. Cette politique reste inchangée. De ce fait, même les opérations contre les cellules de Daech souffrent d'un manque de

sérieux. Malgré ceci, Daech cible la Turquie, car il est impossible d'être en alliance avec lui. Il agit selon son propre agenda. La Turquie avait cru, par exemple, lors de la chute de Mossoul, que Daech ne toucherait pas son consulat. C'était une erreur.

Vous parliez souvent, dans vos articles, du risque de la « pakistanisation » de la Turquie à cause de cette « alliance » avec les groupes djihadistes. En sommes-nous là ?

Nous ne savons pas combien de cellules de Daech existent en Turquie. Nous savons qu'il y a de nombreux Turcs qui combattent au sein de Daech et dans des organisations similaires. La priorité de

ces structures est aujourd'hui la Syrie, mais demain ce sera la Turquie. Il existe aujourd'hui une zone de protection pour Daech le long de la frontière turque, car Ankara procède à des tirs d'obus lorsque les Kurdes du YPG s'approchent de cette région. Cette politique devient aujourd'hui intenable.

L'opération en cours pour la libération de Mambidj le montre. La Turquie pourrait être obligée de renoncer à tirer sur le YPG avec la chute du Mambidj. Mais elle aura alors un autre souci : comme c'est arrivé à la suite de la prise de Tal Abyad, des djihadistes peuvent se réfugier en Turquie sous une apparence civile. C'est un vrai risque. ♦



Fehim Tastekin, journaliste turc spécialisé de la guerre en Syrie, analyse l'attitude de la Turquie, après l'attentat d'Istanbul. La porte de Brandebourg, à Berlin, aux couleurs turques. | Photo DR/EPA

Is there a split among Kurdish parties on the question of independence?

By Rudaw.net / JUNE 28, 2016

ERBIL, Kurdistan Region—A top member of the ruling Al-Daawa Party in Iraq told Rudaw on Sunday that a visiting Kurdish delegation in Baghdad had told him they had no plans to break away from the country and wanted new negotiations to start as soon as possible with Iraq's central government.

"They told us they wanted to renegotiate with Baghdad and had new perspectives," said Ali Hallaq, politburo member of the Daawa, referring to the joint delegation of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Change Movement (Gorran), who met with the Iraqi Premier Haidar Al-Abadi, also a senior Daawa leader, on Saturday.

"We don't want to break away from Iraq since we are part of the united Iraq," said Hallaq, quoting the Kurdish delegation.

The PUK and Gorran have been visiting other Iraqi and Kurdish parties over the past month following their controversial pact in May, which basically unified the two former nemeses around the same political agendas for both the Kurdistan Region and in their relations with Baghdad.

Gorran is originally a breakaway party from the PUK and was established in 2009 mainly as a reaction to the PUK's strategic pact with another Kurdish faction, the Kurdistan Democratic Party (KDP), signed in 2006.



The joint PUK-Gorran delegation meet with Iraqi Prime Minister Haidar Al-Abadi in Baghdad.

However, the KDP's increasingly strained relations with the PUK and its recent public row with Gorran leader Nawshirwan Mustafa paved the way for the PUK and Gorran to form an alliance and decide to run on a joint ticket for the 2017 general elections in the Kurdistan Region.

With elections tentatively set for July next year, both Gorran and PUK are acutely aware of how the question of a referendum and independence could boost public support for the KDP, for which the drive towards independence has become a historical trademark.

In one scenario, it could mean that even if the PUK and Gorran came out with strong support for the referendum and independence, the KDP's gains would simply outnumber theirs as voters turn to the ballot

boxes in 12 months. That is especially the case in the so-called disputed areas such as Kirkuk, which are outside the Kurdistan Region's administration but could have a defining say in the referendum, whether they want to integrate with the Kurdistan Region.

Seen in this way, regardless of what the PUK and Gorran do, the referendum, which will by all accounts favor a permanent breakaway from Iraq, could in the end strengthen the KDP's camp and weaken theirs, particularly if the referendum vote is held before the general elections.

This simply means that the PUK and Gorran are trapped between 'a rock and a hard place' since their supporters also favor a breakaway from Iraq.

"We have conveyed to Baghdad [government] that we will block KDP's autocratic tendency and will create a balance of power," said Shwan Dawoodi, a PUK official who was also a member of the joint delegation visiting Baghdad. "We told them the KDP is no longer Number One," Dawoodi said, referring to the Gorran-PUK alliance as the two groups now hold 42 seats in the Kurdish parliament compared to the KDP's 38.

The alleged comments of the PUK-Gorran delegation have already provoked reactions from other officials who maintain Kurdish unity could be at risk if the factions fail to find common ground.

"Partisan interests and ties have already split the Kurdish unity in Baghdad," says Ahmad Haji Rashid from the Kurdistan Islamic Society (KIS). "It will harm our common objectives if we enter talks with Baghdad as a divided faction," he says.

In August 2014, only days after Kurdish president Massoud Barzani's speech in the regional parliament where he officially called for a referendum on independence, the Islamic State unexpectedly attacked the Kurdish Yezidi town of Shingal and effectively postponed the much-anticipated public vote.

Two years later, as Shingal and virtually all Kurdish areas have been recaptured, it remains to be seen if there are other detours on the way towards complete self-rule.

The PUK and Gorran, however, will in the end likely endorse the referendum regardless of its impact on their and the KDP's voters since self-determination and independence are also their historical slogans. ■

Crescent sees \$11b Kurdish gas claim resolved this year

Crescent and Dana Gas are pursuing \$11b in damages against the administration of Iraq's Kurdish region for overdue payments

Anthony Dipaola / June 27, 2016
www.bloomberg.com/

Baghdad: Crescent Petroleum Co, an oil and natural gas producer from Egypt to the UAE, expects by the end of this year to resolve an \$11 billion (Dh40.4 billion) arbitration case against the Kurdistan Regional Government in Iraq.

The Sharjah-based company is scheduled for a hearing in September at the London Court of International Arbitration in its case against the KRG over gas sales in the Kurdish region,

Crescent Chief Executive Officer Majid Jafar said Sunday in an interview in Dubai. A separate hearing in an arbitration case against Iran's state oil company has been delayed by one month until October, he said. Both cases could result in cash awards for Crescent and its listed affiliate Dana Gas PJSC, in which it has a 19 per cent stake.

"The door is always open" to settlements prior to the end of either arbitration, Jafar said. "We do have a dialogue with the KRG. A more positive spirit of engagement has been restored." The

company has also had talks with officials in Iran, he said.

Crescent and Dana Gas are pursuing \$11 billion in damages against the administration of Iraq's semi-autonomous Kurdish region for overdue payments and contractual issues that the companies say have hurt their business, Dana Gas said in December. Jafar declined to quantify the damages Crescent is seeking from Iran in its dispute over what the company says is an unfulfilled contract to buy Iranian gas and ship it by pipeline to the UAE. Crescent produces gas and liquid fuels in Egypt, Iraq and the UAE to meet demand from power plants and industries.

Crescent and its partners are currently being paid for all the liquid fuels they pump and sell in Iraq's Kurdish enclave but not for any gas they produce there, Jafar said. Dana Gas reported \$733 million in overdue receivables owed by the KRG at the end of the first quarter.

Crescent's hearing in the case against the National Iranian Oil Co is being delayed for ➡

⇒ procedural reasons, Jafar said, without elaborating. The company signed its contract with NIOC about a decade ago.

Crude prices will improve this year as supply becomes more aligned with demand, Jafar said in an interview with Bloomberg Television earlier Sunday. The UK's decision to leave the European Union won't have a lasting effect on crude prices and London will remain a center for

international oil and gas companies, he said.

Oil fell 4.9 per cent in New York and London Friday after the UK voted to exit from the 28-member bloc. Benchmark Brent crude settled at \$48.41 a barrel.

"We'll start to see oil prices creeping back up," Jafar said. "I wouldn't be surprised if we even hit \$60 this year."

Crude has gained about 30 per cent this year on

supply disruptions from Nigeria to Canada and falling production in the US. Members of the Organisation of Petroleum Exporting Countries have produced crude without limits since 2014 in an effort to maintain market share and force higher-cost suppliers such as US shale to rein in production.

"If we look at the supply-demand balance, it's actually tightening," Jafar said. "That will continue as the year goes forward." ●

Explainer: What's Behind Sudden Clashes In Northwestern Iran?

By Golnaz Esfandiari / June 29, 2016 <http://www.rferl.org>

Clashes erupted this month between Kurdish fighters and Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC), with each side claiming to have inflicted casualties on the other. The country's heavily censored media have even reported the fighting and acknowledged fatalities on the government side. But why the sudden flare-up?

Who is fighting and how widespread is the violence?

The past two weeks of fighting have reportedly pitted official forces against members of the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI), with deadly clashes between the IRGC and Kurdish rebels in heavily Kurdish northwestern Iran, near the border with Iraq. Combat was reported on June 15-16 in Oshnavieh, in Iran's West Azerbaijan Province. More fighting followed in the nearby Sarvabad, Mahabad, and Marivan regions.

On June 28, the IRGC said its forces had killed 11 Kurdish rebels in the Sarvabad region. An IRGC commander, Mohammad Hossein Rajabi, said three of his troops were also killed in the clashes. The KDPI claims that several of its fighters and more than 20 IRGC members have been killed, and it accuses Iranian forces of shelling villages on the border over the weekend.

What are the militants after, and why now?

The KDPI has been waging a battle for independence and greater rights for Iranian Kurds for decades. The KDPI's military operations and confrontation with the Iranian regime surged following the 1989 assassination of the party's leader, Abdol Rahman Ghassemlou. But the group, whose fighters are mostly based in northern Iraq, announced a ceasefire in 1997.

The fresh clashes follow an announcement by the KDPI's secretary-general, Mostafa Hejri, urging Kurdish youths to join its ranks and unite "the struggle in the cities and in the mountains." Hejri's statement, made in March to mark the Persian New Year, Norouz, was interpreted as a call to renew the armed struggle against Iran.

But KDPI officials have suggested that the group is merely trying to expand its contacts with Kurds inside Iran and recruit new forces.

"We are not trying to launch a war -- the war with the Islamic republic [Iran] has been going on for the past 37 years," Rostam Jahangiri, a member of the political office of the KDPI, told RFE/RL last week in a reference to the postrevolutionary establishment nearly four decades ago of Iran's theocratic government.

Kamran Matin, a senior lecturer in international relations at the University of Sussex, says the KDPI claims it no longer has to sacrifice its own interests -- meaning Iranian Kurds' interests -- to ensure the security of Iraq's Kurdistan regional government.

"They feel it's time for them to be present inside Iranian Kurdistan," Matin says of the heavily Kurdish region of Iran. "It's important to note that they don't claim they have initiated a new round of armed struggle. They claim they simply send their troops to be present, they're acting in self-defense. But then, in military terms, if an armed group is inside Iranian territory, it's highly likely to be attacked by the Iranian security forces."

Stockholm-based journalist Saman Rasoulpour says the KDPI's leadership appears to believe that confrontation with Iranian forces might win the group new supporters among Iran's estimated 8 million Kurds, who have long complained of discrimination, repression, and political underrepresentation.

"The leaders of this party believe that military activities -- which according to their interpretation are defensive actions [against Iranian forces] -- is a sign of a party's dynamism that could strengthen their base within the population," Rasoulpour says.



"In a way, in their eyes, armed struggle means that they're active and that they can create challenges for the [Iranian] establishment," he adds.

KDPI officials have signaled that the group's fighters will continue their excursions into Iranian territory.

"Our party is determined to fulfill our pledge to interlock the struggle [of the Kurdish forces] in the mountains with the struggle [of the Kurdish people] in the cities," Hejri was quoted as saying by the KDPI's website on June 19.

What are Iranian authorities saying publicly about the violence?

IRGC commanders have said they have been fighting "terrorists with ties to counterrevolutionary groups." The IRGC has warned that its forces are carefully monitoring "any movement" in the border region and will not allow the "sustainable peace and security" of the people to be disrupted by "terrorists."

The commander of IRGC ground forces, Mohammad Pakpour, has warned that Iran could launch raids on KDPI positions in Iraq's Kurdistan region.

"Since the main bases of these terrorists is in northern Iraq, if they fail to act on their commitments not to engage in anti-security measures, their bases will be targeted wherever they are," Pakpour was quoted as saying by domestic media earlier this week.

In 2011, Iran targeted the camps in Iraq of another Kurdish rebel group, the Party of Free Life Of Kurdistan (PJAK).

Does this fighting represent any genuine threat to Iran?

Despite claims by KDPI leaders about the group's strength and support among Iranian Kurds, analysts generally agree it does not possess the capability to pose a serious military threat to Iran.

"The KDPI doesn't have that level of force to conquer territory and hold it or to inflict massive casualties on Iranian troops, simply because of the demographic proportion of the Kurdish population in Iran. Also because they have not been engaged in military activities for almost two decades, so even on a very simple military training [level], they're not really ready to cause any large-scale problems for the Iranian state," analyst Matin says.

Is this in any way related to Iranian military involvement elsewhere in the region?

The clashes are not likely to affect Iran's involvement in Syria.

If the violence in northwestern Iran continues and Tehran acts on its pledge to attack KDPI bases inside Iraq, that could create tensions in the region.

Matin says it remains to be seen how Iraq, the United States, and countries such as Turkey will react. "It can escalate," he says.

But Matin speculates that Iraqi Kurdish parties, due to their "strategic dependence" on Iran, are unlikely to allow the KDPI to continue its operations against Iran "for any extended period of time." ♦

Israel and Turkey officially repair a rift, but bitterness lingers

JERUSALEM

BY ISABEL KERSHNER

After the formal announcement on Monday that Israel and Turkey would resume full diplomatic relations after a bitter, six-year fissure, some Israelis started to confront the political predicament the deal could pose.

The popular Hebrew newspaper *Yedioth Aharonot* summed up the situation with a front-page headline: "Reconciliation or surrender."

Critics asked why Israel was paying about \$20 million in compensation to the families of 10 activists who were killed during a 2010 raid by Israeli naval commandos aboard the *Mavi Marmara* — the episode that set off the diplomatic crisis between the once-close regional allies.

They argued that the pro-Palestinian activists violently attacked the soldiers as they rappelled onto the deck of the Turkish passenger vessel that was trying to breach Israel's naval blockade of the Gaza Strip, and that paying compensation was an admission of guilt and capitulation.

Many Israelis also questioned what they called the "gifts to Hamas," the Islamic militant group that controls Gaza. They were referring to the humanitarian aid that Turkey plans to deliver to the Palestinian coastal enclave under the deal and the promise of new residential buildings, a 200-bed hospital and infrastructure projects to address Gaza's chronic water and electricity shortages.

Such apparent generosity chafed Israeli sensibilities because the deal did not provide for the return of the remains of two Israeli soldiers being held by Hamas, or of two Israeli civilians who are believed to be alive in captivity in Gaza.

As Turkish officials hailed the deal as a diplomatic victory, rivals of Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel from the left and right called him to task.

Gideon Saar, a former minister from Mr. Netanyahu's Likud party described the compensation as "a national humiliation." Isaac Herzog, the leader of the center-left Zionist Union, called it "incomprehensible" and slammed what he called the "indifference and disregard" shown toward the families of those missing in Gaza.

At a lunchtime news conference in

Rome, where the negotiations were concluded over the weekend, Mr. Netanyahu defended the deal and tried to sell it to the Israeli public, saying it was "of strategic importance to Israel" in terms of security, regional stability and the Israeli economy.

"The world is in turmoil, the Middle East is in turmoil, and my policy is to create foci of stability in this unstable, rough and stormy region," he said in remarks that were broadcast live on Israeli television.

The deal, Mr. Netanyahu said, will protect Israeli commanders and soldiers from criminal and civil claims by Turkish victims, and it will allow Israel to maintain its naval blockade of Hamas in Gaza. Despite a Turkish demand for it to be removed, Turkey agreed to deliver its goods via the Israeli port of Ashdod.

Beyond the humanitarian aspect, Mr. Netanyahu said, it is in Israel's interest to increase the water and electricity supplies to the population of Gaza.

In addition, he said, the deal provided an opening for lucrative projects like the marketing of Israel's natural gas reserves to Turkey, and via Turkey to Europe.

And he said that he could "withstand this criticism" of those who complained of humiliation and the abandonment of those missing in Gaza, adding: "I understand the suffering of the families. I speak to them."

Secretary of State John Kerry, who met with Mr. Netanyahu in Rome on Sunday and Monday, said Washington had encouraged the reconciliation between Israel and Turkey, two important allies of the United States. He added, "This is a step we wanted to see happen."

In Ankara, the Turkish prime minister, Binali Yildirim, announced the normalization of relations with Israel and said, "Normalization covers a variety of areas, but economic relations and regional cooperation will take place first." He said that a ship laden with 10,000 tons of humanitarian aid bound for Gaza would leave for Ashdod on Friday.

Ankara accelerated the rapprochement process last year after its relationship with Russia soured following the downing of a Russian warplane near the border with Syria.

Louis Fishman, an assistant professor at Brooklyn College who specializes

Many Israelis questioned what they called "gifts to Hamas" under the terms of the reconciliation deal.

in Turkish-Israeli affairs, said that Turkey's realignment with Israel was "not merely about cutting a natural gas deal with Israel, which certainly tops its agenda, but also an attempt to regain regional clout."

The deal comes as both countries face tough security challenges, including those stemming from the meltdown of Syria and other states in the region, leading both sides to seek security cooperation.

"Renormalization of the relationship is more about security than energy," said Brenda Shaffer, a senior fellow at the Washington-based Atlantic Council research institute's Global Energy Center.

Underlining the complexity and competing concerns of the region, Prof. Efraim Inbar, director of the Begin-Sadat-Center for Strategic Studies at Bar-Ilan University near Tel Aviv, said he thought it would not be wise for Israel to sell its natural gas to Turkey. That, he said, "strengthens a regime that is anti-Israel and strengthens Turkey's position as an energy corridor to the West."

"It also creates dependence on the Turkish good will," he said, adding that Israel would be better off channeling its gas through Egypt or Cyprus.

In Gaza there was a sense that the deal offered some hope, but fell short of what Hamas wanted. "They might not have lifted the blockade on Gaza, but at least they will ease restrictions," said Ahmed Yousef, an adviser to the Hamas leader Ismail Haniyeh.

Many Israeli analysts viewed the deal as a cold calculation of interests. Ben Caspit, a political columnist at the *Maariv* newspaper, wrote, "In the end, an agreement was reached with Turkey because it had to be reached."

Ceylan Yeginsu contributed reporting from Ankara and Moushira Jammal from Gaza City.

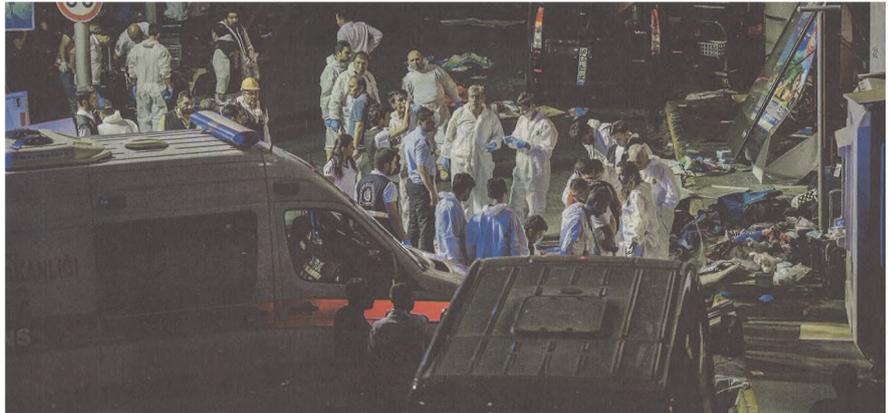
La marque de Daech sur l'attentat d'Istanbul

Les autorités turques suspectent l'organisation terroriste d'être derrière l'attaque qui a fait 41 morts mardi soir.

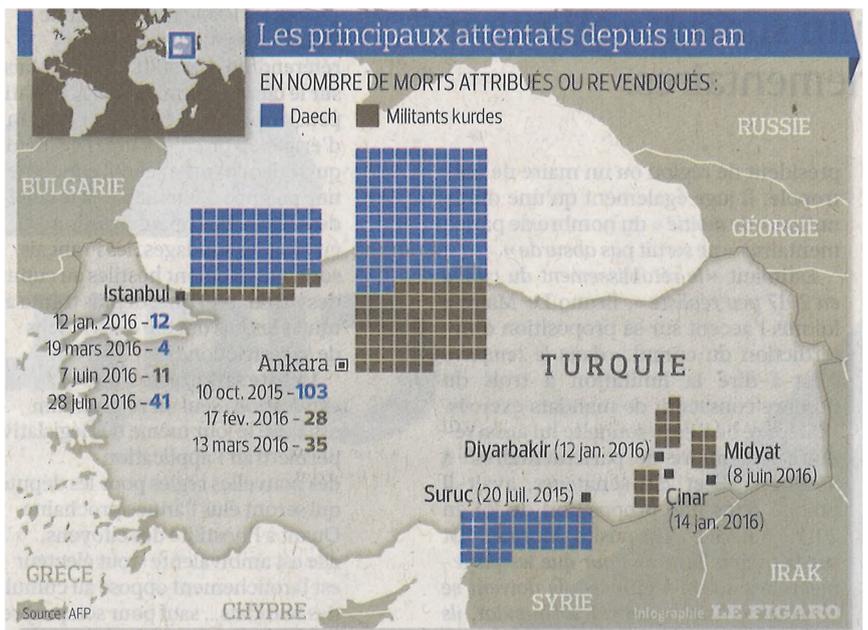
TERRORISME Moins de 24 heures après l'attentat le plus meurtrier qu'ait connu Istanbul, le tragique puzzle des événements se reconstitue peu à peu. Selon les autorités, les trois kamikazes, vraisemblablement arrivés en taxi à l'aéroport Atatürk, auraient simultanément mitraillé des passagers et échangé des coups de feu avec des policiers en faction à l'entrée du terminal des vols internationaux, avant de se faire sauter les uns après les autres. D'après une source gouvernementale, la première attaque survenue aux alentours de 22 heures a eu lieu au niveau des arrivées, où le kamikaze aurait fait détoner ses explosifs avant le contrôle aux rayons X. Profitant du chaos, le deuxième assaillant se serait alors infiltré à l'étage supérieur, au niveau des départs, pour s'y faire sauter. Le troisième, resté dehors, a ensuite frappé près du parking des taxis.

« J'ai vu arriver des gens couverts de sang. C'était la panique », raconte Radmehr Sepantan, un guide touristique iranien qui attendait des passagers arrivant de Téhéran. « J'ai aussitôt apporté mon aide. Des corps gisaient au sol, des blessés, des morts. On les a tirés vers les ambulances », dit-il. Sur une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux, et qui correspond vraisemblablement à la deuxième attaque, on voit un agent de sécurité caché derrière un mur du terminal attendre que l'un des kamikazes arrive à son niveau pour lui tirer dessus. L'assaillant tombe au sol, son arme glisse de ses mains, tandis que les passagers courent se mettre à l'abri. Mais il est encore en vie. À une vitesse éclair, il se fait exploser, provoquant une boule de feu.

Les témoignages des rescapés du hall des arrivées sont tout aussi glaçants. « Mon épouse était attablée au café Nero, tandis que j'étais allé chercher à manger à Sbarro (un autre restaurant) », raconte sur son compte Twitter le journaliste irakien Steven Nabil. Le jeune couple, de retour de sa lune de miel, était en transit pour quelques heures à Istanbul. « Entendu des tirs. Foncé vers elle. Descendu les marches pour voir le terroriste nous tirer dessus », poursuit-il dans un style télégraphique, en racontant s'être réfugié pendant 45 minutes dans un placard. « Les cris des victimes et le sang répandu partout nous ont empêchés de fermer l'œil de la nuit », écrit-il depuis Istanbul, où le couple est encore sous le choc.



Des enquêteurs de la police scientifique, mardi soir, à Istanbul sont à la recherche d'indices après les attentats suicides à l'aéroport Atatürk. OZAN KOSE/AFP



Une troisième attaque à Istanbul en six mois

Le bilan du carnage est élevé : au moins 41 morts et 239 blessés. Les personnes décédées sont essentiellement turques, mais il y a aussi 13 étrangers – dont cinq Saoudiens, deux Irakiens, un Jordanien, un Ouzbek, un Iranien, un Tunisien, un Chinois et un Ukrainien. François Hollande a annoncé qu'il « y aurait deux blessés légers français ». Si le triple attentat n'a pas été revendiqué, le premier ministre turc estime que « tous les indices » pointent vers l'organisation État islamique. « L'attaque, qui rappelle de près celle de l'aéroport de Bruxelles, porte la marque de Daech,

aussi bien en termes de tactique que de cible symbolique visée », remarque, pour sa part, Nihat Özcan, de la Fondation pour la recherche sur les politiques économiques (Tevap). Situé sur la rive européenne d'Istanbul, Atatürk est l'un des deux aéroports d'Istanbul. Ce lieu de transit prisé des voyageurs étrangers – ils sont environ 60 millions à y passer chaque année – est le 11^e aéroport le plus fréquenté du monde et le 3^e d'Europe. Son nom – qui n'est autre que celui de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République turque, et à l'origine de l'abolition, en 1924, du Califat de l'Empire ottoman – en fait également une cible turque de choix pour de potentiels djihadistes, dont la rhéto-

rique se réfère constamment à un nouveau califat. Sur une vidéo publiée en août dernier, l'EI a même ouvertement appelé les Turcs à se soulever contre le président Recep Tayyip Erdogan et à « conquérir » Istanbul. « Le gouvernement turc et Istanbul, l'ex-capitale de l'Empire ottoman, ont une immense valeur symbolique pour le groupe armé fanatique », observe Anthony Skinner, spécialiste de la Turquie au sein du cabinet Verisk Maplecroft.

En six mois, il s'agit de la troisième attaque ébranlant Istanbul que les autorités – également visées par des attentats commis par les rebelles du PKK – attribuent à Daech. En janvier, un kamikaze avait détoné sa ceinture d'explosifs dans le quartier historique de Sultanahmet. En mars, c'est l'avenue Istiklal, une

grande artère piétonne, qui avait été touchée. « On constate un changement de cap dans les attaques imputées à Daech : avant, ils visaient la minorité kurde ; aujourd'hui, c'est le pouvoir et la Turquie dans son ensemble qui sont touchés. Cela coïncide avec une offensive anti-EI plus marquée et une coopération renforcée avec la coalition internationale », note Nihat Özcan. Sur les réseaux sociaux, certains internautes accusent le pouvoir de payer le prix de son ambiguïté envers les opposants islamistes au régime de Bachar al-Assad. « Les assassins que vous avez entraînés et tolérés commettent des massacres », s'emporte Fehim Tas-tekin sur Twitter, en référence à la politique de la porte ouverte pratiquée au début de l'insurrection anti-Damas. ■

D. M. (CORRESPONDANTE À ISTANBUL)

Le tourisme turc frappé en plein cœur

Les explosions du triple attentat résonnaient encore dans l'aéroport d'Istanbul, troisième d'Europe, que les premières demandes d'annulation parvenaient déjà aux agences de voyages. « On ne peut pas en vouloir à nos clients, explique Selatt Erdogan, directeur de Mondial Tourisme l'un des spécialistes de la destination. Pourtant entre Istanbul et Bodrum, il y a presque la même distance qu'entre Paris et Marseille. J'ai confiance dans le retour des touristes, après tout la Turquie est le sixième pays le plus visité au monde ». Avec près de 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2015, cette activité représente environ 4 % du PIB turc. « C'est aussi une centaine de milliers d'emplois », poursuit Selatt Erdogan. En un an 200 personnes, dont de nombreux touristes, ont perdu la vie lors d'attentats en Turquie. « En s'attaquant à une source de profits les terroristes plongent dans la misère des gens qu'ils rallient parfois à leur cause, c'est vrai en Turquie comme ailleurs », note un expert. Les prévisions 2016 n'étaient déjà pas brillantes. En mai, le nombre de touristes, 2,5 millions, a chuté de 35 %, du jamais-vu depuis 22 ans. Les millions dépensés pour la promotion du tourisme risquent de l'être en pure perte. La situation a ému le Kremlin : Vladimir Poutine a ordonné la levée des sanctions contre la Turquie, dans le domaine touristique, prises après la crise née de la destruction d'un bombardier russe par des F-16 turcs. CH. G.

Face à la menace terroriste, Ankara se cherche des alliés



ÉTONNANTE coïncidence du calendrier : le triple attentat suicide qui a frappé Istanbul s'est produit au lendemain de l'annonce par la Turquie de la normalisation de ses relations avec Israël et la Russie. S'il est difficile d'y voir une riposte directe des djihadistes de l'État islamique (ce genre d'attaques nécessitant, selon les experts, une longue préparation), il y a, en revanche, fort à penser que la vague de violences qui déferle depuis un an sur la Turquie ait incité Ankara à revoir sa stratégie diplomatique, dans l'objectif d'apaiser les tensions en cours, de briser son relatif isolement international et de trouver des solutions communes face à la menace terroriste croissante. Ibrahim Kalin, le porte-parole du président Erdogan l'a lui-même laissé entendre, lorsqu'il a évoqué, ce lundi, l'intention de la Turquie de « travailler de pair (avec la Russie) pour faire face aux crises régionales et combattre ensemble le terrorisme ». Après être passé, en quelques années, d'une diplomatie du « zéro problème avec les voisins » à une diplomatie du « zéro solution », Ankara cherche à reconstruire certaines alliances. « La Turquie fait aujourd'hui un demi-tour diplomatique pour sauver la face dans la région. C'est une approche pragmatique, une volonté de réparer certaines erreurs », observe le politologue turc Menderes Cinar.

Quand, en 2011, les révolutions du printemps arabe prennent par surprise la région, la Turquie du président islamo-conservateur y voit d'abord une

opportunité en or : celle de s'imposer comme un modèle mêlant islam et démocratie. Mais les événements prennent une tournure plus complexe. En Égypte, le président Morsi, issu des Frères musulmans, et soutenu par la Turquie, est chassé du pouvoir par un coup d'État militaire. En Syrie, l'insurrection contre Bachar el-Assad, soutenue dès le début par le président Erdogan – au point de laisser sa frontière ouverte aux combattants étrangers voulant rallier l'opposition armée – bascule rapidement dans la guerre civile.

Aussitôt, les rêves d'autonomie de la minorité kurde de Syrie inquiètent Ankara, qui craint le réveil identitaire des Kurdes de Turquie. Dans le même temps, l'opposition syrienne modérée, qui bataille contre la tyrannie de Damas, voit surgir une seconde menace : celle de l'organisation de l'État islamique, qui émerge officiellement en 2014.

Dès 2015, le conflit syrien se met à déteindre sur le territoire turc : afflux massif de réfugiés fuyant la guerre ; vague d'attentats portant la marque de Daech ; reprise du conflit entre l'armée turque et la rébellion kurde du PKK. « La Turquie s'est mise à comprendre que sa politique post-2011 avait échoué, qu'elle avait terni ses relations bilatérales au lieu de redorer son image », remarque Sinan Ulgen, du think-tank Carnegie Endowment for International Peace.

Briser l'isolement diplomatique

C'est dans ce contexte particulièrement tendu qu'en novembre 2015, l'armée turque abat un bombardier russe Su-24 près de la frontière syrienne. La Turquie affirme que l'avion a violé son espace aérien et qu'il a été averti « dix fois en cinq minutes ». Pour sa part, Moscou assure qu'il survolait le territoire syrien

et qu'il n'avait pas été mis en garde avant d'être touché. L'incident met un terme aux relations, déjà très houleuses, entre Ankara et Moscou, connu pour son soutien à Damas.

La crise avec Israël répond, quant à elle, à une autre temporalité. Elle remonte à 2010, quand un commando de marine avait pris d'assaut le Mavi Marmara, un bateau qui tentait de forcer le blocus maritime de Gaza. La fin de la brouille entre les deux pays fait suite à de longs mois de négociations entre les deux États et répond, des deux côtés, à des intérêts stratégiques : Ankara, en mal d'alliés régionaux, souhaitant briser son isolement diplomatique ; Israël vise, pour sa part, à consolider ses alliances bilatérales dans la région, notamment face à son rival iranien. « Mais il ne faut pas négliger la dimension économique de ces rapproche-

ments », précise Sinan Ulgen. Israël cherche en effet à exporter son gaz naturel et la construction d'un pipeline passant par la Turquie a été évoquée. Quant à la Russie, les « regrets » expri-

més en début de semaine par le président Erdogan après la destruction de l'avion militaire ont déjà porté leurs fruits : la reprise des relations commerciales, gelées entre les deux pays, ainsi

que l'abandon des restrictions imposées aux touristes russes se rendant en Turquie ont été, ce mercredi, au cœur d'un entretien téléphonique entre Vladimir Poutine et son homologue turc. ■

REUTERS

Istanbul airport bombers were Russian, Uzbek, Kyrgyz: Turkish official

Thu June 30, 2016 ISTANBUL | By Humeyra Pamuk and Daren Butler / Reuters

13 PEOPLE detained in connection to Istanbul airport attack

Three suspected Islamic State suicide bombers who killed 44 people in a gun and bomb attack at Istanbul's main airport this week were Russian, Uzbek and Kyrgyz nationals, a Turkish government official said on Thursday.

The attack on one of the world's busiest airports, a hub at the crossroads of Europe and Asia, was the deadliest in a series of suicide bombings in Turkey this year.

The three bombers opened fire to create panic outside, before two of them got inside the terminal building and blew themselves up. The third detonated his explosives at the entrance. A further 238 people were wounded.

The official gave no further details beyond confirming the attackers' nationalities and declined to be named because details of the investigation have not yet been released. Forensics teams had been struggling to identify the bombers from their limited remains, officials said earlier.

"A medical team is working around the clock to conclude the identification process," one of the officials said.

Interior Minister Efkân Ala told parliament that evidence continued to point to Islamic State responsibility and that 19 of the dead were foreigners. Ala said the identity and nationality of one of the bombers had been determined but did not comment further.

The pro-government Yeni Safak newspaper said the Russian bomber was from Dagestan, which borders Chechnya, where Moscow has led two wars against separatists and religious militants since the Soviet Union collapsed in 1991.

Turkey's Hurriyet newspaper named him as Osman Vadinov and said he had come from Raqqa, the heart of Islamic State-controlled territory in Syria. The Russian interior ministry said it was checking information about Vadinov.

A spokesman for Kyrgyzstan's state security service said it was investigating, while the Uzbek security service had no immediate comment.

Thousands of foreign fighters from scores of countries have crossed Turkey to join Islamic State in Syria and Iraq in recent years. Turkey has tightened security on the Syrian border but has long argued it needs more information from foreign intelligence agencies to intercept the fighters.

The revelation that one of the attackers was a Russian national comes at an awkward time for relations between Ankara and Moscow, strained since Turkey shot down a Russian warplane near the Syrian border last November.

Turkish President Tayyip Erdogan wrote to Russian leader Vladimir Putin this week to express regret over the incident, but officials in Ankara say he stopped short of making the apology Moscow wants before it will lift economic sanctions.

Nikolai Patrushev, the head of Russia's Security Council, sent a telegram to his Turkish counterpart calling for cooperation in fighting terrorism after the bombing, Russian news agencies reported.

DAWN RAIDS

Turkish police detained 13 people, four of them foreigners, in raids across Istanbul in connection with Tuesday night's attack. Broadcaster CNN Turk said they were accused of providing logistical support for the bombings.

Counter-terrorism teams led by police special forces launched simultaneous raids at 16 locations in the city, two officials told Reuters.

Yeni Safak said the organizer of the attack was suspected to be a man called Akhmed Chatayev, of Chechen origin. Chatayev is identified on a United Nations sanctions list as a leader in Islamic State responsible for training Russian-speaking militants, and as wanted by Russian authorities.

Turkish officials did not confirm to Reuters that Chatayev was part of the



Airport employees mourn for their friends, who were killed in Tuesday's attack at the airport, during a ceremony at the international departure terminal of Ataturk airport in Istanbul, Turkey.

investigation.

Wars in neighboring Syria and Iraq have fostered a home-grown Islamic State network blamed for a series of suicide bombings in Turkey, including two others this year targeting foreign tourists in the heart of Istanbul.

Islamic State has established a self-declared caliphate on swathes of both Syria and Iraq and declared war on all non-Muslims plus Muslims who do not accept its ultra-hardline vision of Sunni Islam. It has claimed responsibility for similar bomb and gun attacks in Belgium and France in the past year.

Turkey, a member of the NATO military alliance and part of the U.S.-led coalition against Islamic State, has repeatedly fired back on the Sunni hardliners in recent months after rocket fire from northern Syria hit the border town of Kilis.

In a sign of the growing threats to Turkey, U.S. defense sources said on Wednesday that Washington was moving towards permanently banning families from accompanying U.S. military and civilian personnel deployed in the country.

U.S. Homeland Security Secretary Jeh Johnson said the Istanbul attack bore the "hallmark" of Islamic State and that one U.S. citizen had been slightly injured.

PARLIAMENTARY PRESSURE

Critics say Turkey woke up too late to the threat from Islamic State, focusing instead early in the Syrian civil war on trying to oust President Bashar al-Assad by backing even his hardline Islamist opponents, arguing there could be no peace without his departure.

Turkey's main opposition leader, Kemal Kilicdaroglu, angered by the ruling AK Party's refusal to hold an inquiry into the airport attack, accused the AKP of "an ideological kinship" with Islamic State. Government officials have flatly rejected such accusations in the past.

Turkey adjusted its military rules of engagement this month to allow NATO allies to carry out more patrol flights along its border with Syria.

It has also carried out repeated raids on suspected Islamic State safe houses in Turkey.

Nine suspected militants, thought to have been in contact with Islamic State members in Syria, were detained in dawn raids in four districts of the Aegean coastal city of Izmir on Thursday, the state-run Anadolu news agency said.

It said they were accused of financing, recruiting and providing logistical support to the group.

The military killed two suspected Islamic State members trying to enter Turkey illegally at the weekend, security sources said on Thursday.

One of the suspects, a Syrian national, was thought to have been plotting a suicide bomb attack in either the capital Ankara or the southern province of Adana, home to Incirlik, a major base used by U.S. and Turkish forces through which some coalition air strikes against Islamic State are carried out. ●



Investigators at Istanbul Ataturk Airport after suicide bombers killed dozens of people. The attack cast a pall over a city that until recently was brimming with self-confidence.

Attack hits Turkey's global aspirations

ISTANBUL

Series of terror strikes have taken heavy toll on global aspirations

BY TIM ARANGO, SABRINA TAVERNISE AND CEYLAN YEGINSU

One man worked as a Turkish translator and was escorting tourists back to the airport. One woman, an airport worker, was looking forward to her wedding in 10 days. There were taxi drivers and a customs officer. And there was a Turkish couple who worked together, and died together, in the suicide attack Tuesday night at Istanbul Ataturk Airport that killed dozens of people and wounded more than 200.

As officials said on Wednesday that the death toll from the attack had risen to 41, details about the victims began trickling out. At least 23 were from Turkey, according to a Turkish official who spoke on the condition of anonymity because he was not authorized to publicly discuss the attack.

The victims reflected the cosmopolitan and international character of Istanbul, whose airport is among the world's busiest, a hub for tens of millions of passengers each year connecting to Europe, the Middle East, Africa and beyond. Among the victims were five Saudis, two Iraqis and one citizen each from China, Iran, Jordan, Tunisia, Ukraine and Uzbekistan, the Turkish official said.



A police officer on Wednesday near the site of the explosions at Istanbul Ataturk Airport.

Hours after the attack — which has not been claimed by any group, though Turkish officials said they suspected it was the work of the Islamic State — a limited number of flights resumed, and workers continued clearing debris and replacing shattered windows at the airport.

Unlike Brussels, where a terrorist attack in March closed the airport for days, Istanbul appeared determined to get back to business as usual. Under a sunny sky on Wednesday, cars streamed into the airport's international terminal, where the attack occurred, almost like on a normal weekday.

But traces of the blasts lingered: Police tape marked off the area of one of the explosions on the lower arrivals area. And workers in yellow vests pounded long support bars into the concrete sidewalk, erecting a seven-foot-high metal fence dividing the road from the airport entrance.

Even as the airport reopened, scenes of grief played out at a nearby hospital. A young woman, wearing a brown and pink head scarf, rocked softly back and forth as an older woman embraced her, sobbing. The young woman's husband was among the injured and doctors had told her to prepare for the worst.

Those who survived spoke of panic and confusion, and of gunfire aimed directly at them.

A young man said he was going through a metal detector Tuesday night when he heard shooting. He said he had come under fire as the assailants advanced, shooting. He said that he saw one person fall to the ground and that he had dived under the X-ray machine.

Adnan Ersoy, a 56-year-old cab driver at the hospital, said that three of his friends, all taxi drivers, had been killed, and that eight were wounded.

"They were just taxi drivers," he said. "Good people, people who were trying to survive and earn their money."

Passengers making their way through the first airport security checkpoint on Wednesday seemed shaken.

"It was only God's grace that separated us from the tragedies that happened here," said Tanika Golota, 26, a school counselor from Chicago, who was holding her 1-year-old, Mila. The Golotas, on their way home from a vacation in Portugal with a layover in Istanbul, had left the airport just 40 minutes before the explosion Tuesday night.

"You see it on TV and you know it happens, but we are naïve to the fact that it could happen to us," she said.

The attack cast a pall over a city that until recently was brimming with self-confidence, projecting itself as a ram-bunctious, multicultural hub for the arts, with great cuisine and a dazzling history as a former imperial capital.

But a series of terrorist attacks over the past year, some attributed to the Islamic State and others to Kurdish militants, have decimated Turkey's carefully crafted image as a haven in a

dangerous region, and they have damaged its once thriving tourism industry.

The chaos enveloping Turkey, including the series of attacks and an enormous influx of refugees that has strained resources, vividly illustrates how the civil war in Syria has rippled outward and destabilized neighboring countries.

Turkey is grappling with growing domestic strains as well, with deep divisions between Islamists who support

President Recep Tayyip Erdogan and secular and nationalist Turks who oppose what they regard as his increasingly authoritarian grip. Making matters worse, a war that Turkey had fought for more than three decades against Kurdish militants resumed last year, turning cities in the southeast into war zones.

Early Wednesday morning, Prime Minister Binali Yildirim said that indications suggested that the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, was behind the latest attack, although officials still had not released any information about the attackers by Wednesday afternoon.

After other attacks, Turkish officials have cited as potential culprits either the Islamic State or Kurdish militants. This, critics have said, provided the government with the pretext to crack down further on Kurdish militants, which has been a greater priority for Turkey than fighting the Islamic State.

However, some analysts said the airport attack might be a game changer for Turkey's approach to the Islamic State. The United States and other allies have accused Turkey of not doing enough to fight the militant group, and even of contributing to its rise by allowing fighters and weapons to pass through Turkish territory as part of a policy of supporting Syrian rebels.

"I was impressed with the rapidity with which the government said it was Daesh," said Soli Ozel, a Turkish columnist and professor at Kadir Has University in Istanbul, using the Arabic acronym for the Islamic State. "It suggests to me that finally maybe they have learned what the hell they have done."

He added, "I think the fight against Daesh will become more serious than it has been."

The attack came a day after Turkey, which has suffered ruptures in relations with many of its neighbors in recent years, took steps to reconcile with Israel and Russia. Turkey's relationship with Israel fell apart six years ago after Israeli commandos stormed an aid flotilla bound for the Gaza Strip in violation of a blockade, killing several Turkish activists.

In November, Turkey shot down a Russian fighter jet that strayed into its airspace across the Syrian border, raising tensions to a boil. But Mr. Erdogan sent a letter to the Russian president, Vladimir V. Putin, this week expressing remorse for shooting down the jet, and on Wednesday, the two leaders spoke by telephone.

Subways and streets in Istanbul were quiet on Wednesday, with tourists who

had come despite a string of attacks over the past year — the airport bombings were the fourth suicide attack in Istanbul alone this year — trying to enjoy themselves.

"It's really sad," said Alex Afridi, 50, from Sacramento, who was visiting Turkey with his family and staying in a hotel in the Beyoglu neighborhood of Istanbul. "This city was already hurting. It's an amazing city."

Turks said they felt stunned at the dismal turn their country had taken.

"I was in a crying mood this morning, looking at the news," said Osman Serim, 60, a businessman drinking coffee in Beyoglu. "What is going to happen? What is the hope? What is the future for young people?"

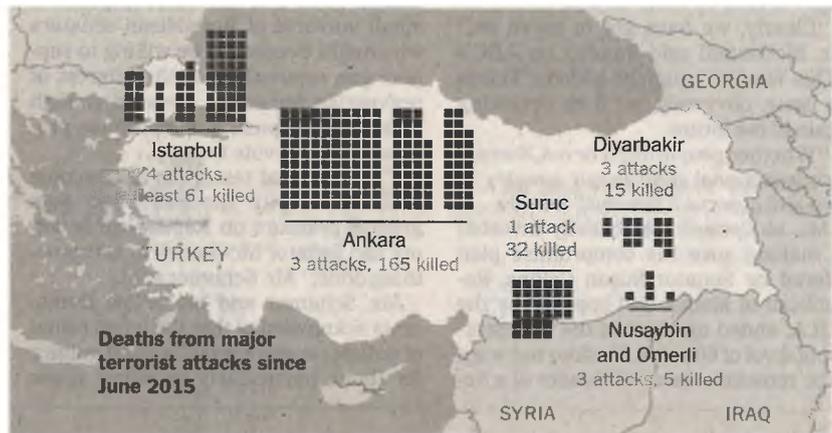
Neil MacFarquhar contributed reporting from Moscow, and Safak Timur from Istanbul.



A woman whose children died in the attack grieved on Wednesday. The dead were said to be from countries including China, Iran, Iraq, Jordan, Saudi Arabia, Tunisia, Ukraine and Uzbekistan.

Terrorist attacks are occurring with rising frequency

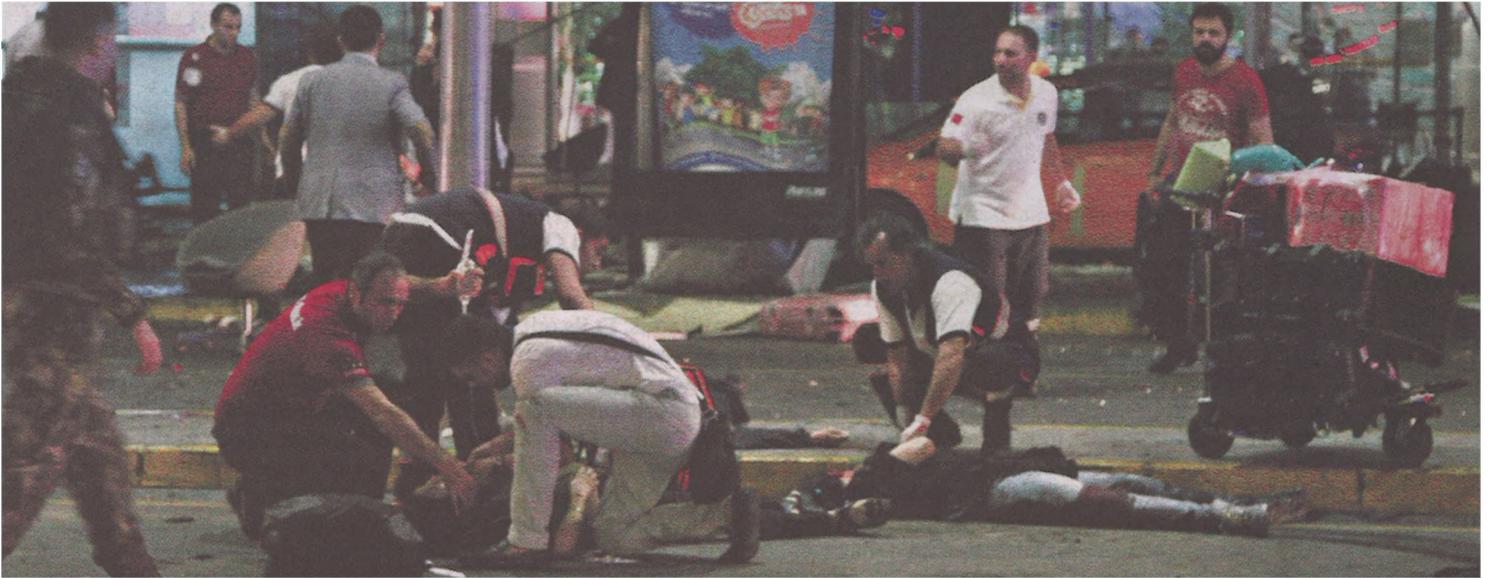
In the past year, militant groups have executed at least 14 major terrorist attacks across Turkey, killing more than 200 people. Kurdish militants, who have been in armed conflict with the Turkish government for decades, struck at least eight times. The Islamic State has initiated the deadliest attacks, targeting popular and crowded places.



DATE	LOCATION		DEAD	GROUP RESPONSIBLE
Jun. 5, 2015	Diyarbakir	Political rally	2	Unknown
Jul. 20	Suruc	Cultural center	32	ISIS
Oct. 10	Ankara	Peace rally	100+	ISIS
Jan. 12, 2016	Istanbul	Tourist area	10	ISIS
Jan. 13	Diyarbakir	Police headquarters	6	Kurdish militants
Feb. 17	Ankara	Military convoy	28	Kurdish militants
Mar. 13	Ankara	Public square	37	Kurdish militants
Mar. 18	Nusaybin		1	Kurdish militants
Mar. 19	Istanbul	Tourist area	4	ISIS
Mar. 21	Nusaybin	Military operation	3	Kurdish militants
Mar. 31	Diyarbakir	Police convoy	7	Kurdish militants
Jun. 7	Istanbul	Tourist area	11	Kurdish militants
Jun. 23	Omerli	Military outpost	1	Kurdish militants
Jun. 28	Istanbul	Airport	36+	Unknown

The group responsible is based on statements by officials and claims of responsibility.

SARAH ALMUKHTAR, LARRY BUCHANAN, FORD FESSENDEN AND K.K. REBECCA LAI/NYT



A l'aéroport international Atatürk, mardi soir, après l'attaque. Les kamikazes ont ouvert le feu avant de se faire sauter. PHOTO REUTERS

L'Etat islamique démultiplie son offensive contre la Turquie

Déjà tenu pour responsable de plusieurs attaques ces derniers mois, le groupe jihadiste a mené mardi sa première attaque coordonnée dans le pays.

Des trois attentats qui ont frappé Istanbul depuis le début de l'année, celui de mardi à l'aéroport Atatürk est de loin le plus meurtrier. Au moins 41 personnes ont été tuées et 239 blessées. Non revendiquée mercredi, l'attaque-suicide a été attribuée à l'Etat islamique (EI) par le Premier ministre, Binali Yildirim.

La Turquie paie-t-elle sa politique vis-à-vis de l'Etat islamique ?

Depuis trois ans, l'opposition turque, en particulier les partis kurdes, accuse Ankara de soutenir l'EI. Plusieurs médias ont publié les noms et photos de jihadistes soignés dans des hôpitaux privés d'Antakya et de Gaziantep (Sud). Et des camions des services de renseignements turcs ont été repérés alors qu'ils transportaient des armes pour l'EI en Syrie. Jusqu'en 2014, la frontière turco-syrienne était si facilement franchissable qu'elle avait gagné le surnom «d'auto-route du jihad».

En réalité, la Turquie ne considère pas l'EI comme la principale menace contre son territoire. Aux yeux du président Recep Tayyip Erdogan, l'ennemi numéro 1 reste le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et son dérivé syrien, le PYD (Parti de l'union démocratique). Celui-ci a peu à peu acquis une autonomie de fait dans le nord de la Syrie grâce à un accord tacite

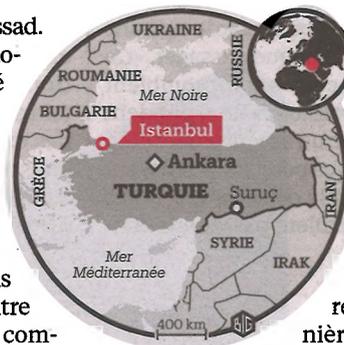
avec le régime de Bachar al-Assad.

Il tente depuis d'unifier le Rojava, ces territoires à majorité kurde qui longent la frontière turque, en combattant l'EI. Mais Erdogan est résolument opposé à la création de cette zone, craignant qu'elle ne soit utilisée par le PKK pour frapper en Turquie. Après trois ans de trêve, les affrontements entre forces de sécurité turques et combattants kurdes ont repris à l'été 2015. En représailles, les Faucons de la liberté du Kurdistan, une émanation du PKK, ont revendiqué plusieurs attentats contre des policiers ou des soldats turcs depuis le début de l'année.

Dans le même temps, à la suite des pressions occidentales, la position d'Ankara vis-à-vis de l'EI a évolué. La frontière avec la Syrie est désormais bloquée. Les militaires turcs n'hésitent pas à tirer à vue sur ceux qui tentent de la franchir, y compris sur des civils qui fuient les combats et les raids aériens dans la région d'Alep. Ankara a aussi fait bombarder plusieurs fois ces derniers mois des positions de l'EI dans le nord de la Syrie pour permettre aux rebelles de l'Armée syrienne libre de progresser. Mercredi, l'aviation turque a frappé plusieurs positions de l'EI en Syrie. Mais elle a aussi visé le PKK dans le nord de l'Irak.

L'EI a-t-il changé de stratégie en attaquant la Turquie ?

Non. Il a organisé plusieurs attentats sur le sol turc ces deux dernières années. D'abord en visant les Kurdes, comme à Suroç, le 20 juillet 2015, dans un attentat à la bombe qui avait fait 34 morts. Et depuis le début de l'année, en s'attaquant deux fois déjà au centre d'Is-



en et mars (4 touristes tués). L'EI n'a jamais revendiqué ces attaques, probablement pour ne pas entrer en guerre ouverte avec la Turquie. Mais l'attentat de mardi est d'une ampleur inédite. Il ne s'agit plus de kamikazes seuls qui se font exploser dans une rue mais de trois assaillants armés et ceinturés d'explosifs qui agissent de manière coordonnée dans un aéroport

protégé, à l'image de ceux qui ont attaqué celui de Zaventem, à Bruxelles, le 22 mars.

Jamais, depuis la création de son «califat» il y a deux ans, l'EI n'a été autant menacé dans ses territoires en Irak et en Syrie. Il vient de perdre Fallouja, repris par les forces irakiennes. La ville de Manbij, en Syrie, est attaquée depuis plus d'un mois par les forces kurdes alliées à des brigades arabes. Fragilisé dans ses fiefs et en guerre avec le reste du monde, l'EI a tout intérêt à frapper hors de ses frontières.

La dérive autoritaire turque va-t-elle s'accroître ?

C'est probable. Depuis plusieurs mois, toute opposition au pouvoir est assimilée à de la «propagande terroriste». La pression n'a cessé de croître sur la société civile. Journalistes, avocats, syndicalistes, intellectuels et groupes LGBT qui contestent la politique d'Erdogan sont arrêtés, jugés, et souvent emprisonnés. De plus en plus nationaliste, le président turc tente d'attirer les électeurs du parti d'extrême droite, le MHP, les «Loups Gris», qui soutient notamment les opérations de «nettoyage» menées dans les régions kurdes.

RAGIP DURAN (en Turquie)
et **LUC MATHIEU**

Why Turkey's foreign policy changes won't bring stability

By Fadi Hakura June 30, 2016
<http://us.cnn.com>

This week three simultaneous suicide bomb attacks rocked Istanbul Ataturk Airport, one of the busiest in the world, killing 43 people. Turkish government officials almost immediately blamed ISIS for the deaths, which coincided with the restoration of full diplomatic relations with Israel and the thawing of ties with Russia.

Turkey's deepening involvement in the Syrian quagmire and regional isolation checkmated its ability to combat the growing security challenge from ISIS. Its downing of a Russian fighter jet close to the Turkish-Syrian border last November halted its access to Syrian airspace while emboldening Syrian Kurdish insurgents closely affiliated to the separatist militants the Kurdistan Workers' Party (PKK) to acquire more territory from ISIS and Turkey-backed Sunni armed groups -- to the chagrin of Ankara.

In retaliation, Russia imposed painful trade sanctions on Turkey just as it lumbers into long-term economic stagnation known as the "middle-income trap." These measures have battered the vital tourism industry suffering from the fallout of the frequent bomb attacks by either ISIS or PKK in Ankara and Istanbul for over a year. Once a paragon of relative tranquility in a turbulent neighborhood, Turkey is increasingly seen as insecure and unstable, and most damagingly, unsafe for foreigners to visit.

President Recep Tayyip Erdogan has understood the urgency of improving ties with the regional powers and neighboring countries.

His loyalist Prime Minister Binali Yildirim's declaration that Turkey sought to increase the number of friends and reduce the number of enemies indicated an important shift after nearly a decade of an ideologically-driven foreign policy that generated hostility or coldness with most countries in the Middle East.

Future of Syrian president

Although the improvement of bilateral relationships are a welcome development, they should however, be seen as a tactical rather than a strategic retreat back to a balanced and flexible foreign policy pursued during the first half-decade of Erdogan's rule. At that time, Erdogan emphasized free trade, cultural exchange, non-partisanship and conflict mediation under the catchy slogan "zero problems with the neighbors."

Turkey will still be at loggerheads with Russia and Iran over the future of Syrian President Bashar al-Assad, and Israel will be wary to revive intimate military and security cooperation, or even build pan-Mediterranean gas pipelines to Turkey, despite the flurry of positive statements by both sides on energy relations. Mistrust of Turkey's intentions has developed to such a level that simply reopening channels of communication will not remove the caution towards its motives and objectives. Transactional diplomacy will continue to be the norm, not the exception.

Turkey's foreign policy has traditionally mirrored the domestic political scene. A liberal reformist agenda, for instance, moved in lock-step with a middle-of-the-road foreign policy. Conversely, the rise of confrontational and ideological politics at home reflected combativeness and antagonism abroad.



People flee the scene of a terror attack at Istanbul's Ataturk airport on Tuesday, June 28. Three terrorists armed with bombs and guns attacked the main international terminal, opening fire and eventually detonating their devices.

Root cause of instability

In other words, the real marker of a dramatic foreign policy direction will be whether Erdogan changes tack in Turkey itself. So far, there are no indications that he will sideline his singular ambition of transforming Turkey's governance into a centralized and powerful executive presidency at the expense of parliament. He is restructuring the lower and higher courts by demoting or forcibly retiring judges viewed as unfriendly to the government. He is also taking steps to narrow the secular character of the Turkish state by, for instance, authorizing Islamic officials to conduct wedding ceremonies and he has not shown any desire to liberalizing his approach to the unresolved Kurdish issue.

Combating ISIS and other militant groups will be greatly strengthened if Turkey complements heightened security and intelligence measures with a renewed push towards strengthening democracy, human rights and secularism. Only by tackling the root causes of instability and polarization will Turkey enjoy long-lasting peace and calm. ♦

Fadi Hakura is a Turkey expert and Associate Fellow at Chatham House, the Royal Institute of International Affairs, an independent policy institute based in London. The opinions expressed in this commentary are his.

REUTERS

Bomb attack kills two soldiers in southeast Turkey

Wed June 29, 2016 - DIYARBAKIR, Turkey (Reuters)

A **ROADSIDE BOMB** planted by Kurdish militants ripped apart a military armored vehicle in southeast Turkey on Wednesday, killing two soldiers and wounding three others, security sources said.

Kurdistan Workers Party (PKK) militants detonated the explosives by remote control near a village in the Derik district of Mardin province at 3:10 pm (0810 EDT), the sources said, adding an operation was launched in the area to capture those responsible.

Turkey is facing multiple security threats. As well as the insurgency in the mainly Kurdish southeast, it is also fighting Islamic State in Syria as a

member of the U.S.-led coalition.

Suspected Islamic State suicide bombers killed 41 people and injured 239 in an attack on Istanbul's main airport on Wednesday.

Conflict between the PKK and the Turkish military flared up last July after the collapse of a ceasefire. Thousands of militants, security force members and civilians have been killed in fighting across the mainly Kurdish southeast since then.

Earlier on Wednesday, the Turkish military said two soldiers were killed and another three wounded on Tuesday evening in two attacks by PKK fighters in the southeast's Diyarbakir province.

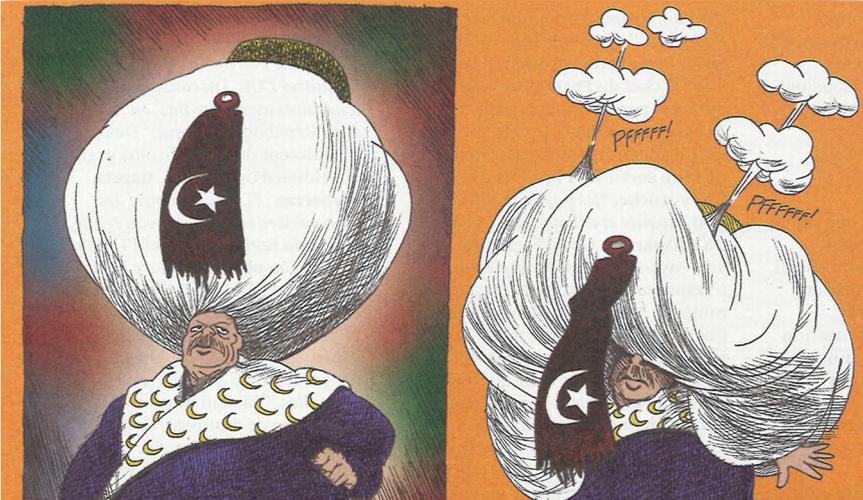
The militants launched one attack in the Lice area of Diyarbakir, wounding four soldiers, one of whom later died in hospital, the armed forces statement said.

It said another soldier was shot dead by PKK militants in Diyarbakir's Bismil district after he got out of a vehicle in front of his house.

More than 40,000 people have been killed in the conflict since the PKK, designated a terrorist group by Turkey and its Western allies, began its insurgency in 1984. Violence has surged since the collapse of a ceasefire last July. ●

Turquie. Un scénario pour en finir avec Erdogan

Les Américains devraient songer à supprimer leur base militaire en Turquie. Ce serait un message fort adressé à un président despotique et en conflit avec l'Occident.



— Foreign Policy (extraits)
Washington

Houston, nous avons un problème. Et il est grave. Lentement mais sûrement, la Turquie se rapproche d'un gouffre. Les panneaux qui jalonnent sa route sont peu réjouissants. Tyrannie. Terrorisme. Guerre civile. Juste au-dessus de l'horizon, on peut apercevoir des scénarios tels qu'"Etat défaillant" et "partition forcée". Le jour n'est peut-être pas loin où les décideurs américains, même s'ils préfèrent ne pas avoir à le faire, devront se poser la question fatidique : que faut-il faire d'un allié de l'Otan qui a mal tourné ?

Le basculement consternant et apparemment irréversible de la Turquie vers l'absolutisme se poursuit rapidement. La promesse faite par Erdogan en 2013 d'un cessez-le-feu avec le [mouvement paramilitaire kurde] PKK a été enterrée il y a longtemps, lorsqu'il est devenu évident que faire appel au sentiment nationaliste contre le terrorisme kurde offrait au président turc une voie plus sûre pour servir

ses ambitions despotiques qu'un processus de paix ambigu.

Le prix à long terme que la Turquie pourrait avoir à payer pour les gains à court terme d'Erdogan pourrait être très élevé. En plus des pertes humaines et matérielles, la radicalisation d'une génération de Kurdes dans le sud-est du pays, convaincue qu'il n'y a aucun avenir au sein de l'Etat turc, est à craindre. Erdogan a choisi d'interpréter la montée en puissance des Kurdes de Syrie comme une menace mortelle qui doit être écrasée – même si cela implique de céder à toutes sortes de djihadistes, y compris à Daech.

Les étapes de la trajectoire descendante de la Turquie ne s'arrêtent pas là. Erdogan a récemment passé en force une loi levant l'immunité parlementaire des députés, dans l'objectif principal d'engager des poursuites judiciaires contre certains membres du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) pour leurs liens présumés avec le PKK. Ils s'ajouteront à la liste croissante des personnes (incluant des journalistes, des universitaires et des activistes issus de la société civile) accusées de sou-

tenir le terrorisme pour avoir remis en cause la politique de la Turquie envers les Kurdes et la guerre en Syrie. Encore plus orwellien : presque 2 000 personnes ont été inculpées pour "insulte au président".

Menace. Erdogan est même allé jusqu'à utiliser le flot de réfugiés passant par la Turquie comme moyen de pression pour extorquer à l'Union européenne des prestations allant d'une aide financière considérable à une exemption de visa pour les citoyens turcs. "Nous pouvons à tout moment ouvrir nos portes vers la Grèce et la Bulgarie et mettre les réfugiés dans des autobus, a-t-il menacé les responsables de l'UE à la fin 2015. Nous pouvons dire : 'Désolés, nous allons ouvrir les portes et dire au revoir aux migrants.'" Lors d'une réunion à huis clos avec des officiels américains en janvier dernier, le roi de Jordanie, Abdallah II, a déclaré : "Erdogan croit en une solution islamiste radicale aux problèmes de la région" et "l'entrée de terroristes en Europe fait partie de la politique turque".

Erdogan est une déconvenue.

Mais il est aussi une menace grandissante pour les intérêts américains. Si sa politique met en danger le bien-être et la stabilité de la Turquie, un membre vital de l'Otan, elle attise également les flammes de l'extrémisme et du terrorisme au-delà des frontières de la Turquie – en Syrie et au Moyen-Orient bien sûr, mais aussi de plus en plus en Europe. Le pays censé être un rempart fiable pour la sécurité et la stabilité sur le flanc sud de l'Otan se transforme rapidement en une source majeure de risque pour les valeurs et surtout les intérêts de l'Otan.

Le basculement vers l'absolutisme se poursuit rapidement

Quelle devrait être l'attitude de Washington à l'égard du président turc ? Il est évident qu'Erdogan est passé maître dans l'art de tourner à son avantage les critiques des Etats-Unis et de l'Europe en intensifiant ses diatribes anti-occidentales, devenues un grand classique de son plan de jeu, afin d'assurer sa survie politique.

Le gouvernement américain, et c'est tout à son honneur, a dernièrement durci le ton. Ainsi, pour preuve, le président Obama a clairement critiqué la lutte de la Turquie contre les combattants étrangers [anti-Daech]. Mais les Etats-Unis devraient sérieusement envisager une action encore plus radicale : remplacer Incirlik, la base aérienne turque cruciale pour les opérations militaires des Etats-Unis et de l'Otan en Irak et en Syrie à la fois aujourd'hui et par le passé. Le fait que les Etats-Unis comptent sur Incirlik a sans aucun doute accru leur réticence à contester les mesures politiques les plus destructrices d'Erdogan, conférant ainsi une grande influence au président turc. En effet, et cela malgré les demandes pressantes des Etats-Unis, Erdogan n'a autorisé les avions américains à décoller d'Incirlik qu'un an après le début de la guerre contre Daech, et uniquement parce qu'il avait pris la décision, controversée, de reprendre la guerre contre le PKK.

Si les Etats-Unis décidaient de chercher une alternative

à Incirlik, ce serait un véritable coup de semonce pour Erdogan, l'avertissement clair que Washington ne permettra pas que ses intérêts restent indéfiniment otages d'une politique dangereuse et n'hésitera pas à miser sur des partenaires plus fiables et mieux disposés - le Kurdistan irakien, les Emirats arabes unis

et la Jordanie pourraient venir en tête de liste.

Le problème de la Turquie d'Erdogan n'a cessé de prendre de l'ampleur. Et pendant des années, les responsables américains ont évité de s'en occuper. Ils espéraient que ce problème se résoudrait d'une façon ou d'une autre, leur évitant d'avoir à prendre des

décisions difficiles à l'égard d'un allié de longue date. La Turquie occupe incidemment l'un des territoires les plus importants de la planète du point de vue géostratégique.

Mais la providence n'est pas intervenue. Au contraire, le problème Erdogan est en train d'empirer, de se métastaser, générant

des risques de plus en plus grands pour les intérêts américains. Le jour du jugement viendra tôt ou tard. Les Etats-Unis feraient bien de commencer à se préparer dès aujourd'hui pour limiter les dégâts.

—John Hannah
Publié le 15 juin

Ankara et Jérusalem se réconcilient

Un accord de normalisation des relations a été conclu le 27 juin entre Israël et la Turquie, prenant tout le monde de court. A Tel-Aviv, la presse est divisée sur cette initiative.



— n° 1339 du 30 juin au 6 juillet 2016

Après des années de tensions, Turcs et Israéliens ont décidé de renouer leurs liens afin d'apaiser les conflits dans la région. Dans le quotidien israélien **Maariv**, Meïr Uziel estime que l'accord constitue avant tout "une bouée de sauvetage pour le régime [turc] de l'AKP. Il est loin le temps du néo-ottomanisme triomphant de Recep Tayyip Erdogan. Sur le plan intérieur, ses réformes anti-atatürkistes se heurtent à plus de résistance que prévu. Et, sur le plan régional, ses rêves de redevenir l'acteur dominant au Moyen-Orient se sont heurtés à une fin de non-recevoir des Egyptiens (sur le plan militaire) et des Saoudiens (sur le plan religieux)", écrit l'éditorialiste. Meïr Uziel estime aussi que cet accord est "tout bénéfice" pour Israël, qui profitera à nouveau de "l'accès aux services de renseignements turcs face à l'Iran".

Ces retrouvailles avec la Turquie sont-elles une si bonne nouvelle pour l'Etat hébreu ? Dans **Ha'aretz**, Zvi Barel abonde et tem-

père à la fois. "Franchement, si l'on se fie aux clauses qui ont été communiquées (des excuses et des dédommagements israéliens, la signature par la Turquie d'accords économiques et la reprise de la coopération militaire), cet accord aurait pu être signé il y a déjà six ans. S'il a finalement vu le jour, c'est en raison de l'isolement de la Turquie, qui n'a jamais eu autant besoin d'Israël qu'aujourd'hui. Mais qu'Israël ne se fasse pas trop d'illusions : l'Egypte, dont la coopération nous est vitale, pèsera de tout son poids pour empêcher Ankara de prendre pied dans la bande de Gaza, voire servir d'intermédiaire au Hamas."

Autre son de cloche dans le quotidien conservateur **Yediot Aharonot**, où Gilad Sharon parle carrément de "capitulation" israélienne. "Nous allons verser de l'argent aux terroristes et le Hamas va garder ses bureaux à Istanbul." En effet, l'accord stipule qu'Israël devra présenter des excuses et payer 20 millions de dollars comme compensation aux familles des Turcs morts en 2010 alors qu'ils tentaient de briser le blocus contre

Gaza. Cette clause ne fait pas l'unanimité au sein même du gouvernement Nétanyahou.

Côté turc, la presse constate qu'il n'y a guère d'autres issues pour la Turquie que de mieux s'entendre avec ses voisins. "La Turquie, qui un moment se voyait comme un lieu de décision mondiale important, tente désormais de sortir de la solitude dans laquelle elle est tombée, écrit Soli Ozel dans le quotidien **Habertürk**. Le Premier ministre, Binali Yildirim, qui s'est fixé comme objectif de politique étrangère 'la diminution du nombre d'ennemis de la Turquie pour augmenter son nombre d'amis', illustre bien la victoire du réalisme."

Enfin, dans le quotidien progouvernemental turc **Sabah**, Yahya Bostan place cet accord dans un cadre plus large incluant le Qatar et l'Arabie Saoudite. "Au cours de la dernière décennie, un seul mot pouvait définir le Moyen-Orient : instabilité." Le fait que les Américains aient lâché leurs alliés dans la région "force les puissances régionales à trouver une alternative à leur dépendance vis-à-vis de Washington, prenant à bras le corps leur sécurité." —



29 JUIN 2016

Syrie: un attentat fait dix morts dans une ville tenue par les Kurdes

Par A.M avec AFP, 29/06/2016
www.bfmtv.com

At least ten people were killed, and nine injured in the explosion of a car bomb in Tall Abyad, a town on the border with Turkey.

"Une grande explosion a secoué mercredi la localité de Tall Abyad", ville à la frontière avec la Turquie et contrôlée par la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes

(FDS), "causant la mort de dix personnes, dont deux gardes kurdes, et blessant 9 autres, mais le bilan pourrait s'alourdir en raison de la gravité des blessures", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Explosion dans la rue principale

La localité de Tall Abyad située dans la province de Raqa, fief du groupe Daesh, a été conquise le 15 juin 2015 par la milice des Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui s'est ensuite alliée avec des groupes arabes



pour donner naissance en octobre 2015 aux FDS. Un responsable des FDS a précisé que le véhicule avait explosé devant le siège de l'administration autonome kurde, dans la rue principale de la localité. Avec la prise de Tall Abyad, les Kurdes syriens avaient coupé un accès vital entre la Turquie et les territoires contrôlés par les jihadistes de Daesh, notamment Raqa, leur capitale de facto. ●

Pourquoi Daech ne revendique pas ses attentats en Turquie

Depuis un an, plusieurs attaques en Turquie ont été attribuées à Daech. Pourtant, l'État islamique, pour des raisons stratégiques et idéologiques, ne revendique jamais ces attaques. Décryptage.

Par Eugénie Bastié - 30/06/2016
<http://www.lefigaro.fr>

« Les indices pointent Daech », a déclaré le premier ministre turc Binali Yıldırım après la terrible attaque à l'aéroport d'Istanbul, qui a fait 44 morts et plus de 200 blessés selon un bilan provisoire. C'est la première fois que les autorités turques nomment directement Daech, alors qu'il s'agit du 17^{ème} attentat dans le pays depuis juin 2015, date où la Turquie a opéré son revirement en politique étrangère en décidant de soutenir la coalition anti-Daech. « Jusqu'à maintenant, le gouvernement avait tendance à ne pas trop ébruiter les actions de Daech », note le politologue turc Ahmet Insel. « Contrairement aux attentats du PKK qui donnent systématiquement lieu à des accusations publiques, le mot « Daech » n'était pas prononcé lors des précédents attentats. C'est la première fois que l'ennemi est nommé », rappelle-t-il. De son côté, Daech n'a jamais revendiqué aucun de ces attentats qui lui sont prêtés, alors qu'il le fait systématiquement lorsqu'il s'agit d'objectifs occidentaux.

• UN OBJECTIF DIFFÉRENT DE CELUI DES ATTENTATS OCCIDENTAUX

Pour Ahmet Insel, si l'État islamique n'a pas la même stratégie de communication en Turquie, c'est qu'il n'y a pas les mêmes objectifs. « Les actions de Daech en Europe sont à but de propagande, pour montrer leur force et recruter de nouveaux militants », note-t-il. « En Turquie, ces attentats ont pour objectif de menacer l'État turc et de négocier avec lui, ce sont des avertissements. Il s'agit d'empêcher l'État turc de prendre une part trop active à la coalition internationale »

Pour le professeur à Paris VIII et islamologue Mathieu Guidère, il s'agit d'un « terrorisme de repré-

sailles », consécutif au retournement de veste de la Turquie en matière extérieure. Dans le cas du dernier attentat, il a eu lieu le lendemain du rétablissement des relations diplomatiques avec Israël et des excuses d'Erdogan à Poutine au sujet de l'avion russe abattu par les Turcs en novembre 2015.

Ces derniers temps, la police turque s'est mise à traquer les militants de Daech turcs, en particulier à Gaziantep, ville située à proximité de la frontière syrienne considérée comme un bastion de Daech en Turquie. Une vague d'arrestations sans précédents a eu lieu, plus de 3000 militants de Daech ont été interpellés.

• LA PEUR DES REPRÉSAILLES

Aucun des 17 attentats n'a été revendiqué par l'État islamique « alors que la marque de fabrique est très claire, et que les Kurdes ne l'ont pas non plus revendiqué ». Selon Mathieu Guidère, le prix d'une revendication serait trop lourd à payer pour Daech. Pour établir une revendication il faut en effet trois éléments : une preuve en amont de la revendication (vidéo du djihadiste postée avant comme dans le cas de Magnanville ou d'Orlando), une preuve in situ (drapeau de Daech, photo, ou revendication orale filmée) et un communiqué de Daech post attentat. Ce communiqué doit être très bien informé pour être indéniable et frapper les esprits. On y retrouve une mine d'informations, notamment le nom des djihadistes kamikazes. Généralement, un communiqué, comme celui des attaques de Bruxelles ou de Paris est une mine d'informations pour les enquêteurs. C'est pourquoi il ne peut permettre qu'un « one-shot ». Après une revendication en général, la filière, la logistique et l'environnement sont grillés, et on ne peut plus faire d'attaques avant très longtemps. Dans le cas de la



Mardi, un attentat en Turquie a fait 44 morts et 239 blessés à l'aéroport d'Istanbul. Crédits photo : Omer Kuscu/AP

Turquie, Daech ne peut pas se permettre de donner tant d'informations. « Si Daech donnait ne serait-ce que 10 % des informations contenues dans le communiqué de l'attentat de Bruxelles, la réaction serait tellement radicale (la Turquie est un État autoritaire et policier), qu'il ne pourrait plus jamais rien faire en Turquie. C'est pourquoi le nom d'aucun kamikaze n'a été livré », explique Mathieu Guidère.

• LA STRATÉGIE DE LA TENSION

De plus, Daech a intérêt à faire porter quand il le peut le chapeau aux Kurdes. Il s'agit d'une « stratégie de la tension », comparable à celle employée par les néofascistes en Italie dans les années 1970, qui organisaient des attentats qu'ils s'arrangeaient pour mettre sur le dos de factions d'extrême gauche. De la même manière, Daech veut s'arranger pour mettre les attaques sur le dos du PKK afin de pouvoir déstabiliser l'État sans devenir la cible de sa répression.

• CONSÉQUENCES SUR LA POPULARITÉ D'ERDOGAN

Quelles conséquences ont ces

attaques sur la popularité d'Erdogan? Selon Ahmet Insel, ces attaques n'ont pas d'impact majeur sur la popularité du président turc: « Ceux qui le haïssent le haïssent toujours plus, ceux qui l'adorent l'adorent encore », estime le politologue.

Selon Mathieu Guidère en revanche, ces attaques peuvent avoir une conséquence: « Le problème d'Erdogan est qu'il a brouillé son message à l'égard de son électorat traditionnel, qui est islamo-conservateur. L'État islamique étant devenu un ennemi, les Kurdes sont devenus des alliés dans la lutte contre cet ennemi, tout en restant des ennemis intérieurs absolus. Erdogan a du mal à convaincre sa base du bien-fondé de ce retournement politique. Les attentats se sont multipliés, fragilisant l'économie du pays. Les Turcs ont du mal à voir ce qu'ils vont y gagner ». Le risque est qu'Erdogan se voit dépassé par la frange la plus conservatrice du pays. Ce qui réjouirait évidemment l'État islamique. ■